RECHERCHES PANTHÉON-SORBONNE
UNIVERSITÉ DE PARIS I

SÉRIE : SCIENCES ÉCONOMIQUES
ÉTUDES INTERNATIONALES

CENTRE D'ÉCONOMIE INTERNATIONALE DES PAYS SOCIALISTES
Groupe de recherche sur la théorie de l'économie socialiste

Economie politique de la planification en système socialiste

Etudes coordonnées par
Marie LAVIGNE

ÉCONOMICA
49, rue Héricart, 75015 Paris
1978

TABLE DES MATIERES

Présentation V

I – OPTIMUM ET CROISSANCE EN SYSTEME SOCIALISTE

François SEUROT – *La fonction d'utilité sociale en système socialiste* . 15

Laure DESPRES – *Politique économique et fonction objectif de plan : la notion d'optimalité praticable dans un modèle de planification de l'économie nationale* 38

Robert TARTARIN – *Schémas de reproduction et politiques d'industrialisation* 62

Gérard DUCHENE – *Les limites de la recherche de l'efficience dans la politique économique soviétique* 102

II – LA REGULATION EN SYSTEME SOCIALISTE : INTERACTION DU PLAN ET DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Xavier RICHET – *Processus de planification et de régulation de l'économie socialiste.* 121

Jean-Charles ASSELAIN, Jean BONCOEUR – *Rationalité des «prix à deux canaux»* 136

Hélène MESCHERIAKOFF – *La politique monétaire, mise en œuvre du plan* 172

Barbara ROGULSKA – *La politique du revenu en système socialiste (l'exemple de la Pologne)* 190

Krystyna SZYMKIEWICZ – *L'ouverture de l'économie planifiée aux échanges internationaux et le «modèle du commerce extérieur» (l'expérience polonaise)* 219

III – LE SYSTEME ECONOMIQUE SOCIALISTE

Wladimir Andreff – *Capitalisme d'Etat ou monopolisme d'Etat en U.R.S.S. ? Propos d'étape* 243

Veselin DJURDJEVAC – *Essai sur la propriété étatique et la propriété sociale* 287

Marie LAVIGNE – *La société socialiste avancée* 301

Imprimé en France Imprimerie JOUVE, 17, rue du Louvre, 75001 PARIS

Dépôt légal : 1er trimestre 1978

PRESENTATION

*Le projet d'un ouvrage sur l'*Economie politique de la planification en système socialiste *est né de recherches et discussions menées au sein du groupe de recherche sur la théorie de l'économie socialiste, constitué en 1975 dans le cadre du Centre d'économie internationale des pays socialistes (U.E.R. «développement, études internationales, européennes et comparatives» de l'Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne). Le groupe rassemble des enseignants et chercheurs de l'Université de Paris I comme d'autres Universités parisiennes et de province (Nantes, Strasbourg), engagés depuis plusieurs années dans l'étude des économies socialistes de type soviétique. Bien qu'explorant individuellement des domaines très divers de l'analyse économique, avec des approches méthodologiques différentes, les membres du groupe se sont trouvé , en commun un certain nombre d'interrogations sur des problèmes de méthode ou de fond, convergeant vers une question centrale. Sur quoi doit-on centrer aujourd'hui, compte tenu de l'information disponible, de la masse de travaux déjà publiés, de la complexité et de la diversification croissantes des économies de l'Est, la recherche sur le système économique socialiste ?*

Il nous est apparu progressivement que nos recherches personnelles nous ramenaient toujours à la logique de la planification socialiste, qu'il s'agisse d'explorer les causes et les résultats des réformes économiques, de délimiter les frontières entre plan, politique économique, marché, de repérer les centres de décisions et les agents économiques en système socialiste; que l'approche initiale soit «microéconomique» (fonctionnement des entreprises) ou «macroéconomique» (modes de croissance, typologies de l'inflation), modélisante ou descriptive.

Mais il était clair pour nous qu'une analyse logique de la planification ne pouvait être formelle, bien que notre propos fût de la distinguer de la logique actuelle repérable dans l'action des institutions planifiantes. Notre but n'est pas de formaliser un modèle abstrait absolu de système socialiste, ni davantage d'ailleurs de «donner des leçons» aux socialismes existants ou potentiels. Aussi bien voulions-nous présenter une logique de la planification articulée avec la pratique étatique, dans ses formes historiques et ses lois de fonctionnement, vue à travers ses dysfonctionnements structurels et conjoncturels. Pour ces raisons, nous avons choisi le titre ambitieux de Economie politique de la planification en système socialiste. *Il n'est pas en effet pour nous de logique pure*

312569

de la planification : celle-ci, «dans les économies socialistes est un acte volontariste dont les objectifs ne sont pas du seul ressort de la science économique» (François Seurot, dans la contribution qui ouvre ce recueil). Et ceci est en même temps pour nous l'occasion de réaffirmer que toute économie est politique, même si les programmes officiels d'enseignement de notre discipline remplacent aujourd'hui l'expression considérée sans doute comme «rétro» d'«économie politique» par la terminologie scientiste et «neutre» d'«analyse économique».

Notre objet d'investigation est la planification en système socialiste. Toutes les contributions à une exception près se réfèrent à ce qu'il est convenu d'appeler les économies planifiées de type soviétique. Nous n'avons pas voulu définir «l'essence du socialisme» en général; pour certains d'entre nous, une définition de ce genre est absolument nécessaire; pour d'autres, elle est inutile dès lors que l'on a nommé précisément et géographiquement l'objet de la recherche; pour d'autres encore, elle découle de la présentation même qui est faite du problème étudié. Pourquoi donc avons-nous expressément fait référence dans notre titre au «système socialiste», malgré les divergences des conceptions que nous défendons à ce sujet ?

Deux raisons justifient ce choix. La première est d'ordre pratique : nous ne voulons pas induire le lecteur en erreur ou ambiguïté; nous analysons la planification dans les pays qui s'affirment «socialistes» au sens où leur base économique est constituée par la propriété collective des moyens de production. La seconde raison est d'ordre conceptuel. Soumettant les pratiques planificatrices actuelles à une analyse critique, nous souhaitons provoquer chez le lecteur une réflexion sur une planification socialiste telle qu'elle pourrait se développer en d'autres temps ou lieux.

*
* *

Le présent volume se divise en trois parties : optimum et croissance en système socialiste; la régulation en système socialiste, interaction du plan et de la politique économique; le système économique socialiste.

La première partie procède de la question initiale : quel est l'objectif du plan dans une économie socialiste ? La réponse doctrinale est : assurer la satisfaction la plus complète des besoins, par une augmentation et un perfectionnement constants de la production. Réalisation du bien-être et croissance économique peuvent-ils être assurés à l'optimum ?

François Seurot et Laure Després abordent dans une optique très différente le problème de l'optimum. Le premier s'interroge

sur la forme que peut prendre, pour le planificateur, l'objectif de bien-être. Idéalement, il s'agira d'une fonction objectif d'utilité sociale (f.u.s.). La théorie moderne du bien-être recherche comment rendre compatibles les préférences individuelles et l'intérêt public dans une démocratie. En système socialiste, on peut similairement rechercher un modèle intermédiaire combinant les fonctions d'utilité des citoyens et les valeurs dominantes du système social. La planification étant normative, l'optimalité est le critère de toute action; elle doit exprimer l'objectif social qui est la satisfaction maximale des besoins des membres de la société. L'école optimaliste soviétique n'est pas unanime sur la formulation de l'optimum, ni même sur l'existence d'une fonction de bien-être, à laquelle certains auteurs substituent d'autres critères, proposant des fonctions objectifs qui maximisent (minimisent) quelques indices économiques fondamentaux sous contraintes. F. Seurot présente les principales approches (analyses inductives macro - ou microéconomiques, élaboration de f.u.s. partielles, ou révélées, approches sociologiques ou normatives, modèles de croissance optimale). Il suggère en conclusion son interprétation sur la possibilité même d'une f.u.s., après cette présentation très complète d'un débat théorique essentiel.

Laure Després se place volontairement dans une perspective empirique, celle du calcul économique du planificateur. Sa conception de la fonction objectif est instrumentale et opérationnelle. Dès lors que le planificateur se donne une fonction objectif à maximiser (en pratique, un agrégat de comptabilité nationale), quelle sera sa forme mathématique et dans quelle mesure pourra-t-elle orienter les choix de politique économique ? L. Després envisage plus particulièrement, commentant des travaux soviétiques, un critère d'optimalité reposant sur la maximisation d'un indice de production de biens de consommation, dont le double avantage (par rapport à des critères tels que le produit global ou le revenu national) est de donner une appréciation directe du niveau de bien-être et, si on le formule en termes de «normes critérielles de consommation» en nature, d'éviter le passage par une structure arbitraire de prix.

Optimalité «praticable» laissant ouverte la question des préférences sociales réelles puisque les normes de consommation sont fixées «scientifiquement» par le planificateur, ou optimalité quasi transcendantale supposant que les autorités planificatrices assignent les objectifs généraux cohérents aux organes d'exécution : voilà deux explorations possibles du problème de l'optimum, c'est-à-dire du bien-être, en système socialiste.

La croissance est la condition nécessaire de l'amélioration du niveau de vie. Quelle croissance ? Les contributions de Robert Tartarin et Gérard Duchêne examinent cet aspect de la «loi économique fondamentale».

Robert Tartarin soumet à examen le «dogme» stalinien sur la croissance prioritaire de la production des biens de production (Secteur I), dont on admet couramment qu'il a inspiré toute la politique d'industrialisation soviétique à l'époque des plans quinquennaux, avec les résultats que l'on sait – développement spectaculaire des capacités productives, la génération des bâtisseurs du socialisme étant sacrifiée au bien-être des générations futures. Il éclaire le débat sur l'industrialisation d'un jour nouveau. Il démontre en effet que la justification théorique habituellement donnée à cette politique n'est pas soutenable : les schémas de la reproduction de Marx ne réclament nullement une priorité du secteur I sur le secteur II dans les taux de croissance, et la relecture léninienne de Marx ne l'implique pas davantage. Au terme d'une analyse formalisée, R. Tartarin conclut donc que la «loi» de la priorité du secteur I érigée en dogme par Staline n'est qu'une simple possibilité vérifiée dans certaines hypothèses seulement. Or, dit-on habituellement, c'est précisément au nom de cette «loi» que furent éliminés Boukharine et Préobrajenski, et que Staline imposa sa politique industrialiste. En fait, la croissance voulue par les premiers ou réalisée par le second ne peut être décrite avec la seule référence aux schémas de reproduction; la politique de croissance prioritaire du secteur I s'est trouvée limitée par des contraintes, sociales et économiques, qui n'ont pas permis de pousser la «loi» jusqu'à ses conséquences logiques ultimes.

Au volontarisme stalinien a succédé la recherche de la rationalité dans la planification de la croissance. Examinant les contributions soviétiques les plus récentes à cette problématique, Gérard Duchêne analyse l'apport des économistes mathématiciens à la détermination de l'équilibre dynamique intersectoriel et au choix du type de croissance, et se demande si ces tentatives de rationalisation ont pu effectivement être intégrées dans la politique économique. Le premier problème se rapporte à la recherche de la cohérence à moyen terme par le recours aux techniques input-output, *se substituant à la méthode traditionnelle des balances-matières; le second, à l'emploi de la fonction macroéconomique de production à facteurs substituables pour le choix des techniques. On sait que les propositions scientifiques des théoriciens ont dans les deux cas très peu influencé les décisions réelles. L'originalité de G. Duchêne est d'interpréter ce décalage théorie-pratique non pas simplement comme l'effet des routines et pesanteurs bureaucratiques, mais comme un échec fondamental et fatal : les économistes mathématiciens raisonnent «comme si» la société soviétique était parfaitement centralisée, unitaire et rationalisable, or les «défauts» actuels de fonctionnement du système sont immanents à celui-ci et ne représentent pas seulement une somme de déformations éliminables. Peut-on alors vraiment envisager une rationalisation réelle de la politique économique ?*

Nous sommes ainsi conduits à l'analyse du système de régulation en socialisme, combinant planification et politique économique; cinq contributions figurent dans cette seconde partie.

La pensée et la pratique économiques hongroises représentent, comme l'on sait, un apport particulièrement important à cette question. Aussi n'est-il pas surprenant que les deux premières études portent sur le cas hongrois.

Pour Xavier Richet, si le social est nécessairement homogène en système socialiste il n'en va pas de même de l'économique, où peuvent coexister plusieurs systèmes de contrôle. Ce dernier concept est ensuite défini par et à travers les sous-systèmes qu'il articule (planification, régulation et organisation). Ce cadre conceptuel une fois précisé, X. Richet procède à un découpage de l'histoire de la planification hongroise en trois grandes étapes, proposant une interprétation théorique du «nouveau mécanisme économique» mis en place à partir de 1968.

A cette analyse globale du système économique hongrois succède une étude de Jean-Charles Asselain et Jean Boncœur sur un aspect particulier de la réforme économique : la détermination des prix. La formule retenue en Hongrie a été celle des «prix à deux canaux», où la marge bénéficiaire incluse dans les prix est proportionnelle pour une part aux salaires versés et pour une autre part aux fonds investis. La formule a été très critiquée pour des raisons doctrinales (par référence à la théorie marxiste de la valeur) et en vertu de considérations logiques (elle serait un compromis pratique cherchant à concilier la prise en considération du coût du travail et du capital dans la gestion des entreprises). Une démonstration théorique rigoureuse (éclairée d'un exemple de plan de production optimum) tend à prouver que loin d'être arbitraire et incorrecte, la formule peut, au contraire, constituer un élément essentiel de la régulation économique, si les deux «régulateurs» qui la constituent, taxe sur les actifs et taxe sur les salaires, sont fixés de manière à faire coïncider le coût de chaque ressource, capital et travail, pour l'entreprise, avec son coût social. Sans parvenir à une rationalité parfaite, l'application pratique de la formule en Hongrie s'en rapproche par des ajustements successifs.

Hélène Mescheriakoff explore un autre domaine de la politique économique, celui de la politique monétaire, dont elle examine les fonctions de contrôle et régulation de la mise en œuvre du plan. On connaît les études classiques sur la «passivité» de la monnaie en système socialiste et sur le rôle de la «monobanque», terme popularisé par G. Garvy. H. Mescheriakoff affine et nuance cette analyse. Même dans son aspect le plus administratif, l'intervention monétaire à travers le «contrôle par le rouble» sur les entreprises débouche sur une véritable politique du crédit (par le coût et surtout par les quantités). A côté des modes classiques d'intervention, l'action par

et sur l'épargne prend une importance croissante, dans la mesure où elle ne se limite plus à la régulation des liquidités détenues par les particuliers mais cherche à influencer la liquidité globale de l'économie.

Les deux dernières contributions de cette section sont consacrées à des aspects de politiques structurelles. Barbara Rogulska s'interroge sur l'existence d'une politique du *revenu (à bien distinguer de la politique des revenus qui est une technique d'intervention anti-inflationniste), en système socialiste. On sait les fondements classiques de cette politique : association du principe «socialiste» de répartition selon le travail, et du principe «communiste» de répartition selon les besoins; utilisation du salaire comme revenu et comme stimulant. A ce corps traditionnel de la théorie économique socialiste sont généralement attribuées cohérence et portée pratique : le travailleur est au centre du système socialiste et les objectifs de la politique du revenu paraissent simples et indiscutables. Raisonnant sur le cas de la Pologne, B. Rogulska compare les objectifs explicites et les résultats obtenus dans la politique du revenu. Celle-ci s'appuie sur un statut du travail encore ambigu, dans le sens où le socialisme ne s'est pas encore dégagé de l'«héritage» du système capitaliste, selon les termes mêmes d'auteurs polonais. Au salaire, moyen de reconstitution de la force de travail, rémunération attribuée pour un travail de qualité donnée, stimulant incitant à l'exécution du plan (par sa partie mobile) sont dévolues des fonctions contradictoires, dont l'incohérence ne peut être corrigée par le rôle égalisateur du fonds social de consommation. Il en résulte une politique essentiellement empirique du revenu, appuyée sur une pétition de principe plus que sur une théorie.*

Peut-on dans un autre domaine de la politique structurelle, le commerce extérieur, repérer une stratégie économique spécifique ? Les «petits» pays socialistes européens ont fait de l'ouverture sur l'extérieur, depuis une décennie, un élément essentiel de leur nouvelle politique économique. Quelle est la relation entre l'échange international et la planification interne ? L'extérieur influe-t-il sur le système de fonctionnement interne et inversement ? L'expérience polonaise analysée par Krystyna Szymkiewicz met en évidence des interactions paradoxales. La croissance requiert l'ouverture sur l'extérieur; celle-ci exige et provoque une certaine décentralisation interne; la levée des contrôles rigoureux à l'importation, sans transformation suffisante des méthodes de gestion internes, accélère la tendance structurelle au déséquilibre des échanges; la lutte contre l'endettement extérieur entraîne une recentralisation. Mais peut-on éviter, par une réforme globale du système économique, ces réactions du type «stop-go» ?

Planification et politique économique conjoncturelle ou structurelle sont associées, dans la pratique des pays socialistes, selon des modalités essentiellement empiriques; les réformes économi-

ques, qui reposent sur cette combinaison, ont été mises en œuvre par des expérimentations et ajustements ponctuels. La théorie de la planification a été jusqu'ici beaucoup plus approfondie – à l'Est comme à l'Ouest – que celle de la politique économique. Les cinq contributions présentées sous cette rubrique suggèrent tout un champ, largement inexploré, à l'analyse économique.

La troisième partie de ce recueil, intitulée «le système économique socialiste», n'a pas pour objectif de définir la nature du socialisme – nous avons rappelé plus haut la position du groupe de recherche sur ce point –. Non que nous considérions ce domaine comme extérieur aux préoccupations de l'économiste; mais nous ne prétendons pas imposer une conception unique, sur laquelle au demeurant un accord ne saurait être réalisé. Les trois études présentées ici se proposent de faire le point sur certains débats récents, renouvelant des controverses nées à l'aube même des socialismes contemporains.

Wladimir Andreff questionne tout le corps d'une critique portant sur la nature de la société soviétique, et refusant à celle-ci la qualification de socialiste. Il s'agit de la thèse selon laquelle l'U.R.S.S. serait, en fait, un capitalisme d'Etat. L'originalité de sa présentation tient à la méthode retenue : contrairement aux approches habituelles, W. Andreff ne cherche pas à vérifier si la thèse en question «colle» à la réalité soviétique, ni si toutes les versions en sont cohérentes entre elles, mais s'interroge sur la pertinence analytique du concept. Ce propos va le conduire d'abord à se demander si les différents rapports sociaux (de production, exploitation, appropriation, répartition, rapports marchands, rapports politiques) définissant le capitalisme d'Etat sont vraiment «capitalistes» par référence à la théorie marxiste. Aboutissant à des conclusions qui invalident en partie la théorie, il reprend alors le test de pertinence sur une autre version, actualisée, celle du C.M.E. (capitalisme monopoliste *d'Etat) : en effet les structures présentes de la production en U.R.S.S. peuvent orienter l'analyse du système soviétique en termes de monopole. Quelle conclusion ? Selon W. Andreff, on ne saurait dire que l'U.R.S.S. n'est certainement pas un capitalisme d'Etat; mais on peut affirmer qu'elle ne l'est pas certainement. Cette rigoureuse exploration méthodologique conduit à suggérer un approfondissement de la théorie du «capitalisme d'Etat soviétique» et peut-être même à rejeter le raisonnement du tiers exclu, généralisé jusqu'ici dans le débat sur l'alternative capitalisme-socialisme.*

Veselin Djurdjevac part de la définition du socialisme telle qu'elle est classiquement donnée d'après le mode de propriété sur les moyens de production, et examine les implications de la propriété sociale comparée à la propriété étatique, en présentant les développements les plus récents de la théorie yougoslave sur celle-là. Confrontée à la théorie et à la pratique soviétiques, l'expérience yougoslave constitue selon V. Djurdjevac une applica-

tion plus directe de la prise de possession effective, par les travailleurs, des moyens de production, sans toutefois réaliser encore une intégration des intérêts sociaux et individuels; le droit d'autogestion s'arrête à la porte des entreprises. Quelles sont les conditions de la socialisation ? L'évolution de l'État lui-même, et du système politique, fournit peut-être la réponse, que serait, à terme, la négation de toute propriété.

Dans la théorie marxiste l'étape finale du mode de production socialiste est le communisme, selon la formulation qu'en a donnée la Critique du Programme de Gotha. Quelle signification revêt alors l'expression de «société socialiste avancée» qui qualifie aujourd'hui l'état du système économique et social atteint en U.R.S.S., et en voie d'établissement ailleurs ? Marie Lavigne décompose cette notion à travers sa formulation officielle, par une analyse logique du discours idéologique. Pourquoi a-t-il été nécessaire, à un moment donné de l'évolution des sociétés socialistes européennes, de produire un nouveau concept ? Quels domaines recouvre-t-il ? Histoire de l'émergence et de la consolidation du concept lui-même, périodisation de l'histoire à la lumière de celui-ci : l'approche diachronique révèle les ambiguïtés de la «société socialiste avancée» en tant que phase de l'évolution générale du socialisme, et explique les polémiques que son interprétation a pu susciter. Par l'analyse synchronique, se dégagent les rapports logiques reliant les éléments constitutifs du «socialisme avancé» en un système complet, destiné à s'imposer à la conscience collective. L'ampleur même des moyens mis en œuvre en U.R.S.S. pour diffuser ce concept signale l'importance idéologique accordée à la «société socialiste avancée»; c'est ainsi que l'Union Soviétique aujourd'hui se voit et veut être vue, dans un projet de société destiné à mobiliser ses membres et à être opposé aux contestations extérieures.

Ces douze contributions sur l'économie politique de la planification en système socialiste, approfondissant des thèmes classiques de la théorie de la planification, suggérant des voies nouvelles d'analyse et d'interprétation, ne prétendent assurément pas couvrir le domaine très large que le «groupe de recherche sur la théorie de l'économie socialiste» a assigné à ses travaux; il reste beaucoup à faire. Qu'il soit ici permis au présentateur d'exprimer au nom de chaque auteur ses remerciements à l'ensemble du groupe pour les remarques et suggestions formulées dans la discussion de chacune de ces études. Pour chacun d'entre nous cette confrontation a été des plus enrichissantes. Ce livre ne se veut pas l'expression d'opinions et de jugements uniformes, et l'on reconnaîtra sans peine la diversité des approches et conceptions; mais il est à coup sûr le produit d'une recherche commune appuyée sur une critique collective sans complaisance. Conscients des imperfections et limites de ce premier travail, nous avons l'ambition de le prolonger avec de nouvelles collaborations, dans le même esprit d'une discussion laissant à chacun l'entière autonomie de sa réflexion.

Marie LAVIGNE

I

OPTIMUM ET CROISSANCE EN SYSTEME SOCIALISTE

LA FONCTION D'UTILITE SOCIALE EN SYSTEME SOCIALISTE

François SEUROT

La planification dans les économies socialistes est un acte volontariste dont les objectifs ne sont pas du seul ressort de la science économique. Les seuls critères d'efficacité économique ne suffisent pas à guider les choix entre toutes les variantes possibles d'un plan de développement, car il peut exister une infinité de variantes efficaces. Il n'y a, économiquement, aucune raison pour qu'une de ces alternatives efficaces corresponde plus qu'une autre à un optimum collectif.

Les choix du planificateur traduisent sa fonction de préférence. Pour que cette fonction ne se ramène pas à une simple tautologie indiquant que le planificateur préfère le plan qu'il met en œuvre, il faut qu'elle découle d'une fonction d'utilité sociale prédéfinie.

La fonction d'utilité sociale (F.U.S.) traduit un classement des états sociaux. Sa construction pose des problèmes considérables; mais une analyse en ces termes est cependant féconde car les recherches sur la construction d'une F.U.S. permettent de perfectionner le fonctionnement de la planification optimale telle que l'ont définie les auteurs optimalistes soviétiques.

Rôle de la fonction d'utilité sociale

Pour des raisons historiques, l'économie des pays socialistes a suivi ce que O. Lange appelait un développement extensif : de grandes réserves en main d'œuvre et en ressources naturelles étaient inemployées, le seul problème du planificateur était d'intensifier l'exploitation des ressources par un accroissement considérable des investissements. Les pays socialistes ont atteint progressivement un stade de maturité tel que la méthode extensive est insuffisante et que la planification n'a plus pour objet essentiel d'intensifier l'investissement. La méthodologie et le rôle de la planification sont à repenser dès que la croissance doit s'appuyer sur l'augmentation de la productivité du travail, de l'efficacité de l'investissement et de la gestion plus que sur le volume de l'investissement global. C'est dans ce nouveau cadre que le problème de l'optimisation de plans perspectifs et annuels, globaux et partiels, prend tout son sens.

Peut-on formuler l'objectif de l'économie socialiste sous la forme d'un indice unique dont la maximisation serait l'objet de la planification ou faut-il admettre qu'il y a une série d'objectifs, d'indices numériques non comparables entre eux ?

Dès que l'on veut savoir comment le planificateur arrête, pour une période déterminée, les orientations générales du développement, les conditions de la production et les grandes lignes de la structure de consommation, on s'interroge, alors, sur les motifs des choix planifiés.

Le plan s'élabore sur la base de préférences sociales conscientes ou inconscientes. Par préférences sociales, nous entendons là une relation d'ordre des états sociaux. Le plan pourra réaliser une affectation efficace des ressources, avec ou sans le recours du marché; mais il décidera, entre toutes les affectations efficaces, de celle qui correspond aux objectifs finals qu'il s'est donnés. Ces objectifs traduisant les priorités du planificateur, celles-ci sont le reflet d'une échelle de préférence sociale implicite ou explicite.

La plupart des auteurs socialistes n'approfondissent pas cet aspect de la planification qui est celui du classement des préférences portant sur les états sociaux. La fonction d'utilité sociale qui caractérise, et parfois tente d'expliciter ces préférences, est cependant une pièce maîtresse de toute théorie cohérente du socialisme, ou de tout autre système économique.

Considérer que les préférences sociales sont des données ou des contraintes, et refuser d'aller plus loin est une attitude qui conduit à refuser d'analyser l'essentiel : à savoir, les choix économiques fondamentaux. C'est une chose, exacte d'ailleurs, de dire que ces classements d'états sociaux ne relèvent pas seulement de l'économie et donc que ces choix de la collectivité sont une donnée pour le planificateur; c'en est une autre que de prétendre que la façon dont s'opèrent ces choix sociaux, et leur cohérence, ne doit pas intéresser l'économiste.

La fonction d'utilité sociale (F.U.S.) indique quelle est la situation socialement préférable. Elle peut même amener à rejeter un optimum parétien au profit d'une situation non optimale. Elle indique l'ordre de préférence de la société entre tous les états sociaux réalisables. Elle révèle la pondération que la société alloue au bien-être de chaque individu ou de chaque classe sociale. Elle est la traduction des aspirations profondes d'une société.

Si le recours à une F.U.S. permet de préciser les relations entre planification à court terme et planification à long terme, c'est parce qu'elle précise le poids accordé aux générations futures par la société présente.

Le terme même de fonction d'utilité sociale (on dit aussi fonction de préférence sociale, fonction de préférence collective, fonction d'utilité collective, etc...) est ambigu. On peut ainsi qualifier soit l'ordre des préférences de la société, soit les préférences d'un individu, qui peut être un dirigeant politique, un économiste ou un spectateur, quant aux divers états sociaux possibles.

Deux hypothèses extrêmes sont possibles et acceptables : dans un cas les choix sociaux doivent être directement et exclusivement issus des préférences individuelles, dans l'autre la société a une personnalité en elle-même et ses préférences sont indépendantes de celles de ces membres.

La première approche conduit au théorème d'impossibilité d'Arrow, la seconde ne paraît pas plus satisfaisante et décrit incomplètement les institutions et les procédures de choix concevables dans une cité socialiste. Marx d'ailleurs refusait de considérer la société comme une abstraction vis-à-vis de l'individu [1]. L'analyse de la fonction d'utilité sociale en système socialiste doit définir un modèle intermédiaire entre ces deux positions, la synthèse entre l'influence des préférences individuelles et celle de la «personnalité» d'une société socialiste sera ici opérée à partir d'une combinaison entre les fonctions d'utilité (cardinales) du citoyen et les valeurs dominantes du système social dont la définition et l'enseignement aux citoyens est assurée par ce qu'on peut appeler le pouvoir idéologique [2].

Préférences cardinales ou valeurs dominantes

Il a été établi que les arguments d'une fonction d'utilité sociale ne pouvaient être des fonctions d'utilité ordinales [3].

Il est de coutume maintenant de ne pas aller plus loin dans une recherche si on se trouve devant des préférences cardinales et l'économiste conclut qu'il s'était engagé sur une fausse piste. Une autre attitude est aussi de continuer en dissimulant, souvent parce qu'on n'en a pas conscience, que les indices de préférence utilisés sont nécessairement cardinaux; le trouble est multiplié lorsqu'au cardinalisme s'ajoutent des comparaisons interpersonnelles.

Il peut être fécond de continuer une recherche cardinaliste à condition de savoir ce que les conditions de mesurabilité impliquent. Les préférences individuelles sont partiellement déterminées par les institutions dont certaines ont pour objet de former les citoyens uniformément, c'est d'ailleurs une des fonctions de l'école et du service militaire obligatoires que de rapprocher des individualités différentes d'une individualité «moyenne» ayant une opinion «moyenne», c'est-à-dire dont les préférences sont aisément prévisibles au moins en partie. L'hypothèse de cardinalité des fonctions d'utilité sociale individuelles revient à supposer que les individus peuvent attribuer des notes aux états sociaux.

La comparabilité interpersonnelle suppose, elle, que ces notes sont agrégeables en étant pondérées d'une façon quelconque.

1. K. Marx, *Manuscrits de 1844.*

2. Cet aspect est développé dans F. Seurot, *Echange international, croissance et optimum économique en système socialiste,* Thèse Paris II, 1972, pp. 356-389.

3. *Cf.* G. Guilbaud (voir la bibliographie *in fine*).

La règle de choix collectif serait une composition de la manière de noter de chacun et du mode de pondération et d'agrégation des notes. La F.U.S. qui en résulte peut être ordinale.

Les économistes soviétiques retiennent fréquemment l'hypothèse d'utilités cardinales mais sans le souligner ni en discuter le bien-fondé.

Šatalin conçoit la planification optimale comme la maximisation d'une somme d'indices de satisfaction des consommateurs.

L'académicien Fedorenko (dans la revue *Kommunist*, 1966/6) pose, comme un des fondements de la planification optimale, la possibilité de mesurer l'utilité des biens et ressources; le prix est, alors, la même estimation en monnaie, d'unités des ressources apportant la même utilité.

Kacenelinbojgen adopte une fonction-objectif qui est la somme pondérée des fonctions-objectif individuelles, il ne précise pas comment il construit ces fonctions. C'est là une approche purement cardinaliste à la Pigou.

Volkonskij suggère de construire les fonctions d'utilité individuelles sur la base des comportements quotidiens par la méthode de R. Frisch qui reposait sur le calcul des élasticités-prix [4].

Une autre approche est de déterminer, par l'observation, les valeurs dominantes dans une société. Ainsi, Rothenberg pense qu'il est possible de «persuader» les individus de se rallier à des valeurs agrégées sans unanimité; ce sont les «jugements dominants» de la collectivité. On peut comprendre qu'un individu reconnaisse que certaines valeurs apparaissent comme dominantes, alors que lui-même y est opposé [5].

Accepter une telle théorie implique qu'on accepte trois hypothèses :

1. Il y a une régularité constatable dans le modèle des jugements adoptés par les individus dans une société;
2. Cette régularité peut permettre de définir des processus de prise de décision au nom de la communauté;
3. Il y a consensus envers ces processus de prise de décision.

Cette méthode repose sur l'hypothèse générale, développée en sciences sociales, de l'existence d'un consensus social sur certaines valeurs. Ces valeurs fondamentales sont le «plus petit commun dénominateur» de la communauté [6], elles ne sont pas imposées, selon Rothenberg, par des institutions; mais institutions et valeurs sociales s'engendrent et se soutiennent mutuellement.

4. R. Frisch, «Sur un problème d'économie pure», *Norsk Matematisk Forenings Skrifter*, série 1, n° 16, Oslo, 1926, pp. 1-40.

5. J. Rothenberg, 1961, p. 310.

6. J. Rothenberg, 1961, pp. 310-320; il s'appuie sur les travaux de sociologue Talcott Parsons, *Cf.*, T. Parsons, *The Social System*, Free Press, 1952.

On peut adopter, comme F.U.S., la généralisation empirique des valeurs fondamentales mentionnées, bien que cette théorie ne soit pas aisément formalisable. Il y a là un problème très important : comment généraliser, agréger ces valeurs sans définir de procédure logique même approximative ?

I – LE DEBAT SUR LE PRINCIPE D'OPTIMALITE

A) Défense et critique du principe

Une approche téléologique d'un système socio-économique assure que le critère général d'optimalité est introduit de façon exogène au système alors qu'une approche causale suppose qu'il existe dans le système lui-même; retenir une approche causale implique que le critère provient des participants (groupes, individus ...) mais pas nécessairement qu'il est formulé par eux. Il y a place pour un observateur ou un interprète des valeurs dominantes.

Les aspects fondamentaux du principe d'optimalité pour l'école optimaliste soviétique sont simples, la planification est un problème d'économie normative et l'optimalité doit être le critère de toute action. Le refus de l'unicité de ce critère au niveau des objectifs de développement paraît, souligne Šatalin, contredire la nature du processus de planification et priver cette dernière des méthodes de choix de la meilleure variante d'utilisation des ressources.

L'objectif social est la satisfaction maximale des besoins des membres de la société. Šatalin ajoute que le critère d'optimalité doit être une mesure objective de la satisfaction des besoins; on peut remarquer que Šatalin s'affirme, d'emblée, cardinaliste.

L'objectif du plan est la maximisation de l'utilité sociale des biens et services de consommation (temps libre inclus), l'utilité sociale des biens de production dérive de celle des biens de consommation qu'ils créent. De même qu'il y a des quantités de travail abstrait il y a des unités d'utilité sociale abstraites, et comparer des biens à partir de leur utilité sociale pose un problème méthodologique difficile mais guère plus que de les comparer sur la base des dépenses en travail[7].

Lorsqu'un auteur traditionaliste, comme Kronrod, considère que l'optimum se constate, c'est là une approche positive et non normative de l'optimalité. L'optimum est alors la réalisation courante du plan sans gaspillage. Il s'agit encore d'un optimum de production et Šatalin combat cette conception en montrant qu'en situation d'utilisation optimale des ressources, les prix caractérisent les utilités sociales de ces ressources alors que dans la pratique

7. S. Šatalin (1970), p. 840.

actuelle, les prix sont établis sur la base des coûts moyens ce qui ne peut servir de fondement à une planification optimale.

Le critère d'optimalité est critiqué d'un point de vue historique par Kovalev pour qui ce critère constitue une catégorie historique. Chaque période de l'histoire a ses objectifs propres, il n'y a pas de critère indépendant des conditions sociales de la période. Le parti communiste doit déterminer les principaux objectifs sur la base de son programme et à chaque étape correspond son type d'optimalité, actuellement, selon Kovalev, l'optimum économique est l'accroissement de l'efficacité de la production; auparavant c'était la maximisation du taux de croissance de la production industrielle et les congrès du Parti définissent les proportions optimales entre investissement et consommation. Plus tard, peut-être, ajoute Kovalev, le critère d'optimalité se déplacera vers la recherche d'un niveau donné de satisfaction des besoins sociaux et privés en minimisant les coûts nécessaires.

Dans une telle perspective, le critère de maximisation du revenu national est l'objectif le plus général qui reste acceptable, mais il ne correspond pas à l'optimalité générale de la planification. Kovalev a le mérite de poser clairement le rôle prééminent du pouvoir idéologique, les conclusions qu'il en tire ne sont pas convaincantes, rien n'empêche le Parti de préciser les valeurs générales qu'il retient afin de préciser le taux d'épargne. L'analyse de Kovalev est proche parente de toutes celles pour qui le taux d'épargne est une donnée exogène.

B) Substituts non optimaux à la F.U.S.

Les critères proposés comme substituts à une fonction de bien-être sont de trois types :

– le premier est constitué d'approches directes de la F.U.S. Ces critères correspondent à la maximisation de quelques indices économiques fondamentaux (consommation globale, revenu par tête, etc ...).

– le deuxième groupe de critères procède d'une approche très différente. On se contente de minimiser le délai de la période planifiée nécessaire, pour atteindre un niveau donné (et assez élevé) de bien-être. La fonction-objectif est une minimisation sous contraintes.

– le dernier groupe propose également comme fonction-objectif une minimisation sous contraintes. Il s'agit de minimiser les dépenses sociales nécessaires, pour atteindre un niveau déterminé de bien-être. Les programmes issus de ce groupe peuvent être présentés comme des programmes duaux de ceux qui sont établis à partir des critères du premier groupe.

Le premier type d'approximations de la fonction-objectif fait notamment l'objet de travaux de l'école optimaliste de Novosibirsk.

Si on prend comme objectif la maximisation de la consommation, il faut avoir déterminé, auparavant, la part de la consommation dans le revenu national. Un tel critère ne permet donc pas de préciser le taux optimal d'accumulation[8].

Granberg propose une fonction de maximisation de la consommation, étant donnée la liste des types de biens à produire. Il envisage aussi la maximisation du revenu à prix constants : la fonction-objectif est alors :

$$\max \sum_{t=1}^{T} Q(t)\, Z_t$$

où Z_t est le revenu au moment t et où $Q(t)$ est une fonction d'utilité reflétant l'utilité à chaque époque du revenu.

Pour O. Lange, on peut, en première approximation, retenir comme indice synthétique le revenu national et le plan doit maximiser l'accroissement du revenu national pendant une période choisie. Cette approche ouvre d'intéressantes perspectives à la microéconomie la plus traditionnelle, car la contribution d'une entreprise au revenu national étant son produit net, le comportement de l'entreprise est de maximiser son produit net. Ce critère est, dans certaines conditions, équivalent à l'objectif de maximisation du profit[9]. Le problème à résoudre est celui de la nature des contraintes.

Dès que, tout en retenant un indice unique, on cherche à raffiner l'approche sans se contenter d'un indice comme le revenu national, on est amené à se poser le problème de l'existence d'une fonction d'utilité sociale, ou de toute forme de fonction de bien-être.

En effet, la croissance maximale du revenu national, sous les contraintes données des parts relatives de la consommation et de l'accumulation, ne correspond pas à un indice du bien-être à moins que les prix, auxquels est calculé le revenu national, ne soient eux-mêmes optimaux socialement, c'est-à-dire qu'ils soient donnés par la maximisation d'une fonction d'utilité sociale. La contrainte que constitue un taux d'accumulation donné, n'est pas une contrainte de planification optimale. Qui détermine le taux d'accumulation de façon exogène ? Comment le choisit-il ?

Les modèles recourant au deuxième type de critères sont d'un intérêt moins grand; minimiser la durée d'exécution du plan est

8. *Cf.*, K. Valtukh : « Problemy optimizacii nakoplenia » in *Problemy narodnokhozjajstvennogo optimuma*, Novosibirsk, 1969.

9. *Cf.* O. Lange, *Problèmes d'économie socialiste et de planification*, Acad. pol. des Sciences, Varsovie, 1964.

un critère proche de celui de la minimisation des coûts en temps de travail.

Le troisième type de critères est le plus fréquent, ainsi Novožilov prenant en considération les coûts en travail propose ce type d'approche qui présente l'avantage de permettre des expressions quantitatives simples; on peut ainsi apprécier l'efficacité des diverses décisions possibles.

Du point de vue de la fonction-objectif, la minimisation des coûts de production ne peut être une fin en soi. Certes, la relation entre la maximisation de la fonction-objectif et la minimisation des coûts en travail est établie par le théorème de dualité.

Mais minimiser les dépenses en travail n'est pas un objectif général, un tel critère ne vise qu'à atteindre un optimum de production. Ce n'est, du point de vue des critères de bien-être, observe Šljapentokh, guère plus que la maximisation de la durée du temps de loisir, ce qui ne peut être considéré comme l'objectif unique du développement de la société.

II – LES APPROCHES INDUCTIVES

Les approches fondées directement sur une évaluation des besoins sont micro-économiques (Ickovič) ou globale (Saltykov et Tambovcev).

A) Approches micro-économiques

Ickovič prend comme fonction-objectif une fonction multiplicative du type : $F(W) = \prod_{1}^{n} \varphi_i Z_i$ où i est un besoin.

$$Z_i = \frac{u_i - u_i^0}{u_i^1 - u_i^0}$$

avec u_i est un indice d'utilité associé au besoin i;

u_i^0 est le seuil minimal de satisfaction;

u_i^1 est le seuil maximal de satisfaction;

φ_i le poids du besoin i dans la collectivité;

$W = W(Z_1^1 - Z_\eta)$ est une fonction du bien-être collectif défini par l'ensemble des satisfactions des besoins;

$Z_i = 0$ si le besoin i n'est pas satisfait du tout.

Si tous les besoins sont également satisfaits

$$Z_1 = Z_2 = \ldots \quad Z_i = Z_n$$

$F(W)$ est monotone, croissante, différentiable deux fois et séparable.

Une telle analyse fondée sur une caractérisation quantitative des seuils de satisfaction appelle des critiques quant à la force des conditions nécessaires. Rejeter l'hypothèse d'insatiabilité du consommateur est déjà une hypothèse forte, fixer le seuil est une hypothèse encore plus forte.

D'autre part fixer le poids d'un besoin dans la collectivité est une exigence aussi considérable que déterminer la pondération des individus dans une collectivité.

Smirnov, dans une approche plus générale, définit des niveaux de «satisfaction idéale» des besoins globaux; ce qui l'amène à intégrer le progrès technique et les biens nouveaux, pour déterminer les possibilités de satisfaction de la société à chaque moment du futur (à part le futur très lointain)[10].

B) L'approche globale de Saltykov et Tambovcev

Saltykov et Tambovcev mettent en relief le rôle des valeurs fondamentales dans le processus génétique :

besoins – intérêts - objectifs

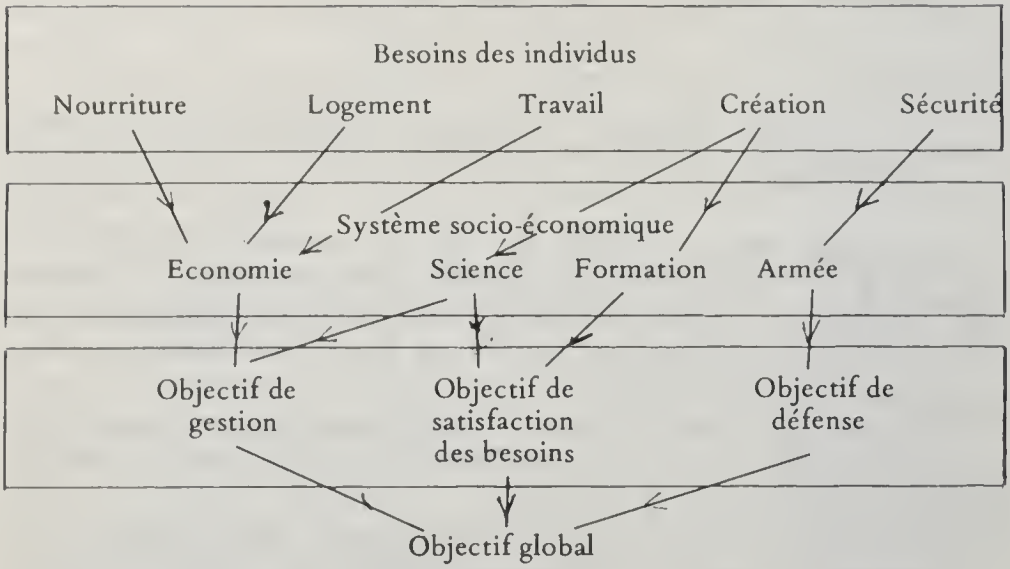
Ils appliquent ce point de vue à un système socio-économique caractérisé par la multiplicité de ses modèles partiels (polystructuralisme) ce qui permet de greffer un arbre de décision à la hiérarchie des sous-systèmes et systèmes.

Les besoins (nourriture, logement, travail ...) s'expriment en un système socio-économique d'ensemble qui comprend plusieurs sous-systèmes (Economie, Sciences, Education, Armée ...).

La définition des objectifs collectifs est maladroite et insuffisante, elle n'inclut que des objectifs qui découlent directement des besoins des membres de la société et les auteurs, eux-mêmes, renoncent à expliquer comment on agrège les objectifs partiels en un objectif général en bas de l'arbre de décision [11]. L'agrégation des objectifs est aussi mystérieuse et pose les mêmes problèmes que l'agrégation des préférences individuelles. Saltykov et Tambovcev se contentent de noter que les objectifs non individuels de même que certaines préférences individuelles ne sont pas les mêmes

10. Smirnov, in *Ekonomiko-matematičeskie modeli*, Moscou, Mysl', 1969, pp. 472-501, *cf.*, pp. 479-480.

11. *Cf.* B. Saltykov, V. Tambovcev, p. 1035.



dans un pays socialiste et dans un pays capitaliste, aucune explication n'est proposée [12].

Mais Saltykov et Tambovcev concluent (sans montrer pourquoi) qu'en système socialiste les objectifs de l'individu coïncident pour l'essentiel avec l'objectif global de la société. Ils qualifient même de comportement «déviant et amoral» toute préférence individuelle qui irait à l'opposé de l'objectif social général.

Une telle analyse ne peut s'interpréter que si on définit le rôle de l'éducation, notre approche par les substitutions de préférences à l'égard des citoyens «imbéciles» paraît adaptée même si l'éducation ne fait pas de tous les «hommes socialistes» des citoyens aux ambitions stéréotypées. Alors dès que l'on croit en l'efficacité de l'éducation, il devient naturel de qualifier de «déviant» un comportement réfractaire à l'éducation au point de retenir le contrepied des valeurs dominantes enseignées.

III – LES F.U.S. PARTIELLES

Certains auteurs séparent le champ du plan de celui des activités quotidiennes du consommateur, ils associent au premier une F.U.S. et aux autres les fonctions de préférences individuelles. Les conditions de compatibilité des deux ordres de choix sont rarement explicitées.

A) La théorie de Solnyškov

Pour Solnyškov, l'évaluation et la comparaison des variantes du plan doit se faire selon un critère qui exprime le lien entre le plan et les besoins sociaux; la planification optimale est donc impossible sans une fonction d'utilité sociale sinon, écrit Solnyškov,

12. A part une rapide référence à l'appartenance de classe (*cf.*, p. 1036).

à quelles sources puiser l'information pour hiérarchiser les buts qui caractérisent le degré de satisfaction des besoins sociaux.

Les consommateurs doivent s'exprimer par des «pétitions» qui seront le résultat de la répartition des ressources entre les consommateurs. A partir de cela, Solnyškov écarte explicitement le théorème d'Arrow en recourant à une échelle cardinale de préférences.

La procédure de planification est à deux niveaux. On définit d'abord les priorités «évidentes» et on minimise les coûts de réalisation de ces objectifs vitaux; la variante du plan qui minimise ces coûts est retenue. La deuxième partie du plan commence par la définition quantitative des objectifs et se résout en la maximisation d'une fonction d'utilité sociale définie sur les préférences individuelles cardinales.

Les procédures de Solnyškov ne sont guère plus réalistes que les procédures à un seul niveau par maximisation directe d'une F.U.S., le problème de la cohérence entre les deux parties du plan n'est guère abordé. Il faut surtout souligner que pour Solnyškov la répartition est une donnée ce qui escamote les difficultés, ce n'est que lorsque le principe de répartition des ressources est défini par la F.U.S., que l'on peut considérer, sous certaines conditions, que les prix sont des indices reflétant les utilités sociales.

B) La théorie de Volkonskij

Volkonskij fixe à l'Etat un rôle général de régulation qu'il doit assurer selon une fonction-objectif dont les «évaluations» associées seront les évaluations sociales. Au secteur public s'oppose un secteur privé, où les fonctions de préférences individuelles déterminent des «évaluations» privées. A l'optimum les prix de détail doivent refléter les évaluations privées qui servent d'indices de comparaison lors des choix alternatifs.

Les préférences sociales sont une accumulation de l'expérience collective de l'ensemble des membres de la société, elles peuvent servir de base à la détermination d'une fonction de préférence sociale. Pour Volkonskij les prix de détail de la plupart des biens (égaux aux «évaluations privées» portées par le comportement quotidien) doivent coïncider avec les «évaluations sociales», seuls échappent à cette règle les biens tutélaires.

Volkonskij n'explique pas clairement comment sera réalisée cette coïncidence des systèmes des prix («évaluations privées» pour les consommateurs, «évaluations sociales» pour la production qui reste dirigée par l'Etat). Il semble qu'il se rallie implicitement aux conditions d'une procédure centralisée optimale où le bureau du plan connaîtrait les fonctions individuelles de préférence. Volkonskij suggère d'ailleurs de construire ces fonctions à partir d'une

observation des comportements selon les méthodes cardinalistes de R. Frisch fondées sur le calcul des élasticités prix sous l'hypothèse d'indépendance des préférences.

Dans une telle conception cardinaliste, il est plus simple d'agréger directement les préférences individuelles en les pondérant selon les préférences sociales qui se verraient ainsi attribuer une fonction précise car le modèle de Volkonskij se caractérise par l'imprécision du rôle de la fonction de préférence de l'Etat, on ne sait pas s'il lui remet le soin de répartir les revenus ni d'arbitrer entre les conflits d'intérêt. On voit mal comment les prix de détail donnés par les comportements privés correspondent à des prix optimaux du point de vue social si on ne tient pas la répartition initiale des ressources comme optimale. Qui constate la cohérence ou l'incohérence des préférences sociales et privées ? On retrouve la question fondamentale du rôle de l'économiste-observateur-machiniste même si c'est le bureau du plan qui est le machiniste de Little.

IV – LA F.U.S. REVELEE PAR LE COMPORTEMENT DU SYSTEME ECONOMIQUE

Gavrilec propose une fonction d'utilité sociale révélée. Si on connaît le point final de développement de la société, c'est-à-dire si on peut parvenir à une connaissance objective des tendances de transformation et d'évolution des principaux éléments du système social, il est alors possible d'établir une fonction dont la maximisation décrit tout le processus évolutif comme si le système poursuivait précisément l'objectif représenté par le point final d'aboutissement. Pour Gavrilec il y a analogie entre le comportement d'un système social et la préférence révélée du consommateur par ses actions sur le marché.

Il faut observer qu'en fait il ne s'agit pas d'une préférence sociale révélée mais d'une fonction de préférence collective déterminée à partir de l'objectif général objectivement connu du système. Il y a là un mécanisme, un déterminisme social sous-jacent comparable à celui des sciences exactes. La définition de l'objectif n'est plus, dans une approche comme celle de Gavrilec, du ressort de la fonction de préférence, il est inhérent au système social qui, pour des raisons mystérieuses (en tout cas elles ne sont pas explicitées par Gavrilec), se conduit comme s'il visait à atteindre un point unique – identifiable *ex ante*.

Même si on accepte la philosophie générale d'une telle analyse, il n'en reste pas moins qu'on ne dispose pas d'informations précises sur les comportements sociaux, les préférences ne sont pas immuables, rien ne permet d'admettre qu'une connaissance objective du point d'aboutissement d'un système social soit possible.

V – LES APPROCHES MIXTES, SOCIOLOGIQUES ET NORMATIVES

A) L'analyse de Granberg

A. Granberg estime que l'existence d'une fonction globale unique de bien-être n'est pas évidente. Même si on pose qu'il y a unité de l'objectif de la société, il ne s'ensuit pas nécessairement qu'on peut formaliser mathématiquement cet objectif.

Quelle base théorique donner aux critères d'optimalité de la planification ?

Estimant que l'hypothèse d'existence d'une fonction-objectif de bien-être est très féconde, Granberg pense que c'est dans les propriétés de cette fonction que réside son intérêt, et qu'elle peut être utilisée dans le travail pratique de la planification, malgré les difficultés de sa mise en évidence, et que les problèmes de construction de cette fonction sont moins intéressants.

Il est d'ailleurs vague à ce sujet; la F.U.S. doit, suivant des caractéristiques objectives du niveau de bien-être social, être déterminée sur l'ensemble des diverses conditions de vie de la société. Les facteurs sociaux, politiques, géographiques qui ne rentrent pas comme variables doivent entrer comme contraintes ou paramètres du modèle.

Il distingue alors deux types de F.U.S. :

1. La fonction-objectif est un modèle mathématique d'orientations sociales; la construction de la fonction pose le problème de la détermination et de classement des préférences de la société.

Pour cela, il propose deux étapes :

- prouver l'existence de F.U.S. pour des groupes sociaux homogènes,
- prouver la compatibilité des F.U.S. de ces groupes dans une F.U.S. générale de la société.

La preuve de l'existence de la F.U.S. implique la reconnaissance de la série d'axiomes bien connus (transitivité, etc...).

La compatibilité des F.U.S. des divers groupes en une F.U.S. globale est possible, pour Granberg, seulement s'il y a unanimité des membres de la société pour maximiser cette fonction. Il faut alors étudier les intérêts individuels et les concilier, ce qui, note Granberg, est l'objet de la nouvelle théorie du bien-être qui est inapplicable à une société bourgeoise, mais dont nombre de principes méthodologiques, et l'appareil d'analyse lui-même, peuvent être utilisés pour résoudre les problèmes de la fonction-objectif de bien-être social dans un système socialiste [13]. Cette approche correspond de façon générale à celle que nous avons développée.

13. A. Granberg, p. 49.

2. Dans une deuxième conception, la F.U.S. est interprétée non seulement comme une description des préférences sociales, mais comme un critère de prise des meilleures décisions par l'organe central de planification. La preuve de l'existence d'un tel critère est superflue. Il suffit de partir des possibilités de construction d'un tel critère, en supposant que le plan peut toujours, dans la comparaison de plusieurs variantes, établir des relations de préférence – meilleur, moins bon, égal.

Cette approche n'élude pas totalement le problème théorique de l'existence d'une F.U.S.; elle n'envisage en fait qu'un cas particulier de F.U.S. du premier type, avec des variables moins nombreuses, et surtout un nombre très restreint de paramètres.

Il est certain qu'il faut se contenter dans la pratique planifiée actuelle, de représentations très simplifiées de la F.U.S., mais cette recherche comporte en elle-même, comme le note Granberg, des germes d'autoperfectionnement, et dans la pratique planifiée deux approches de la construction de la F.U.S. se complètent.

L'approche, qualifiée de normative, consiste à construire la F.U.S. sur la base de données scientifiques et biologiques des conditions de vie (on établit des normes de consommation, etc...).

L'approche sociologique est une généralisation du comportement observé de la société.

La bonne méthode, selon Granberg, est une combinaison de ces deux approches.

Granberg cite l'éducation parmi les moyens qui aident à rationaliser les comportements; ainsi dans le processus de fonctionnement optimal d'une économie socialiste, des liens réciproques se tissent entre le plan et les individus. A l'aide de données de comportement «quasi-optimal», on construit une F.U.S. qui rationalise, par l'intermédiaire de la planification optimale, les comportements des consommateurs et les adapte aux axiomes du comportement optimal.

La construction d'une F.U.S. est le résultat du fonctionnement de l'économie socialiste dans sa totalité.

B) La synthèse de Šljapentokh

Prolongeant à certains égards les recherches de Gavrilec, qu'il cite et critique, Šljapentokh est l'auteur soviétique qui pose de la façon la plus complète les problèmes de construction d'une F.U.S. Soulignant toutes les difficultés soulevées par les comparaisons interpersonnelles et la cardinalité, il rejette néanmoins les approches qui contournent le problème ou en repoussent la résolution dans le futur (comme Volkonskij notamment). Il adopte alors comme pis-aller une approche selon les valeurs dominantes, ou pour être exact selon un compromis entre les points de vue

individuels, les traditions, les normes scientifiques de consommation, etc... L'analyse est malaisée d'autant plus que Šljapentokh refuse la facilité qui consisterait à traiter la répartition des ressources comme une donnée.

Si le principe de répartition est donné (par exemple répartition selon le travail, calcul qui peut être possible un jour grâce aux ordinateurs), les difficultés se réduisent à la complexité de la confrontation des niveaux de satisfaction que procure, aux divers individus, la consommation de tel ou tel bien. Il faudra alors mesurer l'utilité de chaque bien du point de vue des individus envisagés un par un. Il sera enfin possible de répartir les biens de façon (dans une optique égalitariste) à égaliser les satisfactions des divers agents. Une répartition égalitaire des satisfactions des besoins ne lui paraît d'ailleurs pas souhaitable sauf pour certains biens (santé, éducation) car elle freine le progrès.

Si il s'avère impossible d'établir une F.U.S., Šljapentokh suggère d'utiliser des fonctions quasi-objectifs.

Il est possible de soutenir que l'existence d'un objectif ne dépend pas du fait qu'il soit ou non connu par le sujet. La fonction quasi-objectif d'un sujet (individu, groupe, société) n'est ainsi que la caractérisation formelle de son comportement sans qu'il soit expliqué (ce qui ne nous convient guère s'il s'agit de la société).

Šljapentokh est beaucoup plus prudent que Gavrilec car il refuse d'extrapoler à partir d'informations sur les processus sociaux. En effet si les caractéristiques mathématiques de comportement d'un système (ou d'un sujet) face à une multiplicité de variantes possibles, peuvent paraître déterminées pour l'observateur extérieur sur la base d'informations relatives aux seuls comportements observables, il est douteux que ces caractéristiques formelles se conservent d'une période à une autre et on utilise, pour une F.U.S. relative à une période, des informations qui conviennent à la période précédente.

Šljapentokh n'accepte les prévisions de comportement d'un système que si les stimulants de comportement sont connus; ces stimulants sont des facteurs dont l'action se conserve, ils conditionneront donc, dans le futur, les comportements. Une autre condition posée par Šljapentokh est qu'on ne construise de quasi-objectifs que lorsqu'il s'agit d'événements qui se répètent fréquemment.

Pour Šljapentokh un objectif social général doit être un processus socio-historique conscient; les sujets doivent soumettre leurs comportements à la réalisation de l'objectif en tenant compte des flux nouveaux d'information. La conscience de l'objectif est liée à l'existence de stimulants. Si on ne cherche pas à décrire, *post factum*, des comportements et à trouver un optimum inverse, il faut déterminer un système de stimulation approprié aux objectifs poursuivis. La cohérence du système de stimulation est liée à la cohérence des objectifs poursuivis.

Les auto-stimulants peuvent être retenus, il est ainsi possible de poser comme axiome que les agents sont capables de choisir la combinaison de moyens la plus appropriée à la satisfaction de leurs préférences. Cela implique que les émotions ne jouent aucun rôle dans la décision économique.

Or il y a dans les préférences de chaque individu, des éléments qu'il ne sait comment approcher; le système économique doit promouvoir des moyens étrangers au libre arbitre de chacun afin d'améliorer le statut de l'individu, tout homme est, à certains égards, un peu «imbécile» au sens propre.

Les groupes sociaux, comme l'individu, ont vocation à ne satisfaire que des besoins particuliers, certains groupes sont attachés à la satisfaction de certains besoins collectifs, sociaux et culturels. Šljapentokh en déduit que la possibilité de hiérarchiser ces objectifs est douteuse, c'est-à-dire que la F.U.S. n'existe pas, il retient l'hypothèse d'une multiplicité de fonctions-objectifs concurrentes et propose une approche en termes de théorie des jeux dont il ne parvient pas à justifier l'emploi à l'étude d'un système socialiste. Il peut sembler difficile de considérer une société socialiste comme un terrain où s'affrontent des groupes poursuivant leurs objectifs sans arbitrage supérieur. L'Etat, dans une telle approche, n'a qu'un caractère instrumental, c'est le moyen auquel recourent les groupes pour les aider à atteindre les objectifs qu'ils se sont définis. On doit remarquer qu'une telle conception de l'Etat ne correspond guère à celle que Lénine avait définie.

VI – LES MODELES DE CROISSANCE OPTIMALE ET LA PLANIFICATION OPTIMALE

A) Le modèle de Ramsey-Pugačev

Les modèles de croissance optimale sont des modèles où la désirabilité d'un sentier de croissance dépend de la consommation attendue.

Le planificateur cherche à déterminer le taux d'accumulation du capital qui permettra de maximiser la somme des utilités de la consommation au cours des différentes années du plan.

Il faut définir un indice d'utilité instantanée de la consommation, et être en mesure de ramener toute utilité future à un degré d'utilité présente.

Le planificateur doit donc disposer :

1. d'un indice d'utilité de la consommation,
2. d'un taux d'actualisation sociale (ou aussi d'un taux de préférence sociale pour le temps).

Remarquons que pour le maximande soit une intégrale, il faut supposer qu'on planifie en temps continu.

D'autre part, la planification à horizon fini doit inclure un stock de capital existant à la période terminale (sinon on consommerait tout le produit lors de la dernière année du plan).

Plus l'horizon du plan est lointain, moins cette contrainte du stock terminal de capital (arbitrairement déterminé) est gênante [14]

La formule générale sera de la forme [15] :

$$\max \quad W = \int_0^{+\infty} e^{-(a-n)t} \, U(c(t)) \, dt$$

où l'horizon est infini,

soit : n le taux de croissance de la population,

a le taux d'actualisation sociale,

$U(C(t))$ l'utilité de la consommation,

l'intégrale est la somme actualisée des utilités des consommations de chaque période.

Les programmes d'accumulation du capital, solutions d'un tel modèle, peuvent être praticables ou non selon les caractéristiques de la fonction d'épargne [16].

Un modèle de croissance optimale en économie socialiste reste très proche du modèle de type général.

Pugačev [17] pense que le critère économique utilité doit représenter le plus grand nombre d'objectifs de développement de la société, il doit comprendre des paramètres libres qui se préciseront dans le processus même d'utilisation de ce critère [18] ; il ne faut pas que ces paramètres «flottants» soient trop nombreux; leur nombre est d'ailleurs un indice de la faiblesse des connaissances économiques.

Le critère utilisé est de la forme courante :

$$U = U\,[\,x(t)]$$

où $x(t)$ est une fonction du temps englobant tous les aspects des besoins sociaux.

Les premiers modèles soviétiques de ce genre, inspirés directement du modèle de Ramsey (1928), sont ceux de Pugačev (1963), Volkonskij (1967) et Pugačev (1970) [19].

14. *Cf.* E. Malinvaud, «Croissances optimales dans un modèle macro-économique» Pontifical Academy of Sciences, 1965.

15. *Cf.*, R. Solow, *Growth Theory...*, p. 81.

16. *Cf.*, sur ce point, M. Inagaki, *Optimal economic Growth*, North Holland, 1970, pp. 18-20.

17. Pugačev, 1970.

18. Ce principe de ces paramètres libres est discutable, Montias remarque que le modèle est ainsi surdéterminé. J. M. Montias, *Soviet optimizing Models for multiperiod planning.*

19. Pugačev, «O kriterii optimal ' nosti» in *Ekonomiko-matematičeskie metody*, Moscou, 1963; Volkonskij, *op. cit.*, Pugačev, 1970, *op. cit.*

Le modèle général de référence est : Ramsey F. P., «A mathematical Theory of Saving» *Economic Journal*, vol. 38, 1928, pp. 543-559.

Le second modèle de Pugačev ne présente que quelques améliorations mineures par rapport au premier modèle.

Pour tenir compte des niveaux de satisfaction de la société dans le futur, Pugačev utilise une fonction de pondération : $Q(t)$.

La fonction générale s'écrit :

$$\max \int_0^{+\infty} Q(t) \quad U\ [\ x(t)\ ]\ dt$$

Cette fonction est monotone et décroissante, car l'utilité d'une consommation future, d'un certain volume de biens, est inférieure à l'utilité de la consommation actuelle de ce même volume de biens.

La détermination de $Q(t)$ pose un problème délicat, $Q(t)$ dépend d'un très grand nombre de facteurs, dont chacun agit spécifiquement; l'ensemble se synthétise en un prix attaché par la société à la jouissance immédiate des biens.

Granberg suggère de prendre $Q(t) = e^{-at}$ (avec $a > 0$), où a est le taux d'actualisation sociale [20], en effet, une telle fonction respecte les conditions fondamentales :

$$Q(O) = 1,$$
$$Q'(t) < 0,$$
et lim. $t \to \infty$ de $Q(t) = 0$.

Pugačev, lui-même, se rallie à une formule de ce type [21]. Le modèle de croissance optimale de Pugačev est alors rigoureusement semblable à celui de Ramsey, tel qu'il a été développé par l'analyse néo-classique [22].

Pugačev souhaite enrichir son modèle en y introduisant des éléments d'imprévisibilités du futur (comme la probabilité d'apparition de nouvelles découvertes). Faut-il, par exemple, demande-t-il, investir dans la construction de centrales hydroélectriques, si plus tard elles doivent être remplacées par des centrales atomiques ? Pugačev pose mal, selon nous, le problème.

Il est certes possible d'introduire l'incertain dans un modèle de croissance optimale, mais les conditions en sont encore mal connues. Le problème essentiel ne concerne pas l'efficacité de l'investissement; U est une fonction d'utilité de la consommation de type Ramsey ; le choix est un choix entre l'épargne ou la consommation d'une unité de revenu.

20. A.Granberg, pp. 64-67.

21. *Cf.*, V. Pugačev, 1970, p. 22.

22. *Cf.*, R. Solow, *Growth Theory,;* Von Weizsacker, «Existence of optimal Programs of Capital Accumulation for an infinite Time Horizon», *Review of Economic Studies*, vol. 32, 1965, pp. 85-104.

L'orientation de l'investissement est un problème différent, où il faut tenir compte des technologies actuelles et prévisibles. Certes, dans le futur, un produit nouveau, fruit d'une technologie qui n'est pas encore inventée, pourra procurer une forte satisfaction, qui n'est pas objectivement estimable au début de la période du plan. C'est le facteur que doit prendre en compte $Q(t)$. $Q(t)$ pondère l'utilité de la consommation des biens selon la date où sera réalisée cette consommation, étant entendu que la consommation future pourra porter sur des biens qui n'existent pas encore au début du plan. Pour construire $Q(t)$ (ou pour déterminer a), il faut se contenter d'approximations et établir plusieurs variantes du plan optimal selon les valeurs de Q ou les formes de $Q(t)$.

Pugačev propose d'ailleurs que le plan soit «glissant» pour que $Q(t)$ puisse être réévalué chaque année.

Les caractéristiques du plan optimal retenu, permettront de donner un prix à chaque ressource, s'il est possible de ramener la recherche de l'optimum général à la résolution de plusieurs optima locaux [23].

B) Critique : la fonction de Ramsey est inadaptée à l'étude d'une économie socialiste

Les critiques les plus vigoureuses faites à Pugačev portent sur la construction de $Q(t)$; selon Mateev [24], Pugačev n'a rien trouvé de plus que ce qu'aurait dit Böhm-Bawerk.

Mateev, pourtant, pense qu'en système socialiste, les intérêts sociaux des diverses époques doivent pouvoir être confrontées, en tant qu'ils représentent l'expression de processus concrets, mais ils ne peuvent être l'objet d'une «actualisation académique».

On peut remarquer que sans actualisation, implicite ou non, il n'y a pas de programme d'accumulation du capital possible. Il est certain que Pugačev ne montre pas comment la fonction de pondération $Q(t)$ doit être liée à une F.U.S. dynamique. Le taux d'actualisation sociale est la traduction d'un ordre de préférences sociales sur l'ensemble des consommations présentes et futures. Mateev a raison, toutefois, de reprocher à Pugačev son inconséquence lorsqu'il juge une fonction $Q(t)$ indispensable, tout en donnant dans son modèle des limites de variations, arbitrairement fixées, du taux d'actualisation.

23. Si l'optimum global, déterminé par une fonction de croissance optimale, peut se diviser en problèmes d'optimisations locales, les diverses entreprises peuvent calculer les quantités de ressources nécessaires, en admettant qu'il existe un système de prix optimaux qui caractérise l'influence de chaque type de ressource sur le critère d'optimalité. Ces prix expriment le rôle des ressources du point de vue des objectifs généraux du plan (maximisation de l'agrégation des utilités actualisées de la consommation). *Cf.*, V. Pugačev, 1970.

24. E. Mateev, p. 225.

Il semble que malgré sa virulence Mateev soit resté modeste dans sa critique de l'utilisation d'un taux d'actualisation par Pugačev. La critique d'une fonction de Ramsey appliquée à une économie socialiste doit porter sur deux points. Le premier est que les utilités sont cardinales, cela n'est pas inacceptable pour nous. Le second est que rien ne peut justifier le choix d'un taux d'actualisation précis.

Dès que le consommateur maximise la somme pondérée des utilités des consommations de périodes différentes, on se trouve en face d'une utilité séparable et additive. Frisch était convaincu que toute analyse dynamique doit se servir d'utilités cardinales [25], l'ordinalité étant stérile en dynamique. Morishima [26] parvient certes à utiliser ce qu'il appelle des fonctions ordinales, mais elles sont d'une ordinalité particulière proche de la cardinalité de Frisch [27].

Il faut, de plus, que l'intégrale soit convergente, c'est-à-dire que le maximum d'utilité totale soit une quantité finie (on ne maximise pas quelque chose d'infini) [28].

Les conditions sont que :

1. l'utilité marginale est décroissante (dérivées premières positives et dérivées secondes négatives),
2. l'utilité est bornée supérieurement; c'est-à-dire qu'il existe, à chaque période, un état de satiété,
3. il existe un minimum de consommation à partir duquel l'utilité est définie, on peut notamment supposer que la consommation est toujours positive. Ce minimum est alors zéro.
4. a est positif.

En d'autres termes il faut que le planificateur, tel le consommateur de Böhm-Bawerk, ait une préférence pour le présent par rapport au futur. Cette hypothèse n'est pas évidente; lors des phases d'industrialisation, les forts taux d'accumulation et partant les sacrifices imposés correspondent à une préférence pour le futur.

D'autre part le planificateur n'a pas un horizon infini, la borne supérieure de l'intégrale n'est pas l'infini. Le choix de l'horizon affecte le taux d'actualisation et détermine la contrainte supplémentaire nécessaire : le stock de capital à l'horizon terminal. La réflexion sociale planifie, à notre époque, avec un horizon au plus égal à 20 ans. Mais chaque culture a son horizon temporel spécifi-

25. R. Frisch, «Dynamic Utility», *Econometrica*, 1964, pp. 418-424. On a parlé à ce propos de «Manifeste cardinaliste».

26. M. Morishima, *Theory of Economic Growth*, Oxford, 1969, pp. 213-225.

27. Il faut conserver l'indépendance des fonctions d'utilité, ainsi $U_1(t_1)$ et $U_2(t_2)$ doivent être calculables séparément et agrégeables.

28. Ce point a été établi par T. Koopmans, «Stationary ordinal utility and impatience», *Econometrica*, avril, 1960.

que, les bâtisseurs du moyen âge construisaient pour des siècles. L'horizon temporel dépend de la société. Il diffère d'ailleurs de celui des individus.

Les préférences intertemporelles révèlent l'altruisme intergénérations. La société peut avoir un taux d'actualisation négatif, ce qui se traduit par une préférence du planificateur pour le futur, alors que chaque citoyen a un taux d'actualisation positif, c'est-à-dire une préférence pour le présent. Ce conflit réside dans le fait que le planificateur doit tenir compte des préférences des individus vivants et de celles des individus trop jeunes pour s'exprimer ainsi que de celles des générations à venir; c'est le pouvoir idéologique qui fournit au planificateur quelques éléments des préférences des individus à venir. Un exemple simple est le droit à la vie des générations qui naîtront dans quelques décennies, ce droit est commun à bien des idéologies, il interdit de piller jusqu'à épuisement certaines ressources naturelles, en biens alimentaires, en eau, etc... Ce genre d'analyses doit être généralisé lorsque l'idéologie se fixe pour objet d'assurer le bien-être des générations à venir; cette forte pondération du futur est impliquée par les idéologies chrétiennes comme par celles que présentent la plupart des textes de base du marxisme-léninisme. Ainsi une fonction de Ramsey-Pugačev repose sur des arbitrages intergénérations déjà effectués.

Il apparaît que le taux d'actualisation sociale est un facteur normatif qui ne peut être donné pour construire la F.U.S. mais au contraire déterminé par la F.U.S., elle-même.

Conclusion

La hiérarchisation des priorités de politique économique ou de planification ne peut s'effectuer seulement en agrégeant les préférences individuelles – à moins que les utilités ne soient cardinales et qu'il existe une règle d'agrégation. La réalisation de telles conditions suppose qu'il existe un ensemble cohérent de valeurs dominantes, dans ce cas il est d'ailleurs inutile de passer par l'agrégation des jugements individuels puisqu'il est possible de construire directement la F.U.S. à partir de cet ensemble de valeurs qui lorsqu'il concerne l'orientation souhaitable de la société constitue une idéologie.

L'idéologie est un objet d'étude pour le politologue et l'historien. Elle est un outil d'analyse pour l'économiste qui, même s'il est le planificateur, reste un «machiniste»; il doit seulement vérifier la cohérence de l'idéologie avant de l'utiliser pour construire la F.U.S. Le problème non résolu est celui de la caractérisation opérationnelle de l'idéologie, c'est-à-dire de l'expression de leur pensée par les idéologues.

Le rôle de l'économiste n'est pas de choisir et défendre une idéologie (égalitarisme ...) mais de montrer les conséquences d'un idéal donné sur l'ensemble des choix possibles, et de signaler comment l'idéologie intervient pour mettre en relief ou exclure certaines alternatives.

La prise en considération des jugements de valeur portés par l'idéologie permet de procéder à des comparaisons interpersonnelles. Les économistes répugnent à de telles approches mais il est curieux de voir certains économistes se consacrer à l'analyse des injustices sociales et affirmer en même temps que les comparaisons interpersonnelles n'ont aucun sens.

Si on se refuse à analyser l'idéologie, il est alors logique de se refuser à des comparaisons interpersonnelles.

Les difficultés d'élaboration de la F.U.S. ne sont que partiellement dues aux difficultés de comparaison des utilités des biens et aux problèmes de comparaison interpersonnelle. Comme l'a souligné Šljapentokh, ce qui est grave, d'un point de vue d'analyse positive, c'est l'absence d'objectifs globaux; la F.U.S. est alors, selon les propres termes de Šljapentokh, une sorte de catégorie métaphysique transcendantale, dont l'existence n'est pas prouvée.

Il est tout à fait exact que la F.U.S. peut ne pas exister dans une société donnée, il suffit qu'il n'y ait pas d'objectifs généraux cohérents assignés par les groupes dominants aux organes socio-économiques. On ne peut alors tirer des comportements sociaux qu'une fonction de préférence étatique ou sociale, non volontariste et reconstituée. L'existence d'une F.U.S. n'est pas immanente, elle n'est pas inhérente à la planification, elle est l'expression de l'existence de choix globaux cohérents. Chercher si la F.U.S. existe ou non n'a pas une grande signification, la question pertinente est de savoir si l'évolution économique à long terme doit être orientée de façon volontariste ou non. Si la réponse est oui, on ne peut se passer d'une F.U.S., et pour construire cette F.U.S. il faut disposer d'un ensemble cohérent de valeurs dominantes qui définissent une idéologie.

Il est permis d'interpréter ces réflexions comme l'analyse de l'impossibilité d'une F.U.S. empirico-sociologique liée aux préférences individuelles. Il suffit de considérer que les conditions que doit remplir une idéologie sont impossibles à réunir. Dans ce cas on peut considérer que la seule F.U.S. possible est totalement détachée des préférences individuelles ou bien qu'aucune F.U.S. n'existe jamais que *post-factum* et ne peut que se constater; dans ce dernier cas il ne s'agit plus d'une véritable fonction d'utilité sociale au sens où ce mot a été entendu, mais tout simplement d'une fonction de préférence révélée, on y perd de vue l'aspect normatif de la planification.

Bibliographie

La présente bibliographie se limite aux principaux ouvrages et articles utilisés.

Arrow K.J., *Social Choice and Individual Values*, New York, J. Wiley and Sons, 1951, 2ème éd. 1963, trad. française Calmann-Lévy, 1973.

Bergson A., *Essays in Normative Economics*, Cambridge, Mass., 1966.

Frisch R., «Dynamic Utility», *Econometrica*, 1964, pp. 418-424.

Gavrilec Ju. N., «O kriterii optimal ' nosti ekonomičeskoj sistemy», *Ekonomika i matematičeskie metody*, *op. cit.* *E.M.M.*, 1967, 12.

Granberg A.G., «Celevaja funkcija blagosostojanija», in *Problemy narodnokhozjajstvennogo optimuma*, Novosibirsk, Nauka, 1966.

Guilbaud G. Th., «Les théories de l'intérêt général et le problème logique de l'agrégation», *Economie Appliquée*, 1952, et *Eléments de la théorie mathématique des jeux*, Dunod, 1968.

Ickovič I., «K analizu celevoj funkcii blagosostojanija», in *Problemy narodnokhozjajstvennogo optimuma*, Novosibirsk, ed. Nauka, 1969, pp. 194-201.

Kacenelinbojgen A., Ovsienko Ju., Faerman E., *Problemy optimizacii ekonomičeskoj sistemy*, Moscou, 1965.

Kacenelinbojgen A., Movsovič S., Ovsienko Ju., *Vosproizvodstvo i ekonomičeskij optimum*, Moscou, 1972.

Kovalev N., «Političeskaja ekonomija socializma i ekonomiko-matematičeskie metody», *Planovoe Khozjajstvo*, 1970, 5.

Mateev E., *Perspektivnoe planirovanie i ekonomičeskaja kibernetika*, Sofia, 1968.

Novožilov V.V., *Problemy izmerenija zatrat i resul'tatov pri optimal'nom planirovanii*, Moscou, Nauka, 1972.

Pugačev V.F., «O kriterii optimal'nosti», in *Ekonomiko-matematičeskie metody*, Moscou, 1963; «Problemy optimizacii narodnogo khozjajstva», ch. 1 de *Optimal'nyj plan otrasli*, Moscou, Ekonomika, 1970.

Rothenberg J., *The Measurement of Social Welfare*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1961.

Sen (A.K.), *Collective choice and social welfare*, San Francisco, 1970.

Saltykov B.G., Tambovcev V.L., «K probleme postroenija dereva celej social'no-ekonomičeskoj sistemy», *E.M.M.*, 1973, 6.

Solnyškov Ju., «O soderžanii narodnokhozjajstvennogo i lokal'nykh kriteriev», *E.M.M.*, 1974, 5.

Šatalin S., «Nekotorye problemy teorii optimal'nogo funkciinirovanija socialističeskoj ekonomii», *E.M.M.*, 1970, 6.

Šljapentokh V., «Sociologičeskie problemy celevoj funkcii socialističeskogo proizvodstva», in *Problemy narodnokhozjajstvennogo optimuma*, Novosibirsk, Nauka, 1969, pp. 202-217.

Volkonskij V.A., «Ekonomiko-matematičeskie modeli soglasnogo planirovanija platežesposobnogo sprosa i rozničnykh cen» *E.M.M.*, 1973,4.

POLITIQUE ECONOMIQUE ET FONCTION OBJECTIF DE PLAN : LA NOTION D'OPTIMALITE PRATICABLE DANS UN MODELE DE PLANIFICATION DE L'ECONOMIE NATIONALE

Laure DESPRES

Depuis le début des années soixante, les interrogations se multiplient, dans les pays à économie planifiée et plus spécialement en U.R.S.S. sur les critères de choix macro-économiques, sur l'optimalité de la planification et donc sur la forme, le contenu et la signification de la «fonction objectif de plan».

A première vue, en effet, l'expression «fonction objectif de plan» évoque irrésistiblement, ne serait-ce que pour des raisons d'homonymie, les notions de buts, d'objectifs, et par conséquent, puisqu'il y est question de plan, de choix de politique économique. Il semble logique d'admettre que la fonction objectif de plan a pour rôle d'exprimer, de synthétiser, de formaliser les objectifs de la politique économique menée par les autorités politico-économiques. En effet pour beaucoup d'économistes «optimalistes» soviétiques (c'est-à-dire partisans de l'utilisation de modèles mathématiques extrêmaux pour élaborer le plan de l'économie nationale), la fonction objectif de plan doit même et avant tout refléter «la loi fondamentale du socialisme» à savoir « la réalisation du bien-être complet de tous les membres de la société et le développement libre et harmonieux de la personnalité de chacun» [1].

Ceci, évidemment, n'est pas aisément exprimable sous forme mathématique, tous le reconnaissent, mais certains, tel Fedorenko, soutiennent qu'il sera un jour possible de calculer la fonction d'utilité sociale (dénommée habituellement en U.R.S.S. fonction objectif de consommation) et de l'utiliser concrètement dans un modèle de planification.

Dans cet article, nous allons examiner quelle forme peut prendre le critère d'optimalité, c'est-à-dire la fonction objectif, dans un modèle mathématique extrêmal de planification. Il ne s'agit pas du tout d'une question abstraite et théorique, mais d'un problème empirique de calcul de plan : est-il possible, et à quelles conditions, d'élaborer à l'aide d'un modèle mathématique, un plan de moyen terme de l'économie nationale, et d'analyser la pertinence et l'influence du choix de tel ou tel critère d'optimalité sur les résultats du modèle ?

1. N.A. Cagolov (éd.), *Kurs političeskoj ekonomii*, t. 2, Moskva, Ekonomika, 1974, p. 127.

Avant de poursuivre plus avant, il nous paraît important de préciser notre position sur deux points.

Tout d'abord nous sommes parfaitement conscients de l'utilisation idéologique que l'on peut faire, et qui est effectivement souvent faite de ce type de modèles de planification extrêmaux; il est facile de présenter de façon fallacieuse des choix purement technocratiques comme l'expression de «la volonté générale» ou de l'«intérêt général» qui serait censé modeler la forme de la fonction objectif. Pourtant, il nous semble qu'une telle utilisation n'est pas inévitable. En ce qu'ils précisent les conditions de rationalité économique des choix sous une forme en apparence complexe, ces modèles peuvent certes favoriser le pouvoir des technocrates. Mais tout aussi bien peut-on penser que la mise en évidence des différentes possibilités de choix permet le développement de prises de décision démocratiques. Tout dépend de la volonté politique des manipulateurs et des utilisateurs de ces modèles.

Ensuite, le recours à des modèles de planification extrêmaux dans le processus d'élaboration du plan ne signifie pas pour nous que les autorités politiques d'un pays planifié ne sont limitées, dans leurs choix économiques, que par les contraintes qui apparaissent directement dans les modèles (contraintes technologiques, et disponibilités en matières premières). Au contraire, il nous semble que même dans un pays planifié, la prééminence du politique sur l'économique est toute relative, et que, selon la formule consacrée, c'est l'économique et plus précisément les rapports de production qui déterminent en dernière instance les choix possibles. Pour être plus précis, on ne peut faire n'importe quelle politique économique (priorité à la production de biens de consommation par exemple), avec n'importe quel appareil de production, de distribution, et d'échange (par exemple, l'appareil bureaucratique soviétique actuel), et ce, malgré le fait qu'il sera toujours possible de *calculer* un plan correspondant à cette priorité. Mais faire passer dans la réalité un plan calculé *a priori* est un tout autre problème, bien plus complexe à résoudre que celui qui nous préoccupe ici, parce qu'il met en œuvre toute une série de phénomènes politiques, sociaux, etc.

Notre objectif est plus simple et beaucoup moins ambitieux : nous ne nous posons que le problème de calcul du plan. Nous allons donc analyser en premier ce qu'est une fonction objectif de plan et quel est le rapport entre cette forme mathématique et la formalisation des objectifs et des besoins sociaux. Nous envisagerons ensuite quelques-unes des fonctions objectifs réellement utilisées dans des modèles de planification empiriques, ainsi que les caractéristiques des politiques optimales qui en découlent.

I – FORMALISATION DES OBJECTIFS SOCIAUX ET FONCTION OBJECTIF DE PLAN

Afin de situer plus concrètement notre problème, examinons quelles sont les caractéristiques générales des modèles extrêmisés de planification de la croissance et d'orientation des investissements.

A) Caractéristiques des modèles de planification optimale de la croissance

L'existence d'une fonction objectif suppose évidemment que le modèle de planification considéré ait une structure particulière, c'est-à-dire que ce soit un modèle extrêmal dont la quasi-totalité des équations se présentent sous forme de contraintes, sauf justement la fonction objectif qui devra être maximisée ou minimisée.

Or jusqu'à présent, l'utilisation de tels modèles pour tester les différentes mesures de politique économique a été des plus restreintes. En effet, les modèles économétriques de simulation utilisés dans les pays occidentaux ne possèdent pas du tout cette structure, et ne sont donc pas dotés de fonctions objectifs. Quant aux pays socialistes, ce n'est semble-t-il qu'en U.R.S.S. et en Hongrie que des modèles extrêmaux ont été élaborés, à titre encore purement expérimental.

A quelles conditions et sous quelles formes peut-on envisager de généraliser l'utilisation de tels modèles dans le processus d'élaboration des plans ? Ce n'est qu'après avoir répondu à cette question qu'il nous sera possible d'envisager plus précisément la signification et le contenu d'une fonction objectif de plan.

Il existe un certain nombre de conditions générales qui doivent être réunies préalablement à l'utilisation de modèles mathématiques extrêmisés dans la planification, une fois acquise, bien entendu, la décision de planifier l'économie d'un pays.

Il faut tout d'abord que les outils mathématiques et informatiques nécessaires existent et soient maîtrisés par un nombre suffisamment grand d'individus (rappelons que l'invention de la programmation linéaire et des ordinateurs ne date que de la dernière guerre).

Ceci nécessite donc un niveau de développement économique et social très élevé : un pays où le secteur économique traditionnel est encore très important ne remplit pas ces conditions et les méthodes mathématiques de planification ne peuvent en aucun cas contribuer à apporter une solution au problème du sous-développement.

Voyons maintenant quel genre de problèmes peut contribuer à analyser, sinon à résoudre, un modèle mathématique extrêmal. Il est bien entendu, impossible de calculer, à l'aide d'un unique modèle mathématique géant, la totalité du plan pour une économie nationale comme celle de l'U.R.S.S., ou même celle d'un pays de taille plus modeste, en descendant au niveau de l'entreprise isolée. Un tel gigantisme d'une part aurait pour conséquence une extrême rigidité de l'ensemble, et d'autre part, les erreurs dans la transmission de l'information, les dissimulations obligées des unités de base par rapport à l'unité centrale chargée de coordonner les informations statistiques se renforceraient les unes les autres. De plus, la loi des grands nombres n'assurerait plus la compensation réciproque des erreurs aléatoires.

Pour qu'un modèle mathématique soit concrètement utilisable, il faut donc travailler à un niveau d'agrégation suffisant, par exemple les branches ou les régions. Le problème typique qu'on peut traiter à l'aide de ce genre de modèle est celui de la détermination du taux global d'investissement, de la répartition de ces investissements entre branches, et donc des flux de production des branches qui en résultent dans le temps. L'idée de base est alors de maximiser un indice quelconque de la consommation ou de la production de biens finals, et d'en dériver les productions de biens intermédiaires et les flux d'investissement nécessaires pour assurer cette production finale, en se basant sur la connaissance qu'on a des processus technologiques et des disponibilités en matières premières. Ceci implique que la conception de la croissance et du développement, sous-jacente à ce modèle, n'est pas la même que celle qui est couramment admise dans notre type de société. Il ne s'agit pas d'obtenir le taux de croissance de la production, ou le taux d'investissement, même de long terme, le plus élevé possible. On ne recherche pas l'accumulation pour elle-même, mais seulement comme un moyen de réaliser des objectifs précis de consommation, socialisée ou privée.

Dans de tels modèles, les contraintes technologiques sont habituellement représentées par un Tableau d'Echanges Interindustriels plus ou moins sophistiqué. On considère que les fonctions de production de branche sont à coefficients fixes plutôt qu'à substituabilité continue des facteurs. On peut par contre, introduire la possibilité d'une coexistence entre plusieurs technologies pour produire un même bien (coefficients multiples pour une même branche) ou encore la possibilité d'un progrès technique (coefficients techniques variables dans le temps).

Maintenant que nous avons exposé à quel genre de problèmes de planification, et sous quelles conditions générales on pouvait utiliser des modèles extrêmisés de planification globale, on peut aborder avec pertinence la question de la signification et de l'exis-

tence de la fonction d'utilité sociale d'une part, et d'autre part, celle des rapports entre besoins sociaux et fonction objectif de plan.

B) Le problème de l'existence de la fonction d'utilité sociale (F.U.S.)

Il existe habituellement une certaine confusion en ce qui concerne l'acception du terme fonction d'utilité sociale. En effet, celui-ci peut désigner soit une procédure de passage de l'ensemble des préordres de préférence individuels à un préordre collectif, dit social [2], soit une fonction de préférence définie sur l'ensemble des états sociaux possibles (états sociaux définis plus ou moins largement ou bien comme comprenant la répartition des revenus, les institutions politico-sociales, etc., ou bien comme une collection de biens consommés).

C'est ce dernier sens qui est retenu, lorsqu'on parle de fonction d'utilité sociale dans un modèle de croissance optimale ou dans un modèle de planification optimale. Cette fonction d'utilité sociale peut résulter d'une procédure d'agrégation des préférences individuelles, c'est-à-dire d'une fonction d'utilité sociale au sens de Arrow, mais ce n'est pas une nécessité. Il nous faut donc examiner s'il est possible d'utiliser une fonction d'utilité sociale comme une fonction précise, dont il est possible de connaître la forme et les paramètres pour pouvoir calculer la solution optimale du modèle.

Il ne s'agit pas de déterminer s'il est possible de choisir démocratiquement, ou en se basant de façon objective sur les valeurs dominantes [3], entre différents plans déjà calculés, mais plutôt de calculer les paramètres d'une fonction dont la maximisation sert de procédure d'élaboration pour un plan optimal. On voit que les deux problèmes sont de nature tout à fait différente.

La forme de cette fonction d'utilité sociale est habituellement la suivante :

$$U = \sum_{O}^{T} k^t \; U(x_t) \quad \text{ou} \quad U = \int_{O}^{T} e^{-\rho t} \; u\left[x(t)\right] \, dt$$

selon que l'on aura choisi de raisonner en temps continu ou par périodes discrètes,

U étant l'indice d'utilité sociale à maximiser sur l'ensemble de la période,

2. C'est alors une fonction d'utilité sociale au sens de K.J. Arrow, *Social Choice and Individual Values*, 1951.

3. C'est le problème que se pose François Seurot, dans l'introduction de son article «La fonction d'utilité sociale en système socialiste».

u l'indice d'utilité instantanée,

T l'horizon de plan,

x_t le vecteur des consommations en temps t,

k^t et $e^{-\rho t}$ un facteur d'actualisation, indiquant la préférence du planificateur ou de la société pour le présent.

Il nous faut donc établir la valeur des paramètres k ou ρ, ainsi que la forme de la dépendance de u aux différents éléments du vecteur x, c'est-à-dire en somme, la façon dans les taux marginaux de substitution entre ces divers éléments varient.

Voyons, tout d'abord, s'il est possible d'envisager de calculer une fonction d'utilité sociale sur la base des préférences individuelles. Ce caractère «démocratique» n'est pas absolument nécessaire pour notre propos, mais peut cependant être considéré comme éminemment souhaitable. Afin d'éviter de se placer dans le cas du théorème d'impossibilité de Arrow, on doit faire appel à une procédure qui ne respecte pas l'une au moins des quatre conditions qu'il pose. Jusqu'à présent, les seuls tests empiriques, proposés par des auteurs soviétiques [4], reposent sur l'agrégation des préférences individuelles par le marché.

Toute une série d'hypothèses, dont certaines sont très fortes, doivent être respectées, pour pouvoir légitimement utiliser, dans un modèle de planification, une fonction objectif ainsi calculée :

– un modèle quadratique est une bonne approximation de la fonction d'utilité sociale,

– le système de planification fonctionne *déjà* de façon optimale et les consommateurs sont donc dans une situation d'équilibre telle que leurs taux de substitution entre deux produits coïncident avec le rapport de leurs prix,

– il n'existe pas d'effet externe dans la consommation,

– au cours du processus d'élaboration du plan, on se situe au voisinage du plan optimal et les seuls problèmes de choix se posent «à la marge»,

– les comportements observés à une période donnée sont supposés valables pour la période de planification suivante.

Il est clair que la plupart de ces conditions ne sont pas remplies dans le type de problèmes qui nous intéressent. Le choix d'un taux d'accumulation et d'une structure de production, c'est-à-dire

4. V.F. Pugačev « Approksimacionnaja skhema mnogostupenčatogo optimal'nogo planirovanija narodnogo khozjajstva» in *Metody optimal'nogo planirovanija. Transportnye zadači,* 1965; V.A. Volkonskij, A.A. Konjus «Kommentarii k rabote E.E. Slutskogo» in *Ekonomiko-matematičeskie metody,* M., AN SSSR, 1963, p. 275; V.A. Volkonskij «Ob ob'ektivnoj matematičeskoj kharakteristike narodnogo potreblenija» in *Ekonomiko-matematičeskie metody,* p. 235.

d'une répartition des investissements entre branches, ne peut en aucun cas être considéré comme un calcul «à la marge». Il paraît en outre peu pertinent, particulièrement en U.R.S.S., de supposer que les consommateurs sont en situation optimale, alors qu'au contraire on observe un déséquilibre grave et général entre les offres et les demandes de biens de consommation. Enfin, il semble abusif d'utiliser ces coefficients ainsi calculés comme base d'une planification et d'une prévision de long terme [5]. En effet, l'apparition de produits nouveaux, les modifications possibles de la structure des prix et des revenus, la hausse constante du niveau de vie, l'évolution des goûts et des habitudes de consommation, interdisent d'utiliser ces évaluations statiques dans un modèle de planification de moyen ou de long terme.

Ainsi il nous paraît impossible d'utiliser ce genre de méthode pour calculer une fonction d'utilité sociale qui puisse jouer le rôle de fonction objectif dans un modèle de planification.

La situation n'est pas plus encourageante en ce qui concerne l'élaboration d'une fonction d'utilité sociale dite «dictatoriale», c'est-à-dire représentant les préférences d'un seul individu (le «planificateur» par exemple) ou d'un groupe d'individus suffisamment homogènes pour que l'agrégation de leurs préférences semble ne pas poser de problèmes (les dirigeants politico-économiques d'un pays donné) [6]. En effet, les tentatives qui ont été faites, en France et en Hollande principalement, d'évaluer les taux de substitution entre objectifs de politique économique (le problème se poserait à peu près dans les mêmes termes s'il s'agissait d'évaluer les taux de substitution entre productions des différentes branches), se sont révélées tout à fait inutilisables dans un modèle de planification optimale. On suppose tout d'abord qu'il est possible d'approximer la fonction d'utilité sociale autour du point d'équilibre, par l'expression linéaire suivante :

$$U = \sum_{i=1}^{T} a_i \, S_i$$

S_i étant la ième des variables objectifs (excédent de la balance des paiements, montant de l'investissement global, taux d'accroissement des salaires réels, taux d'accroissement du niveau de l'emploi, niveau des prix, etc...),

a_i étant le coefficient de pondération de la variable S_i à l'équilibre.

5. C'est la position de Pugačev, pourtant partisan, en principe, de la fonction objectif de consommation comme fonction objectif de plan. Voir *Optimizacija planirovanija*, Ekonomika, Moscou, 1968.

6. Le terme «dictatorial» utilisé ainsi ne signifie pas que ces dirigeants ne puissent être élus démocratiquement, par exemple.

On peut alors interpréter le rapport $\frac{a_i}{a_j}$ comme le taux de substitution à l'équilibre entre les deux objectifs *i* et *j*. Par exemple, un milliard supplémentaire d'excédent de balance des paiements sera indifférent, à l'équilibre, à $\frac{a_i}{a_j}$% d'accroissement du niveau de l'emploi.

Deux possibilités s'ouvrent alors pour calculer les a_i : soit interviewer les dirigeants politico-économiques dont on peut supposer les préférences proches et les comportements facilement agrégeables puisqu'ils ont accepté de gouverner ensemble, et c'est ce qu'ont tenté Van Eijk et Sandee aux Pays-Bas [7], soit évaluer *ex post* les taux de substitution entre les divers objectifs, et c'est ce qu'ont fait une équipe de chercheurs français à propos du 5ème plan [8].

La méthode française présente évidemment l'inconvénient d'enregistrer *a posteriori* le résultat de choix que l'on suppose cohérents, mais ne permet pas de tester cette hypothèse de base. De surcroît, elle ne peut fournir des évaluations réutilisables pour confectionner le plan à la période suivante, à moins de supposer la permanence des préférences du «planificateur» *et* des circonstances sur lesquelles elles s'exercent, puisqu'on ne connaît ces préférences qu'autour du point réalisé, supposé optimal.

La détermination *a priori* des préférences des dirigeants évite ces écueils, mais elle se heurte à d'autres difficultés, dont la première a été, curieusement, de mettre en évidence une absence de consensus certaine entre les interviewés. L'équipe de chercheurs néerlandais a par conséquent dû mettre en œuvre une procédure d'«homogénéisation» de ces préférences «révélées». La fonction d'utilité sociale obtenue, incluse dans le modèle du Bureau Central de Planification néerlandais, a fourni un optimum calculé très sensiblement différent des mesures réellement prises par le gouvernement.

Ceci illustre bien ce qui nous paraît être le vice fondamental de la démarche qui consiste à prôner une fonction d'utilité sociale comme fonction objectif de plan. Outre le fait d'être, pour le moment et dans un avenir prévisible, d'une totale impraticabilité, ce que même ses partisans reconnaissent [9], la fonction d'utilité

7. C.J. Van Eijk, J. Sandee, «Quantitative Determination of an Optimum Economic Policy», *Econometrica*, janvier 1959, vol. 27, n° 1, p. 1.

8. J.P. Laffargue, A. Morineau, M. Trévoux, «Recherche sur une fonction de préférence étatique. Application au 5ème plan», *Bulletin du CEPREMAP*, janvier 1969, n° 3, p. 41.

9. V.A. Volkonskij, *Principy optimal ' nogo planirovanija*, Ekonomika, Moscou, 1973 ; F. Seurot, «La fonction d'utilité sociale en système socialiste», *supra*.

sociale présuppose que les autorités politico-économiques ont un comportement cohérent et donc éventuellement formalisable, ce que ne semble pas confirmer, aux dires même de ses auteurs, l'expérience néerlandaise.

Quand on sait que l'hypothèse de cohérence du comportement n'est même pas vérifiée, dans la plupart des cas, au niveau individuel [10], on reste sceptique quant à sa pertinence pour un groupe, si homogène soit-il. En outre, et c'est là où la méthode des interviews atteint sans doute sa limite décisive, les agents ne font pas nécessairement, ni même sans doute en général, ce qu'ils ont déclaré avoir l'intention de faire : la rationalité des intentions diffère de la rationalité des pratiques.

De plus, supposer qu'il existe un préordre gouvernemental sur les états sociaux, c'est poser l'Etat comme unité rationalisante. Or, l'analyse des organisations a mis en évidence les aléas des prises de décisions collectives, que ce soit au sein des administrations étatiques ou au sein des entreprises privées.

A l'évidence, les rapports de forces entre groupes de pression, les intérêts particuliers s'exprimant sous forme monétaire ou non monétaire, l'enchevêtrement des divers réseaux de circulation de l'information auront un rôle prépondérant dans les décisions prises et ne produiront certes pas un résultat global «rationnel». Cette illusion de l'Etat comme centre de rationalité, commune à bien des théoriciens de l'Etat en particulier en U.R.S.S., doit s'effacer devant l'évidence empirique.

Par ailleurs, même si on postule l'unicité de pensée des dirigeants, utiliser la fonction d'utilité sociale comme fonction objectif de plan, c'est admettre que ceux-ci sont tout puissants à faire passer leurs décisions dans les faits, compte tenu uniquement des contraintes technologiques et de la limitation des ressources rares. C'est supposer en particulier que l'appareil administratif est un instrument «neutre» aux mains du pouvoir politique. Cette conception implique donc une certaine «transparence» sociale. C'est faire bon marché des résistances et de la pesanteur des rapports sociaux. Un bon exemple en est la décision prise par les dirigeants soviétiques, dans les deux derniers plans quinquennaux, de privilégier la production de biens de consommation : l'appareil bureaucratique du Gosplan et du Gossnab, construit au cours des périodes de priorité absolue à l'industrie lourde, a pour ainsi dire incorporé cette priorité dans sa structure et dans son mode de fonctionnement, et met ainsi obstacle à un changement d'orientation de politique économique [11].

10. A.Y.C. Koo «An Empirical Test of Revealed Preference Theory», *Econometrica*, octobre 1963, vol. 31, n° 4, p. 646. D'après cette étude, seuls 0,93 % des individus sont *toujours* cohérents.

11. R. Tartarin, *Le système de l'approvisionnement des entreprises en U.R.S.S. et la théorie de l'économie soviétique*, Thèse dactylographiée, Rennes, 1975.

On peut donc conclure de toutes ces considérations qu'il est tout à fait utopique, et de surcroît totalement inutile comme nous allons le voir maintenant, de prendre comme fonction objectif d'un modèle de planification, une fonction d'utilité sociale.

C) La formalisation des objectifs sociaux

S'il apparaît comme peu prometteur d'essayer de formaliser les objectifs de la société (ou du «planificateur», ou des autorités politico-économiques) par une fonction d'utilité sociale, cela ne signifie pas que des objectifs sociaux exprimables sous forme quantitative (nombre d'écoles, d'hôpitaux, quantité minimale de tel bien consommée par tête, etc.) ne puissent être introduits dans un modèle mathématique de planification, de telle sorte que la solution optimale respecte ces exigences.

En ce qui concerne la détermination du niveau quantitatif de ces objectifs, elle se fait déjà à l'heure actuelle pour les biens publics dans les pays occidentaux, et elle relève de la routine de la planification dans les pays de l'Est. Ces décisions résultent de négociations et de tractations au sein des instances compétentes, sous la pression éventuelle de «l'opinion publique». Ceci n'implique en aucun cas qu'il existe un préordre de préférence cohérent relatif à ces choix.

Ces objectifs peuvent indifféremment s'exprimer dans un modèle mathématique soit dans les contraintes, soit dans la fonction objectif.

C'est ainsi que les deux modèles proposés par Novožilov et Kantorovič [12], l'un consistant à minimiser les dépenses en travail sous la condition que les quantités de ressources naturelles sont limitées et que les quantités de biens finals à produire sont déterminées à l'avance, l'autre à maximiser l'échelle de la production, selon des proportions entre biens fixées à l'avance, sous contraintes des quantités de ressources rares et de travail existant dans l'économie, modèles qui sont dits réciproques l'un de l'autre, produisent exactement la même solution optimale, pour peu que le niveau de la contrainte en travail du modèle de Kantorovič soit fixé au minimum atteint par la fonction objectif dans le problème de Novožilov, et que les proportions fixées entre les biens soient également les mêmes.

Par conséquent, on peut tout aussi bien placer les quantités de biens à produire dans la fonction objectif comme le fait Kanto-

12. V.V. Novožilov, *Problemy izmerenija zatrat i resul'tatov prioptimal'nom planirovanii*, Ekonomika, Moscou, 1967, traduit sous le titre «Mesures des dépenses et de leurs résultats en économie socialiste», *Cahiers de l'I.S.E.A.*, G 19, 1964; L.V. Kantorovič, *Ekonomičeskij rasčet nailučšego ispolzovanija resursov*, M., AN SSSR, 1959, traduit sous le titre *Calcul économique et utilisation des ressources*, Dunod, Paris, 1963.

rovič, ou dans les contraintes, selon la solution de Novožilov; encore que la seconde solution garantisse que le niveau désiré sera atteint, alors qu'on ne peut être sûr *a priori*, en maximisant l'échelle de la production, qu'un niveau miminal soit même garanti. Il est encore possible de remédier à cela, pour des produits jugés particulièrement importants, en introduisant des contraintes supplémentaires assurant que ce niveau minimal sera au moins atteint dans la solution optimale.

Dans cette conception, la fonction objectif de plan n'a pas pour rôle de synthétiser les «buts» du système économique, d'en exprimer la loi fondamentale, contrairement à l'idée couramment admise dans la littérature optimaliste soviétique et des pays de l'Est. Les modèles de planification optimale sont plutôt conçus comme des instruments contribuant à l'élaboration du plan et permettant d'explorer diverses possibilités de contraintes et d'objectifs, et donc d'élaborer plusieurs solutions techniquement optimales entre lesquelles les décideurs auront à choisir (on peut même imaginer une procédure démocratique de choix entre diverses solutions calculées). La fonction principale des modèles optimaux est alors de mettre en évidence l'influence, sur la structure de l'appareil productif et sur la répartition des investissements entre les branches, du choix de tel ou tel vecteur de consommation finale (privée ou publique). La fonction objectif retenue sera celle qui fournit le plan optimal le plus «satisfaisant» du point de vue des décideurs, et non pas celle qui exprimerait une supposée rationalité sociale à l'état pur.

Nous défendrons par conséquent une *conception purement instrumentale et opérationnelle de la fonction objectif,* toute idée de fonction d'utilité sociale ne pouvant à notre avis que servir d'alibi idéologique aux décideurs en place.

Tout ceci est lié, évidemment, à une notion d'optimalité d'un plan très empirique et technique. Une solution sera dite optimale, relativement à un critère donné, lui-même relevant d'un choix non pas totalement arbitraire certes, mais dicté par des considérations de plus ou moins grande commodité, et fonction des résultats qu'il produit. L'optimum n'est plus une situation absolue et inattaquable découlant d'un critère «objectif». C'est cette «fétichisation» de la fonction objectif que nous voulons dénoncer, afin de démystifier l'utilisation politique qui en est souvent faite, en particulier par certains économistes soviétiques. Ceux-ci présentent en effet le processus de planification actuel comme arbitraire et politique, ce qu'il est certainement, alors que la planification optimale permettrait d'élaborer des plans scientifiquement incontestables.

Pour nous démarquer de cette conception scientiste de l'opti-

malité, nous qualifierons la nôtre d'«optimalité praticable» [13] pour souligner ce qu'elle a de relatif et d'«impur» théoriquement, en même temps que d'opératoire pratiquement.

Nous ne voulons donc en aucune façon, prétendre que le choix de la fonction objectif soit politiquement ou idéologiquement neutre. Bien au contraire, nous désirons mettre en évidence le lien entre la détermination d'une forme mathématique et des choix politico-économiques concrets. C'est ce que nous allons tenter de faire dans la suite de cet article.

II – CHOIX DU CRITERE D'OPTIMALITE ET POLITIQUE ECONOMIQUE OPTIMALE

Nous allons maintenant analyser certains des critères qu'il est possible d'utiliser concrètement comme fonction objectif de plan. Nous verrons ensuite les caractéristiques des politiques économiques qui découlent de chacun d'entre eux.

A) Les différentes fonctions objectifs possibles

Une première catégorie de fonctions objectifs consiste à maximiser le volume d'un agrégat de la comptabilité nationale. On choisira celui qui donne la meilleure appréciation du niveau de bien-être de la population ou des résultats globaux de l'activité productive nationale, selon les buts qu'on assigne au fonctionnement du système économique.

Le Produit Social Global est l'agrégat fondamental de la comptabilité nationale soviétique. Il comprend, en termes physiques, l'ensemble des biens de production et de consommation de l'économie nationale. En valeur, il est égal à la somme des valeurs brutes de toutes les branches de la sphère de production des biens matériels [14]. Il englobe donc la valeur de toutes les consommations intermédiaires et sera d'autant plus important que le processus productif sera divisé entre unités de production spécialisées, pour une somme de valeurs ajoutées donnée. Le Produit Social Global présente la particularité de refléter l'ensemble des relations d'échange qui accompagnent la formation du produit, ce qui n'est pas indifférent pour analyser la structure productive d'un pays, mais paraît peu pertinent pour en apprécier le niveau de bien-être ou de richesse.

13. Par analogie avec la notion de concurrence praticable qui s'oppose au caractère abstrait de la «concurrence pure et parfaite» de la théorie de l'équilibre et de l'optimum néo-classique.

14. Sont exclus en effet du Produit Social Global non seulement les services des administrations, mais également les services gratuits et payants rendus à la population. La notion de production est en effet entendue en un sens très restrictif par la comptabilité nationale soviétique.

Cet agrégat a cependant été proposé par certains spécialistes soviétiques de l'Economie Politique du Socialisme, partisans de la thèse du primat de la production sur la consommation comme caractéristique d'une société socialiste.

Bien entendu, ce choix a fait l'objet de nombreuses critiques. On peut en effet obtenir un accroissement du Produit Social Global uniquement en augmentant les dépenses matérielles de production ou en accroissant le nombre d'unités productives autonomes, sans que le Produit Net soit plus élevé pour autant. Une société planifiée, pas plus que toute autre, ne peut avoir pour objectif d'augmenter ses dépenses de production et c'est pourquoi la maximisation du Produit Social Global n'est pas, à notre avis, un bon critère d'optimalité.

Un deuxième agrégat souvent proposé comme critère, est le Revenu National, c'est-à-dire la somme des revenus du travail et du surtravail (ou revenu net créé par le travail) [15]. En termes physiques, il est égal au Produit Social Net, qui comprend l'ensemble des biens de consommation individuelle et sociale (dit fonds de consommation ou de satisfaction des besoins) et l'ensemble des biens d'investissement net (dit fonds d'investissement net ou fonds d'élargissement de la reproduction).

Pour la majorité des économistes soviétiques, cet agrégat représente un bien meilleur critère que le Produit Social Global, puisqu'il ne comprend pas les dépenses matérielles de production. Cependant, il faut noter que la maximisation du Revenu National ne permet pas de déterminer l'un des éléments les plus importants d'une politique économique de long terme, c'est-à-dire la proportion entre consommation et investissement. Il sera donc nécessaire de fixer *a priori* cette proportion dans le modèle, avant que la procédure d'optimisation ne commence.

Aux objections précédemment formulées contre l'un ou l'autre de ces critères d'optimalité, il faut en ajouter une autre : les produits physiques qui composent ces grandeurs sont agrégés à l'aide d'un système de prix dont beaucoup s'accordent actuellement à reconnaître l'arbitraire, et le caractère imparfait. Or, choisir un système de prix comme agrégateur revient implicitement à choisir une structure pré-déterminée de production. Par conséquent, la procédure d'optimisation va perdre une grande partie de son sens puisqu'on va maximiser un agrégat dont non seulement la proportion entre la consommation et investissement sera donnée, mais également les proportions entre produits des différentes branches, et ce de façon plus ou moins occulte.

15. Le Revenu National soviétique ne comprend que les salaires des travailleurs de la sphère productive, le revenu des entreprises socialistes, et l'impôt sur le chiffre d'affaire ou revenu net de l'Etat.

Pour toutes ces raisons, il nous semble préférable d'envisager un nouveau type de critère d'optimalité, qui d'une part reposera sur la maximisation d'un indice de la production de biens de consommation, et d'autre part ne supposera pas une structure prédéterminée de la production par un système de prix arbitraire.

La première idée qui vient à l'esprit est de choisir comme maximande le fonds de consommation, c'est-à-dire l'ensemble des produits de consommation privée et publique, en y ajoutant éventuellement les services. On peut alors en dériver les consommations intermédiaires nécessaires pour effectuer cette production finale. L'inconvénient tenant au caractère statique de cette approche peut être levé en maximisant par exemple la somme des fonds de consommation annuels, actualisée ou non, sur la période d'un quinquennat : on obtiendra ainsi en sus, les flux d'investissement nécessaires à la réalisation de cet objectif. Mais ce critère lui aussi repose sur un système de prix fixés *a priori*. Pour éviter cette difficulté, Kantorovič propose comme fonction objectif la maximisation de l'échelle de la production des biens de consommation, ceux-ci étant liés par proportions fixes. Cette fois, au lieu que les proportions entre biens soient déterminées de façon implicite et peu claire par le choix d'un système d'agrégateurs, elles sont choisies à l'avance par les planificateurs sur la base des demandes évaluées par des enquêtes de marché ou par toute autre procédure. Il est évident que cela représente un progrès par rapport au critère précédent.

Cependant, il semble souhaitable que la structure du fonds de consommation puisse varier au cours du quinquennat, ce qui n'est pas possible dans le modèle de Kantorovič. C'est pourquoi nous allons maintenant étudier le critère proposé par Smekhov, de la maximisation du degré de satisfaction des besoins, qui nous paraît répondre aux exigences que nous avons formulées jusqu'à présent.

Tout d'abord ce critère repose sur la notion de besoins beaucoup moins sujette à fluctuation et plus stable que celle de demande, et sur laquelle il paraît plus raisonnable de baser une planification à moyen terme. Le degré d'agrégation des produits doit être suffisamment grand pour que des prévisions soient significatives : par exemple, on essaiera d'évaluer les besoins en produits laitiers et non pas en beurre, yaourt ou fromage blanc. On aura ainsi un modèle qui comprendra une vingtaine de biens de consommation et une quarantaine de branches dans l'économie. Mais la caractéristique essentielle de ce critère est de permettre une croissance différenciée des groupes de produits, puisqu'on observe que les besoins, au fur et à mesure qu'augmente le niveau de vie, évoluent très différemment. Il s'agit donc, à partir de la situation actuelle, caractérisée par le vecteur des consommations effectives par tête

$V_O = [\ V_{O1}, \ldots, V_{On}\ ]$, de se rapprocher le plus vite possible d'une situation de satisfaction complète des besoins, représentée par le vecteur $V_1 = [\ V_{11}, \ldots, V_{1n}]$, et qui est en réalité inaccessible au cours de la période de planification envisagée [16].

Naturellement, il est des groupes de produits pour lesquels il paraît plus urgent d'augmenter la production que pour d'autres. On affectera donc ces produits d'un taux de croissance supérieur à celui des autres produits au début de la trajectoire de passage de V_O à V_1.

Les deux problèmes essentiels qui apparaissent pour déterminer concrètement ce critère sont donc d'une part le mode d'élaboration des normes critérielles du vecteur V_1, et d'autre part la base de différenciation des taux de croissance, c'est-à-dire des fonctions de passage de V_O à V_1.

Les normes critérielles de consommation par tête vont être l'objet de recherches scientifiques. Elles devront exprimer les besoins sociaux, c'est-à-dire «l'expression idéale des conditions de vie vers lesquelles la société tend à une période donnée» [17]. Naturellement la méthodologie de définition de ces normes rationnelles dépend de la nature de chaque groupe de biens envisagé.

En ce qui concerne les produits alimentaires, on distingue toute une série de normes différentes selon l'âge, le sexe, le genre de travail, mais aussi selon le climat et les coutumes alimentaires des différents peuples. On ne tient donc pas uniquement compte des données de la diététique, mais également des goûts et des habitudes des différents peuples d'U.R.S.S. Tous ces facteurs peuvent avoir une très grande influence sur le montant des normes rationnelles. C'est ainsi que la consommation normative de produits laitiers varie de 295 à 585 kg par tête et par an, et celle de pommes de terre de 55 à 219 kg selon les républiques. La norme de consommation par tête pour toute l'U.R.S.S. représentera donc la moyenne pondérée de toutes les normes particulières.

Il faut noter que la consommation actuelle, tant par son niveau que par sa structure, est encore très loin des normes rationnelles par tête, ce qui est d'ailleurs une condition de bon fonctionnement du critère. En particulier, la norme de pain est de 100 kg, alors que la consommation effective est de 131 kg par an et par personne. Inversement, en 1965, la consommation de viande effective était de 41 kg alors que la norme était de 87 kg. On peut dire approxima-

16. Nous nous servirons, dans cette partie, des résultats obtenus par un groupe de chercheurs soviétiques de l'Institut de l'Economie Nationale G.V. Plekhanov de Moscou (Minkh), qui travaillent sous la direction du professeur B.M. Smekhov, et en collaboration avec le Gosplan.

17. Ja. M. Urinson, *Maksimizacija urovnja udovletvorenija obščestvennykh potrebnostej v optimal'nom planirovanii*, kand. dissertacija, Moscou, Minkh, 1970.

tivement que la consommation de produits farineux est trop élevée, alors que celle de produits de haute qualité nutritive (viande, légumes frais) ne l'est pas assez.

Quant aux besoins concernant les vêtements, les chaussures, les appareils ménagers, les meubles, etc., ils peuvent paraître plus difficiles à évaluer sur une base purement scientifique, mais néanmoins des études ont été entreprises par certains Instituts d'étude de la consommation.

C'est ainsi qu'a pu être établi le tableau suivant, indiquant les normes rationnelles de consommation, permettant de calculer V_1, le complexe critériel.

Normes rationnelles de consommation de produits alimentaires, vêtements et chaussures [18].

Produits	Unités de mesure	Normes rationnelles par tête et par an
Viande et produits de boucherie	kg	86,8
Poisson	"	16,2
Lait et produits laitiers	"	487
Huile végétale et autres graisses végétales	"	10
Oeufs	Nombre	365
Sucre	kg	44
Légumes et cucurbitacées	"	164
Fruits et baies	"	133
Tissus de coton	m^2	35,4
Tissus de laine	"	5,1
Tissus de soie	"	10,3
Tissus de lin	"	5,2
Matériau non tissé	"	2
Bonneterie et lingerie	Nombre	8,25
Chaussures de cuir	paire	3,3

Il faut souligner encore que ces normes reflètent un niveau de vie très élevé, supérieur même au niveau de vie des couches les mieux payées de la population soviétique, et représentent ainsi plus des consommations de saturation que des besoins au sens habituel du terme. Au cours du plan quinquennal, il s'agira de se

18. B.M. Smekhov, *Perspektivnoe narodnokhozjajstvennoe planirovanie*, Ekonomika, Moscou, 1968.

rapprocher le plus possible de ces normes, mais il n'est pas question de les atteindre, même approximativement. Cette particularité permet de tolérer un certain manque de précision dans la définition des normes, car on observe une zone de relative insensibilité, au début de l'intervalle $| V_o - V_1 |$, aux modifications de faible amplitude de V_1.

Posons égal à 1, l'intervalle compris entre V_o et V_1. Pour tous les produits qui sont des moyens de production purs, non consommés par la population $V_{io} = V_{i1} = 0$. Chaque point $s [\ 0 \leqslant s \leqslant 1]$ de cet intervalle caractérise un certain niveau de vie et V_s est le complexe de normes par tête qui lui correspond.

En général, la croissance du niveau de vie se manifeste par une augmentation de la consommation de chaque bien i :

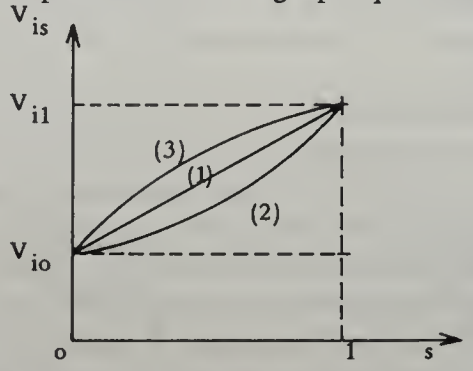
$$V_{is''} > V_{is'} \qquad \text{si} \qquad s'' > s'$$

Toutefois, dans le cas de biens primaires comme le pain par exemple, on aura :

$$Vi_{s''} < V_{is'} \qquad \text{si} \qquad s'' > s'$$

La fonction objectif du modèle est donc la maximisation de s, degré de satisfaction des besoins, de façon à se rapprocher le plus possible du complexe critériel.

Quelle peut être la forme des fonctions de passage de V_{io} à V_{i1} ? Si nous nous limitons au cas des biens supérieurs, on peut envisager trois cas représentés sur le graphique ci-dessous.



Si le besoin en bien i est très important, c'est-à-dire si l'écart entre la consommation effective et la consommation rationnelle est très grand, on choisira un taux de croissance très rapide au début de l'intervalle (cas 3). Si le besoin est peu pressant (si la consommation effective est proche de la consommation rationnelle), on retiendra un taux de croissance faible de la production de ce bien (cas 2). Dans un cas intermédiaire on choisira un taux de croissance linéaire.

Les fonctions algébriques exprimant de telles évolutions peuvent s'écrire :

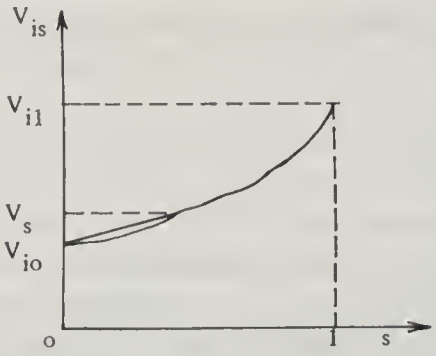
$$V_{is} = V_{io} + (V_{i1} 1 - V_{io})\, s^{C_i} = V_{io} + K_i\, s^{C_i}$$

C_i étant un paramètre positif fixé pour chaque bien i, et dont la valeur est supérieure, égale ou inférieure à 1, selon que la consommation du bien i croît à un taux croissant (cas 2), constant (cas 1) ou décroissant (cas 3). Plus le besoin en bien i est pressant, plus C_i doit donc être faible.

C_i comme s, a une signification ordinale et non cardinale. En effet, si on multiplie tous les coefficients C_i par un même facteur, l'ordre des structures possible de consommation reste le même, et seule change la grandeur de s.

Comment choisir et calculer pour différents groupes de biens la fonction de passage du complexe de base au complexe critériel ? Il est en effet, nécessaire de tenir compte des lois d'évolution de la structure de la consommation lorsque le revenu moyen augmente dans l'économie, afin que l'obtention d'un niveau de vie plus élevé s'effectue en concordance avec les goûts des consommateurs. Pour cela, on suppose que dans le futur, la hausse du revenu moyen aura le même effet sur la structure de consommation que le passage d'une tranche inférieure à une tranche supérieure de revenu à un moment donné. On utilise une méthode approchée, basée sur les données des budgets de familles. On choisit donc un complexe intermédiaire V_{s_p}, situé entre la consommation actuelle V_o et les normes critérielles V_1. Il est alors facile de calculer le coefficient C_i de la courbe de passage V_o à V_1 en ce qui concerne le bien i.

Nous avons ainsi défini une fonction objectif qui fournit un bon indice du niveau de bien-être de la population qui ne repose pas sur un système de prix fixé *a priori* et qui paraît concrètement utilisable. Toutefois, nous avons vu que les fonctions de passage prenaient la forme de fonctions non linéaires. Or il existe bien une méthode de résolution de ce problème non linéaire de la maximisation du degré de satisfaction des besoins, mais elle demande, pour un problème de cette importance, un très grand nombre d'heures machines. Comme l'intérêt principal de ce type de modèle de planification est de calculer de multiples variantes du plan optimal, pour en tester les différents éléments, que ce soit dans les contraintes ou dans la fonction objectif, il apparaît indispensable de linéariser les fonctions V_{is}.



Le critère de la maximisation du degré de satisfaction des besoins paraît donc extrêmement intéressant pour établir une politique optimale d'investissement orientée vers l'élévation du niveau de vie de la population.

Dans quelle mesure cependant la politique optimale issue de ce critère diffère-t-elle sensiblement des solutions obtenues en maximisant le Produit Social Global, c'est ce que nous allons voir maintenant.

B) Comparaison entre les politiques optimales résultant de fonctions objectifs différentes

Pour mettre en évidence les différences entre solutions optimales résultant de fonctions objectifs différentes, il suffit de faire «tourner» un même modèle de base, dont on modifie uniquement la fonction objectif. On peut alors comparer les flux d'investissement et les flux de consommation finale, ainsi que la structure de la production, qui en résultent [19].

Comme on pouvait le prévoir *a priori*, le résultat le plus défavorable en ce qui concerne le niveau de vie de la population découle de la maximisation du Produit Social Global ($s_{III} = 0{,}346$). La maximisation du Revenu National entraîne une situation intermédiaire ($s_{II} = 0{,}359$) alors que $s_I = 0{,}462$ lorsqu'on choisit s, le degré de satisfaction des besoins, comme fonction objectif.

Examinons tout d'abord plus en détail comment le choix du critère d'optimalité influence les grandeurs globales de la comptabilité nationale, (voir tableau p. 57).

On constate que le Produit Social Global, les dépenses matérielles et le fonds d'investissement augmentent lorsqu'on passe de la variante I (max s) à la variante II (max RN), puis à la variante III (max PSG). A l'inverse, le fonds de consommation lui, décroît, passant de 217,5 milliards de roubles à 212,3 puis à

19. L'essentiel des résultats exposés ici provient d une thèse écrite sous la direction de B.M. Smekhov : L.P. Sibirceva *Metodologičeskie voprosy razrabotki i sopostavlenija variantov perspektivnogo narodnokhozjajstvennogo plana.* Kand. dissertacija, Moscou, Minkh, 1974.

Evolution optimale des indices globaux de la comptabilité nationale selon la nature de la fonction objectif.

	Variantes de calcul			II/I	III/I	III/II
	I (max *s*)	II (max *RN*)	III (max *PSG*)			
Produit Social Global (en milliards de roubles)	615,0	648,8	650,0	104	106	100,2
Dépenses matérielles . . .	334,5	358,1	360,1	107	108	100,6
Revenu National	281,5	291,8	290,9	104	103	99,9
Fonds de Consommation	217,5	212,3	211,0	98	97	99,3
Fonds d'Investissement. .	64	79,5	79,9	124	125	100,5
Produit Social Global (en %)	100	100	100	100	100	100
Dépenses matérielles . . .	54,4	55,2	55,4	101	102	100,3
Revenu National	45,6	44,8	44,6	97	98	99,5
Revenu National (en %)	100	100	100	100	100	100
Fonds de Consommation	77,3	72,8	72,5	94	94	99,6
Fonds d'Investissement. .	22,7	27,2	27,5	120	121	101,1

211 milliards de roubles.

On a donc une efficience de la production plus grande dans la variante I que dans la variante II, et dans la variante II que dans la variante III, bien que ces deux dernières diffèrent peu [20]. (La différence est inférieure ou égale à 1,1 % pour la totalité des indices). Il semble donc bien que le fait de maximiser le Revenu National plutôt que le Produit Social Global n'apporte pas d'amélioration très nette de l'efficience de la production, bien qu'on obtienne évidemment les dépenses matérielles moins gonflées.

Par contre, le choix de la maximisation de *s* comme fonction objectif améliore très nettement les résultats, puisqu'on obtient un

20. Pour calculer les variantes II et III, on a déterminé les proportions entre biens composant le fonds de consommation, en conservant les fonctions de passage V_{is}. Lorsqu'on les supprime, les différences entre les trois variantes calculées s'accentuent très fortement : les performances des fonctions objectifs II et III sont encore plus mauvaises (résultats non publiés).

niveau de satisfaction plus élevé (de combien exactement, nous le verrons dans le troisième point en étudiant les normes de consommation par tête puisque s lui-même n'a qu'une signification ordinale), avec des dépenses matérielles inférieures de 6 à 7 % et un fonds d'investissement inférieur à 19 % environ.

La composition optimale du Revenu National est sensiblement identique, qu'on maximise le Revenu National ou le Produit Social Global, et diffère peu de la composition effective.

Au contraire, la maximisation du degré de satisfaction des besoins produit une solution optimale qui se caractérise par une proportion beaucoup plus forte du fonds de consommation dans le Revenu National et une diminution liée du fonds d'investissement (77,3 % et 22,7 % contre environ 73 % – 27 % dans les autres cas).

Considérons maintenant les taux de croissance des branches produisant des biens de production et l'efficience de cette production, dans les trois variantes du modèle, (voir tableau p. 59).

Comme il était prévisible au vu des résultats concernant les agrégats de la comptabilité nationale, on constate que les branches qui fournissent des biens de production ont des taux de croissance optimaux de la variante I inférieurs au taux de la variante II (max RN) eux-mêmes inférieurs à ceux de la variante III (max PSG). Les différences sont moins importantes entre les deux dernières variantes, qu'entre celles-ci et la variante I.

C'est dans les secteurs traditionnellement prioritaires dans l'économie soviétique, tels la construction de machines-outils et d'outillage en général (biens 9 et 11), la production de ciment et la construction (biens 7 et 37), que les différences sont les plus accentuées, la variante I permettant d'économiser considérablement dans ces secteurs.

Pour les produits alimentaires, les taux de croissance de la première variante, sont supérieurs à ceux de la variante II, eux-mêmes supérieurs de très peu au taux de la variante III. Les différences les plus sensibles portent sur la production de viande et de lait et ce sans doute parce que l'élevage, très en retard en U.R.S.S., est une activité relativement peu mécanisable qui influence directement le niveau de vie sans beaucoup gonfler les agrégats du Revenu National ou du Produit Social Global.

Quant aux produits de consommation durables, l'avance des taux de la variante I par rapport à ceux des variantes II et III est encore plus accentuée, et peut atteindre de 14 à 19 points (bien 23 ameublement, bien 24 réfrigérateurs, bien 25 machines à laver) et même 47 points dans le cas de la soie (bien 28).

Il faut noter, en outre, que la maximisation de s entraîne une efficience du capital K plus forte que la maximisation des agrégats de l'économie nationale (le rapport $\frac{RN}{K}$ est égal dans les trois

Taux de croissance des différentes branches de production selon les diverses fonctions objectifs.

	Produits	Variante I (max s) $s = 0{,}412$	Variante II (max RN) $s = 0{,}359$	Variante III (max PSG) $s = 0{,}346$
1	Charbon	121	122	123
2	Pétrole	132	142	136
3	Produits pétroliers	147	161	161
4	Energie électrique	162	184	187
5	Laminés	123	136	137
6	Produits chimiques fondataux	198	218	221
7	Ciment	126	140	140
8	Autres matériaux de construction	146	176	176
9	Machines outils	136	258	266
10	Tracteurs	157	161	162
11	Autres secteurs de construction de machines	144	197	200
12	Pain et produits panifiés	108	107	107
13	Poissons	117	115	115
14	Viande	145	140	138
15	Lait et produits laitiers	152	146	145
16	Graisses animales	112	110	110
17	Sucre	106	105	106
18	Confiserie	118	117	117
19	Graisses végétales	107	109	106
20	Vodka	104	104	104
21	Vin	150	144	143
22	Tabac	106	106	103
23	Ameublement	231	217	213
24	Réfrigérateurs	253	234	229
25	Machines à laver	234	217	213
26	Radio-Télévision	132	128	127
27	Tissus de coton	135	132	131
28	Soie	218	171	169
29	Laine	178	176	174
30	Lin	164	160	159
31	Bonneterie	144	139	138
32	Confection	143	141	140
33	Chaussures	129	126	125
34	Autres branches industrielles	119	128	129
35	Agriculture	127	126	126
36	Transports routiers	132	145	146
37	Travail de construction et montage	129	154	155
38	Autres branches de la production matérielle	115	119	119

variantes respectivement à 0,76, 0,69 et 0,70) alors que la productivité du travail la plus forte correspond au contraire au niveau de vie le plus bas (en milliers de roubles par tête, la productivité moyenne du travail $\frac{RN}{N}$, est égale respectivement à 3,049, 3,116 et 3,133 dans les trois variantes).

Ceci est dû évidemment à un rapport Capital-Travail particulièrement bas dans la variante I (en milliers de roubles par tête : 4,012 contre 4,516 et 4,476 dans les variantes II et III).

Ainsi s'il est nécessaire pour améliorer le niveau de vie de la population d'augmenter la productivité du travail, en elle-même la croissance maximale de la productivité du travail n'est pas une condition suffisante de croissance maximale du niveau de vie.

Enfin quel va être l'effet, sur les normes optimales de consommation par tête qui sont les indices les plus concrets du niveau de vie, de ce changement de fonction objectif ?

On constate, là encore, la supériorité de la variante I sur les deux autres, du point de vue du niveau de vie. Le fait nouveau est que les différences entre les deux dernières variantes apparaissent comme beaucoup plus significatives que lorsqu'on envisage les taux de croissance globaux ou par branche.

En effet, si dans la variante II, seuls, parmi les produits alimentaires, la viande et le lait apparaissent comme en retard sensible sur les normes de la variante I (de 2,8 et 3 %, respectivement), c'est le cas pour l'ensemble des produits alimentaires dans la variante III (sauf pour le pain et le sucre où les retards sont inférieurs à 1 %).

Pour les biens de consommation durable, l'écart est encore beaucoup plus net : cinq produits dans la variante II et sept produits (sur onze) dans la variante III ont un retard de plus de 5 % sur les normes de la variante I : comme nous l'avions noté d'après les taux de croissance des branches, ce sont les réfrigérateurs, les machines à laver, la soie, le lin et la bonneterie qui sont les plus touchés par ce phénomène, (voir tableau p. 61).

En conclusion, nous pouvons dire que le critère de la maximisation du degré de satisfaction des besoins de la population constitue une bonne solution au problème du choix d'une fonction objectif dans un modèle de planification à optimalité praticable. En effet, il présente l'avantage indéniable de pouvoir être utilisé pratiquement à l'heure actuelle, tout en reposant sur un processus d'optimisation de la consommation, contrairement au critère de Kantorovič, par exemple. En outre les résultats produits par ce critère, renforcement des investissements dans les industries légères et dans l'agriculture, accroissement de la production de biens de consommation, vont dans le même sens que les solutions préconisées par les écono-

Normes de consommation par tête pour les produits les plus importants selon la fonction objectif.

	Produits	Unités de mesure	Normes de consommation par tête: Variante I max *S*	Variante II max *RN*	Variante III max *PSG*	Retard des normes III sur I en %	Retard des normes II sur I en %
1	Pain	kg	141,4	140,9	140,6	1	0,6
2	Poisson	"	11,9	11,7	11,6	1,6	2,6
3	Viande	"	32,1	31,2	30,6	2,8	4,8
4	Lait, produits laitiers	"	84,7	82,1	80,5	3,0	5,2
5	Graisses animales	"	3,7	3,7	3,6	0	2,8
6	Sucre	"	30,9	30,9	30,8	0	0,3
7	Ameublement	Rouble	19,2	19,1	17,6	0,5	9,1
8	Réfrigérateurs	nb/1000 hbts	23	21	20	8,0	15,0
9	Machines à laver		37	35	34	5,0	8,9
10	Radio-Télévision	"	34	33	33	2,9	3,1
11	Tissus de coton	m^2	14,9	14,5	14,3	2,6	4,2
12	Soie	"	4,8	4,5	4,4	6,0	9,1
13	Laine	m. courant	1,4	1,4	1,3	0	7,7
14	Lin	m^2	2,0	1,9	1,8	5,0	11,1
15	Bonneterie	Nombre	6,5	5,9	5,8	9,0	12,0
16	Confection	Rouble	10,9	10,6	10,5	2,7	3,9
17	Chaussures en cuir	Paires	2,8	2,8	2,7	0	3,8

mistes réformateurs et par les deux derniers plans quinquennaux. Ils sont de surcroît tout à fait cohérents avec les enseignements de l'expérience quotidienne dans ce pays. En effet, les taux de croissance les plus élevés s'appliquent aux biens dont la population ressent le plus le manque (viande, textiles, produits de consommation durable).

Il semble donc que, si l'on cherche à assurer, par la planification, le niveau de vie le plus élevé possible à l'ensemble de la population, la maximisation du degré de satisfaction des besoins constitue une fonction objectif intéressante. Toutefois, l'utilisation de cette fonction objectif ne peut en aucune façon garantir que le plan qui en résulte serait «préféré socialement», s'il était par exemple l'objet d'une procédure de vote majoritaire. De plus, il faut bien garder à l'esprit que les résultats économiques et sociaux d'un plan optimal dépendent autant, sinon plus, de la façon dont sont élaborés les normes critérielles et les diverses contraintes, que des propriétés formelles de la fonction objectif.

SCHEMAS DE REPRODUCTION ET POLITIQUES D'INDUSTRIALISATION

Robert TARTARIN

Dès le premier plan quinquennal l'industrialisation a été une priorité de l'économie soviétique, priorité reconduite jusqu'au aujourd'hui comme le montre l'examen des taux de croissance réalisés. Elle a été justifiée, aussi bien pendant les débats préliminaires qu'à la période stalinienne par une référence systématique aux schémas de reproduction de K. Marx. Le *Manuel d'économie politique* de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. affirmait ainsi en 1955 :

> « Quel que soit le régime social, le développement des forces productives se traduit par l'augmentation de la part du travail social allant à la production des moyens de production par rapport à la part consacrée à la production des objets de consommation. La priorité de l'accroissement de la production des moyens de production sur la production des objets de consommation est une loi de la reproduction élargie...»
>
> «... les branches produisant des moyens de production doivent se développer plus rapidement que les branches fournissant des objets de consommation »[1].

Affirmation péremptoire qui prétend aux titres de la scientificité, la priorité à la production de moyens de production réclame une démonstration qui pourtant reste absente [2].

La première question à laquelle tente de répondre le texte ci-dessous est donc de savoir si les schémas de reproduction, particulièrement en cas de reproduction élargie, impliquent nécessairement une croissance supérieure du secteur I et confèrent à celle-ci le caractère d'une loi.

Mais l'industrialisation a été une réalité historique impressionnante et si nous nous interrogeons maintenant sur les moyens d'une telle croissance et non plus sur la justification logique de son existence, les schémas de reproduction peuvent aussi nous servir de modèle rétrospectif d'interprétation. Interprétation des politiques de développement proposées au cours de la grande controverse économique des années vingt notamment par N. Boukharine et E. Preobrajenski, et interprétation de la politique

1. Açadémie des Sciences de l'U.R.S.S., Institut d'Economie, *Manuel d'économie politique*, 2ème éd., 1955, éd. N. Béthune, Paris, 1969, p. 231 (le texte se réfère ensuite à Lénine mais en limitant curieusement sa contribution au capitalisme, *cf. infra*, p. 75 et s.) et p. 454.

2. B. Minc en a fait la remarque dès 1957 : «Le *Manuel* [de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.] n'apporte pourtant aucune preuve scientifique que l'accroissement prioritaire du secteur I de la production est une loi économique», in *Zagadnienia ekonomii politycznej socjalizmu*, P.W.N. Varsovie, 1957, p. 290 (communiqué par K. Szymkiewicz).

effectivement mise en œuvre sous la direction de J. Staline. La deuxième question abordée ici concerne donc les présupposés et les moyens d'une politique de développement, la cohérence de ces moyens vis-à-vis de l'objectif recherché et les limites des choix et des interventions possibles.

Dans une première division, les schémas de reproduction simples seront exposés et ils serviront de point de référence à la suite du texte. En même temps, sera traitée la question de la valeur logique ou du caractère de loi de la croissance prioritaire du secteur I.

Puis dans une seconde division on tentera l'analyse formalisée des politiques de développement par la complexification des hypothèses des schémas simples et spécialement par l'introduction de transferts de valeur entre les deux secteurs.

I – LES SCHEMAS SIMPLES DE LA REPRODUCTION ET LA LOI DE CROISSANCE PRIORITAIRE DE LA PRODUCTION DES MOYENS DE PRODUCTION

L'exposé des schémas simples de la reproduction permet de déterminer avec exactitude les modalités d'une croissance supérieure du secteur I par rapport au secteur II. D'abord, l'analyse est conduite en reprenant strictement les hypothèses émises par K. Marx au Livre II du Capital. On recherche ensuite, comme l'a fait V.I. Lénine, les effets de l'évolution technologique sur les croissances relatives.

A) Hypothèses, définitions

Toute la production de la société se trouve divisée en moyens de production (qui proviennent du secteur I) et en moyens de consommation (qui proviennent du secteur II). Les quantités totales de produits d'un secteur sont formées par les volumes du produit nécessaire et les volumes du surproduit. Le produit nécessaire peut lui-même être subdivisé en quantités nécessaires à la reconstitution des moyens de production ou produit constant (ou encore, mais par abus de langage, capital constant) et en quantités nécessaires à la reconstitution des forces de travail ou produit variable (ou encore et par un même abus, capital variable).

On le voit, distinguer d'une part secteur I et II et d'autre part capital variable, constant et plus-value, c'est tout un, puisqu'on applique la même distinction moyens de production/forces de travail d'abord entre les branches puis à l'intérieur de chacune d'elles.

Cependant les quantités de produits dont il est question ne peuvent être mesurées en unités naturelles, en purs et simples volumes physiques. En effet, au cas où il en serait ainsi, le capital variable du secteur I défini par les quantités de moyens de produc-

tion nécessaires à la reconstitution des forces de travail serait dépourvu de toute signification dans la mesure où ces quantités qui seraient alors entendues au sens naturel sont inconsommables par les travailleurs. La définition du capital variable du secteur I présuppose donc un échange (sous une forme ou une autre) avec le secteur II et par-là un étalon de mesure commun aux produits de type I et II.

Cet étalon sera une quantité de travail et donc les volumes de production seront mesurés *en valeur*, c'est-à-dire en nombre d'unités de travail. Par valeur d'une unité physique d'un bien on entendra en effet la quantité totale de travail nécessaire à la production d'une unité de ce bien, cette quantité comprenant le travail directement utilisé dans la production et le travail indirectement inclus dans la consommation de moyens de production [3].

Si donc on note c_i, v_i, m_i $(i = 1,2)$ le capital constant, le capital variable et le surproduit, c'est-à-dire les composantes des produits ou des capitaux, ces quantités de *valeur* recouvrent des contenus naturels différents selon le moment du cycle productif. Par exemple, au début du premier cycle, on trouve en i des quantités de moyens de production pour une valeur c_i et des quantités de moyens de consommation pour une valeur v_i. Après la réalisation du processus de production, forces de travail et moyens de production se sont combinés en de nouvelles quantités de bien i pour un montant en valeur $c_i + v_i + m_i$ puisque le travail possède la propriété de produire plus de valeur que la quantité nécessaire à sa reproduction. Dès lors, au sein de l'expression $c_i + v_i + m_i$, c_i et v_i ne signifient plus que les parts de valeur équivalentes aux moyens de production et de consommation présents au début du cycle productif.

On constate ainsi qu'une part du produit d'un secteur devient nécessairement une part du capital de l'autre secteur. Le secteur I a besoin des biens de consommation du secteur II pour renouveler les forces de travail dont il dispose et réciproquement le secteur II exige des moyens de production du secteur I pour reconstituer les moyens de production qu'il utilise.

Par ces besoins réciproques se trouvent fondées la valeur et la nécessité des rapports entre les deux secteurs. Un flux de bien de type I devra aller vers le secteur II et réciproquement. Il convient toutefois de remarquer que l'on ne peut qualifier sans précaution ces flux réciproques comme rapports d'échange. En effet, selon la forme de l'organisation économique, les modalités de l'obtention par chacun des secteurs des biens du type qu'il ne produit pas,

3. Pour un traitement clair et formalisé de cette définition, voir M. Morishima, *Marx's Economics*, Cambridge University Press, 1973, ch. I : «Dual Theory of Value».

auront leur spécificité et pourront s'apparenter par exemple au cycle don-contre-don, au troc, à l'échange marchand à des prix conventionnels fixes, ou à l'achat-vente sur des marchés libres.

Compte tenu de l'ensemble des définitions précédentes les schémas de reproduction permettent d'analyser l'expansion ou la récession d'un système économique formé de deux secteurs. Chaque secteur disposant au début du premier cycle de production des quantités c_i et v_i de capital constant et variable fournit à la fin du cycle un montant de production égal en valeur à $c_i + v_i + m_i$. Le deuxième cycle ne pourra s'effectuer, nous l'avons vu, que dans la mesure où chaque secteur obtiendra les biens qu'il utilise mais ne produit pas. Ainsi le secteur I renouvellera son capital constant initial c_1 en prélevant un volume c_1 sur sa production. Pour reconstituer son capital variable v_1, il devra obtenir la quantité v_1 de bien du type II auprès de l'autre secteur. Celui-ci de son côté peut reproduire son capital variable initial v_2 au moyen de sa production propre mais le capital constant c_2 nécessite pour son renouvellement un flux de bien I d'un montant c_2 en provenance du secteur I. Si bien qu'après la reconstitution stricte des quantités initiales c_1, v_1, c_2, v_2 et quelles qu'en soient les modalités, restent disponibles des quantités excédentaires de bien I $c_1 + v_1 + m_1 - c_1 - c_2$ et de bien II $c_2 + v_2 + m_2 - v_1 - v_2$. Les premières peuvent rester inutilisées ou être accumulées et venir augmenter les stocks c_1, c_2 de capital constant, les secondes peuvent être consommées ou bien se trouver transformées en capital variable additionnel. En supposant une proportionnalité entre surproduit et capital constant ou variable on voit que l'accumulation des excédents conduit à l'augmentation des productions.

Ici peut être soulevée la question des *modalités sociales* de l'accumulation : qui en décide et comment ? Le modèle des schémas de reproduction ne permet pas de répondre à cette question. Par contre ses résultats fondamentaux déterminent sous certaines hypothèses que nous allons maintenant exposer, les *conditions quantitatives* auxquelles la transformation des surproduits en capital doit satisfaire pour assurer une dynamique de long terme au système des deux secteurs.

Les hypothèses fondamentales du modèle initial des schémas de reproduction sont les suivantes [4].

4. La formulation de ces hypothèses et la présentation générale du modèle simple des schémas doivent beaucoup à A.M. Laulagnet : « Les schémas de la reproduction du Capital chez Marx », EPHE 6ème section, *Problèmes de Planification*, n° 9, 1967.

Hypothèse 1 : Les quantités de produits sont mesurées en valeur. La composition en valeur c'est-à-dire les proportions entre produit (ou capital) variable, produit (ou capital) constant et surproduit reste constante.

Hypothèse 2 : La production s'effectue par périodes. Il y a égalité entre le capital avancé en début de période et le capital consommé au cours de cette même période.

Hypothèse 3 : En dehors des forces de travail déjà utilisées par les deux secteurs, il existe des réserves de force de travail illimitées si bien qu'à toute augmentation du capital variable peut correspondre une augmentation des quantités de travail utilisées.

Hypothèse 4 : Chaque section détermine son accumulation relativement à son propre surproduit.

Hypothèse 5 : Les flux de produit entre les sections I et II résultent d'échanges équilibrés en valeur.

Le caractère simplificateur de ces hypothèses est manifeste. Elles éliminent les effets du changement technique (H. 1), la possibilité de suraccumulation par financement externe (H. 4) ou celle de transfert de valeur par les prix (H. 5). Mais elles permettent l'établissement d'un modèle de base qui pourra ensuite être complexifié par le remplacement des hypothèses restrictives.

B) Résolution du modèle de base

Le modèle de base est exprimé par le système d'équations ci-dessous où k_i $(i = 1, 2)$ note le rapport entre la quantité accumulée et le surproduit et c'_i, et v'_i les capitaux du deuxième cycle productif :

$$[1] \quad \frac{c'_1}{v'_1} = \frac{c_1}{v_1}$$

$$[2] \quad c'_1 + v'_1 - (c_1 + v_1) = k_1 \, m_1$$

$$[3] \quad c'_2 = v'_1 + (1 - k_1) \, m_1$$

$$[4] \quad \frac{c'_2}{v'_2} = \frac{c_2}{v_2}$$

$$[5] \quad \frac{m'_1}{v'_1} = \frac{m_1}{v_1}$$

$$[6] \quad \frac{m'_2}{v'_2} = \frac{m_2}{v_2}$$

Dans ce système les équations [1] [4] [5] [6] correspondent à l'hypothèse 1 d'une composition des produits constante en valeur. L'équation [2] indique en accord avec l'hypothèse 3 que l'augmentation du capital total du secteur I est égale à la part de surproduit accumulée dans ce secteur. Enfin les nécessités du remplacement en valeur et en nature des composantes du capital I et II, ainsi que l'hypothèse d'échanges équilibrés en valeur impliquent nécessairement que :

$$c'_2 = v'_1 + k_1 \, m_1$$

c'est -à-dire l'équation [3].

Considérons le sous-système formé des équations [1] et [2], sa solution conduit directement à la valeur du capital variable et du capital constant dans le secteur I au second cycle :

$$v'_1 = v_1 \ (1 + k_1 p_1)$$

$$c'_1 = c_1 \ (1 + k_1 p_1)$$

p_1 notant le taux de profit c'est-à-dire le rapport $\frac{m_1}{c_1 + v_1}$.

Soit maintenant le sous-système des équations [3] et [4], compte tenu de la valeur de v'_1 il nous permet de calculer les valeurs des capitaux du secteur II au cours du second cycle :

$$c'_2 = v_1 \ (1 + p_1) + c_1 \, p_1 \ (1 - k_1)$$

$$v'_2 = \frac{v_2}{c_2} \ [v_1 \ (1 + p_1) + c_1 \, p_1 \, (1 - k_1)]$$

Les deux dernières équations, [5] et [6], impliquent alors les valeurs des surproduits de la seconde période.

$$m'_1 = m_1 \ [p_1 \ (1 - k_1) + 1]$$

$$m'_2 = \frac{m_2}{c_2} \ [v_1 (1 + p_1) + c_1 p_1 (1 - k_1)]$$

Des équations [2] et [3] il est également possible de déduire le montant total de l'accumulation en capital constant indépendamment de la répartition de ce montant entre les deux secteurs:

$$[2] \quad c_1' + v_1' - (c_1 + v_1) = k_1 m_1$$

$$[3] \quad c_2' = v_1' + (1 - k_1) m_1$$

or [2] implique $c_1' = k_1 m_1 - v_1' + c_1 + v_1$

en ajoutant ceci à [3] il vient

$$c_1' + c_2' = c_1 + v_1 + m_1$$

d'où l'expression Δc de la variation du capital constant

$$\Delta c = c_1' + c_2' - c_1 - c_2 = v_1 + m_1 - c_2$$

On voit que paradoxalement la variation totale du capital constant dépend uniquement de valeurs données au premier cycle et indépendantes d'une politique d'accumulation.

De là résultent deux conséquences primordiales :

— *A partir d'une situation donnée, toute tentative de faire varier l'accumulation dans un sens pour un secteur se traduit par un mouvement de sens inverse pour l'autre.* Augmenter le capital accumulé dans le secteur I signifie réduire l'accumulation dans le secteur II. Le montant global est fixe, seule la répartition entre les deux secteurs est variable.

— *Il ne peut y avoir croissance ou reproduction élargie du capital total ($\Delta c > 0$) que si la structure du capital initial, c'est-à-dire la répartition de celui-ci entre les deux branches, répond à un certain rapport de proportionnalité.* En effet :

$$\Delta c > 0 \Leftrightarrow v_1 + m_1 > c_2$$

or il existe des compositions en valeurs constantes

$$\frac{c_1}{v_1} = \alpha_1 \qquad \frac{m_1}{v_1} = \beta_1$$

d'où en remplaçant dans l'inéquation précédente :

$$\Delta c > 0 \Leftrightarrow \frac{c_1}{c_2} > \frac{\alpha_1}{1 + \beta_1}$$

ce qui constitue la condition structurelle imposée au capital initial pour qu'une croissance soit simplement possible. En d'autres termes lorsque le secteur II occupe une place trop importante dans l'économie, la partie échangeable du produit du secteur I est trop faible pour assurer la reproduction simple du capital constant du secteur II.

C) Relation entre les taux d'accumulation du secteur I et du secteur II au premier cycle

Dans le système précédent seul le taux d'accumulation de la première section est introduit explicitement. Cependant la section II accumule elle aussi à un taux k_2 d'où résulte l'identité :

$$c'_2 + v'_2 - (c_2 + v_2) = k_2 m_2$$

En considérant l'équation [3] , il apparaît alors que l'autofinancement du secteur II n'est compatible avec l'équilibre des échanges que si une certaine relation entre k_1 et k_2 se trouve respectée:

$$\left.\begin{array}{ll} [3] & c'_2 = v'_1 + k_1 m_1 \\ & c'_2 + v'_2 - (c_2 + v_2)) = k_2 m_2 \end{array}\right\} \Rightarrow$$

$$\Rightarrow k_2 = \frac{v'_1 + (1 - k_1) m_1 + v'_2 - (c_2 + v_2)}{m_2}$$

soit, compte tenu des valeurs des variables au second cycle :

$$[7] \quad k_2 = \frac{av_1 + k_1 m_1 + \frac{v_2}{c_2} (bc_1 + dv_1) - (c_2 + v_2)}{m_2}$$

avec $a = 1 + k_1 p_1 \qquad b = (1 - k_1) p_1 \qquad d = 1 + p_1$

Ainsi l'équilibre des échanges en valeur et l'autofinancement de chaque secteur sont incompatibles entre eux si les taux d'accumulation en I et II sont arbitraires. La compatibilité n'est assurée que pour certains couples (k_1, k_2), ceux qui satisfont à la relation [7].

Dans son analyse des schémas de reproduction K. Marx choisit *a priori* le taux d'accumulation k_1, et k_2 alors en découle. Cette prédominance du secteur I sur le secteur II traduirait l'objectif du système capitaliste : l'accumulation pour l'accumulation, la croissance prioritaire des moyens de production sans tendance à élargir dans les mêmes proportions la production des moyens de consom-

mation. Une telle justification semble insuffisante. D'abord parce qu'elle infère de la comparaison des taux de croissance en I et II la détermination de k_2 par k_1 alors que les deux choses sont indépendantes. Ensuite parce que ce que démontrent les schémas, c'est l'égalité à long terme des taux de croissance d'équilibre [5]. Dans le cadre strict du modèle initial rien n'oblige en réalité à supposer une telle prédominance. Il est loisible d'introduire l'équation d'autofinancement du secteur II à la place de l'équation[2] et de calculer ensuite le taux d'accumulation k_1 en fonction d'un taux prédéterminé k_2. Cette méthode indiquerait que c'est l'accumulation du secteur I qui s'ajuste à l'accumulation donnée du secteur II [6].

Le rapport de détermination entre les taux ne peut donc être explicité qu'au sein d'une structure économique particulière qui précise la façon dont les agents économiques forment leurs choix d'accumulation. Et d'autres modalités que le choix préalable d'un taux d'accumulation peuvent être formalisées qui conduisent à la détermination des paramètres de l'accumulation [7] :

– le choix d'un couple de taux d'accumulation au cours du premier cycle sera représenté par la maximisation d'une fonction $s(k_1, k_2)$ sous une contrainte $k_1\ (k_2)$ ou $k_2\ (k_1)$ selon le taux qui sera maintenu constant à long terme.

– le choix du taux de croissance de long terme défini proportionnellement au taux d'accumulation constant détermine d'abord celui-ci puis le taux ajusté de l'autre section.

– le choix d'un taux d'épargne global $s = \dfrac{k \sum_i m_i}{\sum_i (v_i + m_i)}$

soit le rapport entre la fraction accumulée des surplus et le revenu national, détermine le taux global k. Or par définition :

$$\sum_i (c_i' + v_i') - \sum_i (c_i + v_i) = \sum_i k_i m_i = k \sum_i m_i$$

$$\text{donc } k = \frac{\sum_i k_i m_i}{\sum_i m_i}$$

5. Voir *infra*, p. 73 s.

6. M. Morishima, *op. cit.*, p. 120 et suiv., critique l'illogisme de Marx qui retient des fonctions d'investissement incompatibles avec l'égalisation des taux de profit. Il propose des hypothèses «plus raisonnables» qui engendrent des cycles à la Hicks.

7. Ces modalités ont été suggérées par J. Ch. Asselain au cours d'une réunion du Groupe de recherche sur la théorie de l'économie socialiste.

Pour la valeur connue de k correspondant au taux d'épargne choisi, et compte tenu de la relation $k_2\ (k_1)$ ou $k_1\ (k_2)$, les taux d'accumulation sont déterminés.

– le choix d'une structure du capital entre les branches est le choix d'une proportion ρ que l'on cherche à atteindre au second cycle :

$\rho = \frac{c_1'}{c_2'}$. Or les valeurs de c_1' et c_2' nous sont données par la solution du modèle de base :

$$\rho = \frac{c_1 (1 + k_1 p_1)}{v_1 (1 + p_1) + c_1 p_1 (1 - k_1)}$$

On peut dès lors exprimer k_1 en fonction de ρ ce qui combiné avec la relation $k_2\ (k_1)$ détermine l'accumulation des deux secteurs.

Il est également possible de considérer que les deux taux ne subissent pas d'ajustement réciproque et que leur incompatibilité probable vient perturber les relations d'autofinancement et d'équilibre des échanges. Dans ce cas on se trouve conduit à une théorie des crises où la recherche d'une compatibilité se résout non plus du côté des taux d'accumulation mais par exemple du côté des échanges et des prix au moyen de transferts de valeur.

D) Relations entre les taux de croissance du secteur I et du secteur II

L'analyse montre que deux périodes sont à distinguer radicalement : le passage du premier au second cycle ou court terme, pendant lequel les taux de croissance sont inégaux (croissance déséquilibrée) et les cycles ultérieurs ou long terme caractérisés par l'inégalité des taux de croissance (croissance équilibrée).

1° – Relations des taux à court terme

Connaissant les valeurs initiales des composantes du capital et à partir de la solution du modèle de base, les valeurs au second cycle, il est facile de calculer les taux de croissance r_1 et r_2 . En effet :

$$c_1' = ac_1 \qquad v_1' = av_1 \qquad m_1' = am_1$$

avec $a = 1 + k_1 p_1$

le taux de croissance r_1 du secteur I entre le premier et le second cycle est donc :

$$r_1 = a - 1 = k_1 \, p_1$$

D'autre part, pour autant que k_2 satisfasse à l'équation [7], le secteur II accumule son surproduit au taux k_2 et

$$c_2' = c_2 + k_2 m_2 \frac{c_2}{c_2 + v_2} = c_2 \quad (1 + k_2 \, p_2)$$

d'où

$$r_2 = k_2 \, p_2$$

Ces deux valeurs r_1 et r_2 des taux de croissance sont liées par une relation intéressante. Car premièrement chacun des taux définit l'augmentation du capital d'un secteur et deuxièmement il existe un montant déterminé *a priori* de l'augmentation totale du capital constant :

$$\Delta \, c = v_1 + m_1 - c_2 = c_1' - c_1 + c_2' - c_2$$

$$\Delta \, c = c_1 \quad (1 + r_1) - c_1 + c_2 (1 + r_2) - c_2$$

$$\Delta \, c = r_1 \, c_1 + r_2 \, c_2 = k_1 \, p_1 \, c_1 + k_2 \, p_2 \, c_2$$

Cette relation entre r_1 et r_2 permet d'apporter une réponse précise à la question de la croissance prioritaire du secteur I par rapport au secteur II. Dans les conditions supposées et à court terme les deux sections de la production sociale croissent-elles au même taux ou à des taux différents ? Trois cas sont à considérer :

– *Les sections croissent au même taux :*

$$r_1 = r_2 = r$$

$$\Rightarrow r = \frac{\Delta c}{c_1 + c_2}$$

$$\Rightarrow k_1 = \frac{\Delta c}{c_1 + c_2} \cdot \frac{1}{p_1}$$

$$k_2 = \frac{\Delta c}{c_1 + c_2} \quad \frac{1}{p_2}$$

– *La croissance de la section II est supérieure à celle de la section I :*

$$r_2 > r > r_1$$

alors
$$k_1 < \frac{\Delta c}{c_1 + c_2} \cdot \frac{1}{p_1}$$

$$k_2 > \frac{\Delta c}{c_1 + c_2} \cdot \frac{1}{p_2}$$

– *La croissance de la section I est supérieure à celle de la section II :*

$$r_1 > r > r_2$$

et
$$k_1 > \frac{\Delta c}{c_1 + c_2} \cdot \frac{1}{p_1}$$

$$k_2 < \frac{\Delta c}{c_1 + c_2} \cdot \frac{1}{p_2}$$

C'est donc uniquement dans ce dernier cas que la section I croîtra plus vite que la section II. Dans le cadre des hypothèses initiales et notamment compte tenu de l'absence d'hypothèse sur les compositions en valeur des produits, *il est impossible d'affirmer que le taux de croissance de court terme dans le secteur des moyens de production doive dépasser nécessairement celui du secteur des moyens de consommation.* Le rapport entre les taux de croissance à court terme dépend de la position arbitraire de k_i relativement au seuil $\frac{\Delta c}{c_1 + c_2} \cdot \frac{1}{p_i}$. Cependant la croissance de la section I sera d'autant plus vraisemblablement supérieure à celle de l'autre section que les taux d'accumulation et de profit, k_1 et p_1, seront plus élevés.

2° — Relation des taux à long terme

L'analyse de long terme consiste à déterminer les valeurs des variables pour une période quelconque au-delà du second cycle en fonction des données initiales. Or parmi celles-ci on trouve le rythme de l'accumulation k_1 ou k_2. Mais il a été montré que les taux d'accumulation étaient liés entre eux par une relation

spécifique si bien que pour caractériser les données initiales relatives à l'accumulation, il suffit de fixer une valeur constante dans le temps à l'un des taux. D'où l'hypothèse complémentaire :

Hypothèse 6 : Le taux d'accumulation k_1 est donné et constant dans le temps.

Dès lors il est possible de calculer les valeurs des variables à toute période :

– Au *premier cycle*, nous avons les valeurs :

$$c_1 , v_1, c_2 , k_1 , k_2(k_1)$$

– Il en résulte au *second cycle* :

$$c'_1 = ac_1 \qquad a = 1 + k_1 p_1$$

$$v'_1 = av_1 \qquad \text{avec} \quad b = (1 - k_1) p_1$$

$$c'_2 = bc_1 + dv_1 \qquad d = 1 + p_1$$

$$r_1 = k_1 p_1$$

$$r_2 = k_2 (k_1) p_2$$

– Au *troisième cycle* apparaissent par récurrence les valeurs :

$$c''_1 = ac'_1$$

$$v''_1 = av'_1$$

$$c''_2 = bc'_1 + dv'_1$$

d'où

$$c''_2 = bac_1 + dav_1$$

$$c''_2 = ac'_2 = (1 + k_1 p_1) c'_2$$

donc le taux de croissance de la section II entre le deuxième et le troisième cycle est :

$$r'_2 = k_1 p_1$$

mais toujours par récurrence

$$r'_2 = k'_2 p_2$$

$$\Rightarrow \quad [8]\ k'_2 = \frac{k_1\, p_1}{p_2}$$

Ce résultat signifie que le taux d'accumulation du secteur II, celui du secteur I restant fixe dans le temps, se modifie du cycle 1 au cycle 2. Dans le premier cas il est déterminé par k_1 selon la relation [7]et dans le second par la relation [8].

En poursuivant l'analyse il est aisé de constater qu'à partir du deuxième cycle les deux sections croissent au même taux puisque $r'_2 = k'_2\ p_2 = k_1\ p_1 = r'_1 = r_1$ et que le taux d'accumulation dans la deuxième section reste constant et égal à $k'_2 = \frac{k_1\, p_1}{p_2}$.

Les résultats de court et de long terme peuvent être résumés comme suit. Etant données les compositions en valeur des produits et l'équilibre des échanges entre les sections, le taux d'accumulation k_2 déterminé par k_1 au premier cycle est celui qui assure au cours du second cycle un rapport des capitaux des sections I et II tel que la croissance de long terme s'effectue à un taux unique et constant défini par le taux d'accumulation et de profit de la première section. Le passage du cycle 1 au cycle 2 est une phase de transition et de croissance déséquilibrée permettant d'établir la structure de capital qui assure à l'économie une croissance équilibrée à taux constant. Le taux de croissance de la section II s'ajuste à celui de la section I mais il ne lui est pas nécessairement inférieur dans la phase transitoire [8].

E) Effets de l'élévation des compositions organiques

Jusqu'à présent l'exposé s'est tenu au plus près des conceptions propres à K. Marx. Mais celles-ci ne nous intéressent qu'en tant que fondement théorique des débats soviétiques sur la croissance. C'est pourquoi il est nécessaire maintenant de faire mention de l'apport de V.I. Lénine, apport qui contribua directement à la justification de certaines thèses de ces débats sans que V.I. Lénine lui-même y ait pris part.

L'approfondissement de la version marxienne des schémas de reproduction a été effectuée par la prise en compte du progrès technique et du développement consécutif du travail mort à un rythme plus rapide que le travail vivant. Il suit alors que :

8. Le schéma marxien de la croissance est une forme de modélisation de la croissance extensive (technologie constante et linéaire, réserves de main d'œuvre). La comparaison avec le modèle de Von Neumann met en évidence deux points communs : il existe une transition vers le sentier d'équilibre, le taux de croissance maximal égale le taux de profit (r_1 maximum pour $k_1 = 1 \Rightarrow r_1 = p_1$).

«... selon la loi générale de la production capitaliste le capital constant s'accroît plus vite que le capital variable. Par conséquent, le capital constant existant dans les objets de consommation doit augmenter plus vite que le capital variable et la plus-value existant dans les moyens de consommation et le capital constant existant dans les moyens de production doit augmenter plus vite encore dépassant l'accroissement du capital fixe variable (+ la plus-value) existant dans les objets de consommation. La section de la production sociale qui fabrique les moyens de production doit donc grandir plus vite que celle qui fabrique les objets de consommation» [9].

Le progrès technique augmente la composition organique du capital $\frac{c}{v}$ [10] et donc la section 1 doit croître plus vite que la section II. La loi de la croissance prioritaire du secteur des moyens de production résulterait maintenant du remplacement de l'hypothèse 1 par une nouvelle hypothèse 1.2. selon laquelle les compositions organiques se modifient à la hausse. Pour vérifier la validité de cette loi à laquelle beaucoup de théoriciens, dont E. Preobrajenski [11], se référèrent, introduisons l'hypothèse 1.2. dans notre système de base.

Si à chaque période la composition organique du capital augmente dans chaque section, alors les composantes des productions prennent des valeurs spécifiques au cours de chaque cycle. Les équations [1] [4] [5] [6] du système initial doivent être révisées. Par contre, les équations [2] [3] d'équilibre des échanges et d'autofinancement conservent leur validité. Enfin, la transformation permanente des techniques de production exclut toute notion d'équilibre de long terme, il n'y a plus qu'une suite de périodes de court terme ou phases de transition vers le chemin d'équilibre qui serait atteint en $t + 2$ si les conditions de la période t restaient inchangées. L'hypothèse 1.2. qui remplace l'hypothèse 1 conduit au système ci-dessous :

$$[1.2] \quad \frac{c'_1}{v'_1} = \alpha'_1 > \alpha_1$$

$$[2.2] \quad c'_1 + v'_1 - (c'_1 + v_1) = k_1 m_1$$

9. V.I. Lénine, *Le développement du capitalisme en Russie* (1899), in K. Marx, *Le Capital*, L. II, t. II, Annexe, Ed. sociales, 1969, p. 201.

10. Comme à propos de l'interprétation des schémas, on peut s'interroger pour savoir si ainsi que le dit V.I. Lénine, il s'agit là d'un phénomène propre au capitalisme, à supposer que celui-ci connaisse bien une hausse de la composition organique générale.

11. «... le progrès technique et l'augmentation de la composition organique du capital... nécessitent un développement plus rapide de la production de biens d'équipement et par conséquent une augmentation plus rapide du capital social employé dans ce secteur, c'est-à-dire nécessitent avant tout une accumulation plus rapide dans la sphère de l'industrie lourde au détriment de l'économie toute entière du pays». «L'utilité de l'étude théorique de l'économie soviétique» (1926) in *Le débat soviétique sur la loi de la valeur*, Maspero, 1972, p. 118.

$$[3.2]\ c'_2 = v'_1 + (1 - k_1)\ m_1$$

$$[4.2]\ \frac{c'_2}{v'_2} = \alpha'_2 > \alpha_2 \qquad [5.2]\ \frac{m'_1}{v'_1} = \beta'_1 \qquad [6.2]\ \frac{m'_2}{v'_2} = \beta'_2$$

$$[7.2]\ \frac{c_1}{v_1} = \alpha_1 \qquad [8.2]\ \frac{c_2}{v_2} = \alpha_2 \qquad [9.2]\ \frac{m_1}{v_1} = \beta_1$$

$$[10.2]\ \frac{m_2}{v_2} = \beta_2$$

Ce système détermine les valeurs des variables au deuxième cycle. Calculons les volumes des capitaux constants et variables du secteur I au deuxième cycle :

$$\left.\begin{aligned} &[1.2]\ \frac{c'_1}{v'_1} = \alpha'_1 \\ &[2.2]\ c'_1 + v'_1 - (c_1 + v_1) = k_1\ m_1 \end{aligned}\right\} \Rightarrow$$

$$\Rightarrow v'_1 = \frac{k_1\ m_1 + c_1 + v_1}{1 + \alpha'_1}$$

$$c'_1 = \alpha'_1\ \frac{k_1\ m_1 + c_1 + v_1}{1 + \alpha'_1}$$

Les valeurs de c'_2 et v'_2 sont alors obtenues à partir de ces résultats et de l'équation [6.2] :

$$c'_2 = \frac{c_1 + v_1 + m_1 + \alpha'_1 (1 - k_1)\ m_1}{1 + \alpha'_1}$$

$$v'_2 = \frac{c_1 + v_1 + m_1 + \alpha'_1 (1 + k_1)\ m_1}{\alpha'_2 (1 + \alpha'_1)}$$

De la même façon que pour le système initial il existe dans le système transformé une relation liant au premier cycle k_1 et k_2, relation mise en évidence à partir de l'équation d'autofinancement du secteur II et de l'équation d'équilibre[3.2]

$$\left.\begin{array}{l} c_2' + v_2' - (c_2 + v_2) = k_2 m_2 \\ [3.2] \quad c_2' = v_1' + (1 - k_1)\ m_1 \end{array}\right\} \Rightarrow$$

$$\Rightarrow k_2 = k_2(k_1) = \frac{(1+\alpha'_2)[c_1 + v_1 + m_1 + (1-k_1)\alpha'_1\ m_1] - \alpha'_2(1+\alpha'_1)(c_2+v_2)}{m_2\ \alpha'_2(1+\alpha'_1)}$$

On retrouve aussi du fait de la permanence des relations d'équilibre et d'autofinancement le montant total de capital constant accumulé :

$$\Delta c = v_1 + m_1 - c_2$$
$$\Delta c = r_1^c\ c_1 + r_2^c\ c_2$$

r_1^c et r_2^c étant les taux de croissance en présence d'une hausse des compositions organiques. Or précisément les conclusions de V.I. Lénine portent sur ceux-ci. Effectuons donc le calcul de r_1^c :

$$c_1' = c_1\ (1 + r_1^c)$$

et

$$c_1' = \alpha'_1\ \frac{k_1 m_1 + c_1 + v_1}{1 + \alpha'_1}$$

d'où calculs faits $r_1^c = \dfrac{\alpha'_1\ (1 + \beta_1\ k_1) - \alpha_1}{\alpha_1\ (1 + \alpha'_1)}$ [12]

Pour calculer r_2^c nous disposons de la valeur r_1^c et de l'expression $\Delta c = r_1^c\ c_1 + r_2^c\ c_2$ qui induisent :

$$r_2^c = \frac{c_1 + v_1 + m_1 - c_2}{c_2} - \frac{\alpha'_1(c_1 + v_1 + k_1\ m_1)}{c_2\ (1 + \alpha'_1)}$$

Il est aisé de montrer maintenant que le taux de croissance du secteur I prend, lorsque la composition organique s'élève, une valeur r_1^c plus grande que la valeur r_1 correspondant à une composition

12. Pour retrouver le résultat $r_1 = k_1\ p_1$ du système initial il suffit bien entendu de rétablir la constance de la composition organique en posent $\alpha_1 = \alpha'_1$.

initiale constante. Pour le vérifier testons l'hypothèse $r_1^c > r_1$ pour $\alpha'_1 > \alpha_1$:

$$r_1 = k_1 p_1 = k_1 \frac{\beta_1}{1+\alpha_1}$$

$$r_1^c > r_1 \Leftrightarrow \frac{\alpha'_1 (1+\beta_1 k_1) - \alpha_1}{\alpha_1 (1+\alpha'_1)} > k_1 \frac{\beta_1}{1+\alpha_1}$$

qui conduit à

$$\alpha'_1 \beta_1 k_1 + \alpha'_1 + \alpha_1 \alpha'_1 > \alpha_1 \beta_1 k_1 + \alpha_1 + \alpha_1^2$$

expression manifestement valide pour $\alpha'_1 > \alpha_1$. Donc

$$\alpha'_1 > \alpha_1 \Rightarrow r_1^c > r_1$$

L'augmentation de la composition organique entre deux cycles implique que le taux de croissance de la section I soit supérieur à celui qui aurait résulté d'une composition fixe puisqu'il faut produire des moyens de production non seulement pour réaliser l'accumulation mais également pour satisfaire à la suraccumulation impliquée par l'augmentation de $\frac{c}{v}$. Plus celle-ci sera importante et plus le taux de croissance r_1^c s'élèvera.

Cependant ce résultat ne nous apprend encore rien sur les relations entre r_1^c et r_2^c . Lorsque les deux taux sont égaux $r_1^c = r_2^c = r = \frac{\Delta c}{c_1 + c_2}$. Le taux de croissance de la section des moyens de production dépassera donc celui des moyens de consommation si :

$$r_1^c > \frac{\Delta c}{c_1 + c_2}$$

$$\Rightarrow \frac{\alpha'_1 (1 + k_1 \beta_1) - \alpha_1}{\alpha_1 (1+\alpha'_1)} > \frac{v_1 + m_1 - c_2}{c_1 + c_2}$$

et finalement si $k_1 > \frac{c_1 [1 + p_1 (1+\alpha'_1)] - \alpha'_1 c_2}{p_1 \alpha'_1 (c_1 + c_2)} = \sigma$

Ainsi c'est seulement dans le cas où le taux d'accumulation k_1 dépassera un certain seul σ que la section I croîtra à un taux supérieur à celui de la section II et ce malgré l'influence favorable de la hausse de la composition organique du capital. On doit remarquer que le niveau du seuil σ est indépendant de l'évolution de la composition organique du secteur II (la comparaison de $\frac{\alpha'_1}{\alpha_1}$ avec $\frac{\alpha'_2}{\alpha_2}$ n'a pas ici lieu d'être) et que ce niveau tend à s'abaisser quand la hausse de la composition organique du secteur I s'accélère ($\frac{d\sigma}{d\alpha'_1} < 0$). Pour un taux d'accumulation donné k_1 *une croissance supérieure de la section I est d'autant plus probable que l'augmentation de la composition organique de ce secteur est plus forte, mais elle n'est pas certaine.*

Une telle conclusion ne concerne que le court terme soit les seuls deux premiers cycles. Qu'advient-il lorsque la composition organique subit une augmentation permanente ? Le taux de croissance r_1^c associé à chaque cycle tend-il à augmenter continûment, auquel cas la supériorité de r_1^c sur r_2^c pourrait être atteinte après plusieurs périodes ?

Pour répondre à cette question il faut comparer le taux de croissance entre le cycle 1 et le cycle 2 r_1^c au taux de croissance entre les cycles 2 et 3 $r_1^{c'}$ étant supposé que l'évolution des compositions organiques est marquée par $\alpha''_1 > \alpha'_1 > \alpha'_1$. Par récurrence on peut écrire :

$$r_1^{c'} = \frac{\alpha''_1 \ (1+\beta'_1 \ k_1) - \alpha'_1}{\alpha'_1 \ (1 + \alpha''_1)}$$

Supposons que $r_1^{c'} > r_1^c$; ceci implique :

$$\frac{\alpha''_1 \ (1+\beta'_1 \ k_1) - \alpha'_1}{\alpha'_1 \ (1+\alpha''_1)} > \frac{\alpha'_1 \ (1+\beta_1 \ k_1) - \alpha_1}{\alpha_1 \ (1+\alpha'_1)}$$

Il est impossible de savoir si l'hypothèse initiale est vérifiée sans supposer une certaine évolution des compositions organiques. Considérons par exemple que la composition organique s'accroisse à un taux constant e dans le secteur I, tandis que le taux de plus-value reste constant :

$$\alpha'_1 = \alpha_1 \quad (1+e)$$

$$\alpha''_1 = \alpha'_1 \quad (1+e) = \alpha_1 \quad (1+e)^2$$

$$\beta'_1 = \beta_1$$

L'inéquation précédente devient alors après simplification :

$$\frac{(1+e)\ (1+\beta_1\ k_1) - 1}{1 + \alpha_1\ (1+e)^2} > \frac{(1+e)\ (1+\beta_1\ k_1) - 1}{1 + \alpha_1\ (1+e)}$$

Cette expression est manifestement fausse pour $e > 0$ et de même l'hypothèse $r^{c'}_1 > r^{c}_1$. La conclusion serait renforcée si le taux de plus-value diminuait dans le temps ($\beta'_1 < \beta_1$). Ceci signifie que seule une croissance *accélérée* de la composition organique est susceptible de produire à taux de plus-value constant une augmentation continue du taux de croissance r^{c}_1 sur plusieurs cycles. Si une telle croissance à taux croissant ne se produit pas et que l'on parte de la relation initiale $r^{c}_1 < r^{c}_2$ la probabilité de voir la section I croître plus vite que la section II se trouve réduite.

L'hypothèse d'une augmentation de la composition organique conduit ainsi à deux conclusions générales. Le taux de croissance de la section I est plus élevé que celui qui aurait résulté d'une composition constante mais il n'est pas nécessairement plus grand que le taux de croissance de la section II. Le taux de croissance de la section I ne s'accroît pas dans tous les cas entre deux périodes, l'existence de cette augmentation dépend des évolutions du taux de plus-value et du rythme de croissance de $\frac{c_1}{v_1}$. Pas plus que dans le modèle initial une croissance prioritaire ou supérieure de la production de moyens de production ne se trouve donc démontrée irréfutablement.

En reprenant les termes du *Manuel d'économie politique*, il apparaît que la priorité de l'accroissement de la production des moyens de production sur la production des objets de consommation *n'est pas une loi* de la reproduction élargie. C'est une simple possibilité qui se réalise ou non à court terme selon la valeur de k_1 et à long terme, dans le cas d'augmentation de la composition organique, selon l'accélération ou la décélération du rythme de celle-ci.

II – LES SCHEMAS TRANSFORMES DE LA REPRODUCTION ET LES POLITIQUES D'INDUSTRIALISATION EN U.R.S.S.

S'il n'existe pas de loi de la croissance prioritaire du secteur I, l'industrialisation apparaît d'autant mieux comme une politique. C'est-à-dire comme un choix social délibéré qui pourrait être effectué entre plusieurs variantes, se réaliser suivant divers moyens et aboutir à des conséquences spécifiques. Le choix définitif d'une politique de développement pour l'U.R.S.S. a été précédé entre 1924 et 1928 d'un âpre débat sur l'industrialisation [13], mais en même temps on peut considérer qu'il s'est opéré à travers la mise en œuvre pratique des mesures profondément opposées de la NEP puis du premier plan quinquennal.

L'échec des révolutions européennes a signifié la fin des espoirs entretenus par le pouvoir soviétique quant à une aide des classes ouvrières étrangères : il allait falloir compter sur les seules ressources nationales. En même temps la poursuite de la NEP maintenait face à une grande industrie et à un commerce de gros socialisés une agriculture de petits propriétaires, une industrie légère et un commerce de détail privés qui laissaient peu de marge à l'économie d'Etat sans cesse en butte à la vitalité et à l'indépendance de l'économie individuelle. Après un relèvement qui la conduisait aux niveaux d'avant-guerre, l'agriculture connaissait des mauvaises récoltes qui du fait de la faiblesse des prix d'achat étatiques et de la réduction des productions commercialisables (impôts moins lourds, consommation paysanne plus élevée, petite propriété réduisant les excédents) induisaient des livraisons à la ville et à l'industrie insuffisantes et irrégulières. Alors donc que l'industrialisation apparaissait comme la solution du problème de l'isolement et du sous-développement ainsi que le moyen de renforcer la base sociale du régime en augmentant le nombre des ouvriers en même temps que l'économie d'Etat, la précarité des livraisons agricoles posait un problème toujours plus crucial.

Tous les participants au débat sont d'accord sur ce point : la croissance industrielle est nécessaire, elle dépend étroitement des rapports avec l'agriculture. Mais sur le rythme de cette croissance, sur ses sources de financement, sur les conséquences sociales et politiques de telle ou telle mesure, les désaccords sont manifestes. Deux options fondamentales divisent les opinions : le développement par l'agriculture prôné dans la ligne de la NEP par N. Boukharine et le développement par l'industrie avancé par E. Preobrajenski et repris par J. Staline.

L'objectif que nous nous proposons est de caractériser les options de croissance ci-dessus relativement aux schémas de repro-

13. A. Erlich, *The Soviet Industrialization Debate 1924-1928*, Harvard University Press, 1967, en retrace remarquablement les éléments.

duction. Ceux-ci forment en effet un cadre de référence permanent pour les participants au débat. Mais en même temps les schémas permettent de réinterpréter les contributions à la discussion. Par là chaque politique se présente sous la forme d'un ensemble de choix (formulés explicitement ou non) choix portant sur les paramètres, les variables d'action et les objectifs. Le modèle adéquat à ces choix permet de vérifier ou d'infirmer la valeur des conclusions de leur auteur et particulièrement quant à la possibilité d'influer sur le taux de croissance général ou industriel.

A) N. Boukharine ou le développement par l'agriculture

La politique de N. Boukharine part d'une constatation fondamentale formulée de nombreuses fois :

> « Etant donné la place spécifique importante des exploitations paysannes, l'accumulation dans l'industrie socialiste est une fonction de l'accumulation dans l'économie paysanne» [14].

Et si « *...le développement de l'industrie dépend du développement de l'agriculture*» [15] cela provient d'une part de l'importance relative de l'agriculture dans la production soviétique mais aussi de ce que l'agriculture au niveau de développement considéré est beaucoup mieux à même de vivre en autarcie, de se dispenser d'échanger avec l'industrie, que cette dernière vis-à-vis du secteur agricole.

Il est donc insoutenable étant donné la nature des marchés paysans (caractérisée par les achats-ventes libres d'unités économiques autonomes jusqu'à l'autarcie) de supposer, comme dans l'hypothèse 6 du système de base de la reproduction, que le taux de l'accumulation du secteur I est donné initialement et que l'accumulation du secteur II s'y adapte. En effet, ce n'est plus alors dans l'équation [3] $c'_2 = v'_1 + (1 - k_1)\, m_1$ l'offre de biens de production pour la valeur $v'_1 + (1 - k_1)\, m_1$ qui absorbe une demande ajustée de capital constant c'_2 ayant pour contrepartie une offre de biens de consommation d'un même montant en valeur. Au contraire, la paysannerie détermine préalablement le montant qu'elle souhaite accumuler [16] ou consommer et porte sur les marchés les produits agricoles correspondants à ce choix. A supposer que l'offre de biens agricoles soit insuffisante pour absorber l'offre de biens

14. Cité par E. Preobrajenski, *La nouvelle économique* , éd. 1966, p. 338. Même propos dans «Une nouvelle révélation sur l'économie soviétique», 1924, in *Le débat soviétique...*, *op. cit.*, p. 195.

15. «Au début d'une nouvelle année» (1928), in *La question paysanne...*, *op. cit.*, p. 222 (souligné par l'auteur).

16. Souvent trop peu selon N. Boukharine qui se plaint du manque de confiance des paysans, *cf.*, «La nouvelle politique économique et nos tâches» (1925), in *La question paysanne...*, *op. cit.*, p. 151.

industriels ($c'_2 < v'_1 + (1 - k_1)m_1$), les échanges *réalisés* seront égaux aux quantités minimales c'_2 , l'industrie devra réviser en baisse son taux d'accumulation *prévu* k_1 , et donc l'agriculture déterminera l'accumulation industrielle réalisable.

Inversement si l'offre de biens industriels est trop faible pour contrebalancer la production agricole échangeable les paysans augmenteront leur autoconsommation mais l'autarcie des campagnes, la grève des livraisons met alors en péril l'existence de la ville et de l'industrie. La seule solution est d'«adapter l'industrie au marché paysan» [17].

L'hypothèse 6 du système initial doit donc être remplacée par l'hypothèse 6.3. : le taux d'accumulation k_2 du secteur II est donné. Cependant cette transformation ne change pas les résultats fondamentaux des schémas simples. Le taux de croissance de long terme est maintenant :

$$r_2 = k_2 \quad p_2$$

fonction du taux d'accumulation et du taux de profit du secteur II. L'exhortation fameuse de 1925 (qui fut d'ailleurs suivie de mesures favorables à la paysannerie) :

> « Nous devons dire ceci à tous les paysans, à toutes les classes paysannes : enrichissez-vous, accumulez, développez vos exploitations... Accumulation dans l'agriculture signifie demande accrue de produits industriels...» [18].

tient de là sa logique. Soutenir l'accumulation paysanne, augmenter son taux k_2 , c'est augmenter la croissance globale de l'économie de taux r_2 . La valeur de c'_2 s'élève en conséquence comme le volume de biens industriels et le taux d'accumulation réalisables par le secteur I. Dans le même sens le taux de profit p_2 peut être bonifié par la politique fiscale et la politique des prix [19] et notamment par l'abaissement des prix industriels :

> « Nous devons chercher à établir les prix les plus bas, les plus accessibles à la masse» [20] ;
>
> «... notre industrie doit fournir à l'économie paysanne des produits à meilleur marché que le faisait le capitalisme...» [21].

17. «Une nouvelle révélation...», *art. cit.*, p. 199.
18. «La nouvelle politique économique...», *art. cit.*, p. 152.
19. N. Boukharine a consacré beaucoup moins de développements que E. Preobrajenski à la politique des prix, c'est pourquoi l'étude théorique de celle-ci est reportée *infra.*
20. «Une nouvelle révélation...», *art. cit.*, p. 199.
21. «Le parti et le bloc de l'opposition» (1926), in *La question paysanne..., op. cit.*, p. 174.

La politique boukharinienne perçue à travers les schémas de reproduction apparaît simple. Elle présente les avantages d'une conception très globale de l'économie et des rapports sociaux *dans leurs caractéristiques données*. Prenant pour point de départ les échanges équilibrés déterminés par la structure de la propriété agricole (... «le comité central part de l'échange (prix, monnaie, commerce) pour arriver à la production, tandis que l'opposition... part de la production (plan rationnel) pour arriver aux échanges»[22], N. Boukharine raisonne principalement sur le long terme et sur le taux de croissance global de l'économie [23]. L'objectif ne saurait être d'atteindre un taux de croissance maximum mais le taux optimum :

«... les idéologues du trotskysme admettent que c'est en arrachant chaque année le maximum de ressources à la paysannerie pour les mettre dans l'industrie qu'on assurera le rythme maximum de développement de l'industrie en général. Mais il est clair que c'est faux. Le rythme *permanent* le plus grand sera obtenu par nous par une combinaison où l'industrie grandira sur la base d'une économie *s'accroissant rapidement*... Or cela suppose la possibilité d'une accumulation rapide réelle dans l'agriculture» [24].

L'exploitation de l'agriculture conduirait à terme à un échec. Elle dépérirait, son surproduit régresserait réduisant les possibilités générales de croissance. En outre une telle politique briserait les fondements sociaux du pouvoir. L'alliance des ouvriers et des paysans (*smyčka*) serait rompue et entraînerait le renforcement de l'étatisme et de la bureaucratie.

N. Boukharine prenait pour donnée la dépendance de l'industrie par rapport à l'agriculture. L'industrialisation ne pouvait être qu'un sous-produit du développement agricole. N'était-il pas possible de renverser cette subordination et d'augmenter volontairement le taux de croissance industriel ? D'autres que N. Boukharine le pensaient comme J. Staline qui affirmait : «Nous ne pouvons faire dépendre notre industrie des caprices des koulaks» [25].

B) Le développement par l'industrie

Le groupe des «industrialistes» d'abord en opposition avec la politique économique préconisée et mise en œuvre par N. Boukharine, puis, malgré qu'il en ait en accord avec le revirement imposé par J. Staline, défendait un mode de développement fondé sur la croissance industrielle et en particulier sur celle de l'industrie d'Etat. Son représentant le plus éminent, E. Preobrajenski, a fourni

22. «Critique de la plate-forme économique de l'opposition» (1925), in *Le débat soviétique...*, *op. cit.*, p. 210.
23. Voir par exemple «Une nouvelle révélation...», *art. cit.*, in *Le débat soviétique...*, *op. cit.*, p. 195.
24. «Au début d'une nouvelle année...», *art. cit.*, in *La question paysanne...*, *op. cit.*, p. 222.
25. Cité par M. Laran, *Russie – U.R.S.S., 1870-1970*, Masson, 1973, p. 148.

les justifications et proposé les moyens d'action nécessaires à la politique stalinienne. Cependant celle-ci ne coïncide que partiellement avec les thèses de E. Preobrajenski. Si les préalables à une mise en œuvre y sont éclaircis, les limites des interventions y sont au contraire obscurcies. Un noyau commun demeure : augmenter le rythme de la croissance industrielle en prélevant les moyens nécessaires sur l'agriculture.

1° — E. Preobrajenski ou les moyens de l'industrialisation accélérée

Plus qu'un objectif immédiatement économique, E. Preobrajenski veut atteindre un but politique. Le socialisme est assimilé à l'économie d'Etat et celle-ci trouve son expression achevée dans l'industrie lourde :

> « L'industrie lourde constitue le chaînon le plus socialiste du système de notre économie d'Etat, le chaînon où a progressé le plus loin le procès de remplacement des rapports de marché par le système des commandes planifiées fermes et des prix fermes à l'intérieur de l'organisme unique de l'économie d'Etat» [26] .

La lutte pour la survie et le triomphe du socialisme s'exerce donc contre la croissance de l'économie privée, et elle exige avec urgence le développement accéléré de l'industrie lourde et de l'économie d'Etat. En conséquence, il faut «lutter pour le maximum d'accumulation socialiste primitive» afin de «réaliser l'optimum de l'accumulation dans une conjoncture donnée» [27]. Or l'accumulation socialiste primitive est définie comme la part de l'accumulation du secteur socialiste qui provient du pillage ou de l'exploitation des formes présocialistes d'économie, au premier rang desquelles l'agriculture traditionnelle. L'idée fondamentale de E. Preobrajenski souvent formulée et sous différentes formes est que l'accumulation du secteur d'Etat sur son propre surproduit («l'accumulation socialiste») s'avère insuffisante : il faut lui ajouter les transferts de valeur obtenus du secteur privé («l'accumulation socialiste primitive»). La croissance des entreprises socialistes sera accrue d'autant alors que celle des entreprises individuelles se verra ralentie. Et ce transfert est si nécessaire que malgré les difficultés d'en justifier le terme, il est qualifié de *loi*, loi de l'accumulation socialiste primitive:

> «... la loi de l'accumulation socialiste primitive — en ce qu'elle concerne la distribution des ressources matérielles du pays — est la loi du transfert des valeurs de production présocialistes à l'économie d'Etat du prolétariat» [28] ;
>
> «...la loi de l'accumulation socialiste primitive est la loi de la lutte pour l'existence de l'économie d'Etat» [29].

26. *La nouvelle économique, op. cit.*, p. 246.
27. *La nouvelle économique, op. cit.*, pp. 103-104.
28. «L'utilité de l'étude théorique...», *art. cit.*, in *Le débat soviétique..., op. cit.*, p. 115.
29. *La nouvelle économique, op. cit.*, p. 347.

Par un rigoureux parallèle avec les moyens utilisés par le capitalisme naissant dans son utilisation des formes précapitalistes, E. Preobrajenski énumère l'ensemble des canaux par lesquels drainer la valeur vers le secteur d'Etat : émission de papier-monnaie, monopole extérieur, tarifs publics, emprunts d'Etat, impôts directs ou indirects et prix industriels. Nous négligerons ici les problèmes monétaires et du commerce international pour considérer les quatre derniers moyens de l'accumulation primitive lesquels relèvent de la fiscalité et de la politique des prix.

L'imposition pourtant déclarée «nécessaire et rationnelle» [30] recueille beaucoup moins l'attention d'E. Preobrajenski que la politique des prix. Sans écarter celle-là et notamment sous les espèces du prélèvement fiscal de la rente foncière [31] il considère qu'elle constitue un mode de transfert d'un emploi politique et technique difficile :

«... les impôts directs sont le moyen le plus dangereux puisque ce sont eux qui brisent l'alliance avec les paysans» [32].

La politique des prix industriels a pour principe essentiel l'augmentation des tarifs du secteur d'Etat. E. Preobrajenski s'en défend; la formule «prends plus cher» est, dit-il, d'une «criante infidélité» [33] parce que l'on prendra plus d'un revenu plus élevé et qu'il faut tendre à abaisser les prix industriels. Mais finalement il reconnaît bien qu'il y aura «accumulation et ensuite réduction des prix» [34] et que la condition présente de l'accumulation ce sont des prix industriels élevés et surévalués. Sinon comment expliquer la recommandation de «mener sur la base du monopole une politique des prix qui ne soit qu'une autre forme de l'imposition fiscale de l'économie privée» [35] ou encore pourquoi qualifier «d'inévitable» une «politique des prix sciemment calculée en vue de l'aliénation d'une part déterminée du surproduit de l'économie privée...» [36] ?

En fait, E. Preobrajenski propose surtout un *principe* d'intervention : le transfert de valeur. Cependant même dans son article de 1927 sur «L'équilibre économique dans le système de l'U.R.S.S.», où il consacre un paragraphe aux conditions algébriques de la re-

30. *La nouvelle économique, op. cit.*, p. 281.

31. *La nouvelle économique, op. cit.*, pp. 278 et suiv.

32. Cité par N. Boukharine «Critique de la plate-forme...», *art. cit.*, in *Le débat soviétique..., op. cit.*, p. 220. L'avantage le plus important d'une politique de prix consiste en ce que la «perception n'exige pas un seul kopeck pour des mécanismes fiscaux particuliers», *La nouvelle économique, op. cit.*, p. 165.

33. *La nouvelle économique, op. cit.*, p. 332.

34. *Ibid.*, p. 374, même idée p. 335.

35. *Ibid.*, p. 165.

36. *Ibid.*, p. 164. Le texte initial (cité par N. Boukharine in *Le débat soviétique...*, p. 192) porte exploitation et non aliénation.E. Preobrajenski indique dans sa préface (*Nouvelle économque*, p. 40) sans s'en expliquer que par rapport aux articles initiaux dont *La nouvelle économique* est la somme il a «exclu de l'exposé le terme exploitation lorsque celui-ci se rapporte à l'aliénation d'une partie du surproduit de l'économie privée au profit du fonds d'accumulation socialiste».

production en U.R.S.S. [37], il ne fournit pas de réponses quantitatives à l'exigence qu'il formule d'une politique «sciemment calculée» pour aliéner «une part déterminée» de surproduit. Mieux, après avoir défini la politique des prix idéale il conclut : «C'est une toute autre question de savoir dans quelles proportions on peut actuellement approcher cet idéal» [38].

Les schémas transformés qui sont présentés ci-dessous visent à expliciter ce problème. D'abord en quoi et comment la politique des prix peut-elle contribuer à augmenter le taux de croissance industriel, ensuite dans quelle mesure exacte le maniement des prix exerce-t-il ses effets [39] ?

Prônant une politique de transfert de valeur par les prix industriels, E. Preobrajenski affirme :

> «... notre analyse de l'équilibre ne peut pas partir de l'hypothèse de Marx que, en règle générale, les marchandises sont vendues à leur valeur... Du point de vue de l'équilibre, la caractéristique spécifique de notre économie durant la période de l'accumulation socialiste primitive consiste précisément dans l'absence d'échange équivalent» [40].

Nous sommes donc ici conduits à transformer l'hypothèse 5 du système initial des schémas de reproduction.

Chaque production possède une valeur propre définie par le nombre d'unités de travail simple direct et indirect incorporé dans chaque unité de produit. Lorsque les échanges ne s'effectuent plus selon les valeurs, on peut songer à introduire des prix d'échange différents de celles-ci, prix qui opéreraient des transferts de valeur d'une façon analogue à des «prix de production» [41]. Cependant, la formulation des équations correspondantes conduit à un système d'une certaine complexité puisqu'il faut raisonner en plus des autres variables sur deux valeurs et deux prix. Or la question qui nous préoccupe n'est pas de calculer le *niveau des prix industriels* nécessaires à une politique d'industrialisation déterminée, quoique ce problème soit essentiel à la mise en œuvre d'une politique de prix, mais de montrer qu'en principe une variation du rapport d'échange entre les deux secteurs est susceptible d'influer sur les rythmes de croissance.

Le rapport d'échange entre les valeurs, noté θ, est alors défini comme la quantité d'unités de valeur d'origine II qu'il est nécessaire de fournir pour obtenir une quantité d'unités de valeur de biens I.

37. «L'équilibre économique dans le système de l'U.R.S.S.», in *Le débat soviétique...*, *op. cit.*, p. 126.

38. *La nouvelle économique*, *op. cit.*, p. 334.

39. Un modèle de transfert par l'impôt a été construit (*cf. Bulletin de Documentation* du Centre d'Etudes de la Planification, Université de Rennes, n° 8, mars 1977, pp. 74 et suiv.). Il conduit à la conclusion logique que, maintenu dans certaines limites, ce transfert accélère l'industrialisation.

40. «L'équilibre économique...», *art. cit.*, in *Le débat soviétique...*, *op. cit.*, pp. 124-125.

41. Sur cette question, voir M. Morishima, *op. cit.*, passim.

Il est évident que dans le cas des schémas simples $\theta = 1$, une unité de travail s'échange contre une unité de travail quelle qu'en soit l'origine. Inversement, lorsque θ s'élève ou diminue à partir de 1, d'une part l'échange des unités de travail devient inégal, d'autre part le rapport d'échange des valeurs varie en sens inverse du rapport des prix. L'hypothèse I du système initial devient l'hypothèse transformée 5. 4 : les flux de produit entre les sections I et II résultent d'échanges équilibrés en prix, les valeurs s'échangeant dans un rapport $\theta > 1$. Pour un tel rapport, les prix industriels sont surévalués vis-à-vis des prix agricoles.

Avant d'établir le système transformé par les transferts de valeur au moyen des prix, il convient de trouver les équations d'autofinancement et d'échange adéquates. Supposons que le secteur I souhaite accumuler au taux k_1 défini par rapport à la valeur de son surproduit propre. Il cherchera donc à obtenir contre des biens de production, des quantités de biens de consommation égales en valeur à :

$$v_1 + k_1 m_1 \frac{c_1}{c_1 + v_1} (1 - k_1) m_1 = v_1 (1 + k_1 p_1) + (1 - k_1) m_1$$

Or pour un rapport d'échange θ entre les valeurs, toute valeur sous forme de bien d'origine I sera comptée dans l'échange entre les deux sections, θ fois toute valeur d'origine II. L'échange entre secteur I et secteur II sera donc réglé par l'équation :

$$a'_2 = \frac{1}{\theta}[v_1 (1 + k_1 p_1) + (1 - k_1) m_1] \qquad \theta > 1$$

La section I recevra ainsi du secteur II *plus de valeur* qu'elle ne lui en remettra. Pour obtenir la valeur de biens de consommation nécessaire pour une accumulation au taux k_1 et égale à $v_1 (1 + k_1 p_1) + (1 - k_1) m_1$, le secteur I peut se contenter de livrer au secteur II une quantité de moyens de production d'une valeur inférieure et égale à

$$\frac{1}{\theta}[v_1 (1 + k_1 p_1) + (1 - k_1) m_1]$$

$$v_1 (1 + k_1 p_1) + (1 - k_1) m_1$$

$$\text{(I)} \xleftarrow{\text{biens de consommation}} \text{(II)}$$

$$\xrightarrow[\text{biens de production}]{}$$

$$\frac{v_1 (1 + k_1 p_1) + (1 - k_1) m_1}{\theta}$$

Dans ces conditions, l'accumulation au taux k_1 laisse un surplus ou montant supplémentaire accumulable d'une valeur

$$(1 - \frac{1}{\theta}) [\, v_1 (1 + k_1 p_1) + (1 - k_1) m_1]$$

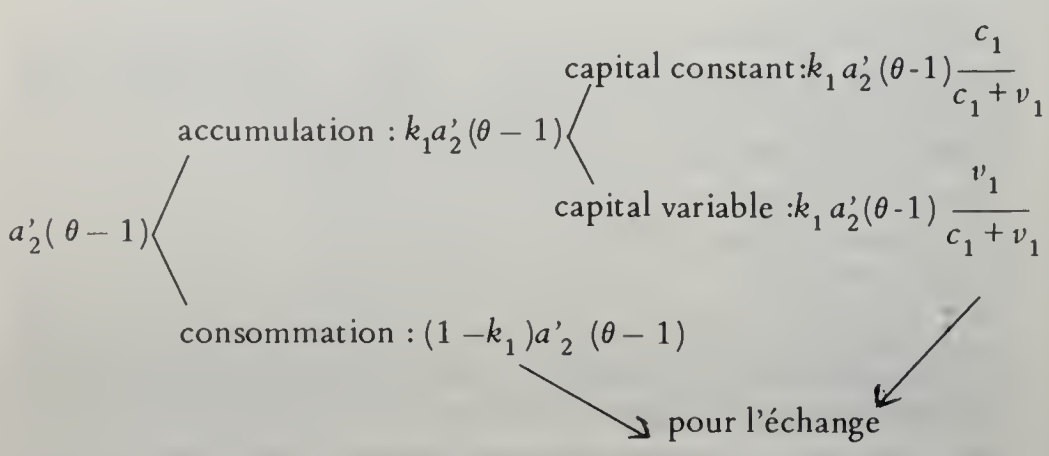
$$= [v_1 (1 + k_1 p_1) + (1 - k_1) m_1] - \frac{1}{\theta} [\, v_1 (1 + k_1 p_1) + (1 - k_1) m_1]$$

quantité qu'il aurait fallu échanger en cas d'échange équivalent

quantité effectivement échangée en cas d'échange inégal

$$= a'_2 (\theta - 1)$$

Ce surplus existe pour la valeur indiquée sous forme de biens de production. Comme le surproduit m_1, il peut être partagé entre accumulation (de capital fixe en variable) et consommation dans la proportion k_1 :



Une partie du surplus considéré peut à son tour faire l'objet d'un échange avec le secteur II selon les modalités spécifiées. L'échange secondaire aura lieu par le montant a''_2

$$a''_2 = \frac{1}{\theta} [\, k_1 a'_2 (\theta - 1) \frac{v_1}{c_1 + v_1} + (1 - k_1) a'_2 (\theta - 1)]$$

$$= a'_2 \frac{\theta - 1}{\theta} [\, k_1 \frac{v_1}{c_1 + v_1} + (1 - k_1)]$$

Mais cet échange qui permet d'obtenir des biens de consommation d'une valeur $k_1\ a'_2\ (\theta - 1)\ \frac{v_1}{c_1 + v_1} + (1 - k_1)\ a'_2\ (\theta - 1)$ en contrepartie de biens de production d'une valeur inférieure dans la proportion de $\frac{1}{\theta}$, laisse lui aussi un reste accumulable d'une valeur $a''_2(\theta - 1)$.

Un échange tertiaire permettrait d'accumuler une partie de ce reste.

On voit que, par récurrence, la valeur des biens de production obtenue par le secteur II au *nième* échange est le *nième* terme d'une progression géométrique définie par :

$$a_2^{(n)} = a'_2\ \left(\frac{\theta - 1}{\theta}\right)^{(n-1)} \left[k_1 \frac{v_1}{c_1 + v_1} + (1 - k_1)\right]^{(n-1)}$$

la raison de cette progression étant

$$r = \frac{\theta - 1}{\theta} \left[k_1 \frac{v_1}{c_1 + v_1} + (1 - k_1)\right]$$

et le premier terme

$$a'_2 = \frac{1}{\theta} \left[v_1 (1 + k_1 p_1) + (1 - k_1)\ m_1\right]$$

On peut déduire de là, la valeur totale des biens de production acquis par le secteur II, c'est-à-dire le capital constant de la deuxième période, quand $n \to \infty$:

$$c'_2 p = \sum_{n=1}^{\infty} a_2^{(n)} = \frac{a'_2}{1 - r}$$

puisque $|r| < 1$ quelle que soit la valeur de $\theta > 0$ et de $k_1 \in [0, 1]$

d'où

$$c'_2 p = \frac{v_1 (1 + k_1 p_1) + (1 - k_1)\ m_1}{1 + k_1 (\theta - 1) \frac{c_1}{c_1 + v_1}}$$

Si nous comparons cette expression à celle du capital constant en l'absence de politique des prix où $c_2' = v_1' (1 + k_1 p_1) + (1 - k_1) m_1$, il est évident qu'un mouvement des prix industriels au-dessus du niveau de parité des valeurs ($\theta > 1$) implique :

$$c_2'^p < c_2'$$

c'est-à-dire une restriction de la croissance de la section II. L'accumulation totale dans le secteur I, représentée par l'équation «d'autofinancement», se fait maintenant au compte du surproduit m_1 et sur le gain de valeur dans l'échange avec le secteur II. Donc :

$$c_1' + v_1' - (c_1 + v_1) = k_1 m_1 + k_1 (\theta - 1) c_2'^p$$

Ce que l'on peut également démontrer en considérant les quantités accumulées à chaque échange par le secteur I tant en capital variable qu'en capital constant, soit :

sur le surproduit	$k_1 m_1$
sur les surplus des échanges	$k_1 a_2' (\theta - 1)$
	$k_1 a_2'' (\theta - 1)$

Et en cumulant les accumulations partielles

$$c_1' + v_1' - (c_1 + v_1) = k_1 m_1 + k_1 (\theta - 1) \sum_{n=1}^{\infty} a_2^{(n)}$$

$$= k_1 m_1 + k_1 (\theta - 1) c_2'^p$$

A l'inverse de la situation dans le secteur II, l'accumulation dans le secteur I est accrue par l'écart d'échange des valeurs d'un montant $k_1 (\theta - 1) c_2'^p > 0$.

Il est maintenant possible d'écrire le système transformé des schémas de reproduction en cas de transfert de valeur par les prix industriels :

[1.4] $$\frac{c_1'}{v_1'} = \frac{c_1}{v_1}$$

[2.4] $$c_1' + v_1' - (c_1 + v_1) = k_1 m_1 + k_1 (\theta - 1) c_2'$$

[3.4] $$c'_2 = \frac{v_1(1+k_1\,p_1) + (1-k_1)\,m_1}{1+\,k_1(\theta-1)\quad\dfrac{c_1}{c_1+v_1}}$$

[4.4] $$\frac{c'_2}{v'_2} = \frac{c_2}{v_2}$$

[5.4] $$\frac{m'_2}{v'_2} = \frac{m_2}{v_2}$$

[6.4] $$\frac{m'_1}{v'_1} = \frac{m_1}{v_1}$$

Comme c'_2 nous est connu, il suffit pour résoudre le système de calculer v'_1 à l'aide de [1.4] et[2.4] :

$$v'_1 = v_1[\,1+k_1p_1+\,k_1(\,\theta\,-1\,)\frac{c'_2}{c_1+v_1}\,]$$

Du fait de la politique des prix, l'accumulation dans le secteur I s'accroît puisque la valeur v'_1 dépasse alors la valeur hors transfert qui était de $v_1\,(1+k_1\,p_1)$.

Mais malgré tout, le transfert de valeur n'affecte pas le volume total de l'accumulation en capital constant$\Delta\,c^p$:

$$c'_1+v'_1\,-c_1-v_1=k_1\,m_1+k_1(\,\theta-1\,)\,c'_2$$

$$c'_1-c_1=\,k_1\,m_1\,+k_1(\,\theta\,-1)\,c'_2\,-v'_1+v$$

$$=\,k_1\,m_1+k_1(\,\theta\,-1)\,c'_2\,-v_1[\,k_1p_1+k_1(\theta\,-1)\frac{c'_2}{c_1+v_1}\,]$$

$$c'_1-c_1+c'_2-c_2=k_1\,m_1+k_1\,(\theta-1)c'_2-v_1[\,k_1p_1+k_1(\theta-1)\frac{c'_2}{c_1+v_1}\,]+c'_2\,-c_2$$

$$= k_1 m_1 + c'_2 \left[1 + k_1 (\theta - 1) \frac{c_1}{c_1 + v_1}\right] - v_1 k_1 p_1 - c_2$$

$$= k_1 m_1 + v_1 (1 + k_1 p_1) + (1 - k_1) m_1 - v_1 k_1 p_1 - c_2$$

$$\Delta c^p = v_1 + m_1 - c_2 = \Delta c$$

La condition structurelle reste valide. On ne saurait accumuler plus de capital constant que le volume Δc, seule peut être modifiée la *répartition* de ce montant entre les sections I et II. Précisément, le transfert de valeur par les prix modifie l'accumulation au profit de la section I pour $\theta > 1$.

Le taux d'accumulation de la section des biens de consommation s'en trouve affecté en hausse dans la mesure où il faut au secteur II livrer plus de biens qu'antérieurement au secteur I. Variation d'autant plus difficile à réaliser que, nous allons le voir, le taux de croissance du secteur II se trouve réduit.

En effet il a été montré que :

$$\Delta c^p = \Delta c = v_1 + m_1 - c_2$$

et à partir de la valeur de v'_1 que

$$r_1^p = k_1 p_1 + k_1 (\theta - 1) \frac{c'_2}{c_1 + v_1} > r_1 = k_1 p_1$$

donc

$$\Delta c^p = c_1 r_1^p + c_2 r_2^p = c_1 r_1 + c_2 r_2$$

$$\Rightarrow \quad r_2^p < r_2$$

L'écart du taux d'échange des valeurs procure bien à la croissance du secteur I une augmentation au détriment de la deuxième section.

On démontre par les mêmes méthodes que précédemment que le taux de croissance de long terme se touve égal au taux de court terme de la section I auquel s'ajuste après le deuxième cycle le taux de la section II.

D'une politique de surévaluation des prix du secteur I résulte bien une accélération de la croissance de celui-ci ainsi que de l'économie toute entière.

2° — J. Staline ou le problème des limites

L'accord entre la politique préconisée par E. Preobrajenski et la politique de J. Staline telle qu'elle transparaît dans les écrits ou discours de ce dernier et dans les décisions du plan quinquennal est complet quant aux objectifs poursuivis et quant à la nature des moyens à utiliser.

L'objectif fondamental ne saurait être qu'une industrialisation rapide, sans doute même aussi rapide que possible, étant entendu que :

«... le point focal de l'industrialisation, de sa base, consiste dans le développement éventuel de la production de moyens de production, le développement d'une industrie nationale des machines».

«... le facteur déterminant en matière d'industrialisation : le développement de la production de moyens de production en assurant à ce développement un rythme aussi rapide que possible» [42].

Les moyens sont connus : l'impôt et la politique des prix. En effet :

«... [les] sources [d'accumulation] sont au nombre de deux : la première est la classe ouvrière qui crée la valeur et développe l'industrie, la seconde est la paysannerie. En ce qui concerne la paysannerie les choses se présentent de la façon suivante : les paysans versent à l'Etat non seulement les impôts habituels directs et indirects mais ils paient à nouveau des prix relativement élevés sur les produits de l'industrie, en outre, ils perdent sur les prix des produits agricoles. Il existe un impôt supplémentaire pour la paysannerie dans l'intérêt du développement de l'industrie qui sert tout le pays y compris les paysans, c'est une sorte de tribut, une sorte d'impôt en plus. que nous sommes obligés de prélever temporairement afin d'élever le rythme actuel du développement industriel» [43].

Mais entre les deux conceptions il existe une différence complète de jugement à l'égard des conditions, préalables ou contraintes d'une politique d'industrialisation. Cette différence porte aussi bien sur les limites sociales que sur les limites techniques ou économiques à considérer.

a) Les limites sociales et institutionnelles

En proposant certaines réformes et transformations sociales comme la planification, l'élimination du commerce privé et la

42. Cité par A. Erlich, *The Soviet Industrialization Debate..., op. cit.*, p. 94 pour la première citation. Et pour la seconde, J. Staline, *De l'industrialisation du pays et de la déviation de droite dans le P.C. (b) de l'U.R.S.S.* (Discours prononcé à l'Assemblée Plénière du C.C. du P.C. (b) de l'U.R.S.S. le 19 novembre 1928), éd. en Langues étrangères, Moscou, 1953, p. 5.

43. Cité par J. Elleinstein, *Histoire de l'U.R.S.S.*, t. II, Le socialisme dans un seul pays (1922-1939), Paris, Ed. Sociales, 1973, p. 115, Discours du 9 juillet 1928 devant le Comité Central.

centralisation des approvisionnements, la séparation des unités de production agricoles d'avec les processus mécanisés, l'emploi de la contrainte étatique, E. Preobrajenski prépare directement la voie de la politique stalinienne. Il n'en est que plus surprenant qu'une telle différence existe en ce qui concerne l'attitude envers la paysannerie.

Pour E. Preobrajenski la transformation socialiste des campagnes est en premier lieu un processus qui découle de l'industrialisation :

« La «coopératisation» de la production des campagnes ne peut recevoir de plus grande impulsion que de la sphère de production de moyens de production pour l'économie paysanne» et de «l'accumulation des réserves de marchandises..., avant tout, bien entendu, dans l'industrie lourde» [44].

C'est en second lieu un processus d'une extrême lenteur :

« Plus notre économie d'Etat se développe avec succès, plus fortement elle attire à elle toute l'économie privée du pays et plus s'opèrent avec succès le procès de subordination des formes présocialistes d'économie aux formes socialistes, le procès de leur subordination à ces dernières et finalement de leur absorption par elles. Evidemment pour la Russie, tout ce procès sera incroyablement long, incroyablement lent...» [45].

Or il y a une contradiction fondamentale entre la politique de transfert de valeur et le fait de conserver ou de ne laisser évoluer que lentement et spontanément les rapports de production dans l'agriculture. Toute la portée des principes de financement de l'industrialisation proposés par E. Preobrajenski repose sur le fait que c'est l'industrie qui impose son taux d'accumulation. Mais *dans les conditions sociales données,* la situation inverse prévaut, N. Boukharine a raison, c'est l'agriculture qui détermine par les marchés paysans les conditions d'accumulation de l'ensemble de l'économie. Et la crise des grains de l'hiver 1928 le montre bien.

On ne peut pas non plus supposer comme le fait E. Preobrajenski que *dans les conditions sociales données,* l'aliénation du surplus paysan s'effectuera sans réactions de la paysannerie, sans réduction drastique de ce surplus [46].

Alors deux solutions existent : soit maintenir les formes présentes de propriété et accepter le développement par l'agriculture, soit renverser les conditions sociales données et en établir de nouvelles qui soient compatibles avec l'industrialisation forcée par le transfert du surplus agricole.

44. *La nouvelle économique, op. cit.*, p. 300.
45. *Ibid.*, p. 311, même opinion p. 347.
46. E. Preobrajenski suppose même que ce surplus augmentera : *La nouvelle économique, op. cit.*, p. 332.

Toute la politique de collectivisation tient de là sa logique : l'industrialisation exige la mise en tutelle directe de l'agriculture, la fin de l'autonomie des petites unités agricoles, la suppression des achats et ventes libres par les paysans comme forme d'échange des produits entre agriculture et industrie.

A ce prix l'on maintiendra la production d'un surplus et l'on pourra en diriger directement le transfert depuis les exploitations agricoles. Mais sans doute J. Staline et les membres du Comité Central s'illusionnaient-ils quant aux possibilités réelles d'une prise de contrôle sur la paysannerie elle-même et sur son travail.

b) Les limites économiques d'une industrialisation accélérée

Autant E. Preobrajenski semble peu conscient des présupposés sociaux et politiques des mesures qu'il propose [47] autant il indique de limites économiques à ces mêmes mesures :

« Le pouvoir d'Etat qui s'étend sur la plus-value de l'économie privée (dans les limites de ce qui est économiquement possible et matériellement saisissable)... » [48] ;

« L'imposition directe des paysans ... est économiquement possible dans la mesure où un tel surproduit existe» [49] ;

« Le volume de l'accumulation dans l'industrie d'Etat, le niveau des prix étant donné, n'est pas une grandeur arbitraire, il est sujet aux lois d'airain de la proportionnalité» [50] .

Les «super-industrialistes» tels S.G. Stroumiline se sont au contraire rendus définitivement célèbres par des déclarations enthousiastes comme celle-ci :

« Notre tâche est de transformer l'économie, non de l'étudier. Nous ne sommes liés par aucune loi. Il n'y a pas de forteresse que les bolchevicks ne puissent prendre d'assaut. La question du rythme dépend de la volonté humaine» [51] .

Pourtant ainsi que l'avait perçu E. Preobrajenski, des limites existent à une politique de croissance extrême. Limites qui concernent aussi bien le taux d'accumulation du secteur I, le montant d'impôt direct que le rapport d'échange entre les valeurs.

47. Avouant d'ailleurs «... la sphère de la politique... [est] un domaine que je n'ai pas abordé directement», *La nouvelle économique, op. cit.*, p. 346.

48. Cité par N. Boukharine in *Le débat soviétique..., op. cit.*, p. 193.

49. *La nouvelle économique, op. cit.*, p. 281.

50. «L'équilibre économique», *art. cit.*, in *Le débat soviétique..., op. cit.*, p. 151.

51. Cité par M. Laran, *Russie U.R.S.S., op. cit.*, p. 143. Voir aussi p. 155, le discours du 4 février 1931 de J. Staline : «... Avec un désir ardent on peut tout obtenir, tout réaliser... Il n'est point de forteresses ...».

1) Limites du taux d'accumulation du secteur I

«Qu'implique un taux de développement rapide de l'industrie ? Il implique un taux d'investissement maximum dans l'industrie», déclarait J. Staline [52]. Mais quel est le taux d'investissement ou d'accumulation maximum ?

Considérons les schémas simples de la reproduction. Toutes les valeurs des taux d'accumulation ne sont pas admissibles. Ils doivent être compris entre 0 et 1. Mais d'autre part k_2 est une fonction de k_1 de forme linéaire

$$\Delta c = k_1 p_1 c_1 + k_2 p_2 c_2$$

$$\Rightarrow \quad k_2 = \frac{\Delta c}{p_2 c_2} - \frac{k_1 p_1 c_1}{p_2 c_2}$$

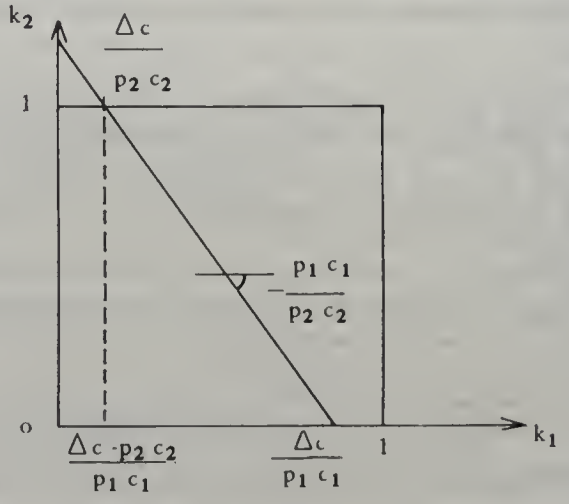
A supposer que le taux k_1 soit une variable d'action et puisse faire l'objet d'un choix politique, il est évident puisque le taux de long terme est alors

$$r_1 = k_1 p_1$$

que le taux maximum de croissance sera atteint pour le taux d'accumulation maximum

$$r_1^{max} = k_1^{max} p_1$$

sous la contrainte que le taux d'accumulation k_2 reste réalisable. Ce problème de maximisation peut être représenté par l'intersection de la droite k_2 avec un carré représentant $0 \leqslant k_1 \leqslant 1$ et $0 \leqslant k_2 \leqslant 1$.



52. In N. Spulber (Ed.), *Foundations of Soviet Strategy For Economic Growth, Selected Soviet Essays*, Bloomington, Indiana University Press, 1964.

Suivant les valeurs de Δc, $p_1 c_1$ et $p_2 c_2$ on conçoit que les valeurs de k_1 et k_2 se trouvent réduites à des domaines de possibilité plus étroits que l'intervalle $[0, 1]$ et définis par

$$k_1 \in [0, 1] \cap \left[\frac{\Delta c - p_2 c_2}{p_1 c_1}, \frac{\Delta c}{p_1 c_1} \right]$$

$$k_2 \in [0, 1] \cap \left[0, \frac{\Delta c}{p_2 c_2} \right]$$

Dans la configuration représentée, la borne supérieure du domaine de possibilité de k_1 est $\frac{\Delta c}{p_1 c_1} < 1$, donc

$$k_1^{max} = \frac{\Delta c}{p_1 c_1} < 1$$

Le taux d'accumulation maximum dans la première section au premier cycle peut être inférieur à l'unité. Tout dépassement de ce taux maximum conduirait à un taux k_2 négatif c'est-à-dire à une consommation du secteur II prise sur le capital déjà existant c_2, il s'ensuivrait un taux négatif de croissance pour cette section.

Toutefois on peut démontrer que si initialement $\frac{\Delta c}{p_1 c_1} < 1$ et que le taux retenu soit égal à $k_1^{max} = \frac{\Delta c}{p_1 c_1}$ alors au cours des cycles ultérieurs, la borne supérieure du domaine de possibilité de k_1 se déplace vers 1, permettant d'atteindre $r_1 = p_1$ maximum maximorum des taux de croissance [53].

2) Limites du transfert par les prix

Lorsque les transferts s'effectuent par les prix, il a été démontré que l'augmentation de l'écart entre les valeurs à l'échange produisait une hausse de la croissance de la production des moyens de production et une baisse de celle de l'autre section.

Cependant pour que à la fin du deuxième cycle le secteur I puisse continuer la croissance déterminée par le taux θ, il est nécessaire que le montant de capital détenu par le secteur II ne

53. Et taux de croissance maximal dans le modèle de Von Neumann !

descende pas en-dessous d'une certaine valeur. Si cette éventualité se réalisait, le secteur II ne pourrait, sur sa production, satisfaire à la consommation improductrice, à la reconstitution et à l'accroissement du capital variable du secteur I. Cette contrainte s'exprime par l'inéquation suivante :

$$c'_2 + v'_2 + m'_2 \geqslant (1 - k_1)\, m'_1 + v'_1 (1 + r_1^p)$$

Or comme le premier terme est une fonction décroissante de θ et le second une fonction croissante, il est évident que l'écart des prix connaît une limite au-delà de laquelle le taux de croissance initial de la première section r_1^p ne peut être maintenu et se trouve nécessairement abaissé.

Enfin, la mise en œuvre d'une politique de prix est nécessairement plus complexe que celle d'une politique d'imposition directe. En effet, les résultats obtenus dépendent de la possibilité de maintenir une valeur constante de l'écart θ entre les valeurs. Mais en réalité la puissance publique a pouvoir seulement sur les *prix d'échange*. Le paramètre θ n'est lui-même que l'indice de la manipulation des prix et ce qu'indique le modèle c'est que l'écartement des branches de ciseaux prix industriels-prix agricoles produit bien les transferts de valeur attendus. La valeur maximale de θ s'avère d'autant plus difficile à calculer qu'il faut passer des prix aux valeurs (soit l'éternel problème de la transformation) et en tout état de cause, le nécessaire maintien d'une valeur θ pour une croissance équilibrée exige le réajustement des prix au cours du cycle de transition. Du fait de cette difficulté de fixer une valeur praticable de θ et de la maintenir, une politique de transfert par les prix est donc plus susceptible qu'une politique d'imposition d'engendrer des fluctuations et des crises. La politique fiscale est socialement douloureuse parce que claire : le montant du prélèvement apparaît immédiatement aux producteurs du secteur II; la politique des prix semble indolore car la mesure du transfert reste obscure y compris pour ceux qui décident du niveau des prix.

Toute politique de développement est soumise en dernière analyse à des contraintes quels que soient les paramètres économiques ou sociaux que l'on remette en cause. Le fondement de ces contraintes ultimes tient à l'impossibilité de consommer et d'investir plus qu'il n'est produit et à l'impossibilité d'augmenter indéfiniment le taux d'investissement sans porter préjudice aux conditions de reproduction du futur immédiat. La méconnaissance de ces contraintes associée à une politique maximaliste de développement industriel conduit nécessairement à prendre à l'agriculture plus qu'il ne lui est tolérable.

Résumons nos conclusions. La priorité de la croissance du secteur I n'est pas une loi. Mais dans la mesure où une politique de croissance prioritaire a été retenue, cette politique peut être exécutée en adoptant un fort taux d'accumulation et en pratiquant des transferts de valeur du secteur II vers le secteur I, les paramètres correspondants doivent respecter certaines limites.

Cependant on trouve dans les schémas de reproduction une symétrie complète entre la section des moyens de production et celle des moyens de consommation et l'on pourrait aussi bien, en renversant les flux de transfert, pratiquer une politique de développement par l'agriculture.

Sans doute, celle-ci, compte tenu des valeurs relatives de paramètres comme k_1, p_1, k_2 *et* p_2 semble-t-elle présenter *a priori* moins d'avantages qu'un développement industriel. Néanmoins deux considérations supplémentaires contredisent ce désavantage. Un développement agricole même de taux réduit exerce une forte absorption de sous-emploi s'il ne s'accompagne pas d'un changement technique labour-saving et si le secteur agricole occupe une large place dans l'économie. Dès lors la productivité du travail industriel n'est plus obérée par la nécessité d'absorber le sous-emploi. D'autre part, le secteur II produit des biens de consommation et une fois épuisées les possibilités de croissance extensive, le seul objectif possible est d'augmenter la consommation par tête. Ce changement d'objectif se réalisera d'autant plus facilement que le secteur II n'aura pas été soumis pendant la phase de croissance extensive aux priorités du secteur I. On touche ici aux limites propres aux schémas de reproduction. La priorité à l'industrie lourde, tout comme la prééminence érigée en principe ontologique de la production sur la consommation, même si elles s'appuient sur un modèle de croissance extensive, ne peuvent faire oublier que le problème fondamental de la politique économique est celui de l'élévation du niveau de vie à long terme.

LES LIMITES DE LA RECHERCHE DE L'EFFICIENCE DANS LA POLITIQUE ECONOMIQUE SOVIETIQUE

Gérard DUCHENE

I – SOCIALISME, PLANIFICATION ET RATIONALITE

Il est courant à l'heure actuelle d'assimiler socialisme et planification quand on analyse les économies de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est. Cette assimilation est justifiée pratiquement par l'observation immédiate du fonctionnement de ces économies et de leurs rapports sociaux, et théoriquement par une référence aux fondateurs du marxisme qui auraient opposé à l'anarchie capitaliste l'organisation cohérente des producteurs associés [1].

Dans cette liaison conceptuelle socialisme-planification, il faut supposer que la planification prend une caractère impératif et centralisé. Impératif parce qu'on ne saurait concevoir d'écart des agents exécutants par rapport à la «loi» que constitue le plan : le plan est «adressé». Centralisé d'une part parce que le plan exprime une volonté collective qui ne peut être appréhendée que par une autorité centrale supérieure, et d'autre part parce que cette autorité centrale peut seule assurer la cohérence d'ensemble du projet social. Dès lors, le socialisme et la planification s'associent à l'Etat, qui détient, à côté du «monopole de la contrainte publique», le monopole de la rationalité et de l'information.

Ce qui fait la cohésion de cette trilogie que nous venons de décrire, c'est la notion de rationalité envisagée au niveau de la société tout entière. La société socialiste est rationnelle en ce que les décisions y sont prises dans une perspective d'ensemble, avec l'objectif de satisfaire au maximum les besoins des membres de la société compte tenu des moyens disponibles. Si cette rationalité statique ne peut être atteinte complètement – en particulier pour des raisons de niveau de développement et de prise de conscience – alors des rationalisations progressives pourront y conduire. L'idée de rationalité, qui rejoint directement la conception de l'économicité de Lionel Robbins n'a pas toujours été explicite chez les théoriciens soviétiques; c'est ainsi que H. Chambre souligne que «les années 1954-1971 marquent une relative ouverture de la théorie soviétique à une rationalité plus grande qu'autrefois, qui s'efforce de construire une analyse des faits moins dogmatique et

1. G. Cairc, *La Planification*, Paris, Cujas, 1972.

qui relève plus de la mise en œuvre d'un savoir scientifiquement contrôlé ...» [2]. Cependant, on peut penser qu'une rationalité *implicite* guidait la décision économique en U.R.S.S. dès avant cette période, et ceci à travers même les excès du «dogmatisme».

Si l'on veut préciser cette notion de rationalité d'ensemble de la planification, il faut descendre quelque peu dans l'analyse des techniques de la planification. Le problème principal qui se pose à cet égard est celui de la maîtrise simultanée d'options politiques de caractère global et du foisonnement extraordinairement complexe des directives individuelles qui doivent être transmises aux agents périphériques, et bien sûr de la «traduction» des premières dans les secondes. La planification a en effet un double aspect : «opératif» et «statistique» [3]. Par planification opérative ou micro-économique, on entend celle qui s'attache à coordonner l'ensemble des activités de chaque unité de production (au niveau de l'atelier ou de l'entreprise); par planification statistique ou macro-économique on désigne celle qui porte sur des grandeurs agrégées, en particulier par un système de prix. Par exemple, l'ordre «adressé» à une entreprise de livrer telle quantité de tel produit à telle date à telle entreprise relève du premier aspect; l'objectif de croissance du revenu national de 4,1% en 1977 relève du second aspect. La planification soviétique, à travers la hiérarchie des administrations économiques, les processus d'agrégation et de désagrégation des données, de transmission des informations et des directives, combine évidemment les deux aspects en utilisant directement des instruments de planification opérative (les balances matières) et indirectement des instruments de planification statistique (les chiffres de contrôle). La planification opérative se retrouve donc partiellement dans la planification *courante* (de l'année) et la planification statistique dans la planification *perspective* (plan quinquennal), mais le recouvrement n'est pas total. On comprend que le premier aspect donne moins que le second la possibilité d'une conception d'ensemble de la politique économique, même s'il représente un outil de contrainte beaucoup plus strict, de contrôle beaucoup plus précis, et constitue par là le cœur de la planification socialiste d'Etat. Nous pouvons donc retenir cette distinction de la *planification* au sens strict et de la *politique économique*, fondée sur le clivage analytique des conceptions opératives et statistiques du plan.

L'émergence de l'école mathématique en économie à partir des années 1960 en U.R.S.S. devait conduire à des analyses précises des deux aspects de la planification, et à un renouvellement radical de la théorie traditionnelle de la planification. L'intérêt

2. H. Chambre, *L'évolution du marxisme soviétique*, Paris, Seuil, 1974, p. 456.

3. Distinction développée par J. Zielinski, *On the Theory of Socialist Planning*, Oxford University Press, 1968.

porté par les mathématiciens soviétiques aux problèmes économiques était tout à fait logique, ainsi que l'a montré Kantorovitch [4], dans la mesure où l'on rapprochait socialisme et rationalité, et où l'on pouvait appliquer au domaine économique (et social) les formalisations mathématiques de la praxéologie, la recherche des *extremum* de fonctions. Même (et surtout) si les choix politiques étaient donnés de façon exogène par les dirigeants, il restait à généraliser la recherche de l'efficience dans la réalisation de ces choix, qui pouvait conduire à une suppression des gaspillages, à une cohérence accrue des différentes activités à tous les niveaux (entreprises, branches) enfin à un progrès de la rationalité, du contrôle de l'Etat, et donc du socialisme.

Les recherches sur le perfectionnement de la planification en U.R.S.S. au moyen des méthodes mathématico-économiques devaient suivre deux directions qui constituent depuis les deux domaines principaux de la théorie de la planification telle qu'elle est développée dans les pays occidentaux [5] : la théorie dite de la planification *décentralisée* ou à court terme et la théorie dite de la planification *optimale* ou à long terme. La première concerne principalement les méthodes de planification à plusieurs niveaux et les processus itératifs de construction du plan. La seconde concerne l'orientation du potentiel productif et de la croissance de l'économie. On passerait donc en un sens d'un problème de tactique à un problème de stratégie. Mais on passe aussi d'une optique plutôt micro-économique à une optique plutôt macro-économique, et en ce sens, on retrouve la distinction entre planification opérative et planification statistique.

L'école des économistes-mathématiciens soviétiques s'est intéressée au problème de la rationalisation de la planification au sens strict, et a construit à cet effet des systèmes complets d'organisation de l'économie soviétique dans la perspective d'une possibilité de prise de décision décentralisée et cependant conforme aux objectifs centraux et cohérente avec les autres décisions décentralisées. Ces schémas d'organisation (le modèle «SOFE») doivent donner lieu à une transformation progressive réelle des mécanismes de planification et de gestion (Systèmes Automatisés de Planification et de Gestion), mais il s'agit là d'une tâche de longue haleine et qui est encore loin d'avoir des effets tangibles [6]. Mais cette recherche n'a pas obéré la réflexion sur les problèmes de politique économique et la conception de formalisations plus directement

4. L. Kantorovitch, *Calcul économique et utilisation des ressources*, Paris, Dunod, 1963, pp. 266-267.

5. G.M. Heal, *The Theory of Economic Planning*, Amsterdam, N.H.P.C., 1973.

6. On peut se reporter pour plus de détails sur ce thème à notre article «La rationalisation de la planification soviétique : problèmes théoriques et pratiques», *Economies et Sociétés*, (Cahiers de l'I.S.M.E.A.) Série G, 1977.

utilisables par les organes de décision dans le cadre des processus de planification actuels. C'est ce domaine que nous voudrions maintenant explorer. Sans prétendre faire la somme des travaux entrepris à l'heure actuelle sur l'aide à la décision de politique économique, et qu'il est d'ailleurs difficile de connaître vu le secret qui pèse sur les recherches ayant un lien même ténu avec la décision politique, nous pouvons centrer la présentation des modèles de politique économique autour de deux grands thèmes : l'équilibre intersectoriel dynamique et le type de croissance. Le premier thème concerne principalement la réduction des désajustements constatés dans certains secteurs : il y a simultanément pénurie de certains produits et excédents d'autres, ceci étant dû à un défaut de cohérence dans le développement des secteurs. Le second thème est celui de la combinaison optimale des facteurs de production dans la croissance, et donne lieu à des développements sur le caractère intensif ou extensif de cette croissance, et sur le choix des techniques de production [7]. Ces deux thèmes seront envisagés sous l'angle de la prise en compte effective par la politique économique des propositions de rationalisation formulées par les économistes mathématiciens. Nous serons alors amenés à nous interroger sur le degré d'intégration ou de non-intégration de ces propositions dans la décision réelle, et à trouver les limites que rencontre la recherche de l'efficience dans la politique économique soviétique.

II – COHERENCE DE LA CROISSANCE A MOYEN TERME

1. On a souvent souligné la similitude et les différences *analytiques* de la méthode de planification par les balances matières et l'analyse *input-output* [8]. Notre but est d'examiner un problème différent : celui de l'utilisation *réelle* de l'analyse *input-output* dans le processus de planification au cours du dernier quinquennat (1971-1975) pour lequel nous disposons d'informations relativement bonnes. Cette utilisation peut se faire au niveau de la recherche de la cohérence des objectifs de politique économique à moyen terme : la durée du plan quinquennal. A cet effet, l'institut du Gosplan, organisme d'études dépendant du Gosplan de l'U.R.S.S. et chargé de «présenter des propositions de perfectionnement des méthodes de planification et d'élaborer des analyses sectorielles, régionales, fonctionnelles ou globales pouvant contribuer à amélio-

7. Ces deux points sont développés de façon extensive dans notre thèse : *Essai sur la logique de l'économie planifiée soviétique,* Thèse Paris I, 1975, pp. 274-344.

8. Voir en particulier H. Levine «Input-output Analysis and Soviet Planning», *A.E.R.,* 1962, n° 2; N.K., Chandra, «Le modèle de Kantorovitch et la méthode soviétique des balances», *Revue d'Economie Politique,* 1966, pp. 228-254; J.M. Montias «Planning with Material Balances in Soviet-type Economies», in *Socialist Economics,* ed. A. Nove et D. Nuti, Penguin, 1972, pp. 223-251.

rer le caractère scientifique du plan», a élaboré des tableaux *input-output* prospectifs pour les années 1962 (83 secteurs) et 1970 (125 secteurs). Il a également développé, en vue de l'élaboration et de la correction du plan quinquennal 1970-1975, un modèle intersectoriel dynamique de prévision et de cheminement [9]. Utilisant deux sous-modèles hiérarchisés, le second en 260 secteurs précisant les résultats obtenus par le premier en 18 secteurs, ce modèle permet d'établir des variantes cohérentes de production pour chaque année de 1971 à 1975 pour 260 produits ou groupes de produits. Les variantes possibles sont assez étroitement limitées par la nécessité de conserver un investissement positif et régulier dans tous les secteurs, et finalement le produit global de la dernière année du plan ne peut connaître qu'une variation de 1 à 1,5 %. Ceci permet cependant de faire apparaître des variantes de consommation finale des différents produits.

On connaît un peu les résultats obtenus à l'aide du modèle précédent grâce à une étude critique faite sur la base du modèle officiel en affinant certaines de ses caractéristiques [10]. Ce nouveau modèle cherche en effet à optimiser la technique de production de chaque secteur (en décomposant chacun des coefficients d'*input* en technique actuelle et technique nouvelle) en recherchant le taux de croissance maximum de la consommation finale pour la période 1971-1975. Ses auteurs mettent alors en évidence les contrastes entre les résultats qu'ils obtiennent et ceux qui ont été retenus dans les variantes du modèle «officiel» (sans optimisation) : le renouvellement des techniques y est trop rapide pour certaines branches, les investissements devraient être restructurés vers les secteurs orientés vers la consommation, la masse des investissements productifs est trop importante, la part de la production des industries légères ne devrait pas diminuer, etc... Ce «contre-plan» met donc en évidence le fait que le modèle «officiel» n'est pas orienté réellement vers la consommation, contrairement aux déclarations officielles lors du lancement du IXème Plan quinquennal. Mais même compte tenu de cette adaptation des modélistes aux besoins des «non-consommateurs», que peut-on dire de l'utilisation de leurs prévisions dans le IXème Plan réel ? Elles auraient pu apporter, sinon une optimisation des objectifs finals qui relevait en principe des instances politiques, du moins un certain degré de cohérence dans les objectifs sectoriels. Nous allons voir cependant

9. F. Klocvog et V. Novičkov «Application de l'analyse input-output à la planification à long terme», in *Méthodologie de la prévision du développement économique de l'U.R.S.S.*, Moscou, 1971, pp. 102-114 (en russe). Sur les modèles intersectoriels dynamiques, voir J. Bénard, *Comptabilité Nationale...*, P.U.F., Paris, 1972, p. 368.

10. F. Klocvog, E. Eršov, R. Buzunov, A. Konjus et G. Abdykulova, «Un modèle input-output avec des éléments d'optimisation», *Ekonomika i Matematičeskie Metody*, (E.I.M.M.), 1971, n°5, pp. 645-657 (en russe).

que l'influence des méthodes *input-output* sur la planification a été faible. Elle ne s'est réellement produite à aucun des trois niveaux où on aurait pu l'attendre : la conception du plan, la modification du plan en cours d'exécution, la transformation des méthodes de travail.

2. Le développement rapide de la méthode *input-output* en U.R.S.S. avait fait dire que dès le VIIIème Plan (1966-1970) on l'avait utilisée pour calculer des variantes préparatoires. En fait il est très difficile de dire si les résultats obtenus dans les Instituts de recherche sont réellement utilisés lors de la prise de décision réelle. Des déclarations d'économistes soviétiques, et le fait que la technique *input-output* reste un sujet controversé même à l'heure actuelle, font penser que le fossé est vaste qui sépare la réflexion des économistes de la décision des planificateurs.

Pourtant certains indices auraient pu montrer qu'une certaine utilisation de la méthode *input-output* avait eu lieu pour le IXème Plan : celui-ci était en effet très détaillé par rapport à tous ceux qui avaient été publiés depuis 1939 (et d'ailleurs par rapport à celui de 1976-1980). Le Président du Gosplan avait déclaré en le présentant que les économistes de l'Institut du Gosplan et d'autres organismes avaient contribué à l'établissement des prévisions. Les *Instructions Méthodologiques,* qui sont un fort volume systématisant la procédure d'élaboration du plan à l'intention des organes locaux de planification, avaient fait en 1969 une large place à la méthode *input-output* (cette place a d'ailleurs été très réduite dans l'édition de 1974, destinée au plan 1976-1980, et l'accent y a été mis sur les tableaux d'*input-output* en quantités physiques). Enfin on sait par ailleurs que les économistes du Gosplan ont effectivement construit pour les années 1971-1975 des balances matières pour les 260 produits entrant dans le modèle intersectoriel dynamique, et que ces balances faisaient apparaître des pénuries et des excédents par rapport à celles qui avaient été établies «à la main».

En fait une analyse stricte des données connues du IXème Plan quinquennal a montré que l'application de la méthode *input-output* y faisait apparaître d'importantes incohérences. Cette reconstitution méticuleuse du test de cohérence du IXème Plan a été réalisée par deux auteurs américains [11] qui, après avoir vérifié la cohérence des données physiques et en valeur du plan au moyen d'un système de prix reconstitués, leur ont appliqué un test au moyen de tables

11. J. Noren et F.D. Whitehouse, «Soviet Industry in the 1971-1975 Plan», in Joint Economic Committee, *Soviet Economic Prospects for the Seventies,* Washington, 1973, pp. 206-245.

d'*input-output* disponibles [12], faisant ainsi apparaître les désajustements prévisibles entre les secteurs, et suggérant par là même que l'analyse *input-output* n'avait pas été utilisée pour établir le IXème Plan quinquennal. Cette conclusion trouvait d'ailleurs une confirmation dans les déclarations de certains économistes soviétiques, en particulier des spécialistes des méthodes mathématiques.

Ces derniers expliquaient logiquement l'incapacité des instances de planification à tenir compte des résultats de l'analyse intersectorielle : la méthode des balances détermine *simultanément* la production finale et les productions destinées à la consommation intermédiaire, pour tous les produits en raisonnant «à partir du niveau atteint»; par ailleurs, elle fait fonctionner le système bien connu des «priorités». Or, la méthode *input-output* part de données exogènes de production finale pour parvenir aux consommations intermédiaires. Elle suppose donc, du point de vue de l'élaboration des balances matières, le problème résolu. La méthode *input-output* ne peut donc *concrètement* s'insérer dans le processus de planification, sauf à se substituer totalement à la méthode des balances, ce qui est évidemment impossible.

Mais alors, ne pourrait-on pas envisager l'utilisation de la méthode en cas de nécessité de correction du plan quinquennal, des aléas étant intervenus en cours d'exécution ? Le cas s'est présenté dès 1972 avec la très mauvaise récolte et la nécessité qui s'en est suivie de recomposer rapidement des indicateurs planifiés pour toute l'économie nationale pour les années 1973, 1974 et 1975. Le modèle de l'Institut du Gosplan a alors pu être utilisé pour calculer les nouveaux indicateurs de production de branches, connaissant les chiffres de production de 1972 et cherchant à maintenir les niveaux de production finale des différents produits tout en limitant le déficit commercial. La procédure de calcul peut envisager facilement plusieurs variantes et se combiner avec une discussion, à partir des variantes, entre spécialistes des secteurs et responsables des synthèses au Gosplan [13].

Il subsiste cependant un obstacle important concernant l'usage qui peut être fait de ces résultats. Il s'agit du difficile passage des données techniques de branches aux données administratives de ministères. Sous l'angle de la collecte des informations en provenance des ministères et de leur transformation en données techniques, il ne se pose guère de problèmes, il faut évidemment disposer de données en valeurs pour construire les tableaux d'*input-output,* et l'information en valeur est biaisée

12. Aucune table *complète* n'ayant été publiée par les Soviétiques, une équipe d'économistes américains a reconstitué, au prix de certaines hypothèses, deux tables complètes pour 1966 et 1972, V. Treml et alii, «The Soviet 1966 and 1972 Input-Output Tables», Joint Economic Committee, *Soviet Economy in a New Perspective,* Washington, 1976, pp. 332-376.

13. La description de cette procédure est donnée par Zajcev et Urinson, «Elaboration de l'ASPR», *Planovoe Khozjajstvo,* 1974, n° 10, pp. 20-27 (en russe).

par un système de taxes et subventions extrêmement diversifié, et par un système de prix jugé non optimal du point de vue de l'agrégation. Mais la Direction Centrale des Statistiques s'est employée à reconstituer des données fiables à travers l'élaboration de tableaux nationaux et régionaux reliés entre eux pour les années 1959, 1966 et 1972. Des tableaux en unités physiques (237 produits) et en prix à la consommation (110 secteurs) ont été établis.

Le véritable problème se pose dans l'autre sens : le retour aux directives administratives. Tout d'abord, la taille des tableaux est nettement trop faible par rapport au degré de détail atteint dans les balances matières : on peut imaginer des tableaux au maximum à 700 colonnes à l'heure actuelle, contre quelques 16 000 produits pour lesquels des balances sont établies au Gosplan, au Gossnab ou dans les ministères. Le retour est de plus extrêmement complexe dans le cas de l'économie soviétique car les ministères et les directions sont très diversifiés. Leur dé-spécialisation est telle que certains ministères gèrent des entreprises appartenant à de nombreuses branches de la production (ainsi les réfrigérateurs sont-ils produits dans 31 usines rattachées à 11 ministères différents). Plus grave, les entreprises elles-mêmes développent des ateliers «annexes» de transformation de matières premières, dans des conditions de rentabilité très variables. Il découle de cette organisation une très grande diversité des techniques de production *d'un même produit*, et donc une quasi impossibilité de réaffecter entre les ministères les résultats obtenus au niveau des branches. D'ailleurs, l'utilisation même de la technique *input-output* est-elle justifiée dans le cas d'une économie à techniques très diversifiées ? Certes le haut degré de standardisation des projets industriels classiques (centrales électriques par exemple) joue en faveur de l'hypothèse de complémentarité des facteurs. Mais on ne peut regrouper dans une même fonction de production les 72 % de la production d'équipements de travaux publics concentrés dans les 155 entreprises du ministère compétent avec les 28% restants dispersés dans plus de 400 entreprises dépendant des autres ministères. Cette situation étant la plus fréquente, nous ne sommes donc plus ici devant un problème de désajustement marginal de l'information, mais bien devant un problème d'inadéquation profonde entre un modèle reposant sur l'illusion de la cohérence et de la rationalité économique et la réalité de l'organisation sociale et industrielle soviétique.

On ne saurait dès lors s'étonner de la faible influence des propositions «scientifiques» sur les méthodes de travail en planification. Outre la difficulté objective de l'intervention de l'analyse intersectorielle, il s'ajoute une attitude négative de la part des personnels du Gosplan : perspectives de déqualification à long terme, de réduction des effectifs (pour les personnels d'exécution), perspectives de restriction de pouvoir pour les personnels de direction, dont

la formation essentiellement technique gêne la compréhension des problèmes économiques.

Il est aisé de comprendre «l'inertie des employés des organes de planification» et le fait que la prévision «scientifique» reste à la périphérie de la décision de politique économique. Il restera cependant à déterminer si la rupture flagrante entre les formalisations proposées et la décision réelle provient d'imperfections dans la formalisation elle-même (simplisme des modèles) ou d'une erreur dans le choix (souvent implicite) des hypothèses de base et du cadre d'analyse . Avant de tenter de répondre à cette question, examinons l'autre thème développé par les économistes mathématiciens [14].

III – CROISSANCE INTENSIVE/EXTENSIVE, CHOIX DES TECHNIQUES

1. Le second thème est celui de l'optimalité de la croissance à long terme, du rythme d'accumulation, des facteurs de croissance, et du choix des techniques de production. L'investissement donne lieu actuellement à une planification relativement centralisée en principe, mais qui dans la réalité ne débouche pas sur des choix efficaces ni cohérents. Les chantiers importants sont sélectionnés de façon centralisée (par le Gosplan ou le conseil des ministres), mais les projets qui sont soumis ne se présentent pas sous leur variante technique optimale et sont trop nombreux pour être rapidement sélectionnés. Les programmes d'investissements moins importants sont décidés, cette fois sur des critères très variés, au niveau ministériel ou de l'entreprise. Il n'y a donc pas de garantie d'un choix optimal des investissements par l'Etat, ni du point de vue des variantes d'un même projet, ni du point de vue de projets concurrents.

La rationalisation du choix des investissements est abordée par les économistes-mathématiciens sous l'angle de la possibilité de décentraliser ce choix en obligeant les décideurs locaux à respecter un ou plusieurs indicateurs : une littérature et des débats considérables ont été produits dans les années 1960 sur le thème de la «norme d'efficacité des investissements» et sur la possibilité de décentraliser le choix des investissements [15].

Mais c'est le problème du *niveau* de cette norme qui prête également à discussion. La norme d'efficacité établit une relation

14. Ces vues pessimistes ont été récemment confirmées par deux économistes émigrés d'U.R.S.S., A. Tretyakova et I. Birman, «Input-output analysis in the U.S.S.R.», *Soviet Studies*, 1976, vol. 28, n° 2, pp. 157-186.

15. Voir G. Duchêne, «La rationalisation de la planification...» (article cité), pour une présentation succincte du problème.

normative entre les dépenses d'investissements réalisés et les résultats prévus obtenus, quelle que soit la forme du critère de choix (bénéfice actualisé, temps de récupération, taux de rendement interne...). Elle est donc liée étroitement, en déterminant l'intensité en capital des projets d'investissements dans chaque secteur et les secteurs qui doivent être développés en priorité, au rythme et à la structure du développement.

Pour les économistes-mathématiciens [16], la planification volontariste, qui a régné jusqu'aux années 1950 et qui se prolonge sous certains aspects à l'heure actuelle, a conduit à des choix d'investissement très capitalistiques dans certains secteurs et très peu dans d'autres. Elle a été «irrationnelle» du point de vue de l'affectation des ressources, mais a permis une modification qualitative rapide des forces productives. La transformation structurelle de l'économie soviétique étant maintenant accomplie, et les méthodes d'analyse ayant considérablement progressé, rien ne s'oppose plus à la recherche d'une méthode cohérente et générale de sélection des investissements, en fonction de conditions économiques données et d'objectifs politiques à long terme. Cette recherche doit prendre en compte «l'abondance relative du capital par rapport au travail comme l'élément primordial du choix des techniques» (Lur'e)[17].Elle s'oriente de fait vers l'utilisation de fonctions de production monosectorielles à facteurs substituables pour l'étude de la croissance et la détermination du niveau rationnel (compatible avec les objectifs de croissance) de la norme d'efficacité des investissements.

2. Les travaux sur la fonction de production monosectorielle sont récents en U.R.S.S. Ils posent un certain nombre de problèmes méthodologiques spécifiques au caractère socialiste de l'économie, et ne peuvent masquer les défauts dus à l'inspiration directe des travaux occidentaux en la matière.

On peut évidemment ajuster, comme le fait Ančiškin [18] une fonction de Cobb-Douglas aux données temporelles de croissance du produit, du capital et du travail sur la période 1950-1970. Le problème de la mesure des variables ne se pose pas si l'on suppose que la valeur des fonds fixes et circulants (calculée chaque année en U.R.S.S.) est un indice du capital *physique* disponible. Il y a un résidu très faible correspondant à l'ajustement statistique :

$$y = 0{,}27 + 0{,}6431\, k + 1{,}2228\, l$$

où y, k et l sont respectivement les taux de croissance du produit,

16. En particulier, V. Novožilov, *Problèmes de mesure des dépenses et des résultats*, Moscou, 1972, pp. 383 sq. (en russe); L. Kantorovič et A. Veinstein «Sur le calcul de la norme d'efficacité dans un modèle à un produit», *E.I.M.M.*, 1967, n° 5 et 1970, n° 3.

17. A. Lur'e «Sur le calcul de la norme d'efficacité...», *E.I.M.M.*, 1969, n° 3.

18. *Prévision de la croissance de l'économie socialiste*, Moscou, 1973 (en russe).

des fonds fixes, du travail. Cette équation ne fait pas apparaître de progrès technique : il est implicitement compris dans les paramètres du capital et du travail.

Deux analyses importantes du point de vue de la politique économique peuvent alors être tirées de cette étude statistique, que nous discuterons au fond plus loin. La première concerne la distinction entre croissance extensive et intensive, la seconde consiste à calculer le taux d'accumulation et la norme d'efficacité conduisant à une croissance stable. La distinction entre croissance extensive et croissance intensive désigne habituellement les accroissements de production qui résultent d'un accroissement quantitatif des facteurs de production, par opposition à ceux qui résultent d'une amélioration de la qualité de ces facteurs ou de leur combinaison productive. Le débat politique en U.R.S.S. souligne depuis plusieurs années déjà, face au tarissement des sources quantitatives de croissance (transfert de main d'œuvre de la campagne vers les villes, conquête de terres vierges...), la nécessité de recourir à des facteurs «intensifs», ou «qualitatifs», de croissance. Dans l'optique d'Ančiškin, la transcription en termes de fonction de production est claire et il est ainsi amené à définir les facteurs extensifs de croissance ceux «qui ne modifient pas l'efficacité totale de la production». Il faut donc transformer la fonction de production obtenue, qui est à rendements très croissants, pour faire apparaître un «résidu» artificiel correspondant à l'excédent par rapport à des rendements strictement constants. Ce «résidu» non-statistique peut être réparti entre les facteurs «primaires» au prorata de leurs taux de croissance. On obtient alors la fonction transformée suivante (les taux de croissance ajustés pour la période étudiée sont $y = 7{,}4\ \%$, $k = 8{,}36\ \%$ et $l = 1{,}46\ \%$) :

$$y = 0{,}27 + \underbrace{0{,}3447\,k + 0{,}6553\,l}_{\text{croissance extensive}} + \underbrace{0{,}2985\,k + 0{,}5674\,l}_{\text{croissance intensive}}$$

100 %	3,6 %	38,8 %	12,9 %	33,6 %	11,1 %

On constate que la plus grande partie de la croissance se fait aux dépens du capital (3/4) et des facteurs extensifs de croissance (plus de la moitié) [19]. Devant les perspectives de ralentissement

19. Dans un article récent (*Voprosy Ekonomiki*, 1976, n° 10), S. Golosovskij et B. Grinčel' parviennent à une estimation des facteurs de croissance plus détaillée, mais leurs résultats ne sont donnés que pour l'année 1973 et leur méthode d'analyse n'est pas précisée. Pour 100 de croissance du revenu national, il y a 14,34 qui proviennent de l'augmentation du nombre d'heures de travail et 27,52 de l'équipement. Le reste (58,14) se répartit ainsi : 6,15 pour la qualification des travailleurs, 17,18 pour la qualité des équipements, 4,42 pour le niveau de la technologie (total 37,75 pour ces «facteurs intensifs»), 5,10 pour l'amélioration de l'utilisation des ressources naturelles et 15,29 pour les conditions météorologiques. On ne peut malheureusement pas tirer des conclusions prévisionnelles à partir de ces informations.

de la croissance de la population active et des fonds fixes, on est donc contraint d'augmenter considérablement l'intensivité de la croissance dans les années à venir.

C'est ici que le second thème issu de la fonction de production apparaît : quelles sont les conditions de stabilité de la croissance en longue période ? L'analyse de la fonction de production peut alors être prolongée selon la ligne de la théorie de la distribution, en cherchant à déterminer comment les facteurs peuvent être «reconstitués». Tout en rejetant la notion de rémunération à la productivité marginale, l'auteur cherche à déterminer quel doit être le taux d'accumulation «qui permet de maintenir constante la part de la consommation dans le produit total» sachant que la part complémentaire, l'investissement, détermine l'augmentation des fonds fixes disponibles. Une liaison simple apparaît alors entre le taux d'accumulation optimal, le coefficient de capital et la productivité marginale du capital, qui doit être conçue comme la norme d'efficacité obligatoire des investissements nouveaux. Pour un taux de croissance du capital et du produit de 6,5 % par an, le taux d'accumulation optimal apparaît très faible par rapport à sa valeur réelle (0,136 contre 0,182) et la norme d'efficacité optimale des investissements très forte (0,21 contre 0,12).

Un résultat analogue est atteint par Kantorovitch et Veinstein sur la base d'une fonction de production monosectorielle non spécifiée à deux facteurs substituables, capital et travail, conduisant à l'expression de la norme d'efficacité marginale du capital en fonction des taux de croissance de la production, de la force de travail, de la part de la consommation dans la production et du coefficient de capital.

Qu'est-ce qui explique ce très haut niveau de la norme d'efficacité ? On peut probablement trouver un début d'explication dans l'analyse de la croissance soviétique des années 1950-1970 telle qu'elle a été donnée par un économiste américain, M. L. Weitzman, au moyen d'une fonction de production C.E.S. et d'un outillage statistique plus sophistiqué [20]. Cet auteur cherche à expliquer la forte baisse de la productivité totale constatée par de nombreux auteurs américains depuis 1955 au moyen de fonctions de production de Cobb-Douglas, dont les coefficients étaient donnés par les parts de facteurs, et qui faisaient apparaître un fort résidu décroissant rapidement. L'auteur critique ces analyses : on ne peut utiliser comme indicateur fiable les parts de rémunérations de facteurs, le choix d'une fonction de Cobb-Douglas est arbitraire, enfin les résultats obtenus (la baisse très forte du résidu) sont artificiels et ne «collent» pas à l'histoire du développement

20. «Soviet Post-War Economic Growth and Capital Labor Substitution», *American Economic Review*, septembre 1970, vol. 60, n° 4, pp. 676-692, avec une discussion *ibid.*, 1974, pp. 240-243.

économique soviétique de 1950 à 1969. Il propose en conséquence de procéder comme Ančiškin en ajustant *directement* aux indices de croissance de l'industrie soviétique sur 1950-1969 une fonction de production C.E.S. incorporant un progrès technique exogène croissant à taux constant, en minimisant le résidu. Son ajustement fait alors apparaître une élasticité de substitution des facteurs de 0,403 (pour une fonction de Cobb-Douglas, elle aurait été de 1), ce qui implique : 1) une variation des contributions des facteurs sur la période : le travail, très abondant au début, fait progressivement place à une pénurie, au fur et à mesure qu'augmente la contribution du capital à la production; 2) une diminution forte de l'effet d'une augmentation relative du capital sur l'augmentation relative du produit : une hausse de 10 % du stock de capital produit une hausse de 9 % du produit au début de la période, de 4 % seulement en fin de période. Il y a des rendements fortement décroissants à la substitution des facteurs.

Par conséquent, l'accumulation ultérieure du capital devient une source de croissance problématique, contrairement à ce qui s'était passé dans l'immédiat après-guerre, et il faut alors escompter des augmentations de la croissance des autres facteurs : comme l'immigration ne semble pas devoir apporter de complément à la main d'œuvre nationale, la poursuite de la croissance repose sur des taux élevés de «progrès technique» (le taux ajusté sur la période est de 2 % environ). Que recouvre ce progrès technique ? L'innovation, la recherche développement, une meilleure combinaison des facteurs, l'éducation, «l'organisation»... Mais aussi certainement une sélection beaucoup plus sévère des projets d'investissements, qui conduisent actuellement simultanément à un gaspillage de travail et de capital en termes de produit potentiel : la recherche de l'efficience en tant que telle devient donc un facteur primordial de la croissance et c'est sur ce fait qu'insistent les économistes-mathématiciens en revendiquant une norme élevée d'efficacité des investissements.

3. Pourtant leur analyse n'est pas exempte de certains défauts et elle pose plus loin un certain nombre de problèmes de fond. Tout d'abord, la détermination de la norme d'efficacité par la méthode présentée ci-dessus a été critiquée sur la base de plusieurs arguments par l'économiste-mathématicien Lur'e [21] : en premier lieu, la planification est «imparfaite» dans la mesure où les investissements demandent du temps, et où il existe un coût de la transformation des *inputs* en *outputs;* or ces hypothèses sont exclues par les fonctions de production monosectorielles; elles pourraient pourtant expliquer la tendance à la baisse de l'efficacité marginale du capital. Par ailleurs cette liaison tendancielle

21. «Sur le calcul de la norme...», (art. cité).

peut aussi être due à l'accumulation du capital : il faudrait alors distinguer la norme limite de la norme moyenne d'efficacité, la première étant inférieure à la seconde : ainsi on aurait une économie en transition vers l'optimum et certains projets peu rentables pourraient encore être entrepris. C'est justement ce que refusent les auteurs précédents, qui supposent que l'économie est déjà pratiquement à l'optimum, et que la norme moyenne doit être égale à la norme limite (la tangente à la fonction de production).

Mais plus au fond, ce type d'analyse pose le problème du statut théorique de la fonction de production à facteurs substituables, à laquelle semble étroitement liée la norme d'efficacité des investissements. En principe une telle fonction devrait mettre en rapport des quantités physiques pour déterminer un prix, en l'occurrence la norme d'efficacité. Mais pratiquement tous les auteurs présentés ci-dessus assimilent le capital physique (les équipements) au capital-argent (les fonds fixes). Une telle assimilation a été contestée par les auteurs cambridgiens pour la théorie des fonctions de production en économie de marché : il faudrait en effet, pour qu'elle ait un sens, qu'il existe une relation monotone entre taux de profit et intensité capitalistique, ou similairement que la valeur du capital soit indépendante du taux de profit [22]. En économie socialiste, il semble bien que le problème se pose de la même manière, la norme d'efficacité tenant une place symétrique au taux de profit. Dans les deux cas, les partisans de la fonction de production cherchent à montrer que les conditions *techniques* de la production et de la croissance impliquent la formation d'un taux de profit unique, que ce profit soit censé rémunérer les apporteurs de capital ou qu'il serve à «reconstituer» le capital usé et l'agrandir en vue de la croissance ultérieure. Dans les deux cas, on justifie le prélèvement sur le produit du travail d'une portion déterminée par l'objectivité des conditions techniques de la production [23].

Et ce n'est pas le moindre des paradoxes de voir les économistes soviétiques qui utilisent la fonction de production invoquer Marx comme caution scientifique ! Ne pouvant évidemment justifier le recours à la substituabilité des facteurs par la fiction du mécanisme de marché, les économistes soviétiques mettent en évidence «la dépendance fonctionnelle établie par Marx entre la productivité du travail et la composition organique du capital» (Ančiškin). Ainsi est assuré le caractère indiscutable et hautement scientifique de l'analyse de la fonction de production !

22. G.C. Harcourt, *Some Cambridge Controversies*, Cambridge, 1973.

23. On trouvera une vue différente dans D. Nuti, «Capitalism, Socialism and Steady Growth» in *Socialist Economics*, *op. cit.*

En fait, l'assimilation du capital à un simple facteur de production procède de l'assimilation des concepts de valeur et de richesse, et constitue ce que Marx appelle une manifestation du «fétichisme de la marchandise». On ne peut évidemment nier le rôle des machines dans l'accroissement de la productivité du travail et de la richesse matérielle. Mais ce ne sont pas les caractéristiques techniques de ces machines qui déterminent la part du produit qui sera accumulée et celle qui sera consommée; la spécificité de la théorie de Marx est justement de montrer que ces parts sont déterminées par un pouvoir *social*, la propriété des moyens de production ou toute autre forme de contrôle social.

Au-delà de ces insuffisances, la démarche des partisans de la fonction de production révèle la nécessité de poser les problèmes de production et d'accumulation en termes de *valeurs*, y compris dans l'économie soviétique où un calcul des effets utiles des activités aurait du être mis en œuvre, comme l'expliquent des économistes-mathématiciens qui tentent de reconstruire une économie politique du socialisme sur la base de l'utilité sociale [24]. La valeur fait en effet retour dans un monde qui cherche à la nier, en ce sens que les produits du travail n'apparaissent pas en tant que tels, mais en tant que supports d'un temps de travail échangeable. La fonction de production, présentée comme un instrument d'analyse neutre adapté à l'étude d'un monde unitaire où seules comptent finalement les relations techniques (c'est à cela que se ramène en dernière analyse le principe d'efficience), se révèle par conséquent la représentation déformée et non pertinente d'une société qui vit selon une autre logique que l'harmonie postulée.

IV – VERS LA RECHERCHE D'UNE AUTRE EFFICIENCE ?

Résumons-nous. Nous avons présenté successivement deux domaines où la science économique soviétique tente d'améliorer l'efficience de la politique économique: l'analyse *input-output* et l'analyse de la croissance au moyen de la fonction de production à facteurs substituables. Ces deux techniques sont destinées à s'insérer dans l'élaboration du plan à des degrés différents. La première peut intervenir comme élément d'appui dans la construction des balances matières mais son influence reste limitée; la seconde, qui donne lieu à des recommandations sur le niveau de la norme d'efficacité, peut intervenir dans le choix des investissements à tous les niveaux.

24. S.Šatalin, V. Grebennikov, O. Pčelincev, «Principes de l'optimum et économie politique du socialisme», *E.I.M.M.*, 1974, n° 6, 1975, n° 1 et 1975, n° 2.

Mais à travers ces différences, l'utilisation de ces deux analyses présente des traits communs : toutes deux s'appliquent à des «faits technologiques»; on part d'une conception techniciste et rationnelle des relations économiques, avec des abstractions propres aux deux méthodes (substituabilité parfaite des facteurs, complémentarité parfaite des secteurs). Dans les deux cas, le retour du social (la valeur, les conflits) détruit la logique du raisonnement et éloigne l'image idéale construite des relations réelles. L'échec des techniques de recherche de l'efficience en politique économique est dû pour nous au non-recouvrement de la réalité des relations socio-économiques soviétiques par l'image parfaitement rationnelle que suggère l'Ecole d'économie mathématique. Nous avons souligné que cette dernière présupposait le caractère parfaitement unitaire de la société soviétique; l'échec de ses propositions conduit à rejeter cette hypothèse, à refuser de considérer la planification comme un problème purement technique d'optimisation sous contrainte.

Mais quelle est alors la logique réelle non vue par l'Ecole mathématique ? C'est une question qui nécessiterait de tous autres développements [25], mais qui peut connaître certains éléments de réponses tirés des analyses qui précèdent. Tout d'abord, les limites de la recherche de l'efficience pourraient être conçues non comme une entrave à la rationalité, mais comme s'intégrant dans un ensemble plus vaste de relations qui pourraient être appréhendées rationnellement : au lieu de considérer que la planification a des défauts qu'il faut éliminer, considérons que ces défauts font partie du système, en sont le produit.

Ce renversement de problématique peut alors permettre de s'interroger sur certaines particularités de l'économie soviétique : nous avons vu par exemple que les ministères industriels, créés selon le principe de la spécialisation, étaient très diversifiés, et que des entreprises d'une même branche connaissaient des niveaux de rentabilité très dispersés. Ceci peut être expliqué facilement si l'on fait l'hypothèse que les ministères sont relativement indépendants du centre de planification et recherchent des objectifs qui leur sont propres : croissance, profit ... Leur diversification serait due à un mouvement de concentration-absorptions de firmes qui assurent leur approvisionnement. La différenciation des conditions de production des entreprises serait due à la nécessité de bloquer toute tentative centrifuge aux niveaux hiérarchiques inférieurs, de rendre indispensable un organisme de centralisation financière (le ministère) pour redistribuer le profit entre entreprises diversement rentables, et de centralisation de la décision, l'autonomie comptable des entreprises étant illusoire.

25. Nous avons commencé à explorer une voie de recherche possible in *Essai sur la logique de l'économie planifiée..., op. cit.*, pp. 350-523.

Dans une telle éventualité, la recherche de l'efficience de la politique économique devrait se faire avec des instruments d'analyse très différents de ceux qui ont été présentés ci-dessus. Simultanément, on pourrait expliquer les difficultés rencontrées dans l'élaboration (méthodologique statistique) des instruments de recherche, dans la transmission des directives, les réactions négatives des administrations économiques concernées... : le terrain de lutte des participants à la décision réelle n'est pas celui de la cohérence de la croissance à moyen terme, ni celui du ralentissement du progrès technique (un phénomène qui pourrait d'ailleurs être expliqué par notre hypothèse), mais les recommandations prônées à partir des modèles ont quand même une incidence sur cette lutte. Quand la norme d'efficacité des investissements est annoncée à 20 % (au lieu de 12 %) c'est toute la politique d'extension des ministères, d'ouverture de chantiers nouveaux, qui est menacée. En ce sens les économistes-mathématiciens ont bien prise sur le réel, mais pas de la façon prévue.

Peut-on alors rechercher des instruments d'aide à la politique économique plus adaptés ? Nous ne le pensons pas dans la mesure où ceux-ci devraient faire apparaître la réalité des relations sociales et économiques en U.R.S.S., alors que l'image d'une société socialiste centralisée, unitaire et rationnelle doit encore être préservée pour longtemps.

II

LA REGULATION EN SYSTEME SOCIALISTE :

INTERACTION DU PLAN ET DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

PROCESSUS DE PLANIFICATION ET DE REGULATION DE L'ECONOMIE SOCIALISTE

Xavier RICHET

Il s'agit d'une analyse de la forme de l'activité économique comme processus social dans le cadre de l'économie socialiste [1]. On étudie le système de contrôle et son insertion dans une structure socio-économique à partir de l'exemple hongrois. En particulier, nous observerons les modifications du système de contrôle qui sont apparues avec l'évolution de la structure productive de la société, en montrant que ce système peut combiner des éléments propres à certains systèmes économiques. En ce sens, on se situe dans une problématique différente de celle habituellement retenue, *i.e.* le plan contre le marché (et inversement) et, au contraire, on tend à montrer que ces catégories sont intégrées, sinon unifiées dans une pratique sociale qui constitue le système de contrôle.

I – HOMOGENEISATION DU SOCIAL, HETEROGENEITE DE L'ECONOMIQUE

La pensée économique tend habituellement à homogénéiser les formations économiques qu'elle étudie, c'est-à-dire à les concevoir selon des principes uniformes dans leur fonctionnement. Il en va ainsi lorsque l'on dégage les «lois de fonctionnement» des systèmes économiques. Paradoxalement, en étudiant l'économie socialiste (mais ceci vaut également pour le capitalisme [2]), on s'aperçoit que la tentative d'homogénéisation recouvre l'hétérogénéité des systèmes économiques. En étudiant le système socialiste, on relève plusieurs types particuliers de systèmes économiques [3], induisant chacun un type particulier de système de contrôle.

Mais auparavant, il faut souligner que, s'il y a hétérogénéité de l'économique, l'une des caractéristiques essentielles de l'économie socialiste réside dans le fait que cette hétérogénéité n'est pas un handicap au fonctionnement de la société pour autant que l'homogénéisation soit réalisée au niveau du social; elle peut se définir par la forme du système de domination mis en place. La spécificité du système de domination dans la société socialiste (la forme du contrôle social), est représentée par un régime «où toutes les activités sociales sont mesurées à un même critère de validité établi par le pouvoir d'Etat» [4] qui s'institue autour de ses propres repré-

1. Il s'agit ici d'une définition axiomatique du socialisme.
2. *Cf.* W. Andreff, 1976, 1977.
3. A. Hegedüs, 1976, pp. 144 et suiv.
4. Cl. Lefort, 1976, pp. 264 et suiv.

sentations (idéologie), de ses appareils de contrainte et qui les fusionne et donne naissance au pouvoir bureaucratique. «Il n'y a pas bureaucratisation et tératogénèse sur un corps sain. Il y a bureaucratie, c'est-à-dire mode d'être même du pouvoir d'Etat, bureaucratie comme forme politique et bureaucratie comme classe d'Etat, résultat de la fusion centripète autour du Parti à l'occasion du vide socio-institutionnel. Le pivot (de la bureaucratie) en est le Parti unique, appareil d'innervation du social, d'absorption et de capillarisation des informations et des hommes; en même temps que renvoi de la légitimité et de la vérité du social, détenues par le sommet de ce même parti et donc hors du social lui-même» [5].

L'homogénéisation du social une fois réalisée, le système de contrôle pourra faire varier les différents sous-systèmes en œuvre dans la planification socialiste et qui concourent à la reproduction du système social. On comprend, dans cet esprit, le sens que prend le concept de planification, non pas comme une des formes spécifiques de la politique économique dans le cadre de la propriété étatique des moyens de production, mais comme tentative pour la société de se constituer en un organisme finalisé. Dans le même sens, la théorie des systèmes se développe comme l'instrumentalité de la régulation de la société, en vue d'en assurer la reproduction aussi régulière que possible par l'unification des éléments constitutifs hétérogènes par nature.

Une fois posé le principe de l'homogénéisation du social, la société induit/ se trouve façonnée par certains types de structures. Contrairement à la tentative d'uniformisation, c'est la reconnaissance explicite de l'hétérogénéité qui y règne, qui permet de spécifier le type de système de contrôle mis en œuvre dans la société en question. Derrière une acception large du concept du socialisme, ou de son acception dans un sens axiomatique, on relève, selon Andras Hegedüs, trois types caractéristiques de systèmes dans l'économie socialiste; et pour chacun d'entre eux, correspond une forme particulière de système de contrôle :

– Le premier type de système est appelé le système de «*direction administrative en nature*». Les objectifs à atteindre par les entreprises, ainsi que les moyens utilisés pour les atteindre, sont déterminés à l'aide d'indices matériels, sans recours à la monnaie. Le principe de base de ce système de gestion repose sur la planification et la distribution en nature. Avec ce type de système, l'économie fonctionne comme une entreprise unique, réduisant au maximum l'autonomie des unités de production.

– Le second système, le «Khozratchot», est celui de l'autonomie comptable. Dans ce système, on accroît le rôle de la monnaie

5. L. Baslé, 1977, p. 214.

aux dépens des indices matériels. On construit plusieurs indices en monnaie : valeur du produit national, valeur de la production par tête, taux ou montant du profit par entreprise. L'un ou l'autre de ces indicateurs peut prendre la priorité en fonction de la situation conjoncturelle. Cependant, ils ont un point commun «c'est qu'ils sont basés sur un système de prix des biens et des services qui est formé non pas par un processus économique mais à partir des décisions des différents organes de contrôle (système des prix administrés) et est fondé sur le principe de l'évaluation et de l'égalisation des coûts ex ante et ex post. Néanmoins, le caractère de ce système repose sur le principe de l'accroissement du niveau de la production en réduisant les coûts de production, autrement, il conserve de nombreuses similitudes avec le premier type de système» [6].

– Enfin, le troisième système, celui de «l'entreprise socialiste», diffère du second en ce sens que les prix des biens et des services reposent sur des relations économiques et sur le marché (évaluation des coûts réels et ajustement par le jeu de l'offre et de la demande). Dans ce système, la vérité des prix doit jouer à plein et se substituer au système des prix administrés et entraîner, de la part des entreprises, une capacité de production et un niveau technique et organisationnel suffisamment avancés pour fonctionner au-dessous des coûts marginaux qui se sont formés dans le cadre de la concurrence.

Ces trois types de systèmes se sont développés dans les différents pays socialistes et en particulier en Hongrie. Cependant, s'il y a succession de ces différents types de systèmes économiques que l'on peut dater, il y a également et c'est la caractéristique de l'économie socialiste, cohabitation dans une période donnée de deux ou des trois systèmes de contrôle. Ceci détermine une forme spécifique de système de contrôle qui tend à réaliser un amalgame entre les différentes formes de systèmes de contrôle en œuvre dans l'économie socialiste.

II – LE CONCEPT DE SYSTEME DE CONTROLE

Ce concept intègre les différentes pratiques ainsi que la gamme des «outils» à la disposition des planificateurs et des autres instances économiques en vue d'assurer le déroulement régulier de l'activité économique. Le système de contrôle assure la régularité du fonctionnement de l'économie et est, en même temps, l'expression de la politique économique de la société socialiste. Il repose sur/ et articule des sous-systèmes.

6. A. Hegedüs, *op. cit.*, p. 146.

a) Dans le premier sens, le système peut se définir comme le fait J. Kornaï : le système constitue «un jeu d'éléments en connexion, fonctionnant selon la régularité de certains comportements. La structure du système peut être décrite en définissant les éléments constitutifs, les régularités de comportement dans le mouvement des éléments particuliers et les connexions existant entre ces éléments» [7]. Il s'apparente au concept de régulation [8]. Cependant, ce dernier concept, notamment dans le cas de la Hongrie, possède deux sens. Dans son acception première, il s'identifie au système de contrôle : ensemble de moyens mis à la disposition de la puissance publique en vue d'atteindre certains résultats. Dans un autre sens, il s'apparente davantage à l'action qui consiste à suivre les effets des *régulateurs* mis en place et renvoie à un sous-système du système de contrôle.

Toute économie constitue un système dans le sens de la définition de Kornaï et est composée de différents éléments : les unités productives (les entreprises; les firmes), les unités de consommation (ménages, collectivités), les nombreuses institutions administratives et informatives (l'Office du plan, les ministères, les banques, l'Office de Statistiques, les instituts de recherche, etc.). Entre les différents éléments il s'établit une variété de relations, des flux matériels (transfert de marchandises d'une entreprise vers une autre ou vers le consommateur), et, en partie, des flux d'information (prix et ordres, instructions et propositions, report, etc).

La théorie du système de contrôle est une théorie englobante qui se distingue des autres approches économiques (macro/micro), et son objet est principalement centré sur la question de savoir comment le contrôle du processus matériel s'opère, quel type d'information sert, etc.

b) Dans le cas de la planification hongroise, le système de contrôle s'appuie principalement sur trois sous-systèmes :

- le sous-système de planification,
- le sous-système de régulation,
- le sous-système d'organisation.

A) Le sous-système de planification

Il s'agit ici de la planification envisagée dans un cadre restrictif et non comme finalité de l'activité économique et sociale de la société.

7. J. Kornaï, 1971, p. 36.

8. «Le concept de régulation, dans son acception la plus large, renferme au moins trois idées : celle de relation, d'interaction entre les éléments instables, celle de comparateur. La régulation, c'est l'ajustement, conformément à quelques règles ou normes, d'une pluralité de mouvements ou d'actes et de leurs effets ou produits que leur diversité ou que leur succession rend d'abord étrangers les uns aux autres» (G. Canguilhem).

Si le plan économique national est «l'expression numérique de la politique économique du Parti et de l'Etat», la planification est conçue comme étant l'activité des unités institutionnelles qui préparent les plans nationaux : «le terme de planification est ici utilisé pour décrire la préparation des plans nationaux. Sont incluses, dans cette définition, les méthodes d'organisation et de calcul, ainsi que l'ensemble des activités des agences du plan, lorsqu'elles sont engagées dans le processus d'élaboration du plan national. Les problèmes de régulation économique et de planification au niveau de l'entreprise ne sont pas pris en compte» [9]. Ou encore : «Nous interprétons la planification *comme une activité qui tend à construire des plans.* Nous comprenons dans le concept de planification les opérations effectuées par l'Office national du Plan, par les organismes fonctionnels; branches, ministères. En même temps nous laissons de côté les possibilités de fractionnement du plan, les marchandages, les activités de «promotion» pour remplir les objectifs du plan» [10]. Les plans sont construits après instructions données par l'autorité politique : la planification est le procès qui transcrit numériquement la «volonté centrale» selon l'expression de J. Zala [11]. Celle-ci se fonde à partir de plusieurs critères, tant quantitatifs que qualitatifs : observation des phénomènes conjoncturels internes et externes, évolution des structures induites par des décisions antérieures, décisions politiques, etc.

On verra que le sous-système de planification, dans le sens qui vient d'être décrit, a subi de très sensibles modifications, en particulier avec l'introduction des nouveaux mécanismes économiques en 1968. Avant cette date, la planification détaillait à l'excès les instructions et englobait la politique économique.

B) Le sous-système de régulation

Une définition au sens large de ce concept a déja été donnée. Nous retiendrons deux sens particuliers. Dans le premier, il s'agit de la *politique économique,* c'est-à-dire l'ensemble des décisions à court ou à moyen terme prises par les autorités compétentes en vue d'assurer :

– la régularité du fonctionnement du processus économique;
– et les objectifs du plan à moyen terme (5 ans).

La politique économique se concrétise à travers le plan annuel, c'est-à-dire à travers un ensemble de mesures élaborées par le Gou-

9. I. Hétényi, 1977, p. 1.
10. J. Gacs, M. Lacko, 1974, p. 3.
11. «Par volonté centrale, j'entends les décisions de politique économique fondamentale prises par les dirigeants du Parti et des Institutions (Conseil des ministres, Parlement) et qui affectent la direction et la nature du développement», J. Zala, 1971, p. 290.

vernement. Le plan annuel s'articule autour des objectifs du plan à moyen terme mais en aucune manière il n'en est le *fractionnement*. Au contraire, le plan annuel prend en considération les résultats obtenus au cours du plan à moyen terme et envisage les mesures à prendre afin de réaliser les objectifs planifiés. En ce sens, les processus économiques réels étant divergents des objectifs planifiés, le plan annuel a pour fonction de combler, par des mesures spécifiques, les écarts constatés entre les faits et les projections. Dans ce sens, le plan annuel ne peut pas être le simple fractionnement du plan à moyen terme. S'il en était ainsi, ceci signifierait que la planification se déroulerait dans une société complètement finalisée, et dans laquelle l'activité économique ne se réduirait qu'à un accroissement régulier et continu dans le temps. Au contraire, la complexité ainsi que l'hétérogénéité des processus économiques nécessitent l'intervention quasi permanente de la puissance publique. Ici, elle se manifeste à travers le plan annuel qui dresse les objectifs à court terme à l'aide de moyens spécifiques.

Dans son second sens, le sous-système de régulation renvoie aux *régulateurs*, c'est-à-dire aux instruments employés en vue d'assurer la liaison entre la planification, les institutions et les unités de production.

Par régulateur, on entend la série de nouveaux indices qui ont été mis en place avec les réformes économiques, donc avec le troisième type caractéristique de système économique. Ils concernent la presque totalité de l'activité économique et se substituent à l'ancienne forme centralisée en quadrillant verticalement et horizontalement l'espace et les structures économiques. La spécificité de la réforme de 1968 réside, en plus du changement de système de gestion, en la possibilité, pour l'autorité centrale, de pouvoir moduler les différents régulateurs, en introduire de nouveaux ou en abandonner d'autres en fonction des résultats, des phénomènes conjoncturels ou structurels constatés ainsi que des objectifs à plus long terme qui ont été fixés.

C) Le sous-système d'organisation

Il renvoie à la structuration des diverses instances qui concourent à la réalisation des objectifs planifiés. Ce sont les unités de production, les organismes du plan, l'organisation des systèmes de liaison entre eux. On peut y ranger les modes d'organisation des activités productrices (procès de travail, procès de production, etc.).

Ces sous-systèmes sont articulés entre eux et peuvent être relativement autonomes. Mais chacun influe par un phénomène d'interaction, sur le comportement des autres et sur le système de contrôle lui-même qui agit en vue d'assurer la permanence du

système social [12]. Dans ce sens, on doit également veiller à planifier les relations entre le plan et les régulateurs, c'est-à-dire harmoniser le jeu des régulateurs en fonction du plan. I. Hétényi souligne la nécessité de cette harmonisation et fait observer que la planification des connexions entre les objectifs et les régulateurs, ainsi que l'effet des régulateurs entre eux, est assez lâche [13].

Cependant il n'existe pas d'autonomie réelle des différents sous-ensembles, sous peine de rompre l'unicité sous-tendue par le système de contrôle dont la fonction première est d'assurer non seulement la régularité du processus productif mais également la reproduction du système social dans son ensemble. Cette exigence vient limiter *a priori* la problématique plan/marché et celle d'un changement de nature dans le mode de régulation [14]. K. Foldes saisit bien la problématique dans laquelle se confrontent les catégories de plan et de marché : «Dans une économie planifiée, le rôle de compensateur automatique que joue le marché ne peut être très significatif. Mais nous ne pouvons pas simplement considérer le système de direction prévalent dans notre pays comme un «mécanisme de marché régulé», car c'est le mécanisme d'une économie planifiée dans laquelle les formes et les méthodes de régulation servent le développement d'une économie planifiée, tandis que le mouvement du marché en est simultanément une partie organique» [15].

III – SUCCESSION DES FORMES DE PLANIFICATION

Les modes successifs de planification tels qu'ils sont définis par A. Hegedüs ont engendré des formes spécifiques de système de contrôle et d'accumulation, les changements de forme provenant à leur tour des exigences du développement et de la complexification du système productif. Si nous retenons le découpage proposé par Andras Hegedüs, on peut avancer l'idée que ces systèmes sont traversés par deux formes d'accumulation. Une première forme, dite extensive, requiert la mobilisation extensive des facteurs de production et caractérise une économie dans laquelle est en œuvre un procès de production relativement simple. Au niveau des formes de planification prévaut la prédominance des organes administratifs qui, par le biais de liaisons verticales, contrôlent

12. «Un système social constitue la morphologie, c'est-à-dire un espace structuré par des rapports soumis aux principes de la différence qualitative et de l'inégale influence. De tels systèmes se développent de manière à reproduire en chacune de leurs parties un invariant fondamental, c'est-à-dire un rapport déterminant dont la présence garantit au système son intégralité et sa cohésion. Tant que la reproduction de l'invariant fondamental n'est pas mise en cause, les paramètres quantitatifs qui participent à la description du système évoluent continuement», M. Aglietta, 1976, p. 10.

13. I. Hétényi, 1975, p. 9.

14. J.C. Asselain (1975) développe une thèse opposée qui tend à montrer qu'il existe entre les différentes expériences de décentralisation non un simple degré de différence mais une différence de nature. Il reconnaît néanmoins que le problème fondamental qui se pose au modèle décentralisé est celui de sa stabilité : lorsque celle-ci n'est pas assurée, le risque d'un retour à des formes d'intervention directe demeure, p. LXIII, t.1.

15. K. Foldes, 1975, p. 14.

l'ensemble du processus économique. La seconde forme d'accumulation, dite intensive, repose sur l'intensification dans l'utilisation des facteurs de production et se caractérise par la rationalisation des procès de production et l'accroissement de la productivité des facteurs. Le changement de forme de planification résultera du passage d'un type particulier à un autre type de système, ou encore à l'adjonction d'un autre système.

On peut découper l'histoire de la planification hongroise en trois grandes périodes.

A) La période allant de 1949 à 1956

Durant cette période, surtout vers les années 1950-1951, on met en place la planification administrative qui fonctionne autour d'objectifs simples et à l'aide d'indices rudimentaires. La planification administrative, selon J. Zala, fixe deux tâches essentielles à l'agence centrale de planification :

– accroître la quantité de la production,
– introduire un système d'allocation centrale (le système de direction matérielle [16].

Dans les faits, en fonction de ces objectifs assignés, les éléments d'une économie naturelle sont apparus très rapidement et la planification s'est progressivement orientée vers une économie de commandement : «La pratique de la planification centrale s'est tournée de plus en plus vers un système de commandement. Les organismes de direction économique imposaient obligatoirement des instructions aux entreprises en vue d'augmenter la production, pour attribuer les matériaux pour atteindre ce niveau de production, commandaient encore en vue de faire réaliser des économies, etc. En conséquence, le concept de planification évolua graduellement vers une économie de commandement, produisant des plans trimestriels ou annuels basés sur des ordres» [17].

Cette démarche implique que si les entreprises suivent les instructions à la lettre et que si les conditions économiques ne dévient pas de celles qui ont été prévues, l'activité économique se déroulera en harmonie avec les décisions du centre [18].

Cependant, on se trouve rapidement face à une contradiction : si théoriquement on niait toute possibilité de déviation entre les objectifs et le processus économique réel, la modification continuelle des plans annuels devint une fonction organique de la planification.

16. J. Zala, 1970, p. 61.
17. *Ibid.*
18. M. Tardos, 1975, p. 30.

Néanmoins, au vu des distorsions constatées, on prend progressivement conscience de la nécessité de :

– réduire le nombre de ratios imposés centralement,
– réévaluer le rôle de la monnaie dans le calcul des ratios,
– mettre en place des indicateurs mesurant l'efficacité du capital, des investissements, etc.

B) La période allant de 1957-1968

Des changements dans l'organisation de la planification sont demandés par les autorités politiques (après la révolution de 1956). Le caractère de la planification subit des changements graduels. Bien que les principes généraux de la planification demeurent, on demande au Centre de coordonner diverses propositions. Le changement le plus important réside peut-être dans la reconnaissance du fait que le contrôle économique ne passe pas exclusivement par la délimitation formelle des périodes de planification mais qu'au contraire il repose sur une coordination et une régulation continues. Il réside également dans la reconnaissance, de façon explicite, des limites du plan : «Reconnaître que le plan comme programme économique au niveau national et les programmes d'action (la mise en œuvre du plan, *X, R.*) ne peuvent être identiques dans chaque détail, était important également d'un point de vue théorique. On met en relief le fait que le plan comprenait des éléments qui pouvaient être prévus ainsi que des incertitudes, ce qui introduit dans le plan des notions de zones, de limites» [19].

Durant cette période, on voit émerger la politique économique comme pratique relativement distincte de la planification. La fétichisation des indicateurs du plan cesse et les ministères vont permettre des déviations mineures avec le plan. Ceci s'explique en raison des écarts habituellement constatés entre les objectifs fixés ex ante et les données réelles, mais aussi pour une raison qui relève de considérations méthodologiques. En effet, la méthodologie de la planification exige souvent des informations détaillées pour cinq ans sur des facteurs qui ne peuvent pas être prévus, pour certains d'entre eux, au-delà d'une ou deux années; ceci mène à une révision continuelle des plans [20].

Selon la typologie dégagée par A. Hegedüs, cette période correspond au second type qui se caractérise par l'autonomie comptable, sans pour autant se dégager de tous les traits du premier type. En outre, la réévaluation de la fonction de la monnaie, ainsi que l'introduction d'indices en valeur, ne rompt pas fondamentalement avec l'ancienne pratique de la planification. En particulier, demeure

19. I. Hétényi, 1976, p. 6.
20. J. Laszlo, 1975, p. 224.

toujours la pratique des prix administrés, le fractionnement de la politique des prix, etc.

Néanmoins, ces changements annoncent le réajustement du processus de planification qui interviendra avec la mise en place de la réforme.

C) De 1968 à 1976

On connaît les grands principes de la réforme introduite en 1968, et en particulier le rôle attribué aux nouveaux régulateurs, la relation entre plan central et les unités de production, la nouvelle politique des prix, etc. [21]. On sait également que les réformes ont été «entreprises non sur la base de théories scientifiques strictement prouvées, mais plutôt sous la pression de difficultés diverses» [22]. Est-ce pour autant que «l'approche hongroise a consisté à rejeter les réformes graduelles ou partielles et à se diriger de façon audacieuse vers une révision majeure et simultanée de la plupart des mécanismes traditionnels de direction de l'entreprise» [23] comme le pense D. Granick ? Il semble bien qu'il faille relativiser cette opinion, dans la mesure où l'introduction des «nouveaux mécanismes économiques» (N.M.E.) ne s'est pas complètement substituée à l'ancienne forme de régulation et a dû composer avec elle.

Tout d'abord, la réforme s'inscrit dans un contexte international particulièrement aigu : on n'ignore pas que les feux de l'actualité ainsi que les yeux «d'une certaine grande puissance» sont fixés sur l'expérience réformatrice tchécoslovaque. Sur le plan de la dynamique sociale, la réforme ne peut donc pas être une rupture avec l'ancien système de contrôle. En outre, la réforme doit assurer la permanence des rapports sociaux dominants, même si, au plan social, elle doit apporter un certain nombre de modifications. Enfin, nous gardons à l'esprit le fait que l'espace économique n'est pas homogène et que des éléments relevant des anciennes formes de régulation subsistent. Par contre, la réforme tendra à intégrer dans une même forme de contrôle l'hétérogénéité de l'économique. Dans ces conditions, la réforme consistera en l'insertion et au développement du troisième type caractéristique de système de contrôle parallèlement aux deux autres déjà présents. Le système de «socialisme d'entreprise» ne pourra avoir sa dynamique propre et s'épanouir que s'il s'opère au détriment des deux autres. La dynamique de ce système se mesurera par rapport au plus ou moins grand degré d'autonomie des trois sous-systèmes repérés précédemment.

21. *Cf.* I. Friss, 1971, O. Gado, 1973 et 1977.
22. J. Kornaï, 1971, p. 35.
23. D. Granick, 1976, p. 262.

Marton Tardos [24] souligne la contradiction de la réforme et, en particulier, les deux options fondamentales qui s'affrontent à partir de la nouvelle forme de régulation qui a été mise en place.

La première opinion reconnaît que l'on ne peut pas se contenter d'avoir supprimé les difficultés issues du contrôle économique reposant sur les instructions planifiées et l'allocation centrale des approvisionnements. A cette relation administrative doit être substituée une relation fonctionnelle. Il faut que la division fonctionnelle des tâches parmi les ministères sectoriels (les sous-institutions) et à l'intérieur, dans les entreprises, demeure et se développe, et qu'elle soit toujours centralement définie et planifiée. Les entreprises productrices et commerciales doivent être responsables de la satisfaction des besoins manifestés par certaines sphères d'acheteurs. A la place d'instructions planifiées, les entreprises doivent être orientées, par le biais du profit, vers l'accomplissement de cette fonction. L'octroi de crédits pour l'investissement doit également être subordonné aux futures tâches fonctionnelles correspondant au plan central par le moyen de crédits de préférence et d'autorisation de crédits du ministère sectoriel.

La seconde opinion reposait sur l'hypothèse que les entreprises, libérées du carcan des instructions planifiées, se développeraient après avoir accru leurs profits, que la division fonctionnelle des tâches ainsi que le maintien de la supervision sectorale demeureraient sans conséquence et auraient cessé ultérieurement. Les entreprises seraient entrées en compétition pour satisfaire les consommateurs et pour atteindre de meilleurs résultats; la concurrence, influencée par les régulateurs centraux, aurait permis une plus grande croissance économique. L'octroi de crédits pour l'investissement aurait directement reposé sur l'efficacité de l'entreprise, mesurée par son profit. M. Tardos conclut son commentaire en reconnaissant que, pour des raisons diverses (celles énoncées en partie par A. Hegedüs, *X.R.*), ce sont les tenants de la première opinion qui ont eu raison, à la lumière des huit dernières années. «Le système institutionnel uniformisé» a pratiquement survécu à l'idée de réforme [25]. En d'autres termes, l'utilisation des sous-systèmes, de manière plus décentralisée, a toujours pour fonction de réaliser les objectifs déterminés centralement. Trois raisons concourent à ce résultat.

24. M. Tardos, 1972, 1976.

25. «Les limites de l'indépendance des entreprises hongroises sont à attribuer, en premier lieu, au fait qu'elles font partie d'un mécanisme économique uniforme et hiérarchiquement organisé, et qu'elles se trouvent à l'échelon le plus bas de cette échelle hiérarchique. Leurs organes de tutelle sont les ministères qui ont pour fonction de nommer, de distribuer les primes liées au profit, et même de démettre les dirigeants des entreprises. Pour les instances administratives, l'indicateur le plus élevé du succès de l'entreprise — le profit — vient en second ou en troisième rang d'importance. Les ministères considèrent comme but premier, le développement de la branche, l'accroissement de la balance commerciale de la branche, et l'exécution d'autres buts sociaux», M. Tardos, 1972, p. 7.

Tout d'abord, la cohabitation des trois types de systèmes caractéristiques et, corrélativement, la difficulté sinon l'impossibilité de réaliser l'homogénéisation. A. Hegedüs, dans l'article déjà cité, note que deux raisons vont dans le sens du maintien de la gestion administrative : «Il y a et il y aura toujours des sphères de l'activité économique dont les fonctions, pour des raisons structurelles, seront toujours mieux servies en maintenant ou en mettant en place des institutions contrôlées administrativement, et des entreprises fonctionnant selon le principe de l'autonomie comptable (par exemple l'industrie de guerre, l'électricité, le chemin de fer). La seconde raison est qu'il y a un nombre comparativement important de branches et des structures industrielles qui ont été développées sous l'ancien système économique et dans lesquelles, si le principe de l'entreprise socialiste était introduit, d'énormes difficultés apparaîtraient dans le fonctionnement de ces branches, provoquant une baisse substantielle de la production domestique (par exemple les mines, la métallurgie.).

En second lieu, on n'est pas sans ignorer la dynamique d'un processus de décentralisation et d'autonomisation des unités de production et qui aurait pour effet, entre autres :

– d'entraîner une réallocation du capital dans les secteurs les plus dynamiques,
– de remettre en cause la politique des revenus en faisant éclater les normes de rémunération,
– la rupture de l'uniformité du système et donc, à terme, une remise en cause de la forme de propriété.

En troisième et dernier lieu, il s'agit avant tout de maintenir la permanence des rapports sociaux de production.

IV – REGULATION ET STRUCTURE ECONOMIQUE

Les différents systèmes de contrôle qui se sont succédé ont induit des structures productives, qui en retour ont engendré une forme nouvelle de régulation. La régulation tend à réaliser l'uniformisation des activités économiques, mais continuellement l'économie se trouve en situation de déséquilibre, et la régulation consistera à prendre des mesures permettant la stabilisation du processus.

Quels sont les éléments destabilisateurs ?

En premier lieu, la structure productive résultant de la cohabitation des trois systèmes particuliers, donc résultant de leur diversité. Il en résulte une série d'effets : politique des prix hybride, disparité des taux de profit qui traduit un écart intersectoriel significa-

tif. Ceci entraîne, par la force des choses, la permanence de pratiques propres au système centralisé : politique de marchandage systématique, mise en place d'un financement d'Etat, sous la forme de taxes spéciales et de subventions, etc. Ajoutons également qu'en raison de l'importance de ses échanges extérieurs (40 % du Produit National) l'économie hongroise doit «intérioriser» les flux externes (mouvement de prix, baisse de la demande externe, etc.) ce qui se traduit non par une hausse inflationniste des prix, mais par la prise en charge des écarts par le budget de l'Etat. En outre, périodiquement les dirigeants de l'économie doivent opérer des réajustements brutaux afin de rééquilibrer la structure des prix qui demeure une structure de prix d'offre (liée à la forme monopolistique des unités de production) et qui limite donc, *a priori*, le rôle d'incitation du marché.

Mais une des caractéristiques essentielles de la réforme et qui relève à la fois de la particularité de la forme du pouvoir politique et de l'hétérogénéité des structures économiques, est que l'autorité centrale a la possibilité d'utiliser alternativement ou conjointement différents régulateurs; c'est également la possibilité de jouer sur la relation qui existe entre les trois sous-systèmes du système de contrôle. Il s'agit de la possibilité de resserrer ou de relâcher, selon la conjoncture ou les buts à atteindre, le degré d'autonomie entre les trois sous-systèmes.

On remarque cette opportunité au travers des objectifs de la politique économique au cours du Vème plan (1976-1980) et qui a notamment pour mission :

– de mettre fin à la politique des subventions,
– de rendre moins opaque la formation des prix et plus rationnelle la politique d'investissement,
– de mettre l'accent sur la nécessité d'accroître la productivité des facteurs et, en premier lieu, celle du travail.

Elle se manifeste donc à travers des nouveaux régulateurs mis en place et qui concernent :

– la régulation des profits : on baisse le pourcentage des profits laissés à la disposition des entreprises et l'on en centralise une partie;
– la taxation du capital et du travail, notamment par la réévaluation du travail mort, *i.e.* du capital par rapport aux salaires;
– la régulation des salaires par l'intermédiaire de quatre variables, dont deux centrales et deux autres qui sont liées à des ratios internes aux entreprises. Cette mesure a une double portée : à la fois assurer une plus forte productivité du travail et réduire les écarts apparus dans les rémunérations des travailleurs appartenant à une même catégorie;

– la régulation des prix par un ajustement plus régulier des prix à la production et à la consommation, etc.

Les mesures prises semblent contradictoires mais elles confirment en même temps cette possibilité qu'a l'autorité centrale de pouvoir moduler en fonction de certains critères le choix des régulateurs ainsi que de faire varier le degré d'autonomie des différents sous-systèmes du système de contrôle. Dans le cas des dernières mesures qui sont entrées en vigueur le 1er janvier 1976, on observe une recentralisation assez nette dans de nombreux domaines qui permet un contrôle plus strict du processus économique mais qui se traduit par une perte relative de l'autonomie des entreprises. Mais la contradiction réside dans le fait qu'au travers de la recentralisation, c'est une plus grande efficacité des unités de production qui est recherchée.

Bibliographie

M. Aglietta, *Régulation et crises du capitalisme,* Paris, Calmann-Lévy, 1976.

W. Andreff, *Profits et structures du capitalisme mondial,* Paris, Calmann-Lévy, 1976; «Capitalisme d'Etat ou monopolisme d'Etat en U.R.S.S.», *infra.*

J. Ch. Asselain, *Les économies de type soviétique : de la révision des politiques économiques à la remise en cause du modèle centralisé,* Thèse, Paris I, 1975.

L. Baslé, «La forme Etat soviétique» in *Sur l'Etat,* Bruxelles,Contradictions, 1977.

G. Canguilhem, Article «Régulation» in *Encyclopaedia Universalis.*

K. Foldès, «Le rôle des régulateurs dans l'économie planifiée à la lumière de l'expérience», *Tarsadalmi Szemle,* juin 1975, cité par Radio Free Europe Hungarian Situation Report 30, p. 11, 8-7-1975.

I. Friss ed., *Reform of the economic mechanism in Hungary,* Budapest,Akadémiai Kiadó, 1971.

G. Gacs, M. Lacko : «A study of planning behaviour on the national level». *Discussion paper, Institute of Economics,* Budapest, 1974.

O. Gado ed., *Reform of the economic mechanism in Hungary, Development 1968-1971,* Budapest, Akademiai Kiadó, 1973; *The economic mechanism in Hungary, how it works in 1976,* Budapest, Akademia Kiadó, 1976.

D. Granick, *Enterprise Guidance in Eastern Europe,* Princeton University Press, 1976.

A. Hegedüs, «Economic reform and the basic types of socialist economic system» in *Socialism and bureaucracy,* Allisson & Busby, London, 1976.

I. Hétényi, «Salient features in the development of national economic planning in Hungary», *Acta Oeconomica,* vol. 15 (1), 1975.

J. Kornaï, «Economic systems theory and general equilibrium theory», *Acta Oeconomica,* vol. 6 (4), 1971.

J. Laszlo, «National plan for the economy and the enterprise», *Acta Oeconomica,* nos 2-3, 1975.

Cl. Lefort, «Qu'est-ce que la bureaucratie ? » in *Arguments,* vol. 1, Paris, U.G.E., 1976.

M. Tardos, «Problème de la compétition économique», *Közgazdasági Szemle,* nos 7-8, 1972, repris dans R.F.E. Hungarian press survey, 9 octobre 1972; «Enterprise independence and central control», *Acta Oeconomica,* vol. 15 (1), 1975.

J. Zala, «Annual planning in the centrally planned economy», *Journal of Development Planning,* United Nations, no 2, 1970, New York; «Central intention and planning» *Acta Oeconomica,* vol. 7, (3-4), 1971.

RATIONALITE DES «PRIX A DEUX CANAUX»

Jean-Charles ASSELAIN
Jean BONCOEUR

La formule des «prix à deux canaux», adoptée comme base de formation des prix dans plusieurs pays socialistes et notamment en Hongrie, se caractérise par l'incorporation dans le calcul des coûts de production d'une taxe sur les salaires (proportionnelle au montant des salaires versés) et d'une taxe sur les actifs (proportionnelle aux fonds investis dans la production considérée). Ces deux taxes constituent un élément clef du système de régulation : elles représentent une part importante des versements au budget de l'Etat, influencent directement le montant des profits conservés par les entreprises (dont dépend l'ensemble du système de stimulation), et contribuent à orienter l'affectation des ressources et le choix des méthodes de production.

Plus spécifiquement, le problème de l'évaluation correcte des ressources productives (travail et moyens matériels de production) a été au centre de nombreuses discussions, en raison des deux principaux déséquilibres internes qui affectent l'économie hongroise depuis une dizaine d'années : surinvestissement – caractérisé par un développement global excessif de l'accumulation, qui tend constamment à dépasser les objectifs planifiés – et suremploi – les entreprises se plaignent d'une insuffisance générale de main-d'œuvre, avec son corollaire habituel, un taux de rotation du personnel anormalement élevé. En même temps, le bon marché de la main-d'œuvre et la cherté relative du capital sont fréquemment dénoncés comme faisant obstacle à la modernisation des processus de production.

La présente note a pour objet de préciser la signification théorique de la formule des prix à deux canaux, et de définir sa place dans le fonctionnement d'un système cohérent de régulation.

I – SIGNIFICATION THEORIQUE DES «PRIX A DEUX CANAUX»

A) La formule de définition et l'ambiguïté des justifications proposées

La formule des prix à deux canaux relève à première vue de l'approche la plus traditionnelle. Son adoption peut être considérée comme l'aboutissement du débat des années 1950 sur la rationalisation des prix en économie socialiste. Les controverses de cette période ne doivent pas faire perdre de vue que les diverses formules

en présence ont en commun un même principe de base : les prix doivent être fondés sur la valeur, ils doivent constituer l'expression du coût total en travail, direct (correspondant au travail vivant) et indirect (correspondant aux *inputs* matériels). Les dépenses effectives relevées *a posteriori* pour une période de référence sont tenues pour une approximation acceptable des dépenses socialement nécessaires. On admet de façon implicite que le problème consiste seulement à choisir une «clef de répartition» permettant de déterminer l'élément de «surproduit» à «incorporer» dans chaque prix individuel, sous la contrainte macro-économique du surproduit global qui doit être réalisé pour couvrir le montant planifié de l'accumulation et des dépenses de l'Etat.

La formule la plus simple, celle des prix proportionnels à la valeur, comporte par définition un élément de profit proportionnel au «capital variable», c'est-à-dire aux salaires versés :

$$p_j = \sum_i a_{ij} p_i + v_j (1 + m)$$

p_i , p_j : prix unitaire des biens i, j

a_{ij} : coefficient d'*input* matériel

v_j : coût salarial direct d'une unité de bien j

m : taux de surproduit

Les prix de production, au contraire, incluent un profit proportionnel à la valeur monétaire totale du capital immobilisé :

$$p_j = \sum_i a_{ij} p_i + v_j + \rho \sum p_i b_{ij}$$

b_{ij} : coefficient d'immobilisation

ρ : taux de profit

Les prix à deux canaux, comme leur nom l'indique, comportent à la fois une marge proportionnelle aux salaires versés (flux) et une marge proportionnelle au montant du capital investi (stock) :

$$p_j = \sum_i a_{ij} p_i + v_j (1 + \mu) + \rho \sum_i b_{ij} p_i$$

μ : taux de marge sur les salaires

ρ : taux de profit sur les fonds investis

La formule des prix à deux canaux a été sévèrement critiquée par des auteurs occidentaux se rattachant aux courants théoriques les plus opposés. Dans un article intitulé : «The double-channel aberration in East European price formulas», V. Holesovsky présente l'adoption des prix à deux canaux comme un «vice congénital» de la réforme tchécoslovaque de 1967, qui à lui seul aurait suffi à compromettre le destin de cette réforme. Son argumentation est simple : interprétant *a priori* la marge sur les salaires comme un élément de la «rémunération du capital» calculé proportionnellement aux salaires, il montre sans difficulté que les prix à deux canaux sont incompatibles en général avec l'égalisation dans toutes les activités du taux de profit (défini comme $r_j = \frac{\rho K_j + \mu v_j}{K_j}$, en appelant K_j la valeur monétaire du stock de capital investi et v_j le flux des salaires versés pour la production du bien j). Il en conclut immédiatement que les prix à deux canaux comportent – comme les prix proportionnels à la valeur – un biais favorable aux productions à forte intensité en travail, et qu'ils sont par définition incapables d'exprimer la rareté relative des facteurs de production. Le choix de cette formule apparaît donc à Holesovsky comme «fondamentalement incorrect».

D'autres auteurs, plus nuancés, n'en estiment pas moins que les prix à deux canaux sont dépourvus de tout fondement théorique. Selon Ch. Bettelheim, «les raisons données en faveur de ces «combinaisons» sont en général essentiellement pratiques», et il souligne non sans raison que, «lorsqu'il s'est agi de préciser quels taux mettre en œuvre [autrement dit, de fixer la valeur de μ et ρ], les propositions se sont multipliées, en raison du caractère essentiellement empirique» de l'approche adoptée [1]. Telle est bien, semble-t-il, l'opinion dominante. La formule des prix à deux canaux est considérée comme une sorte de «cote mal taillée», traduisant au mieux la recherche d'un compromis entre des exigences opposées : tenir compte du coût social des investissements sans trop freiner la modernisation des équipements productifs, renchérir le coût de la main-d'œuvre pour contenir la tendance au suremploi, sans provoquer un gonflement des revenus salariaux incompatible avec les disponibilités en biens de consommation.

Certes, il suffit de comparer les définitions énoncées plus haut des trois formules de prix pour constater immédiatement que la structure des prix à deux canaux présentera toujours un caractère «intermédiaire» entre celle des prix proportionnels à la valeur et

1. [3] , p. 221.

celle des prix de production. Mais cette remarque évidente ne préjuge en rien du statut théorique des prix à deux canaux, que l'on aurait tort de disqualifier *a priori* en tant que «combinaison hybride» [2]. D'un point de vue purement formel, il serait tout aussi légitime de présenter les deux «extrêmes» comme de simples cas limites (caractérisés respectivement par $\rho = 0$ et par $\mu = 0$) se rattachant à la formule générale des prix à deux canaux.

Le système des prix à deux canaux, comme le système des prix de production, doit nécessairement être déterminé par un calcul global, de façon que les coûts matériels et les fonds investis soient eux-mêmes exprimés dans le système de prix que l'on cherche à établir. Le trait distinctif des prix à deux canaux est que le calcul fait intervenir simultanément deux coefficients μ et ρ (au lieu du seul coefficient ρ dans le système des prix de production), ce qui introduit un «degré de liberté» [3]. Mais, dans les deux cas, la fixation du ou des coefficients ne saurait être arbitraire.

En effet, pour un état donné de la technologie et pour un salaire réel donné (c'est-à-dire si l'on suppose connus les coefficients techniques de flux, a_{ij}, et de stock, b_{ij}, ainsi que le vecteur des consommations finales des salariés exprimées en grandeurs physiques), le système des prix de production pourra s'écrire sous forme matricielle :

$$P = PA + \rho\, PB$$

où P désigne le vecteur des prix, y compris le salaire nominal,

A est une matrice de flux incluant

- la sous-matrice des coefficients de flux matériels inter-branches,
- le vecteur des coefficients d'*input* de travail (dernière ligne),
- le vecteur des coefficients de consommation finale des travailleurs par unité de travail.

B est la matrice des coefficients d'immobilisation (dont la dernière colonne ne comporte que des 0).

Ou $P(I - A - \rho B) = 0$

2. Rien à voir avec la formule traditionnelle de calcul des prix à partir du coût de production (avec les notations utilisées ici : $p_j = [\sum_i a_{ij} p_i + v_j]\,[1 + t]$, t représentant le «taux de rentabilité»), qui ne peut effectivement se prévaloir d'aucune justification théorique.

3. Pour une économie à n biens, aux n équations de prix, correspondront, dans le système de prix de production, n inconnues (les n - 1 prix relatifs et le coefficient ρ), et dans le système des prix à deux canaux, $n + 1$ inconnues (n - 1 prix et les coefficients μ et ρ).

Le coefficient est la racine de l'équation annulant le déterminant de la matrice $(I - A - \rho B)$ [4].

Dans le cas des prix à deux canaux, la solution du problème, sous les conditions mentionnées précédemment, donne non pas *une* valeur de μ et *une* valeur de ρ, mais une *relation* entre les valeurs admissibles de μ et de ρ. Toute la question est alors de préciser comment on déterminera le rapport «correct» entre μ et ρ.

La réponse dépend, bien entendu, de la signification théorique que l'on attribue aux prix à deux canaux, et de la fonction qu'ils doivent remplir dans le système de régulation. Or l'argumentation invoquée à l'appui du choix des prix à deux canaux demeure souvent incertaine, et les conceptions des économistes – théoriciens ou praticiens – trop mal définies pour orienter de façon précise la politique des prix.

La prise en compte d'une marge sur les salaires (μv), dans son principe, se justifie aisément. Tous les auteurs soulignent que le salaire direct payé aux travailleurs (v) ne représente qu'une partie du salaire total.

Dans une économie où les dépenses sociales de santé, l'éducation, etc. ne sont pas – ou pratiquement pas – financées par un impôt sur le revenu des personnes physiques, c'est-à-dire par un prélèvement ultérieur sur v, identifier la «valeur de la force de travail» au seul salaire direct reviendrait à exclure totalement ces éléments «externes» qui prennent une importance croissante, et par conséquent à sous-évaluer toujours davantage le coût social de reproduction de la force de travail. La marge sur les salaires ne représente donc pas une partie du profit [5], elle correspond à des coûts sociaux qui entrent dans la «valeur de la force de travail» au même titre que les salaires payés aux travailleurs.

Les difficultés, cependant, surgissent dès que l'on cherche à préciser, à évaluer ou même simplement à délimiter les dépenses sociales indirectement nécessaires à la reproduction de la force de travail. S'agit-il seulement d'inclure dans les coûts salariaux le montant des cotisations sociales payées par les entreprises et destinées à couvrir différentes prestations, comme par exemple la couverture des soins médicaux ou l'indemnisation des accidents du travail ? Un tel élargissement de la notion de coût salarial

4. *Cf.*, A. Brody [5], p. 42. L'impossibilité de fixer arbitrairement ρ ne semble pas avoir été comprise jusqu'à une date récente par les responsables de la politique des prix dans les pays de l'Est : la tentative d'incorporer dans les prix un profit de 5 % déterminé *a priori* sans calcul préalable, serait, selon Brody, à l'origine de l'échec de la réforme des prix de 1959 en Hongrie.

5. Nous trouvons déjà là une première réfutation convaincante de la critique de V. Holesovsky.

ne soulève aucune objection, mais on voit mal quelle pourrait être à cet égard l'originalité de la formule des prix à deux canaux [6]. En fait, cependant, l'application de cette formule conduit normalement à fixer une marge sur les salaires trop importante pour être présentée comme une contribution de sécurité sociale : une «taxe sur les salaires» s'ajoute donc aux cotisations sociales. Cette taxe, dit-on, sert à financer les dépenses effectuées par le budget de l'Etat dans l'intérêt des travailleurs, et qui concourent à l'entretien et à la reproduction de la force de travail. Justification peu convaincante, et d'ailleurs avancée sans grande conviction par la plupart des auteurs : pourquoi, en effet, inclure dans les coûts de production des dépenses publiques qui seraient effectuées en tout état de cause ? et comment faire le départ entre les dépenses générales de l'Etat, et les dépenses sociales plus directement liées à la production ?

La version la plus élaborée des prix à deux canaux, présentée par A. Brody, ne donne pas de réponse explicite à ces questions, et soulève en outre certaines difficultés supplémentaires. Pour Brody [7] la logique des prix à deux canaux se rattache aux conditions spécifiques de la reproduction élargie : il s'agit de «généraliser la formule des prix de production par la prise en considération des ressources immobilisées dans la reproduction de la force de travail» [8]. Non seulement les dépenses de formation proprement dites, mais toutes les dépenses nécessaires pour élever les enfants jusqu'à l'âge où ils deviennent productifs doivent être traitées comme des investissements [9]. La formule préconisée par Brody implique l'égalisation du taux de profit sur tous les investissements matériels et humains [10], et la prise en compte dans le coût

6. Les entreprises occidentales tiennent compte évidemment des charges sociales dans le calcul des coûts salariaux. La formule des prix soviétiques — que l'on ne rattache pas d'ordinaire aux prix à deux canaux — comporte une faible marge sur les salaires, à titre de contribution de sécurité sociale.

7. Brody, [5].

8. Brody, [5], p. 80. A la matrice B définie ci-dessus, p. 139 (dont la dernière colonne ne comportait que des 0), on substituera une matrice B_2, dont la dernière colonne est constituée par le vecteur g des ressources immobilisées dans la reproduction de la force de travail.

9. On voit mal cependant comment la plupart des éléments du salaire indirect — les prestations de maladie par exemple — pourraient être analysées comme des investissements. Brody n'indique pas clairement si sa conception des prix à deux canaux, fondée sur les immobilisations, se superpose ou se substitue aux conceptions antérieures — comme celle d'Esze et Nagy [10], à qui il se réfère — où il était plutôt question du flux de salaire indirect.

10. La définition des prix à deux canaux donnée par Brody est la suivante :

$$p = p A_1 + \rho\, p B_1 + v \quad (1+\mu) + \rho\, (1+\mu)\, z$$

A_1 matrice des coefficients d'*inputs* matériels

B_1 matrice des coefficients d'immobilisations matérielles

(suite de la note p. 142)

social de la force de travail d'un élément correspondant au rendement du «capital humain». Cette démarche lui vaut d'être critiqué par Holesovsky [11] pour sa conception «esclavagiste» de l'économie socialiste ! Sans aller aussi loin, on doit reconnaître que la solution de Brody – qui reviendrait à assujettir la fixation des dépenses d'éducation et autres dépenses sociales à un strict calcul économique de rentabilité ou de maximisation du taux de croissance – relève d'une approche beaucoup trop étroite et unilatérale : l'auteur est d'ailleurs conscient des difficultés insolubles auxquelles se heurte la mesure des «investissements humains», et il s'en tient délibérément à une analyse théorique.

Les difficultés que soulève l'évaluation des dépenses sociales nécessaires à la reproduction de la force de travail, cependant, ne sont pas seules en cause. L'ambiguïté la plus fondamentale provient de l'interférence entre deux approches du problème de la formation des prix; une approche en termes de coût social des différentes productions, et une approche en termes de financement des besoins de l'Etat, qui tend à réduire la formation des prix à un problème de «projection du revenu net» dans les prix de gros. Pour poser plus nettement le problème, on choisit souvent de faire abstraction de l'existence des autres recettes de l'Etat (taxe sur le chiffre d'affaires, etc.) et on raisonne par analogie avec le système «classique» des prix de production : en l'absence de taxe sur les salaires ($\mu = 0$), il suffirait de fixer le paramètre ρ au niveau nécessaire pour financer le montant prévu des dépenses publiques

(suite de la note 10)

v vecteur des coûts salariaux (correspondant au vecteur des coefficients d'*input* de travail, avec un taux de salaire unitaire $w = 1$).

z vecteur du capital variable

Soient A_2 et B_2 les matrices complètes de flux et de stocks :

$$A_2 = \begin{bmatrix} A_1 & c \\ v & 0 \end{bmatrix} \qquad B_2 = \begin{bmatrix} B_1 & g \\ z & 0 \end{bmatrix}$$

c vecteur de consommation de travailleurs par unité de travail

g vecteur des ressources immobilisées dans la reproduction de la force de travail

La définition ci-dessus des prix à deux canaux correspond au vecteur propre positif à gauche de la matrice $A_2 + \rho B_2$

$$\begin{aligned} p\,(A_2 + \rho\, B_2) &= (p, 1+\mu)\left(\begin{bmatrix} A_1 & c \\ v & 0 \end{bmatrix} + \rho \begin{bmatrix} B_1 & g \\ z & 0 \end{bmatrix}\right) \\ &= [\,p A_1 + p B_1 + (1+\mu) v + \rho (1+\mu) z,\ pc + \rho\, p g\,] \\ &= (p,\ pc + \rho\, pg) \\ &= p,\ (1+\mu) \\ &= p \end{aligned}$$

Le coefficient ρ est la racine de l'équation annulant le déterminant de la matrice $(I - A_2 - \rho B_2)$. On peut alors déterminer $\mu = \rho p g$, ce qui signifie que μ doit être égal au produit du taux de profit ρ par la valeur monétaire des ressources immobilisées dans la reproduction de la force de travail.

11. [16], p. 335.

(correspondant à l'accumulation, de la consommation collective et aux dépenses improductives de l'Etat). Le passage à la formule des prix à deux canaux introduit bien la possibilité d'«ouvrir plus ou moins l'un ou l'autre des deux canaux» [12]. Mais on cherche aussitôt à se ramener au cas précédent, en calculant séparément le taux de la taxe sur les salaires et le taux de la taxe sur les actifs, de façon à couvrir respectivement les dépenses consacrées à l'accumulation du capital matériel. Or la rationalité de cette sorte d'«autofinancement» des différentes catégories de dépenses n'est nullement évidente. En admettant même que les bases d'un calcul précis puissent être établies, cette façon de procéder enlèverait à la formule des prix à deux canaux son intérêt essentiel : permettre d'ajuster l'évaluation relative des facteurs de production en fonction de leur coût d'opportunité.

B) Pertinence de la formule des prix à deux canaux

Pour montrer que la formule des prix à deux canaux conserve une raison d'être en dehors même de toute référence au coût externe de reproduction de la force de travail, nous supposerons provisoirement que le salaire direct représente bien *l'intégralité* du coût social de reproduction de la force de travail. Si l'on en reste à l'interprétation habituelle de la formule du prix à deux canaux, on doit logiquement en déduire que la taxe sur les salaires disparaît et que la formule se ramène à celle du prix de production.

Or, il est possible de montrer que, si certaines conditions assez contraignantes sont réunies, on peut assimiler les prix de production à un système de prix «rationnels», au sens de prix duaux d'un plan optimal [13]. Parmi ces conditions, il convient de remarquer que l'on doit pouvoir faire abstraction du problème des ressources non reproductibles, et qu'il ne doit pas y avoir de pénuries spécifiques pour certains moyens de production. Dans un tel plan, les paramètres λ (coût salarial unitaire) et ρ (évaluation locative des fonds productifs) sont liés respectivement à la rareté du travail et à la rareté des fonds productifs, qui sont les seuls éléments limitatifs fondamentaux de la production. Aux deux extrêmes, les prix proportionnels aux valeurs correspondent au cas où le travail direct («vivant») est le seul élément limitatif, et les prix proportionnels au capital avancé [14] correspondent au cas où le travail indirect («cristallisé» dans des moyens de production) est le seul élément limitatif; les prix de production

12. B. Csikos-Nagy, [8], p. 265.

13. Voir une démonstration possible en annexe.

14. *Cf.* La formule des «income-prices» dans l'article de Hejl, Kyn et Sekerka intitulé «Price calculations» [15].

correspondent au cas plus général où la production est limitée à la fois par le travail (direct) et par les fonds productifs (travail indirect).

On peut raisonnablement penser que ce cas «plus général» reste un cas très particulier, car les conditions qui doivent être remplies sont très rarement réunies dans la réalité. Malgré tout, il n'est pas inintéressant de conserver, provisoirement, les hypothèses qui permettent d'assimiler les prix de production à des prix duaux d'un plan optimal, dans la mesure où l'on peut montrer que, dans le cadre même de ces hypothèses, l'introduction d'une taxe sur les salaires est fondée (sans que l'on ait besoin de faire appel à un quelconque «coût externe de reproduction de la force de travail»). En d'autres termes, il s'agit ici de montrer que la formule des prix à deux canaux, loin d'être «hybride», n'est que l'application conséquente des principes généraux qui sont invoqués à l'appui de la formule des prix de production.

Dans une situation où les prix de production correspondent aux prix duaux du plan de production optimum, le taux de profit ρ doit correspondre à la norme d'efficacité des investissements [15]. Le coefficient ρ qui correspond au plan de production de la période t, dépend donc, notamment, du volume d'équipement disponible en t, donc de l'accumulation *passée*. Mais il ne dépend pas de l'utilisation qui est faite du produit en t (choix accumulation/consommation immédiate) [16]. Dans le cas général, il n'y a aucune raison pour que les sommes draînées en t, par le canal ρ permettent juste de financer l'accumulation de t, pour les périodes suivantes. Autrement dit, il n'y a aucune raison pour que le taux de profit (correspondant au plan de production optimal) d'une période, coïncide juste avec le taux d'accroissement des fonds

15. L'égalisation taux de profit — norme d'efficacité des investissements à l'optimum ne signifie *pas* que c'est la norme, supposée définie à partir des seules caractéristiques technologiques de l'économie, qui *fonde* le taux de profit dans un système qui serait clos. La critique cambridgienne à laquelle se réfère V. Holesovsky (art. cité, p. 339) a montré que la prétention à construire un tel système était vaine. Mais la détermination exogène du coefficient n'est pas du tout contradictoire avec le fait qu'à l'optimum, on ait l'égalité taux de produit = rentabilité marginale des investissements (*cf.* sur ce point H. Denis, *Histoire de la Pensée Economique*, pp. 497-500, éd. 1971). Il peut sembler raisonnable de penser que, plutôt que le taux de profit ρ, c'est la répartition de la force de travail social entre travail affecté à la production pour la consommation immédiate et travail affecté à l'investissement qui fera l'objet d'une décision «exogène» dans le plan socialiste. Dans ce cas, pour une certaine disponibilité en travail affecté à l'investissement (mais pas encore «cristallisé» dans des moyens de production), pour un vecteur des utilisations finales futures à satisfaire et un éventail des techniques envisageables également donnés, la recherche de l'optimum de production amènera à déterminer de manière endogène un taux de profit ρ (*Cf.*, H. Denis - M. Lavigne, [9], pp. 191-204). Mais le fait que ρ soit devenu une variable dépendante ne conduit pas davantage que dans le cas précédent à un système «fermé»; si le rapport salaire-profit n'est plus déterminé de manière exogène, c'est maintenant le rapport consommation-accumulation qui l'est : le modèle reste *ouvert*.

16. Dans l'exemple simplifié présenté en annexe, on n'a eu à faire aucune hypothèse sur les parts de Y_1 et de Y_2 qui allaient à l'accumulation pour déterminer ρ.

productifs décidé en cette même période [17].

Supposons par exemple que les fonds draînés par le canal ρ soient insuffisants pour draîner l'épargne nécessaire au financement de l'accumulation en t . Il est alors nécessaire qu'une partie des «fonds salariaux» (c'est-à-dire λL, si l'on appelle L la quantité totale de travail direct dépensée dans l'économie en t) soit épargnée. Soit S cette épargne devant provenir des fonds salariaux (c'est-à-dire ce qui doit être épargné *en plus* des fonds draînés en t, par le canal ρ). Cela correspond par tête à :

$$s = \frac{S}{L}$$

Si c représente la consommation moyenne par travailleur, on doit donc avoir :

$$c = \lambda - s$$

Dans une économie où l'épargne des ménages représente une part très faible de l'accumulation productive (par souci de simplification elle sera donc négligée ici, ce qui permet de poser que les travailleurs consomment tout leur salaire), le taux de salaire effectivement versé aux travailleurs doit donc être non pas λ, mais :

$$w = c = \lambda - s$$

On se trouve donc dans la situation apparemment contradictoire, où le travailleur doit recevoir w, mais où l'entreprise doit verser ($\lambda = w + s$) par travailleur.

Cette situation n'est contradictoire que si l'on reste dans le cadre de la formule *initiale* des prix de production. En effet dans ce cadre, à partir du moment où l'épargne «spontanée» des ménages

17. Les deux taux coïncident dans le cas particulier de la «croissance optimale» (qui n'est elle-même que le meilleur des sentiers de «croissance équilibrée») au sens de Phelps. (*Cf.*, par exemple B. Rosier, *Croissance et crises capitalistes*, 1975, pp. 54-57, et J. Robinson, «Consumer's Sovereignty in a planned economy», in *Essays in honour of Oskar Lange, On political Economy and Econometrics*, Varsovie, 1964, pp. 513-521). Ce résultat ne semble guère généralisable. Non seulement la norme d'efficacité des investissements ne coïncide pas avec le taux d'accroissement des fonds productifs (mis à part le cas de la «croissance équilibrée», fondé sur des hypothèses très particulières : absence de progrès technique...), mais il existe en général *une relation inverse entre ces deux taux*. Soient en effet pour une même période t_o deux variantes du plan, dont la première consacre une part plus importante de la force de travail social à la consommation immédiate, et la seconde au contraire une part plus importante à l'investissement. La seconde variante – celle qui comporte le taux le plus élevé d'accroissement des fonds productifs – impliquera en général la fixation d'une norme d'efficacité moins élevée, dans la mesure où les projets nouveaux que le surcroît d'épargne permet de financer ont normalement un taux de rentabilité interne moindre que ceux qui auraient été retenus de toute façon (en laissant de côté les problèmes des indivisibilités du «retour des techniques»...).

Cette relation inverse échappe complètement aux auteurs qui s'en tiennent à l'approche traditionnelle en termes de financement des dépenses d'accumulation [5] , [8] ; l'«opinion» selon laquelle le «coût du capital» doit correspondre approximativement au taux de croissance des fonds productifs, ou même au taux de croissance du revenu national, est encore très répandue en Hongrie.

est négligeable au regard de l'accumulation productive, le taux de profit ρ est *surdéterminé* : il doit à la fois jouer un rôle d'indicateur dans les choix des unités de production (en tant que norme d'efficacité des investissements) et remplir la fonction de collecteur de l'épargne. Or il s'agit là de deux réalités différentes, la norme d'efficacité des investissements et le taux d'accroissement des fonds productifs ne coïncidant généralement pas.

La solution est que la *différence* entre ce que doit verser l'entreprise pour chaque travailleur (λ) et ce que doit recevoir chaque travailleur (w) *soit versée par l'entreprise à l'Etat* qui l'affecte au fonds d'accumulation. Ce versement prend la forme d'une *taxe sur les salaires* dont le taux est déterminé de la manière suivante :

$$\lambda = w + s = w\,(1+\mu)$$

$$\mu = \frac{s}{w} = \frac{s}{\lambda - s}$$

En remplaçant λ par $[\,w\,(1+\mu)\,]$, on a introduit le système des *prix à deux canaux :*

$$p_j = \sum_i p_i\, a_{ij} + \lambda\, l_j + \rho \sum_i p_i\, b_{ij}$$

$$= \sum_i p_i\, a_{ij} + w\,(1+\mu)\, l_j + \rho \sum_i p_i\, b_{ij}$$

en appelant l_j le coefficient d'*input* de travail direct.

Ce faisant on n'a rien changé aux paramètres de choix des entreprises pour leur production en t tels qu'ils découlent du plan de production optimal. En effet, par construction on a : $\lambda = w = (1+\mu)$. La taxe sur les salaires permet donc de déconnecter le salaire effectivement reçu par les travailleurs du coût salarial pour les entreprises tel qu'il découle du plan de production optimal. Si nous faisons abstraction du coût externe de reproduction de la force de travail, cette taxe acquiert donc la signification d'une *«épargne forcée»* sur les salaires dans un système qui exclut l'épargne individuelle du financement de l'accumulation productive (ou qui l'exclut presque totalement).

Mais nous nous sommes placés jusqu'à présent dans le cas où les fonds draînés par le canal ρ sont moins importants que l'accumulation décidée en t. Or le cas opposé est tout aussi envisageable. Dans ce cas on devrait logiquement avoir une «taxe négative» sur les salaires, afin qu'une partie des profits serve à financer la consommation immédiate. On peut sans doute faire ici un rapprochement avec le «dividende social» d'Oskar Lange.

En fait il est nécessaire de réintroduire les consommations collectives (éducation, santé, etc.), sans oublier les diverses dépenses improductives de l'Etat (armement...), que nous avions momentanément exclues du champ de l'analyse afin de mieux distinguer les problèmes.

En présence de consommations collectives, l'inégalité :

$$\begin{matrix}\text{norme d'efficacité} \\ \text{des investissements}\end{matrix} < \begin{matrix}\text{taux d'accroissement} \\ \text{des fonds productifs}\end{matrix}$$

signifie que le produit de la taxe sur les salaires doit être plus élevé que le coût des consommations collectives, afin qu'une partie du produit de cette taxe puisse servir au financement de l'accumulation productive.

Et l'inégalité inverse signifie, non pas que la taxe sur les salaires doit disparaître, mais que son produit doit être moins élevé que le coût des consommations collectives, étant donné qu'une partie de ces consommations est financée, dans cette hypothèse, par le canal ρ.

Si cette interprétation de la formule du «prix à deux canaux» est correcte, on doit remarquer d'une part que ce prix n'est nullement une formule «hybride», entre prix de production et valeur, mais est bien une application cohérente du système général des prix de production; on doit remarquer d'autre part que les économistes qui, dans le débat sur le «bon» rapport entre les deux canaux, proposent de fixer le taux de la taxe sur les salaires à un niveau qui lui permettrait tout juste de financer les dépenses collectives improductives, n'apportent pas, dans le cas général, une réponse satisfaisante au problème.

L'interprétation qui est présentée ici de la formule des prix à deux canaux peut être élargie au cas moins irréel où la force de travail social n'est homogène, ni sur le plan des qualifications, ni sur le plan de la distribution géographique.

L'équilibre de la balance de la main-d'œuvre a été envisagé jusqu'à présent dans le cas où il existe une seule catégorie de main-d'œuvre homogène. C'est cette hypothèse qui conduit à la détermination d'un prix dual unique (λ) pour le travail «vivant» [18]. Mais dans le cas général où il existe toute une gamme de qualifications distinctes le même type de raisonnement conduit à la détermination de prix duaux différenciés (λ_m) pour les différentes catégories m de main-d'œuvre. De même, si l'on fait l'hypothèse réaliste que la mobilité géographique des différentes catégories de travailleurs est limitée [19], la résolution du programme doit donner, pour une

18. *Cf.* Annexe.

19. Nous remercions Krystyna Szymkiewicz d'avoir attiré notre attention sur cette dimension «régionale» du problème.

même catégorie m de main-d'œuvre, des prix duaux ($\lambda_{m\,n}$) qui peuvent ne pas être les mêmes dans les différentes régions n.

Cependant, même compte tenu des exigences de la «stimulation matérielle», il n'y a aucune raison pour que les écarts entre les différents coûts salariaux unitaires ($\lambda_{m\,n}$) se répercutent intégralement dans les salaires ($w_{m\,n}$) effectivement perçus par les travailleurs. En effet, la taxe sur les salaires peut comporter, non pas un taux unique μ mais des taux différenciés ($\mu_{m\,n}$) selon les qualifications et les régions, puisqu'il pèse seulement sur cette taxe une contrainte *globale* de financement. Il est donc tout à fait possible de disjoindre les coûts supportés par les entreprises pour l'emploi de qualifications diverses dans des régions différentes (coûts qui correspondent au plan de production optimum) du montant des salaires effectivement perçus. Dans ces conditions, le choix *politique* d'un taux de salaire élevé pour les travailleurs les moins qualifiés, dans un pays où l'offre de travail non qualifié est abondante, n'est pas nécessairement incompatible avec l'autonomie des entreprises, pourvu qu'il s'accompagne d'une taxe sur ses salaires à taux réduit, voire nul ou négatif (subvention). A la limite, si on laisse de côté la question des «stimulants matériels», une répartition totalement égalitaire est compatible avec la réalisation d'un plan de production comportant des coûts salariaux ($\lambda_{m\,n}$) très différenciés selon les qualifications et les régions.

II — LE ROLE DES PRIX A DEUX CANAUX DANS LE FONCTIONNEMENT DU SYSTEME DE REGULATION

A) Les divers types d'ajustements possibles

Le taux de la taxe sur les salaires (μ) et le taux de la taxe sur les actifs (ρ) qui interviennent dans la formule des prix à deux canaux peuvent être modifiés pour couvrir les besoins de financement de l'Etat, pour influencer le choix de processus de production à plus ou moins forte intensité en travail et en capital, pour assurer l'équilibre de l'emploi et des investissements. Deux grands types d'ajustement doivent être distingués, selon que les variations de μ et ρ sont ou non «répercutés» sur les prix.

1° — Seuls, en principe, les ajustements du premier type, «répercutés» sur les prix, c'est-à-dire accompagnés d'une révision complète du système des prix, sont conformes à la logique des prix à deux canaux, conçus comme une approximation des prix duaux du plan optimal.

Supposons d'abord que l'on cherche à agir sur le choix des méthodes de production, par exemple pour corriger un biais constaté en faveur des méthodes à forte intensité en travail et à faible intensité en capital.

A première vue, il semblerait que, pour renchérir la main-d'œuvre par rapport au coût d'utilisation des équipements productifs, on puisse indifféremment relever le paramètre μ ou abaisser le paramètre ρ . Mais en fait, la formule des prix à deux canaux malgré les apparences n'implique nullement une symétrie entre le rôle de la taxe sur les salaires et celui de la taxe sur les actifs (ni *a fortiori* aucune symétrie entre le «facteur travail» et le «facteur capital»). En effet, l'introduction d'une taxe sur les salaires, ou le relèvement de son taux, ont seulement pour conséquence de modifier le niveau général des prix. On le montre aisément à partir de la formule de définition des prix à deux canaux.

$$P = PA_1 + w\,(1+\mu)\,L + \rho\,PB$$

A matrice des coefficients d'*input* matériel

w taux de salaire (scalaire)

L vecteur des coefficients d'*input* de travail

B matrice des coefficients d'immobilisations

d'où

$$P(I - A_1 - \rho B) = w\,(1+\mu)\,L$$

$$P = w\,L(1+\mu)(I - A_1 - \rho B)^{-1}$$

Introduisons maintenant un relèvement de la taxe sur les salaires, dont le taux passe de μ à μ' (avec maintien du salaire nominal w et de la taxe sur les actifs ρ à un taux inchangé). Le nouveau système de prix sera :

$$P' = w\,L(1+\mu')\,(I - A_1 - \rho B)^{-1}$$

Il est clair que : $$P' = \frac{1+\mu'}{1+\mu}\,p$$

Par conséquent, le relèvement du taux de la taxe sur les salaires tend bien à relever le *niveau* des prix, mais n'exerce aucune influence sur la *structure* des prix et des coûts, ni par conséquent sur le choix des méthodes de production. La taxe sur les salaires représente, selon la formule de B. Csikos-Nagy, «un facteur neutre du point de vue des décisions de substitution» [20], son seul effet est

20. [8], p. 290. On doit préciser cependant que la neutralité de la taxe sur les salaires suppose que la révision du système des prix s'étende aux moyens de production déjà produits, faute de quoi le prix relatif du travail et de l'utilisaition des biens d'équipement se trouverait modifié dans la proportion $\frac{1+\mu'}{1+\mu}$. Il y a lieu par conséquent de réévaluer dans cette même proportion les fonds immobilisés, si l'on veut éviter que le choix des méthodes de production soit affecté par la modification de μ.

de réduire le salaire réel. Au contraire, l'accroissement du paramètre ρ, tout en relevant le niveau des prix, tend à faire diverger les rapports de prix des rapports de valeur en fonction de l'intensité capitalistique des différents produits, et modifie les termes du choix entre les méthodes de production. C'est donc à la taxe sur les actifs, et à elle seule, qu'il incombe d'exprimer le taux marginal de substitution entre le travail direct et le travail indirect (incorporé dans les moyens de production) correspondant aux conditions du plan optimal; et le taux de cette taxe doit être fixé uniquement «du point de vue de son effet modificatif sur les conditions de valeur» [21].

L'ajustement de la taxe sur les salaires doit être réservé pour un usage distinct. Supposons que le plan ait été correctement établi du point de vue des proportions de facteurs (il n'y a donc pas lieu de modifier les paramètres λ et ρ, qui représentent respectivement le coût pour l'entreprise du travail direct et des fonds investis), mais qu'il soit nécessaire d'accroître les ressources destinées à financer l'accumulation et les autres dépenses publiques au détriment du fonds de consommation privée. Dans ce cas, une première solution consisterait à abaisser le taux de salaire nominal w, avec augmentation compensatrice du taux de la taxe μ, de façon à laisser inchangé le coût total de la main-d'œuvre $\lambda = w\ (1+\mu)$. Mais si on ne veut pas toucher au salaire nominal, il est possible d'obtenir la même réduction du salaire réel par une augmentation de la taxe sur les salaires entièrement répercutée sur le niveau des prix. La propriété de «neutralité» de la taxe sur les salaires assure que le choix des méthodes de production ne sera pas perturbé [22], et il n'y aura pas non plus de changement dans le volume d'emploi offert par les entreprises.

2° —Cependant, diverses circonstances peuvent justifier un ajustement des régulateurs μ et ρ sans répercussion sur les prix, en cas de déséquilibre manifeste sur les marchés de l'emploi et de l'investissement. Une éventualité que l'on a vu se produire à plusieurs reprises est celle d'un gonflement excessif des profits de l'ensemble des entreprises, soit parce que la grande majorité d'entre elles, en indiquant des coûts de production abusivement gonflés, réussissent à l'occasion des révisions générales des prix à obtenir des majorations injustifiées, soit parce que le rythme d'accroissement de la productivité du travail tend à dépasser régulièrement la progression des salaires, creusant ainsi l'écart entre «coût» et «rendement» de la main-d'œuvre pour l'entreprise qui l'emploie. Cette situation s'accompagne invariablement d'une tendance au

21. [8], p. 268.
22. Sous la réserve indiquée ci-dessus, note 20.

«suremploi», c'est-à-dire que la demande dépasse l'offre de main-d'œuvre dans l'ensemble de l'économie. Il est concevable de chercher à y remédier soit par une remise en ordre générale des prix (combinant un abaissement du niveau des prix et un réajustement des prix relatifs), soit par un renchérissement du coût total de la main-d'œuvre (λ); l'augmentation de λ à son tour correspond à deux éventualités fort différentes, selon qu'elle prend la forme de majoration du salaire (w), ou qu'elle s'effectue à travers un relèvement de la taxe sur les salaires (μ). Mais la progression des salaires est strictement limitée par l'évolution planifiée des disponibilités en biens et services de consommation. Au contraire, l'augmentation de μ permet d'«éponger» les profits excessifs des entreprises, tout en freinant la demande de main-d'œuvre. C'est donc une solution commode, incomparablement plus expéditive que de procéder à une révision générale des prix, dont on sait toutes les difficultés.

L'ajustement des régulateurs μ et ρ offre donc des possibilités d'intervention très souples, notamment pour le maintien des équilibres à court terme. Un relèvement de la taxe sur les actifs n'est nullement contradictoire avec un relèvement de la taxe sur les salaires, s'il y a à la fois tendance au «suremploi» et au «surinvestissement». On peut d'autre part envisager un ajustement modulé de la taxe sur les salaires (indépendamment des raisons, déjà évoquées ci-dessus, qui militent en faveur d'une différenciation permanente) en vue de maintenir l'équilibre sur les différents marchés du travail, sans pour autant laisser se creuser d'écarts de salaires excessifs entre les différentes régions ou les différentes qualifications : dans le cas par exemple d'une pénurie temporaire de spécialistes possédant une qualification très spécifique, il y a lieu de faire payer selon leur coût d'opportunité les services qu'ils rendent aux entreprises qui les emploient, mais non pas sans doute de laisser *intégralement* aux intéressés, à titre de revenu individuel, la rente de rareté dont bénéficient provisoirement leurs services; là encore, la taxe sur les salaires peut intervenir pour disjoindre le coût supporté par l'entreprise du montant du salaire payé.

Précisons enfin que les deux types d'ajustements que nous avons distingués ici laissent place à toutes sortes de possibilités intermédiaires, comportant une modification sélective de certains prix. Mais il existe alors un risque sérieux de voir les incohérences se multiplier au fil des ans, à tel point que la référence à la formule des prix à deux canaux se trouve progressivement vidée de tout contenu.

Il nous reste maintenant à confronter cette étude théorique avec le fonctionnement effectif du système de régulation en Hongrie ces dernières années.

B) Le maniement des prix à deux canaux dans le système de régulation hongrois depuis 1968

On envisagera successivement les caractéristiques du système de prix adopté en 1968, les déséquilibres subséquents et le débat auquel ils ont donné lieu, les ajustements de 1975-1976 et les perspectives actuelles.

1° – L'instauration d'un nouveau système de prix a coïncidé en Hongrie avec l'entrée en vigueur le 1er janvier 1968 du «nouveau mécanisme économique» (contrairement aux autres pays de l'Est où la synchronisation entre la réforme des prix et les autres aspects des réformes économiques est demeurée très imparfaite). Ce nouveau système de prix se rattachait en principe à la formule des prix à deux canaux. Il en présentait du moins le trait distinctif essentiel, à savoir l'existence d'une taxe sur les actifs et d'une taxe sur les salaires incorporées dans le calcul des coûts de production. La taxe sur les actifs (dont l'introduction en Hongrie remonte d'ailleurs à 1964) était fixée au taux de 5 % et assise sur la valeur brute (avant amortissement) des fonds fixes et la valeur moyenne des fonds circulants détenus par l'entreprise; elle était complétée par le prélèvement centralisé d'une fraction (40 %) des amortissements; un certain nombre de cas d'exemptions étaient prévus. La taxe sur les salaires était présentée comme la somme de deux éléments : contribution de sécurité sociale (fixée à 17 % des salaires versés), et taxe sur les salaires proprement dite (8 %) destinée à couvrir partiellement les dépenses sociales de l'Etat – soit au total une taxe de 25 %, ne comportant pas de différenciation régionale, ni selon les qualifications. Les calculs qui ont conduit à retenir ces différents taux apparaissent à bien des égards approximatifs et même rudimentaires.

En fait, le système de prix hongrois «à deux canaux» établi en 1968 s'écarte sensiblement du cadre théorique défini ci-dessus. En premier lieu, alors que le problème des prix était souvent formulé dans l'abstrait comme si les deux taxes sur les ressources productives devaient à elles seules fournir la totalité des revenus de l'Etat, cette hypothèse est demeurée très éloignée de la réalité : en 1968, par exemple, leur contribution n'était que de 35 % environ [23]. Mais surtout, il n'y a aucune correspondance entre la taxe sur les actifs (5 %) et la norme sociale d'efficacité des investissements (pour laquelle on retient en général un taux de 12 % environ) : c'est là une divergence majeure avec l'approche théorique qui fonde la rationalité des prix à deux canaux. La possibilité de rapprocher le taux de la taxe sur les actifs de la norme d'efficacité

23. *Cf.* M. Weralski [22].

ne semble pas même avoir été envisagée : la réforme économique dans son ensemble tendait à revaloriser l'importance du profit, l'autonomie des entreprises devait être fondée sur la libre disposition (dans certaines limites) d'une partie de leurs profits, et l'on en déduisait comme une implication évidente qu'une partie appréciable du «revenu social net» devrait continuer à être «réalisée» sous forme de profits dans les prix. Les prix n'ont donc pas été fixés au niveau du coût moyen de production (incluant comme élément du coût social la taxe sur les salaires et la taxe sur les actifs), mais ils ont été calculés en ajoutant encore au coût de production ainsi défini un élément de profit proportionnel à la valeur du capital investi. Un taux de profit moyen de 6,5 % a été retenu en principe, ce qui correspond approximativement à l'écart entre la norme sociale d'efficacité des investissements et le taux de la taxe sur les actifs. Cependant, pas plus que dans les pays ayant opté pour une formule apparentée à celle des prix de production, il n'a été jugé possible d'appliquer dans l'immédiat un taux de profit unique. Les calculs ont donc été effectués sur la base de taux de profit fortement différenciés selon les branches (de 1,6 % dans les industries extractives à 9,8 % dans les industries légères), ce qui écarte encore davantage de la formule théorique des prix à deux canaux.

2° – La question d'un ajustement des principaux régulateurs a été très rapidement posée, non pas à la suite d'un approfondissement de la réflexion théorique, mais en raison des déséquilibres qui se sont manifestés dès l'application de la réforme de 1968. Déséquilibre en premier lieu sur le marché des biens d'investissement, dont le signe le plus visible est l'accroissement du coût de la construction. De 1968 à 1971, la valeur monétaire des investissements fixes augmente de plus de 40 %, leur volume de 36 %, et leur part au sein du Produit Matériel Net passe de 32,2 % à 37,7 %, dépassant constamment les objectifs planifiés. Le dépassement est dû au dynamisme excessif des investissements décentralisés (cumulant ses effets avec la poursuite d'importants programmes d'investissements de l'Etat). Les tensions sont également très fortes sur le marché de l'emploi : elles se traduisent d'abord par une expansion non planifiée de l'emploi industriel, puis, au fur et à mesure que s'épuisent les possibilités de recrutement, un nombre croissant d'entreprises, de secteurs et de régions connaissent «un manque de main-d'œuvre effectif ou virtuel» [24].

Le montant anormalement élevé des profits réalisés par les entreprises doit aussi s'interpréter comme un signe de déséquilibre global. Dès le lendemain de la réforme des prix, les profits en

24. O. Gado [14], p. 18.

moyenne dépassent largement les prévisions. Le cas de la Hongrie n'a rien d'original à cet égard : de tels glissements sont pour ainsi dire la règle, lorsque l'on procède à une révision des prix sur la base des coûts de production indiqués par les entreprises – surtout dans une économie de petite dimension où, pour de nombreux produits, toute la production nationale provient d'une seule entreprise. Les profits conservés par les entreprises, 40 à 45 % en moyenne des profits réalisés, dans ces conditions, tendent à dépasser le montant d'investissements décentralisés fixés par le plan, cependant que le coût relativement faible des ressources productives (travail, fonds fixes) par rapport au niveau des prix assure des perspectives de profits supplémentaires liés à l'accroissement de la production en dehors même de tout effort pour améliorer la productivité. Paradoxalement, la réforme de 1968 a eu ainsi pour premier effet de contrecarrer le «passage de la croissance extensive à la croissance intensive», alors que c'était là depuis près d'une décennie un objectif majeur de la politique économique hongroise, et que des progrès appréciables avaient déjà été réalisés dans cette direction à partir du début des années 1960. Un relèvement immédiat à la fois de la taxe sur les salaires et de la taxe sur les actifs pouvait donc sembler s'imposer pour remédier aux déséquilibres apparus à la suite de la réforme de 1968, et reprendre l'évolution vers une croissance de type intensif.

Or ce n'est que bien plus tard, en 1975-1976, que ces deux éléments du système de régulation ont fait l'objet pour la première fois d'ajustements substantiels. Certes, les auteurs de la réforme hongroise ont fortement souligné au départ la nécessité d'une certaine *stabilité* des régulateurs, mais ce n'est pas une explication suffisante pour un aussi long délai de réaction, d'autant plus que l'exigence d'une relative *flexibilité* est également tenue pour essentielle : la stabilité, rappelle par exemple O. Gado, n'est pas une fin en soi, «le système de régulation doit être ajusté dès que l'on perçoit un changement dans les conditions économiques, car c'est la seule façon de faire prévaloir les intérêts globaux de la société» [25].

En fait, il y a bien eu au cours des premières années d'application du «nouveau mécanisme» diverses modifications des régulateurs – par exemple dès 1969, dans le domaine qui nous intéresse, l'extension (partielle) de la taxe sur les actifs aux investissements financés par le crédit, en sus des charges d'intérêt. Il y a eu également des mesures de circonstance, comme l'instauration d'une taxe spéciale sur la construction, et surtout des interventions directes destinées à freiner la croissance des investissements, notamment par une stricte limitation quantitative du crédit, qui devient pratiquement inaccessible sauf pour quelques projets prioritaires. Mais ces interventions «au coup par coup» ne remédient pas aux dése-

25. *Ibid.*, p. 24.

quilibres fondamentaux, liés au niveau trop faible de la taxe sur les salaires et de la taxe sur les actifs : la part que représentent ces deux taxes au sein du «revenu net social» tend même à diminuer jusqu'en 1975, et celle des profits au contraire à augmenter encore. Cette évolution n'est d'ailleurs nullement favorable à l'autonomie des entreprises. Elle suscite des interventions correctrices visant à «éponger» sous forme de taxe sur la production fixée *a posteriori* les profits jugés «anormalement élevés» de certaines entreprises ou de certains secteurs, et à ne leur laisser que les fonds nécessaires en fonction des objectifs planifiés d'investissement et de stimulation individuelle. A la limite, on se rapproche de cette situation paradoxale où ce sont les autorités de tutelle qui «décident» arbitrairement quel sera le montant de profits «réalisés» par chaque entreprise...

Si la révision du système de régulation dans son ensemble, devenue urgente dès le début des années 1970, a finalement été différée jusqu'au seuil du Vème Plan quinquennal, cela résulte en grande partie des difficultés qu'ont eues les économistes hongrois à s'entendre sur un diagnostic. Le débat [26] s'est prolongé durant toute cette période non seulement sur l'ampleur, mais sur la nature même des ajustements à effectuer, sans parvenir apparemment à dissiper toutes les ambiguïtés.

Au point de départ, il y a la constatation générale que la réforme de 1968 n'a pas réussi à entraîner le passage à une croissance «plus intensive». Le problème est alors généralement formulé, non pas comme nous l'avons fait en termes d'un double déséquilibre global («surinvestissement» et «suremploi» simultanément), mais en termes d'évaluation relative des facteurs de production : c'est le prix insuffisant du travail vivant par rapport au capital (travail incorporé dans les biens d'équipement) qui constituerait le principal obstacle au progrès technologique, à la modernisation des entreprises hongroises.

Fallait-il donc renchérir le coût de la main-d'œuvre ? Un relèvement immédiat des salaires était exclu compte tenu des disponibilités en biens de consommation. Restait donc la possibilité d'un relèvement de la taxe sur les salaires, qu'il aurait fallu doubler environ, selon certains calculs, pour couvrir intégralement le «coût social de reproduction de la force de travail». Les effets inflationnistes d'un tel relèvement, qu'il aurait fallu répercuter sur les prix, avaient de quoi faire reculer devant cette solution. D'autre part, la démonstration a été apportée au cours du débat qu'un relèvement de la taxe sur les salaires, en soi, ne modifie pas l''évaluation relative des facteurs de production : une fois la hausse de la taxe sur les salaires intégrée dans le coût des machines nouvellement

26. *Cf.*, [1] ,[2], [7], [12] , [20] ,[21] .

produites et leur prix modifié en conséquence, conformément à la formule des prix à deux canaux, le rapport initial entre coût du travail vivant et coût du travail incorporé se trouvera rétabli [27].

Fallait-il donc plutôt diminuer le coût du capital ? Cette solution, évidemment bienvenue du point de vue des entreprises, se heurte à une objection décisive : elle ne tient aucun compte des exigences de l'équilibre macro-économique en ce qui concerne le marché des biens d'investissement. Abaisser les «exigences minimales d'efficacité» imposées aux candidats-investisseurs serait à coup sûr justifié si le niveau excessif de la taxe sur les actifs faisait obstacle à la réalisation du montant d'investissements décentralisés prévus par le plan. Or c'est exactement l'inverse en Hongrie où, depuis 1968, le gouvernement a dû presque constamment chercher à modérer le rythme spontané de croissance des investissements. Certains économistes – peu nombreux d'ailleurs semble-t-il – ont donc préconisé que l'on résiste aux pressions des dirigeants d'entreprise qui dénoncent la «cherté excessive» de la technologie avancée, et qui voudraient tout simplement la rendre «accessible à tous». En fait, comme le souligne par exemple S. Balazsy, «le système de régulation économique, y compris le système des prix et en particulier l'évaluation des ressources, a pour fonction d'empêcher que les ressources rares soient affectées à des utilisateurs qui en priveraient d'autres utilisateurs capables d'en tirer un rendement économique supérieur... Ce sont précisément les exigences d'un développement technologique rapide qui imposent un système de prix et de régulateurs financiers... propre à assurer l'équilibre entre l'offre et la demande de chaque ressource, en ne laissant subsister sur le marché qu'une demande dont la structure corresponde à l'utilisation la plus efficace de cette ressource» [28].

Il ne s'agit pas pour autant de nier l'existence, dans certains cas, d'entraves injustifiées aux investissements de modernisation à forte intensité en capital, destinés à élever la productivité du travail plutôt qu'à accroître la production, mais toute la question est de savoir si la responsabilité en incombe indistinctement au taux «excessif» de la taxe sur les actifs. La complexité du problème tient à l'interdépendance entre les multiples éléments du système de régulation qui interviennent dans les choix de l'entreprise. Par exemple l'entreprise qui envisage un investissement de modernisation ne se borne pas à comparer l'économie de coûts matériels et salariaux qui en résulte avec l'accroissement des charges sur le capital (amortissements et taxes sur les actifs); elle tient compte également – dans le cadre des règles obligatoires en vigueur jusqu'en 1975 concernant le partage des profits entre le fonds de répartition

27. *Cf.*, ci-dessus p. 149.
28. [2], p. 320.

et le fonds de développement [29] — des répercussions prévisibles sur l'évolution de son fonds de répartition, et peut donc se trouver amenée à rejeter un investissement rentable qui, tout en accroissant les profits, entraînerait une réduction des primes versées au personnel. Plus grave encore est la dissymétrie fondamentale entre les investissements financés sur les ressources propres des entreprises industrielles et les investissements financés par le crédit. Les seconds, à la différence des premiers, entraînent pour l'entreprise des charges financières extraordinairement élevées, dans la mesure où 1°) les charges d'intérêt s'ajoutent à la taxe sur les actifs; 2°) les délais de remboursement sont très brefs (nettement inférieurs à la période de récupération normale); 3°) et surtout le remboursement du prêt et le paiement des intérêts doivent s'effectuer à partir du fonds de développement de l'entreprise, qui est alimenté par une partie seulement des amortissements (l'Etat en prélève 40 %) et une partie des profits (taxés à 60 %). Ainsi a-t-on pu calculer que, pour permettre à une entreprise de rembourser un crédit d'investissement accordé pour cinq ans (cas le plus favorable), le montant annuel des profits supplémentaires obtenus grâce à cet investissement devrait atteindre 60 % de la valeur de l'investissement ! De pareilles conditions financières reflètent évidemment la nécessité de «rationner» sévèrement le crédit pour résorber les déséquilibres apparus vers 1969-1971. L'objectif ne saurait être par conséquent d'accroître le volume global des investissements (qui tend déjà à être excessif), mais de se rapprocher d'une répartition optimale des investissements, en faisant prévaloir une norme d'efficacité correctement définie.

Tels sont les éléments du problème posé au début des années 1970, que l'on doit garder présents à l'esprit pour apprécier la pertinence des ajustements effectués en 1975-1976.

3° — De nombreux aspects du système de régulation ont été modifiés au seuil du Vème Plan quinquennal hongrois. On ne saurait donc apprécier isolément l'influence des mesures qui nous concernent plus directement ici, et qui sont les suivantes :

— à partir du 1er janvier 1975, la taxe sur les actifs est perçue non plus sur leur valeur brute, mais sur leur valeur nette (compte tenu des amortissements); bien que le taux de la taxe reste de 5 %, la charge pour les entreprises est sensiblement allégée (5 % de la

29. Pour un montant annuel de profits avant impôts N, la fraction N_p versée aux fonds de répartition et la fraction N_d versée au fonds de développement sont déterminées par la formule suivante (où W représente le fonds de salaire, F la valeur moyenne annuelle des actifs fixes, et k un coefficient différencié selon les secteurs) :

$$N_p = N \frac{k W}{k W + F} \qquad N_d = N \frac{F}{k W + F}$$

Dans ces conditions, rien ne garantit que N_p augmente avec N, à la suite d'un investissement ayant pour effet de relever l'intensité capitalistique F/W.

valeur brute équivalaient en moyenne à 7 % environ de la valeur nette); en même temps, les investissements financés par un crédit remboursable à partir du fonds de développement sont exonérés de la taxe qui se cumulait avec les charges d'intérêt;

– à partir du 1er janvier 1976, le taux de la taxe sur les salaires a été relevé de 25 % à 35 %, la moitié de l'accroissement étant affectée aux cotisations de sécurité sociale (dont le taux passe de 17 à 22 %), le reste constituant une majoration de la taxe proprement dite (qui passe de 8 à 13 %).

Le bien-fondé de cette dernière mesure est indiscutable. Elle s'apparente à ce que nous avons appelé, dans la section précédente, relèvement de la taxe sur les salaires «sans répercussion sur les prix». En effet, s'il y a bien eu un certain nombre d'augmentations des prix de gros (aboutissant à accroître de 7 % en 1976 le niveau général des prix de gros), la plupart concernent non pas des activités à forte intensité en travail, mais des secteurs à fort coefficient d'*inputs* importés (énergie, bois et papier, transports), dont on répercute la hausse; mais les autorités n'ont nullement cherché, bien au contraire, à «neutraliser» les conséquences pour les entreprises de la hausse de la taxe sur les salaires. Il ne s'agit pas seulement d'une incitation symbolique – parmi d'autres – à respecter l'«impératif national» d'économiser la main-d'œuvre. Le relèvement de la taxe sur les salaires tend à opérer une ponction substantielle sur les profits des entreprises, à pénaliser automatiquement celles qui conservent un personnel excessif et à décourager tout recrutement non indispensable.

L'allègement des charges sur le capital, en revanche, semble aller directement à l'encontre de l'analyse que nous avons développée dans le paragraphe précédent; une telle mesure se comprend d'autant moins à première vue que le Vème Plan envisage une décélération marquée des investissements, dont la part au sein du revenu national devrait cesser d'augmenter (le total des investissements dans le secteur socialiste prévus pour les années 1976-1980 correspond à une augmentation de 26 % seulement par rapport à 1971-1975, alors que la progression effectivement réalisée entre 1966-1970 et 1971-1975 atteint 50 %) [30]. Cependant, les modalités retenues traduisent bien le souci d'exercer une action différenciée propre à corriger certaines disproportions spécifiques, sans affecter de façon appréciable l'équilibre global du marché des biens d'investissement. L'ancienne formule de taxe sur la valeur brute des actifs avait été choisie sans aucune justification théorique; le passage à la taxe sur la valeur nette est logique, et présente notamment

30. D'après [14], pp. 26-27.

l'avantage de moins pénaliser les entreprises ayant fait l'objet, avant la réforme de 1968, d'investissements excessifs, dont elles ne sont pas responsables. De même, toute mesure contribuant à réduire l'écart entre les conditions minimales d'efficacité exigées respectivement pour les investissements financés par le crédit et les investissements autofinancés par les entreprises peut être considéré comme un pas dans la bonne direction. Quant au risque de «surinvestissement», il semble bien que la variable «coût du capital» demeure d'importance secondaire dans les conditions actuelles de l'économie hongroise, la demande d'investissements par les entreprises dépendant avant tout des possibilités immédiates de financement.

Globalement, la réduction des charges sur le capital est plus que compensée par l'effet en sens inverse du relèvement de la taxe sur les salaires, combiné avec la réduction des subventions pour les biens importés : la résultante est une forte amputation des profits des entreprises. Le montant des profits laissés aux entreprises (après impôts) doit également diminuer : les ajustements de 1975-1976 ont pour objectif déclaré d'«accroître la part centralisée du revenu national net». Mais le terme «centralisation» employé ici ne doit pas prêter à confusion; une telle centralisation financière n'est pas contradictoire avec l'intention affirmée par ailleurs de renforcer l'autonomie des entreprises (comme le fait remarquer O. Gado, les entreprises hongroises bénéficiaient vers 1970 d'un degré satisfaisant d'autonomie, alors que la part «décentralisée» du revenu net était encore relativement faible [31] ; au cours des années suivantes en revanche, le gonflement des profits des entreprises s'accompagne d'interférences administratives croissantes dans leur gestion). Une étape importante est franchie en 1976 : les entreprises reçoivent le droit – qui leur avait été refusé en 1968 [32] – de décider désormais elles-mêmes la répartition de leurs profits (avant impôts) entre le fonds de développement et le fonds d'intéressement. Les autorités estiment donc avoir atteint, à la suite des récents ajustements, une maîtrise suffisante du système de régulation pour orienter correctement ce type de décisions, en principe sans intervention directe. En même temps, on compte sur l'abaissement du niveau moyen des profits pour stimuler la recherche systématique de gains d'efficacité : la réduction, au seuil de ce nouveau quinquennat, de l'écart entre prix de vente et coût de production doit inciter les entreprises à reconstituer leurs profits en économisant les facteurs, plutôt qu'en poursuivant un développement extensif de la production.

31. *Ibid.*, p. 32.

32. Jusqu'en 1975, la répartition devait obligatoirement s'effectuer selon la formule indiquée ci-dessus, note 29.

Que les ajustements de 1975-1976 représentent un progrès indéniable ne signifie pas que l'on ait réellement réussi à mener à bien la tâche de remise en ordre du système de régulation : leur insuffisance est d'ailleurs officiellement reconnue. Ces ajustements s'inscrivent pour l'essentiel dans la logique des prix à deux canaux. Mais le relèvement de la taxe sur les salaires ne saurait remédier aux distorsions liées à d'autres éléments du système de régulation (le système de contrôle du salaire moyen, par exemple, incite les entreprises à accroître le nombre des travailleurs les moins bien payés, à seule fin d'abaisser artificiellement le salaire moyen). D'autre part, certaines possibilités inhérentes à la formule des prix à deux canaux, que nous avons signalées, ne sont toujours pas utilisées : le taux de la taxe sur les salaires demeure uniforme, quelles que soient les qualifications et dans toutes les régions. Quant aux limitations intrinsèques de cette formule – qui ne prend en considération ni les ressources naturelles rares, ni le déficit temporaire de certains moyens de production – elles sont très insuffisamment palliées; il existe bien des taxes foncières et des «taxes sur la production», destinées en principe à prélever les rentes différentielles, mais qui servent surtout à corriger après coup le montant des profits réalisés, et constituent dans le fonctionnement actuel du mécanisme économique hongrois l'une des formes les plus graves d'intervention arbitraire. De façon générale, le système de régulation indirecte est loin d'avoir atteint une précision suffisante. Même lorsque les ajustements vont dans la bonne direction, leur amplitude est déterminée de façon purement empirique. Les justifications sont peu convaincantes : on allègue, par exemple, à l'appui des modifications opposées de la taxe sur les actifs et de la taxe sur les salaires, que les anciens taux étaient disproportionnés, parce que la charge sur le capital équivalait à 100 % des amortissements, et la charge sur les salaires à 25 % seulement des salaires versés [33]; cette comparaison n'a strictement aucun sens. Les normes théoriques admises par certains auteurs sont tout aussi contestables : on se réfère couramment, pour justifier le taux de la taxe sur les salaires, au montant des dépenses sociales de l'Etat, et, pour justifier le taux de la taxe sur les actifs, au fait que le taux de croissance du revenu national hongrois est voisin de 5 % depuis plusieurs années. De tels arguments apparaissent non-pertinents, du moins si on accepte l'analyse que nous avons proposée dans la première partie [34].

C'est finalement l'écart considérable entre la taxe sur les actifs incorporée dans les coûts de production et la norme d'efficacité

33. [14], p. 31.
34. Ci-dessus note 17.

des investissements qui demeure la principale différence avec la formule théorique des prix à deux canaux. L'application conséquente de cette formule impliquerait donc un relèvement de la taxe sur les actifs, de façon à faire coïncider le «coût du capital» avec la norme d'efficacité. Il en résulterait une résorption presque totale [35] des profits des entreprises (au lieu d'une réduction modérée comme en 1976), le critère de fonctionnement normal des entreprises étant désormais l'absence de perte, et non la réalisation permanente d'un profit positif. L'autofinancement serait dans ces conditions réduit à une importance très secondaire, mais cette évolution ne serait nullement inconciliable avec le développement des «investissements décentralisés» (décidés et mis en œuvre par les entreprises sous leur responsabilité) : il suffirait pour cela que la réduction de l'autofinancement soit compensée par un accroissement massif du financement par le crédit, accessible sans discrimination à toute entreprise capable de présenter un projet d'investissement, correctement établi, atteignant (ou dépassant) la «norme d'efficacité». Du même coup, pourrait être résolu l'un des problèmes les plus importants apparus depuis la réforme de 1968 : celui de l'insuffisante mobilité du capital.

Conclusion

La formule des prix à deux canaux a fait l'objet de diverses interprétations, d'un intérêt inégal et, dans une certaine mesure, incompatibles entre elles. L'analyse théorique présentée ici tend à montrer que cette formule, dans l'une de ses interprétations, peut constituer un élément-clef du système de régulation dans une économie socialiste où les autorités s'efforcent à la fois de maintenir les équilibres fondamentaux, de guider correctement les décisions locales et de les concilier avec le respect des choix politiques essentiels.

Le maniement des régulateurs «taxe sur les actifs» et «taxe sur les salaires» remplit les fonctions suivantes :

1°) Prélever une partie du revenu net social pour contribuer au financement des dépenses de l'Etat;

2°) Orienter le choix des méthodes de production, et plus particulièrement des investissements décidés par les entreprises;

3°) Assurer l'équilibre global de l'emploi et du marché des biens d'investissement;

35. Seule continuerait à réaliser un profit l'entreprise qui réussit à innover, à réaliser des investissements d'une efficacité supérieure à la norme minimale, à creuser et à maintenir un écart entre ses coûts de production et ceux des autres entreprises de la branche.

4°) Concilier les préférences sociales en matière de répartition des revenus avec l'exigence d'un équilibre de l'emploi, par qualification et par région.

L'application cohérente des prix à deux canaux implique donc l'égalisation du coût des investissements pour les entreprises (sous réserve de quelques priorités majeures), et au contraire une différenciation de la taxe sur les salaires [36]. La fixation «correcte» des régulateurs doit tendre à faire coïncider le coût de chaque ressource (homogène) pour les entreprises avec son coût social d'opportunité.

La formule des prix à deux canaux comporte, au demeurant, des insuffisances analogues à celles des autres formules proposées pour la construction des prix de base, qui se rattachent à une même approche statique de la formation des prix. Elle doit au minimum être complétée par l'évaluation des rentes (paiements pour les ressources naturelles rares) et des quasi-rentes (paiements pour les équipements productifs actuellement en usage), et ne peut constituer une approximation acceptable que si tous les prix et les régulateurs dont ils dépendent font l'objet de révisions d'ensemble suffisamment fréquentes.

Tel n'a pas été le cas en Hongrie. La réforme des prix introduite en 1968 dans le cadre du nouveau mécanisme s'inspire de la formule des prix à deux canaux, dont la signification théorique cependant est loin d'avoir été élucidée au cours du débat. Par la suite, toute «formule» semble perdue de vue : les divergences initiales n'ont fait que s'accentuer jusqu'en 1975, en raison de la rigidité du système de régulation et de la modification isolée de certains prix. Les récents ajustements résultent eux aussi à première vue d'une démarche empirique. Mais il n'en est que plus remarquable de voir pour la première fois, en 1975-1976, les modifications de la taxe sur les actifs et de la taxe sur les salaires commencer à jouer effectivement le rôle qui leur revient d'après l'analyse théorique proposée ici.

36. Nous rejoignons ici les conclusions de l'économiste polonais W.B. Styber (*Funkcje cen i ich system racjonalny*, Varsovie, juin 1973), qui préconise l'application d'une norme d'efficacité unique — incorporée dans le «modèle du prix de base» — pour les dépenses en capital, et une différenciation de la taxe sur les salaires selon les qualifications et selon l'équilibre régional du marché du travail. *Cf.* ci-dessus note 19.

ANNEXE : Exemple simplifié de plan de production optimum dans lequel les prix peuvent être assimilés à des prix de production.

I – HYPOTHESES

– On considère une économie fermée dans laquelle sont produits deux biens (biens 1 et 2). Cette hypothèse a pour seul intérêt d'alléger les écritures et on pourra constater aisément que le raisonnement se généralise sans problème à une économie à n biens. Ces deux biens peuvent servir, l'un et l'autre, à la consommation immédiate et à l'investissement.

– On se place en début de période t_0 et l'on élabore le plan de production pour la période t_1. Soit X_1 et X_2 les quantités *brutes* des biens 1 et 2 à produire en t_1. Chaque bien i doit être produit au moyen :

  – de travail «vivant» L_i, la force de travail social L étant supposée homogène [37].
  – de consommations intermédiaires X_{ii} et X_{ij}.
  – d'équipements précédemment produits B_{ii} et B_{ij} (supposons les produits en t_0).
  – mais pas de ressources rares non reproductibles.

– Il existe différentes techniques (non inférieures) envisageables pour produire X_1 et X_2 en t_1. Cela peut s'écrire :

$$X_1 = f_1 \left(L_1 , B_{11}, B_{21}, X_{11}, X_{21} \right)$$

$$X_2 = f_2 \left(L_2 , B_{12}, B_{22}, X_{12}, X_{22} \right)$$

Les productions *nettes* Y_1 et Y_2 peuvent donc s'écrire :

$$Y_1 = X_1 - X_{11} - X_{12} = f_1(L_1 , B_{11}, B_{21}, X_{11}, X_{21}) - X_{11} - X_{12}$$

$$Y_2 = X_2 - X_{21} - X_{22} = f_2(L_2 , B_{12}, B_{22}, X_{12}, X_{22}) - X_{21} - X_{22}$$

– Le plan se propose de maximiser une combinaison des productions *nettes* Y_1 et Y_2 de t_1 (ce qui suppose la définition d'une fonction de préférence étatique), sous la contrainte des disponibilités en travail direct et en moyens de production.

  a) fonction objectif : pour simplifier, cette fonction sera supposée *linéaire* et on appellera p_1 et p_2 les coefficients (tous deux positifs) de Y_1 et Y_2 dans la combinaison. C'est-à-dire que p_1 et p_2 sont les «shadow-prices» affectés à chacun des deux produits de t_1 et reflétant les préférences du planificateur. La fonction objectif peut donc s'écrire :

37. Hypothèse simplificatrice que l'on peut remettre en cause par la suite. *Cf.* article p. 147.

$$\max \quad [\ p_1\ Y_1 + p_2\ Y_2\ ]$$

ou, de manière équivalente :

$$max \quad [\ p_1\ (f_1 - X_{11} - X_{12}) + p_2\ (f_2 - X_{21} - X_{22})\ ]$$

b) contraintes :

1) Sur les disponibilités en travail «vivant»

Si L est la force de travail social disponible en t_1 (mesurée en temps de travail), cette contrainte peut s'écrire :

$$L - L_1 - L_2 = 0$$

2) Sur les disponibilités en équipements

Ici on doit faire intervenir l'hypothèse, mentionnée dans l'article [38], selon laquelle il ne doit pas y avoir de raretés spécifiques pour certains moyens de production.

Il est clair qu'une fois qu'un investissement est effectué dans une branche (une fois que le travail est «cristallisé» dans un moyen de production), il ne peut en général pas être transféré dans une autre branche pour servir à fabriquer tout autre chose que ce pour quoi il a été conçu.

Il faut donc supposer que le planificateur raisonne dans une situation où les moyens de production qui serviront en t_1 n'ont pas encore été produits, c'est-à-dire dans une situation où il peut encore décider que, pour obtenir une certaine combinaison de productions nettes en t_1, on doit fabriquer au préalable (en t_0), un peut plus de moissonneuses-batteuses et un peu moins de ponts roulants par exemple. Bien sûr la quantité des divers moyens de production que l'on peut produire n'est pas illimitée; en fait elle est très étroitement limitée par le montant de la production nationale qu'on a décidé de réserver à la consommation immédiate en t_0 : si on décide de fabriquer plus de moissonneuses-batteuses, on *devra* fabriquer moins de ponts roulants. Supposons, là encore pour simplifier, que la relation décroissante qui existe entre les quantités des divers moyens de production qu'on peut produire en t_0 soit *linéaire*. Elle pourra donc s'écrire sous la forme :

$$m_1\ B_1 + m_2\ B_2 = M$$
$$B_1 = B_{11} + B_{12}$$
$$B_2 = B_{21} + B_{22}$$

m_1, m_2 et M sont des constantes positives, qui dépendent des caractéristiques techniques de la production en t_0, et du montant de la production qu'on a décidé de réserver à la consommation immédiate. Si l'on sait que la relation est linéaire, on peut déterminer ces constantes de la manière suivante : si l'on décidait de fabriquer exclusivement des moyens de productions B_1, on pourrait en fabriquer une quantité

38. *Cf.* p. 143.

maximum $\overline{B}_1$, compte tenu des impératifs de la consommation immédiate; à l'autre extrême, si on décidait de ne fabriquer que des moyens de production B_2 , on pourrait en produire une quantité $\overline{B}_2$. De B_1 et $\overline{B}_2$, on déduit m_1 , m_2 et M en posant :

$$\overline{B}_1 = \frac{M}{m_1} \qquad \overline{B}_2 = \frac{M}{m_2}$$

Une des trois constantes, par exemple m_1 , peut être déterminée arbitrairement.

La contrainte du plan de production de t_1 sur les moyens de production peut donc s'écrire :

$$M - m_1 B_{11} - m_1 B_{12} - m_2 B_{21} - m_2 B_{22} = 0$$

Si l'on décide, par exemple de fixer au niveau m_1 le prix unitaire de l'équipement fabriqué par la branche 1 en t_0 , il est clair que m_2 représente le prix unitaire de l'équipement fabriqué par la branche 2 en t_0 , et M la valeur monétaire du fonds d'accumulation en t_0 .

II – RESOLUTION DU PROGRAMME

Le programme peut donc s'écrire :

$$\max \; [p_1 (f_1 - X_{11} - X_{12}) + p_2 (f_2 - X_{21} - X_{22})]$$

$$\text{sous} \begin{cases} L - L_1 - L_2 = 0 \\ M - m_1 B_{11} - m_1 B_{12} - m_2 B_{21} - m_2 B_{22} = 0 \end{cases}$$

Appelons λ et ρ les multiplicateurs de Lagrange associés respectivement à la contrainte sur le travail et à la contrainte sur les moyens de production, et formons le lagrangien

$$F = p_1 (f_1 - X_{11} - X_{12}) + p_2 (f_2 - X_{21} - X_{22}) + \lambda (L - L_1 - L_2)$$
$$+ \rho (M - m_1 B_{11} - m_1 B_{12} - m_2 B_{21} - m_2 B_{22})$$

Une condition nécessaire pour que F soit maximum est que les dérivées partielles par rapport aux variables L_i, B_{ij}, X_{ij}, λ et ρ s'annulent en même temps [39]. Les conditions de premier ordre de la maximisation de la fonction objectif sous contraintes s'écrivent donc :

$$(1) \quad \frac{dF}{dL_1} = 0 \quad \Leftrightarrow \quad p_1 \frac{df_1}{dL_1} - \lambda = 0$$

39. Nous ne traitons pas ici les conditions de second ordre et de non-négativité.

$$(2)\ \frac{dF}{dL_2} = 0 \quad \Leftrightarrow \quad p_2 \frac{df_2}{dL_2} - \lambda = 0$$

$$(3)\ \frac{dF}{dB_{11}} = 0 \quad \Leftrightarrow \quad p_1 \frac{df_1}{dB_{11}} - \rho m_1 = 0 \quad \Leftrightarrow \quad \rho = \frac{p_1 df_1}{m_1 dB_{11}}$$

$$(4)\ \frac{dF}{dB_{21}} = 0 \quad \Leftrightarrow \quad p_1 \frac{df_1}{dB_{21}} - \rho m_2 = 0 \quad \Leftrightarrow \quad \rho = \frac{p_1 df_1}{m_2 dB_{21}}$$

$$(5)\ \frac{dF}{dB_{12}} = 0 \quad \Leftrightarrow \quad p_2 \frac{df_2}{dB_{12}} - \rho m_1 = 0 \quad \Leftrightarrow \quad \rho = \frac{p_2 df_2}{m_1 dB_{12}}$$

$$(6)\ \frac{dF}{dB_{22}} = 0 \quad \Leftrightarrow \quad p_2 \frac{df_2}{dB_{22}} - \rho m_2 = 0 \quad \Leftrightarrow \quad \rho = \frac{p_2 df_2}{m_2 dB_{22}}$$

$$(7)\ \frac{dF}{dX_{11}} = 0 \quad \Leftrightarrow \quad p_1 \frac{df_1}{dX_{11}} - p_1 = 0$$

$$(8)\ \frac{dF}{dX_{21}} = 0 \quad \Leftrightarrow \quad p_1 \frac{df_1}{dX_{21}} - p_2 = 0$$

$$(9)\ \frac{dF}{dX_{12}} = 0 \quad \Leftrightarrow \quad p_2 \frac{df_2}{dX_{12}} - p_1 = 0$$

$$(10)\ \frac{dF}{dX_{22}} = 0 \quad \Leftrightarrow \quad p_2 \frac{df_2}{dX_{22}} - p_2 = 0$$

$$(11)\ \frac{dF}{d\lambda} = 0 \quad \Leftrightarrow \quad L - L_1 - L_2 = 0$$

$$(12)\ \frac{dF}{d\rho} = 0 \quad \Leftrightarrow \quad M - m_1 B_{11} - m_1 B_{12} - m_2 B_{21} - m_2 B_{22} = 0$$

Comment peut-on interpréter les égalités (1) – (12) ?

(1) $\lambda = p_1 \dfrac{df_1}{dL_1}$ La condition (1) signifie que le prix dual du travail «vivant» dans son emploi 1 est, à l'optimum, égal à sa productivité marginale physique dans cet emploi, multipliée par le prix du produit 1, c'est-à-dire à la productivité marginale «en valeur» de L dans la production du bien 1.

L'interprétation de la condition (2) est tout à fait semblable. En rapprochant les conditions (1) et (2), on voit que :

$$\lambda = p_1 \frac{df_1}{dL_1} = p_2 \frac{df_2}{dL_2}$$

Le prix dual de L est le même partout; on retrouve la condition de l'égalisation des productivités marginales «en valeur» du travail dans tous ses emplois à l'optimum («l'évaluation objectivement déterminée» de Kantorovitch).

(3) (4) (5) (6) : $\rho = \dfrac{p_1 df_1}{m_1 dB_{11}} = \dfrac{p_1 df_1}{m_2 dB_{21}} = \dfrac{p_2 df_2}{m_1 dB_{12}} = \dfrac{p_2 df_2}{m_2 dB_{22}}$

Cette quadruple égalité signifie qu'à l'optimum, l'«évaluation locative» des divers équipements (mesurés non pas en quantités physiques, ce qui n'aurait aucun sens, mais en prix [40])est la même pour tous les équipements dans les divers emplois (cela découle bien sûr de l'hypothèse selon laquelle il n'y a pas de «rareté spécifique» attachée à tel ou tel type d'équipement).ρ représente la norme d'efficacité des divers investissements effectués en t_0 et productifs en t_1 (ρest fréquemment qualifié de «productivité marginale du capital» mais ce terme présente, *entre autres,* l'inconvénient de laisser entendre que le «capital» est un facteur de production *sui generis,* mesurable en quantités physiques comme «son homologue, le travail»; le prétendu «facteur capital» ne peut bien sûr être mesuré qu'au moyen de prix; il importe de plus de bien distinguer les *prix* m_1 et m_2 des moyens de production différents selon qu'il s'agit de produits de la branche 1 ou de la branche 2, de l'*évaluation locative* ρ du «capital» qui, dans nos hypothèses doit être la même partout; là aussi, une expression telle que le «prix du capital» est source d'ambiguïtés).

(7) $p_1 = \dfrac{df_1}{dX_{11}} \quad p_1 \dfrac{df_1}{dX_{11}} = 1$

(10) $p_2 = \dfrac{df_2}{dX_{22}} \quad p_2 \dfrac{df_2}{dX_{22}} = 1$

Ces deux égalités signifient simplement qu'on doit accroître l'utilisation (sous forme de consommations intermédiaires) d'un bien i dans la production de ce *même* bien i tant que l'*input* d'une unité additionnelle de i permet un *output* supplémentaire de i supérieur à une unité.

(Ces déterminations techniques sont donc indépendantes du système de prix (p_1, p_2); ce sont les seules).

40. Ces prix m_1 et m_2 découlent des conditions de production *passées* et n'ont donc, *a priori,* aucune raison d'être égaux aux prix p_1 et p_2 de la période considérée.

$$(8) \quad p_2 = p_1 \frac{df_1}{dX_{21}}$$

$$(9) \quad p_1 = p_2 \frac{df_2}{dX_{12}}$$

L'interprétation des conditions (8) (9) est la suivante : à l'optimum, l'intensité en bien i (consommation intermédiaire) de la production du bien j est telle que la productivité marginale «en valeur» de l'*input* i (mesuré en quantités physiques) dans la production de j est égale au prix unitaire p_i de cet *input*.

Les équations (11) et (12), qui ne sont pas autre chose que les contraintes initiales, permettent une fois qu'on connaît la forme exacte de f_1 et de f_2, de calculer les inconnues.

III — ASSIMILATION DU SYSTEME DE PRIX (p_1, p_2) A UN SYSTEME DE PRIX DE PRODUCTION

Appelons (p'_1, p'_2) le système de prix de production dans lequel le taux de salaire [41] et le taux de profit sont les coefficients λ et ρ issus du programme. Ce système s'écrit :

$$(a) \quad \begin{cases} p'_1 X_1 = p'_1 X_{11} + p'_2 X_{21} + \lambda L_1 + \rho (m_1 B_{11} + m_2 B_{21}) \\ p'_2 X_2 = p'_1 X_{12} + p'_2 X_{22} + \lambda L_2 + \rho (m_1 B_{12} + m_2 B_{22}) \end{cases}$$

Remarque :

Les prix m_1 et m_2 utilisés pour valoriser les immobilisations ne sont pas les mêmes que les prix p_1 et p_2 utilisés pour valoriser les produits. Cela tient simplement au fait qu'entre le moment où on a fabriqué les biens de production et celui où on fabrique les produits, les techniques de production peuvent avoir changé (point qui n'apparaît pas dans les représentations matricielles de Brody par exemple, mais justement à cause de son hypothèse de fixité des techniques de production d'une période à l'autre). Toutefois, si nous parvenons à montrer que, sous certaines conditions, les prix p_1 et p_2 peuvent être assimilés aux prix p'_1 et p'_2, alors, par récurrence, nous en déduisons la même chose pour les prix des périodes précédentes, et le système (*a*) est bine un système exprimé de manière homogène en prix de production (les moyens de production comme les produits sont mesurés en prix de production, en n'oubliant pas que le prix de production d'un même bien peut varier selon la période à laquelle il a été fabriqué).

Si l'on peut assimiler les prix (p_1, p_2) du programme aux prix de production (p'_1 p'_2), *alors* on peut écrire :

$$(b) \quad \begin{cases} p_1 X_1 = p_1 X_{11} + p_2 X_{21} + \lambda L_1 + \rho (m_1 B_{11} + m_2 B_{21}) \\ p_2 X_2 = p_1 X_{12} + p_2 X_{22} + \lambda L_2 + \rho (m_1 B_{12} + m_2 B_{22}) \end{cases}$$

41. Il peut être préférable d'appeler λ taux du coût salarial (pour l'entreprise) dans la mesure où l'on ne préjuge pas, à ce stade, de la distribution effective au travailleur de la totalité de la somme correspondante (*Cf.*, introduction *ultérieure* de la taxe sur les salaires).

Il convient donc de chercher à quelle condition (en plus des hypothèses posées au début du programme) on peut écrire le système (*b*).

Si l'on remplace, dans la première égalité de (*b*), les termes p_2, λ et ρ par leurs expressions tirées respectivement des conditions (8), (1) et (3) (4) et si l'on remplace, dans la deuxième égalité de (*b*), les termes p_1, λ et ρ par leurs expressions tirées respectivement de (9), (2) et (5) (6), on obtient le système suivant, équivalent à (*b*) :

$$(c)\begin{cases} p_1 X_1 = p_1 X_{11} + p_1 \dfrac{d f_1}{d X_{21}} X_{21} + p_1 \dfrac{d f_1}{d L_1} L_1 + p_1 \dfrac{d f_1}{d B_{11}} B_{11} + p_1 \dfrac{d f_1}{d B_{21}} B_{21} \\ p_2 X_2 = p_2 \dfrac{d f_2}{d X_{12}} X_{11} + p_2 X_{22} + p_2 \dfrac{d f_2}{d L_2} L_2 + p_2 \dfrac{d f_2}{d B_{12}} B_{12} + p_2 \dfrac{d f_2}{d B_{22}} B_{22} \end{cases}$$

En simplifiant la première égalité par p_1 et la seconde égalité par p_2, et en remarquant que d'après les conditions (7) et (10) on a :

$$1 = \frac{d f_1}{d X_{11}} = \frac{d f_2}{d X_{22}}$$

On peut écrire le système (*d*) équivalent à (*c*):

$$(d)\begin{cases} X_1 = \dfrac{d f_1}{d X_{11}} X_{11} + \dfrac{d f_1}{d X_{21}} X_{21} + \dfrac{d f_1}{d L_1} L_1 + \dfrac{d f_1}{d B_{11}} B_{11} + \dfrac{d f_1}{d B_{21}} B_{21} \\ X_2 = \dfrac{d f_2}{d X_{12}} X_{12} + \dfrac{d f_2}{d X_{22}} X_{22} + \dfrac{d f_2}{d L_2} L_2 + \dfrac{d f_2}{d B_{12}} B_{12} + \dfrac{d f_2}{d B_{22}} B_{22} \end{cases}$$

Le système (*d*) est équivalent au système (*b*). Donc, si l'on peut poser la double égalité (*d*), on peut assimiler les prix du plan optimal à des prix de production. Dans quel cas peut-on poser la double égalité (*d*) ?

Supposons que f_1 soit homogène du premier degré en X_{11}, X_{21}, L_1, B_{11} et B_{21}, c'est-à-dire que, quel que soit α :

$$f_1 (\alpha X_{11}, \alpha X_{21}, \alpha L_1, \alpha B_{11}, \alpha B_{21}) = \alpha f_1 (X_{11}, X_{21}, L_1, B_{11}, B_{21})$$

et supposons la même chose pour f_2.

Cela revient donc à poser que les rendements d'échelle, à l'*échelle sociale*, sont constants dans les diverses productions.

Dans ce cas on peut appliquer à f_1 et f_2 le théorème d'Euler [42], dont l'expression n'est autre que la double égalité (*d*).

42. $[\varphi(x, y);\ \varphi(\alpha x, \alpha y) = \alpha \varphi(x, y)] \Rightarrow [\varphi(x, y) = \dfrac{d \varphi}{d x} x + \dfrac{d \varphi}{d y} y]$

On peut en conclure que, si les hypothèses générales du programme sont respectées et si, de plus, les productions des divers biens connaissent, à l'échelle sociale, des rendements d'échelle constants, les «shadow prices» des produits correspondants aux préférences du planificateur exprimées dans le plan optimal peuvent être assimilés à des prix de production.

Bibliographie

[1] T. Bacskai, «New Developments in State Enterprise Taxation in Hungary», *Acta Oeconomica*, 1971, vol. 6, nos 1-2.

[2] S. Balaszy, «Financial Regulating System and Technical Development», *Acta Oeconomica*, 1973, vol. 10, nos 3-4.

[3] Ch. Bettelheim, *Problemes théoriques et pratiques de la planification*, 3ème éd., Paris, Maspero, 1970.

[4] A. Brody, «Three Types of Price Systems», *Economics of Planning*, 1965, no 3.

[5] A. Brody, *Proportions, Prices and Planning*, Budapest, Akademiai Kiado, 1971.

[6] W. Brus, K. Laski, «Problems in the Theory of Growth under Socialism», in E.A.G. Robinson ed., *Problems of Economic Development*, London, MacMillan, 1965.

[7] B. Csikos-Nagy, «Major Problems of Improving the Hungarian Economic Mechanism», *Acta Oeconomica*, 1970, vol. 5, no 3.

[8] B. Csikos-Nagy, *Socialist Price Theory and Price Policy*, Budapest, Akademiai Kiado, 1975.

[9] H. Denis, M. Lavigne, *Le problème des prix en Union Soviétique*, Paris, Cujas, 1965.

[10] Z. Esze, T. Nagy, «A ' több csartornás' ipari termeloi ártipus» (The «several-channel» producer price system), *Közgazdasági Szemle*, 1963, 10, no 1.

[11] I. Friss ed., *Reform of the Economic Mechanism in Hungary*, Budapest, Akademiai Kiado, 1969.

[12] O. Gado, «The Development of Planning and Management Methods in Hungary», *Acta Oeconomica*, 1972, vol. 9, nos 3-4.

[13] O. Gado, *Reform of the Economic Mechanism in Hungary, Development 1968-1971*, Budapest, Akademiai Kiado, 1972.

[14] O. Gado, *The Economic Mechanism in Hungary — How it Works in 1976*, Budapest, Akademiai Kiado, 1976.

[15] L. Hejl, O. Kyn, B. Sekerka, «Price Calculations», *Czechoslovak Economic Papers*, 1967, no 8.

[16] V. Holesovsky, «The Double-Channel Aberration in East European Price Formulas», *Jahrbuch der Wirtschaft Osteuropas*, 1971.

[17] A. Kotulan, «A Contribution to the Discussion on the Basic Price System», *Politická Ekonomie*, 1975, nº 8, traduit in *Eastern European Economics*, Summer 1976.

[18] O. Lange, F. Taylor, *On the Economic Theory of Socialism*, University of Minnesota, Press, 1938.

[19] M. Lavigne, «La fiscalité sur les entreprises étatiques dans les pays socialistes», *Revue de science financière*, janvier 1976.

[20] T. Nagy, «On the Expedient Forms of Reallocating Capital in the Hungarian Economy», *Acta Oeconomica*, 1970, vol. 5, nº 4.

[21] G. Revesz, «Capital-Labour Substitution», *Acta Oeconomica*, 1972, vol. 9, nºs 3-4.

[22] M. Weraslski (traduit par K. Szymkiewicz) «Le système des ressources budgétaires provenant des entreprises industrielles en Hongrie», *Revue de science financière*, janvier 1976.

LA POLITIQUE MONETAIRE, MISE EN OEUVRE DU PLAN

Hélène MESCHERIAKOFF

S'appuyant sur une monnaie plus tolérée qu'intégrée au système, la politique monétaire des pays socialistes de type soviétique est souvent ignorée, toujours minimisée. Le plan étant tout à la fois la référence de base et le critère ultime de toute activité économique, l'introduction de la politique monétaire dans le schéma d'explication est sinon suspecte du moins gênante. Et ceci à double titre : d'une part parce qu'il s'agit de monnaie, monnaie dont le statut dans le système économique n'est pas clairement défini et évolue, et d'autre part, parce qu'il est fait appel à la notion de politique économique dont usent (et abusent) les économistes occidentaux mais qui apparaît timidement dans les économies concernées sous le vocable de stratégie économique.

Définir la politique économique est en fait une chose peu aisée, cette notion liant deux termes qui historiquement ont été dissociés, hiérarchisés même. Pour Platon le politique – art d'administrer la Cité – prévalait sur l'économique – art de gérer la maison. L'économique relève d'une gestion vulgaire au vu de l'art suprême, la fonction noble par excellence qui est de gouverner la cité. Cependant, tout au long de l'histoire, des faits (et au premier rang les guerres, mais aussi l'abolition du servage, la suppression de l'interdiction du travail aux nobles) tout comme des idées (le Saint-Simonisme, le protestantisme) ont contribué à unir le sort de l'Etat, de la Cité, à celui du monde des affaires, du travail pour déterminer une seule et même action, intégrer l'économique au politique.

La politique économique devient ainsi l'un des volets, et non des moindres, de la politique et peut se définir comme la détermination pour une société donnée des objectifs à atteindre dans le domaine économique et des moyens nécessaires pour y parvenir.

Pourquoi alors exclure la planification du champ de la politique économique ? Il est de tradition, en effet, de considérer la planification non seulement comme extérieure à la politique économique, mais encore comme supérieure à celle-ci. Reviendrait-on à la hiérarchie politique – économique, la planification ressortissant au politique ? Il est bien évident en la matière que si politique il y a, elle est aussi et essentiellement politique économique. Le volontarisme stalinien a, il est vrai, entretenu une confusion néfaste en la matière, sur laquelle les économistes se hasardent peu à revenir. Ce refus d'inclure cependant le plan dans le domaine de la politique économique vient du fait, semble-t-il, que les économistes n'ont pas su (ou pas voulu, mais pourquoi ?) dégager deux aspects, deux moments dans la politique économique; la

politique structurelle à laquelle ressortit la planification, et la politique conjoncturelle dont relève la politique monétaire. La planification, acte de prévision à moyen terme, vise la définition des buts que l'on désire atteindre, elle est du domaine du *sollen*. La politique monétaire par contre vise la régulation et la gestion quotidienne des états successifs du plan, elle est du domaine du *sein*. La politique monétaire est donc effectivement soumise à la planification, ces deux aspects de la politique économique, entendue au sens large, étant complémentaires l'un de l'autre. On pourra objecter que l'action par la monnaie relève à la fois de la planification et de la politique monétaire. Il existe en effet une planification monétaire (plan de caisse, de crédit, balance des revenus et dépenses de la population) et par ailleurs une politique conjoncturelle monétaire qui lui est subordonnée. L'une apparaît comme relativement passive alors que l'autre est essentiellement active. Il nous a donc semblé légitime de ne retenir du terme politique que son dynamisme, sa vitalité pour l'appliquer totalement à la politique conjoncturelle en matière monétaire.

De cette manière la politique monétaire ainsi définie devient un instrument du contrôle de la réalisation du plan, c'est-à-dire du constat de l'identité ou non entre la norme et le fait, entre le plan et sa mise en œuvre, et vise au rapprochement de ces deux réalités. Ainsi, la politique monétaire, instrument de contrôle de la réalisation du plan, met en évidence les heurts qui peuvent survenir entre la rationalité du plan qui correspond à une logique dominante et les contraintes inhérentes à l'utilisation de la monnaie; elle révèle donc les limites des choix réalisés dans le plan. De plus, en tant qu'instrument de régulation elle met en œuvre une série de moyens destinés à remédier aux difficultés surgies ou à prolonger la progression harmonieuse des différents éléments du système.

C'est cette double fonction de contrôle et de régulation de la mise en œuvre du plan que nous étudierons en déterminant tout d'abord le champ d'application du contrôle puis les formes d'intervention.

I — LE CHAMP D'APPLICATION : LE CONTROLE PAR LA MONNAIE

Si le terme de politique monétaire est peu usité par les économistes socialistes, ils parlent volontiers de contrôle par le rouble, le mark, le forint, etc., selon leur origine géographique. Bien que les deux notions ne se recouvrent pas totalement, l'expression de contrôle par la monnaie est bien employée dans le sens d'une politique monétaire au sens où l'entend S. de Brunhoff, de «pratique étatique (qui) a pour présupposé l'existence d'une contrainte, celle de l'usage d'une monnaie» [1], donc d'une action conjonctu-

1. S. de Brunhoff, *La politique monétaire, un essai d'interprétation marxiste*, Paris, P.U.F., Coll. SUP, 1973, p. 9.

relle. L'emploi de cette formule suggère en effet que c'est dans la mesure où la monnaie remplit ses diverses fonctions (instrument d'échange, moyen de paiement, mesure de valeur et moyen d'accumulation et d'épargne) que les autorités monétaires ont la possibilité d'exercer un contrôle sur l'activité économique. Ce contrôle se fait en fonction du plan d'ensemble de l'économie, qui a lui-même donné lieu à l'établissement de plans monétaires : la balance des revenus et dépenses monétaires de la population, le plan de caisse et le plan de crédit de la banque centrale.

A) Le principe du contrôle par la monnaie

Le contrôle par la monnaie n'est réellement utile que si l'on admet une liaison étroite entre processus monétaire et processus réel, opinion qui n'est pas également partagée concernant les économies socialistes. Selon les uns, dont T.M. Podolski, si l'ensemble du contrôle n'est pas «irréaliste», la politique monétaire d'une économie socialiste – qui n'est pas soumise aux influences du commerce extérieur, où la dépense globale est directement contrôlée par les plans économiques, où de nombreux biens capitaux sont rationnés – se résume à ajuster le volume de crédit aux besoins du bon fonctionnement des entreprises [2]. Le jugement de A.Brzeski est très voisin : la flexibilité parfaite de la politique monétaire se traduit par une offre de monnaie illimitée destinée à favoriser l'industrialisation [3]. De même pour A. Zwass la fonction principale de l'octroi de crédit est de contribuer «sous l'aspect qualitatif» à l'exécution du plan et est le meilleur moyen d'augmenter la masse monétaire [4]. Pour certains par contre, tel G. Garvy, la monnaie est essentiellement le reflet de flux réels, et remplit par-là même ce qui est appelé une «fonction d'évidence» [5]. En étudiant les comptes inscrits auprès d'elle, la Banque d'Etat est en mesure d'avoir une image complète et continue de la position financière de chaque entreprise et de ses progrès dans la réalisation du plan. Les flux monétaires enregistrés par le système bancaire révèlent les déviations des flux réels prévus par le plan et mettent ainsi en évidence des déséquilibres et goulots d'étranglement dans les processus réels. La comparaison des flux de paiement actuels avec les objectifs du plan permet le contrôle quasi journalier du fonctionnement de l'économie dans son ensemble. Il reste néanmoins

2. *Cf.* T.M. Podolski, *Socialist banking and monetary control : the experience of Poland, Soviet and East European Studies,* Cambridge University Press, 1972, pp. 163 et 344-345.

3. v. A. Brzeski, «Force-draft industrialisation with unlimited supply of money» in *Money and Plan*, ed. by Grossmann, University of California Press, 1968, p. 35.

4. A. Zwass, «Monetary cooperation between East and West», *Soviet and East European Foreign Trade,* vol. X, nos 3-4, Fall-Winter 1974-1975, p. 5.

5. G. Garvy, «Policies and mechanics relating to money», in *Banque, monnaie et crédit en Europe Orientale*, O.T.A.N., 1973, p. 69.

que la monnaie est surtout un signal et pas encore un bon moyen d'ajustement. Pourtant le succès des réformes de l'entreprise dépend partiellement aussi des banques et de leur dynamisme puisqu'elles peuvent adopter dans une certaine mesure les différentes microstructures de production à la structure de la demande [6]. Un exemple de cette action peut être recherché dans l'octroi de crédit (même à moyen terme) par la Gosbank pour financer le développement d'entreprises de services permettant ainsi d'augmenter l'offre globale en vue d'absorber le pouvoir d'achat excédentaire des consommateurs (il est en effet plus facile et moins coûteux du point de vue de la planification et des investissements à réaliser, pense G. Garvy, d'accroître l'offre de services plutôt que celle des biens de consommation) [7]. Il y a donc bien eu action sur les flux réels par l'intermédiaire de la monnaie.

B) Son assise : le double circuit

Cette architecture générale monnaie-marchandise est liée à ce que G. Garvy appelle «un arrangement de base», c'est-à-dire la séparation de l'activité économique en deux circuits monétaires, celui de la monnaie fiduciaire réservée aux particuliers, et celui de la monnaie scripturale attachée aux opérations des entreprises et organismes d'Etat. Cette division en deux circuits monétaires correspond globalement à la distinction dans l'activité économique des deux secteurs, celui de la production et celui de la consommation, celui où dominent des relations fondées sur la propriété socialiste des moyens de production et celui où continuent à exister des relations marchandes et monétaires fondées sur la propriété individuelle des biens de consommation (et, de moins en moins semble-t-il, la propriété coopérative). Cette distinction a donné lieu à d'importantes controverses sur la nature monétaire de ces deux circuits, controverse que nous résumerons brièvement. Pour les uns, tels V. Batyrev et G. Kaganov, la monnaie fiduciaire est la seule vraie monnaie, les règlements scripturaux faisant l'objet d'opérations de crédit [8]. Par contre, I.I. Konnik est moins tranchant dans son jugement, et si le règlement scriptural a peu le caractère de règlement monétaire dans les relations entre entreprises, il se «monétarise» dans les rapports entre les entreprises et les kolkhoz ou entre les entreprises et associations populaires [9]. Et pour Ja A.

6. *Cf.* V. Holesovsky, «Financial aspects of the Czechoslovak economic reform», in *Money and Plan, op. cit.*, p. 101.

7. G. Garvy, «Rôle de la Banque d'Etat dans la planification soviétique», *Cahiers de l'I.S.E.A.*, série G, n° 18, 1963, p. 102.

8. V. Batyrev, G. Kaganov, *L'organisation et la planification de la circulation monétaire en U.R.S.S.*, Moscou, 1964.

9. I.I. Konnik, *La monnaie dans la période d'édification de la société communiste*, Moscou, 1966.

Kronrod le crédit est tout simplement une forme non fiduciaire de signes monétaires [10].

Cette conception, la plus opératoire pour notre analyse semble-t-il, ne permet pas d'exclure du champ de la politique monétaire cette monnaie scripturale [11]. Bien au contraire la relative autonomie financière des entreprises de même que l'ensemble des réformes concernant leur gestion la rend plus nécessaire, sinon urgente. De même que la monnaie qui circule peut donner lieu à accumulation puis désaccumulation brusque, la rotation de la monnaie scripturale peut entraîner un débit plus ou moins important au-delà ou en-deçà des prévisions. Pour Ja A. Kronrod, le fait de limiter la politique monétaire à la sphère de la circulation fiduciaire, c'est-à-dire essentiellement celle de la consommation (et d'en excepter donc la monnaie scripturale liée à la sphère de la production), introduit dans la planification des risques de déséquilibres, en particulier les pressions inflationnistes; «le fait de traiter la monnaie scripturale comme une forme particulière de signe monétaire... permet d'éviter la sous-estimation des conséquences négatives de l'ouverture excessive de crédits» [12]. Les deux flux monétaires peuvent donc diverger par rapport aux plans établis et nécessitent pour cette raison un contrôle étroit et une régulation de la part de l'autorité monétaire; contrôle du montant global de liquidités offertes aux particuliers : salaires, pensions et allocations diverses, revenu provenant d'activités privées (marché kolkhozien) et de leur emploi : paiements de biens et services, de loyers et charges; contrôle du volume et de la structure des crédits octroyés et là encore de leur utilisation. Une politique dans ce sens est d'autant plus nécessaire que la parfaite étanchéité des deux circuits est mise en doute.

C) Ses effets : la dépendance des entreprises vis-à-vis de la Banque

La Banque d'Etat est le point central de ces deux circuits, leur gestion absorbe une large part de son activité particulièrement au niveau local. En effet la politique monétaire de ces économies centralement planifiées se résout essentiellement en un contrôle micro-économique établi en vue de vérifier ou d'influencer l'action d'entreprises individuelles. Et l'un des axiomes du succès de ce double circuit monétaire est la dépendance des entreprises, atténuée

10. Ja A. Kronrod, *La monnaie dans la société socialiste*, Moscou, 1960, p. 319. Il pense d'ailleurs que l'ensemble de la masse monétaire représente du crédit, l'émission de monnaie, fiduciaire ou scripturale, se faisant toujours lors d'une opération de crédit. Voir à ce sujet M. Lavigne, «Planification et politique monétaires dans l'économie soviétique», *Annuaire de l'U.R.S.S., 1968*, Paris, C.N.R.S., 1969, p. 357.

11. Voir à ce sujet le point de vue différent de M. Lavigne dans «Planification et politique monétaires dans l'économie soviétique», *op. cit.*, p. 355.

12. Ja A. Kronrod, *La monnaie dans la société socialiste*, *op. cit.*, p. 321.

par les réformes mais toujours vive, vis-à-vis de la banque [13]. Chaque entreprise, chaque organisme économique et chaque unité administrative de l'Etat n'effectue l'ensemble de ses opérations bancaires qu'avec une seule succursale de la banque centrale expressément désignée à cet effet ou choisie par eux. C'est l'application du principe : «un client – une banque» connu également sous le nom de «principe de l'exclusivité du crédit» [14] stipulant qu'une entreprise obtiendra du crédit à court terme uniquement de la banque qui opère ses paiements. Les entreprises sont ainsi tenues de déposer l'ensemble de leurs avoirs liquides dans cette banque, hormis un fonds de roulement très faible, la banque se chargeant d'opérer tous les mouvements nécessaires à la bonne marche de l'entreprise par de simples jeux d'écritures. Et il semblerait même que les réformes visant à donner une certaine autonomie financière aux unités de production aient renforcé cette dépendance puisqu'une part des fonds obtenus directement du budget a été supprimée, obligeant celles-ci à recourir davantage à la banque lui offrant ainsi l'occasion d'exercer son contrôle par le crédit. Cet état de choses illustre bien ce que l'on appelle dans la littérature économique, soviétique ou polonaise par exemple, «la nécessité objective» ou «le crédit indispensable» dans une économie socialiste [15].

Les économistes socialistes distinguent en général trois aspects du contrôle bancaire : 1) le contrôle préliminaire (avis et acceptation des plans financiers, analyse des normes); 2) le contrôle courant (contrôle sur le processus d'application du plan, l'élimination des goulots d'étranglement); 3) le contrôle *a posteriori* (analyse des résultats finals des entreprises) [16]. En fait l'on peut en retenir deux. Le premier contrôle est lié au plan au sens le plus large et peut être dénommé «contrôle par le plan». Ainsi l'opinion et l'approbation de la banque est recherchée pour établir le plan financier de l'entreprise. Puis la banque surveille l'exécution du plan par l'entreprise aidée en cela par la procédure de crédit prévue à cet effet. La banque ne relève pas seulement les insuffisances ou les erreurs dans la mise en œuvre du plan, elle tente de les rectifier ou de réduire leurs conséquences. Ce contrôle qui appelle une vérification *a priori* et *a posteriori* de tous les paiements quel qu'en soit l'objet, est favorisé par la tenue de comptes distincts suivant la nature des opérations, par la nécessité d'effectuer

13. Des contrastes assez importants cependant existent entre l'attitude de la Gosbank en U.R.S.S. au contrôle relativement tâtillon, détaillant les plans financiers et surveillant leur exécution, et une indépendance assez grande dans d'autres pays. Voir G. Garvy, «East European Credit and Finance in Transition», in *Money and Plan, op. cit.*, p. 165.

14. *Cf.* T.M. Podolski, *Socialist banking and monetary control, the experience of Poland, Soviet and East European Studies, op. cit.*, p. 94.

15. *Ibid.*, p. 42.

16. *Cf.*, Z. V. Atlas, *Le système monétaire socialiste*, Moscou, Finansy, 1969, p. 346.

tous les retraits de monnaie par chèque sauf s'il s'agit de versement de salaires, et par l'obligation d'ouvrir un compte d'avance séparé affecté exclusivement à l'objet précis pour lequel le crédit a été obtenu [17] .

Le deuxième aspect du contrôle bancaire est à la fois moins précis et plus large; il pourrait être appelé «contrôle de gestion» ou encore «contrôle administratif». La banque, en effet, par l'intermédiaire de son contrôle «passif» de l'exécution du plan, est bien placée pour suggérer les améliorations qu'il est possible d'apporter à la gestion de l'entreprise, de même que celles permettant d'accroître la productivité. Elle peut vérifier si les fonds de salaire ont été utilisés d'une manière régulière, si les entreprises s'acquittent promptement ou du moins dans des délais «normaux» de leurs obligations vis-à-vis des autres entreprises, de la banque, du budget ou des travailleurs. Ce contrôle n'est pas directement lié au crédit; la banque apprend à connaître le détail des affaires des entreprises placées sous son contrôle et utilise cette connaissance due à la consultation de documents, comptes et rapports pour développer une certaine forme de coopération avec les entreprises [18]. Cet aspect administratif se retrouve également dans la sanction des résultats de l'entreprise et garde encore une certaine primauté, particulièrement en U.R.S.S.S., sur les sanctions économiques bien que celles-ci connaissent une utilisation croissante dans les autres pays [19] . C'est à un contrôle hiérarchique que fait songer le caractère administratif de la politique monétaire.

II – LES FORMES D'INTERVENTION

Cette politique monétaire consiste donc essentiellement à contrôler l'évolution de la masse monétaire, celle détenue par les particuliers et celle mise à la disposition des entreprises. Cependant l'action sur ce qu'il est convenu d'appeler la monnaie active est essentiellement œuvre de planification, d'adaptation structurelle; les déséquilibres constatés ne pouvant faire l'objet que d'une action sur l'épargne. Par contre le contrôle de la monnaie dite passive, dans la sphère de production, suit presque pas à pas les développements de l'activité économique et quoique avec des moyens très restreints, tente d'infléchir les variables dans le sens d'une meilleure exécution du plan. Cette intervention se fait à la fois par le volume et par le coût du crédit.

17. Voir sur ce point G. Garvy : «Rôle de la Banque d'Etat dans la planification soviétique», *op. cit.*, p. 94.

18. Voir à ce sujet T. M. Podolski, *Socialist banking and monetary control : the experience of Poland, Soviet and East European Studies, op. cit.*, p. 153.

19. *Cf.*, G. Garvy, «East european credit...», *op. cit.*, p. 167.

A) L'action sur la quantité

L'intervention par l'intermédiaire du contrôle de la quantité de crédits octroyés est la plus traditionnelle. Cette action quantitative s'assimile généralement à une politique monétaire stricte se traduisant par un contrôle bancaire tâtillon. Qu'en est-il réellement ?

Le but premier de l'octroi de crédit était de permettre une bonne exécution du plan. Il s'appuyait pour cela sur la théorie dite des garanties matérielles qui se résumait brièvement ainsi : «les crédits suivent les biens», ce à quoi l'on peut ajouter : «pas dans le plan, donc pas de crédit». Ces quelques formules reflètent l'idée que les flux réels, matériels, devaient toujours précéder les flux monétaires, ce qui correspond parfaitement à la loi de la circulation monétaire reproduite dans bon nombre de manuels, insistant sur la proportionnalité qui doit exister entre le stock de monnaie et le stock de biens [20]. Cette affirmation d'une liaison entre catégories monétaires et réelles peut surprendre *a priori* dans des économies où l'on accepte très difficilement une influence quelconque de la monnaie sur les processus réels et elle est dans l'esprit de son auteur strictement passive [21]. Quoi qu'il en soit, cette théorie des garanties matérielles ne permettait l'ouverture de crédit à une entreprise que gagée par un stock de matières premières ou de biens semi-finis ou finis. Des réformes comme celle du 3 avril 1967 en U.R.S.S. ont élargi le champ des «garanties matérielles», les crédits peuvent être accordés à présent «sur rotation des valeurs matérielles et des dépenses de salaires». Ceci signifie que les crédits ne sont plus uniquement gagés par des stocks de biens mais financent les divers aspects du processus de production (paiement de la main-d'œuvre par exemple); à la limite, certains crédits peuvent être garantis par une promesse de production de biens matériels et non plus directement par ces derniers.

Cet élargissement des possibilités d'obtention du crédit justifie très largement le contrôle sur la rotation de la monnaie scripturale puisqu'il peut donner lieu à des demandes de biens de production supérieures à l'offre prévue et provoquer donc des tensions inflationnistes.

A vrai dire, l'étude un tant soit peu approfondie de la pratique du crédit fait de l'idée du «gage matériel» de la monnaie un leurre.

20. *Cf.*, Z.V. Atlas, *Le système monétaire socialiste, op. cit.*, pp. 158-163.

21. Ce n'est pas le cas de tous les économistes; ainsi I.S. Malysev écrit : «l'absence de couverture matérielle aux revenus monétaires de la population signifie l'affaiblissement de la stimulation matérielle..., l'absence de couverture matérielle de l'argent destiné aux grands travaux et au financement des dépenses productives actuelles rend inévitables la violation des plans établis...», in «Les problèmes essentiels de la reproduction socialiste,», Moscou, 1968, pp. 21-22; voir également V.D. Belkin, *Le calcul économique et la planification*, Moscou, 1972, p. 182.

Et celui-ci est accentué par les distorsions entraînées par la pression inflationniste : le rouble représentatif de biens matériels issus de l'industrie légère n'a pas absolument le même contenu, la même valeur que le rouble «circulant» dans l'industrie lourde par exemple. Il semblerait qu'il y ait implicitement un certain taux de change interne qui s'établisse permettant à la monnaie de poursuivre son rôle d'unité de compte.

Quelles que soient l'étendue des réformes et les nuances dans l'application de la théorie des garanties réelles, le système en vigueur apparaît en partie encore comme un mécanisme de crédit automatique. Ainsi par exemple [22], le crédit aux fournisseurs : le vendeur ayant expédié sa marchandise envoie la facture à sa banque qui crédite alors son compte de la totalité de la somme et ceci sans s'être assuré que la livraison correspond bien à la marchandise commandée, que la facture est adéquate et que l'acheteur sera solvable. Si ce dernier n'est pas en mesure de régler la facture, il est très probable qu'il bénéficiera d'un crédit peut-être ... non remboursé [23]. Ainsi le paiement automatique conduit à l'automaticité du crédit, et dans de nombreux cas ce crédit revient à donner un pouvoir d'achat supplémentaire aux entreprises, à créer de la monnaie. Il serait évidemment simpliste de prétendre que le système ainsi pratiqué est inflationniste par essence. Cette création de monnaie, si elle a lieu, peut se faire au bénéfice d'une extension de la production qui pourrait même réduire des tensions préexistantes sur le marché des biens de consommation. Cependant il est certain qu'une offre de crédit très élastique, si elle favorise l'industrialisation, peut également rencontrer et renforcer des goulots d'étranglement, tant dans la sphère de production que dans celle de consommation. En effet, quels que soient les crédits déjà obtenus par l'entreprise, de nouveaux crédits pour le paiement des salaires ne sont jamais refusés [24] (de même que ceux destinés à l'achat de matières premières) et ceci pour des motifs sociaux très compréhensibles.

Cette tendance constante si l'on considère le long terme, interrompue seulement par certains à coups restrictionnistes [25], s'explique

22. *Cf.*, T.M. Podolski, *Socialist banking and monetary control : the experience of Poland, Soviet and East European Studies, op. cit.*, pp. 31-32.

23. Il semble excessif de dire à la suite de P.J.D. Wiles («The control of inflation in Hungary», *Economie Appliquée*, 1974, 1, pp. 129-130) que les crédits à court terme sont accordés imprudemment par la banque et non remboursés, ceci sur le mode le plus général comme si l'insolvabilité ou du moins le non-remboursement des prêts était la règle. Cette situation existe, elle est relativement fréquente si l'on considère qu'elle doit être l'exception, mais reste heureusement une solution extrême.

24. Voir à ce sujet A. Brzeski, «Force-draft industrialisation with unlimited supply of money», op. cit., p. 24.

25. Cette politique n'a cependant pas été celle de la Tchécoslovaquie qui a pratiqué avec vigueur une politique de restriction de crédit; *Cf.*, A. Brzeski, *op. cit.*

aisément par l'idée fondamentale qui est celle de croissance et pendant longtemps de croissance à tout prix, permise par l'étendue des possibilités physiques de ces économies. C'est pourquoi le mot d'ordre général pouvait être : la production avant toute chose, et ce grâce à une politique du crédit finalement laxiste; un plan tendu justifiait des demandes de crédit excédentaires permettant son exécution, les crédits non remboursés donnant lieu en dernier ressort au versement d'une subvention aux entreprises déficientes. Il y a ainsi bien toujours production, mais parallèlement augmentation de la monnaie disponible (fût-ce de la monnaie scripturale uniquement). En réalité l'expansion du crédit a créé ce que Pigou ou Mikoyan appellent un milieu (légèrement inflationniste) favorable à l'industrialisation, mais ce milieu, s'il n'est pas en soi générateur d'inflation, rend cette inflation possible. Cependant, ce que G. Garvy a appelé un arrangement institutionnel fait qu'une création excessive de monnaie au bénéfice du secteur de la production ne rompt l'équilibre monétaire que si elle se résout en un excès de pouvoir d'achat pour les consommateurs. Or le volume des crédits accordés n'influe sur le volume de la monnaie fiduciaire que si ces crédits ont donné lieu au paiement de salaires en sus de ceux prévus. Ce n'est que par ce biais que la formule : la circulation des billets détermine le volume des dépôts, et non l'inverse [26], est infirmée et devient celle-ci : les dépôts font les dépôts par l'intermédiaire du crédit [27], pour ne pas avancer celle plus connue mais encore refusée dans ces économies centralement planifiées : « *loans make deposits* ». Et ainsi le crédit «exceptionnel» devient des liquidités «exceptionnelles», c'est-à-dire que la monnaie «passive» engendre une monnaie «active» [28].

C'est pour cette raison qu'il est très important de considérer la politique monétaire non seulement comme étant un contrôle de la circulation de monnaie fiduciaire mais comme se préoccupant de l'équilibre entre l'offre globale de monnaie et les besoins en liquidités de l'ensemble de l'économie. Pour D.R. Hodgman d'ailleurs un contrôle de l'inflation dans les économies de type soviétique ne peut être compris qu'ainsi, «l'inflation (étant) *toujours* due à des crédits bancaires excessifs... la banque ayant répondu trop largement aux demandes de financement de capital circulant dans l'économie» [29]. Ces crédits accordés en excès sont la marque d'un mauvais fonctionnement de la banque tout comme la non-exécution du plan l'est pour l'entreprise. Or c'est la banque par

26. G. Garvy in *Soviet planning*, éd. par J. Degras et A. Nove, Oxford, 1964, p. 62.
27. P.J.D. Wiles, *Communist international economics*, Basil Blackwell ed., Oxford, 1968, p. 49.
28. *Ibid.*
29. D.R. Hodgman, «Soviet monetary controls though the banking system» in *Value and Plan*, ed. by G. Grossmann, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1960, p. 122.

l'intermédiaire du crédit qui est la mieux placée pour détecter les tensions inflationnistes, pour porter attention au dépassement des coûts de production... et également pour intervenir au moment propice.

C'est ce qui a amené les banques à être plus sourcilleuses lors de l'octroi de crédits et tout d'abord à réduire et les prêts en excès (non prévus par le plan) et les retards de paiement. Mais des prêts spéciaux ont alors été accordés aux entreprises en «difficultés financières» bien que certains pays connaissent un «encadrement» du crédit plus sévère. Ainsi J. Fekete rappelle qu'en Hongrie la banque n'est pas tenue de satisfaire automatiquement les demandes de prêts des entreprises. Si la réalisation de la production ne paraît pas assurée ou si l'entreprise figure sur la liste de celles qui ont de perpétuelles difficultés de paiement, la banque est en droit de refuser le crédit sollicité [30]. De même, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, la banque insiste sur le fait que l'entreprise est tenue de couvrir l'accroissement annuel du capital circulant par ses propres ressources financières. Ce n'est que sous condition de solvabilité que le crédit peut remplir une fonction régulatrice. Cependant ces déclarations peuvent laisser quelque doute quant à leur application autant il est certain que la banque peut avoir un contrôle efficace sur l'entreprise que dans la mesure où le recours au crédit est important. Il semble que ce soit dans cet esprit que la banque en Union Soviétique propose depuis 1965 des crédits appelés de roulement qui se traduisent en fait par une prise de participation de la banque à la gestion de l'entreprise. En effet l'entreprise se voit ouvrir un «compte spécial d'avances», équivalent en quelque sorte à un compte courant alimenté par une partie de son fonds de roulement (50 %) [31]. La pratique semble ainsi s'acheminer vers un contrôle non plus strictement normatif (mal servi par la théorie des garanties réelles) mais «qualitatif» [32] au sens où il est recherché avant tout l'ajustement de l'offre de crédit aux besoins de l'activité économique.

Ainsi la réforme de 1967 en Hongrie entraîne une fixation globale du volume de crédit pour chaque entreprise et celle-ci est amenée à «censurer» ses besoins, à financer son développement sur ses propres ressources. L'entreprise ne connaît plus ainsi cette sécurité du crédit si confortable liée à la théorie des «garanties matérielles». En effet, tout comme en Pologne après la réforme bancaire de 1958, le crédit cesse d'être simplement

30. J. Fekete, «The role of monetary and credit policy in the reform of Hungary's economic mechanism», in *Money and Plan, op. cit.*, p. 78.

31. Voir M. Lavigne, «La création de monnaie par la Banque d'Etat de l'U.R.S.S.» in *Essais en l'honneur de J. Marchal*, Paris, Cujas, 1975, pp. 275-276.

32. Terme utilisé de plus en plus couramment; *Cf.* sur ce point T.M. Podolski, *Socialist banking and monetary control : the experience of Poland, Soviet and East European Studies, op. cit.*, p. 306 ou P.J.D. Wiles «The control of inflation...», *op. cit.*, p. 130.

un aval *a posteriori* et devient en quelque sorte un élément d'anticipation accordé sur la base de requêtes trimestrielles. La garantie du crédit n'est plus le motif de l'octroi de crédit mais elle fait place à une estimation globale des possibilités de remboursement qu'offre l'entreprise. Cette réforme qui s'appuie sur le principe que le crédit ainsi accordé développe automatiquement les éléments nécessaires à sa couverture est dangereuse à deux points de vue : le principe de la couverture automatique n'est «viable» que dans une économie où les capacités de production sont disponibles et «l'auto-censure de l'entreprise» en matière de crédit risque de conduire l'entreprise à se développer non en fonction de la demande de ses produits mais en fonction de ses ressources [33]. L'exemple n'est donc pas très probant. Cependant, la nouvelle conception du contrôle bancaire a conduit les banques, même en Union Soviétique, à interpréter assez souplement ces besoins de l'économie non seulement en tant que répondant aux objectifs du plan, mais également en termes d'actualité, d'urgence quelquefois, au risque d'intervenir en dehors des voies planifiées. Car il est certain que pour les entreprises aux capacités de production inutilisées (ce qui est le cas le plus fréquent) une restriction de crédit ne veut rien dire et annihile le dynamisme potentiel de ces unités de production alors même que c'est ce qui manque le plus.[34] : La politique de restriction de crédit n'est pas une méthode de contrôle efficace et a toujours donné lieu à un renforcement du crédit commercial direct entre entreprises.

B) Une fuite d'importance : le crédit commercial direct

Qu'est ce crédit commercial ? On peut affirmer tout d'abord qu'il est illégal. Il est en effet interdit aux entreprises d'entrer en relation de crédit les unes avec les autres, de telle sorte qu'aucun crédit commercial ne peut en principe exister. La raison de cette réglementation stricte est la préservation du contrôle par la monnaie de toute échappatoire, en mettant bien l'accent sur le fait que ce contrôle concerne avant tout l'activité de l'entreprise et non pas la demande globale. Or s'il est évident qu'un certain nombre d'entreprises recourent à ce procédé du crédit commercial direct pour échapper au contrôle bancaire, ce n'est pas là la seule raison. Une autre peut être trouvée dans le fait qu'une politique plus souple ou plus libérale de crédit réduisait très sensiblement le volume de ces crédits commerciaux directs. Ainsi en est-il allé pour la réforme

33. Voir M. Riesz, «The main issues of credit theory in the past 25 years», *Acta Occonomica*, 1973, 10,2, pp. 233-246.

34. Ainsi en 1968 en Hongrie, alors même que l'activité économique connaissait un essor important dans la construction, des crédits ont été refusés aux entreprises fabriquant des matériaux de construction; cité par P.J.D. Wiles, «The control of inflation...» *op. cit.*, p. 130.

du crédit d'août 1959 en U.R.S.S. ou après la libéralisation de 1965. Par contre un resserrement du crédit, l'exigence du respect plus strict des échéances de remboursement par exemple, développe le crédit commercial que les entreprises s'accordent l'une à l'autre[35]. En période difficile donc, les crédits bancaires perdent peu à peu de leur importance, et le crédit commercial direct devient une source importante de financement du capital circulant pour les entreprises. On trouve dans les statistiques relatives aux sources de moyens circulants, à la rubrique «crédits fournisseurs» que le montant de l'endettement des entreprises à ce titre représentait au 31 décembre 1975, 8,8 % des sources de financement des capitaux circulants et presque 20 % des encours bancaires. Dans le bâtiment, ce dernier chiffre montait à plus de 50 %. «C'est en somme un véritable marché parallèle de la monnaie de crédit...» [36]. L'importance du phénomène et sa spécificité conduisent T.M. Podolski à émettre l'hypothèse que c'est un produit du système des économies planifiées, associé peut-être à une politique d'industrialisation à outrance. Il semblerait à vrai dire que ce soit de cette manière que le «marché» monétaire s'ajuste de lui-même selon des modes non planifiés pour répondre aux besoins déterminés par les variables réelles. Ce serait un moyen pour les économies planifiées d'appliquer la théorie monétaire de la «Banking School», d'être réellement disciples de Tooke [37]. Quelles que soient les références théoriques du procédé il s'ensuit bien qu'échappe au contrôle bancaire une part importante des opérations menées par les entreprises; à court terme une telle procédure augmente la vitesse de circulation de la monnaie et à long terme elle force les autorités à étendre le crédit et à modifier les principes même de leur octroi, en agissant éventuellement sur leur coût.

C) L'action sur le coût

Il est en effet symptomatique de constater que les difficultés qui conduisent les entreprises à tourner la loi ne proviennent pas du coût du crédit mais des quantités accordées; l'argent, même s'il est rare, n'est jamais cher. C'est cet état de choses qui explique largement pour certains [38] le manque d'efficacité des fonds em-

35. Voir E. Mitel'man, «L'exposé des principes du crédit bancaire direct», *Den'qi i Kredit*, 1970, 5, pp. 22-23. Pour la Pologne, la période 1950-1955 correspondant à un «encadrement» du crédit, a connu une extension très importante de ces crédits commerciaux directs.

36. M. Lavigne, «La création de monnaie par la Banque d'Etat de l'U.R.S.S.», *op. cit.*, p. 274.

37. T.M. Podolski, *Socialist banking and monetary control : the experience of Poland, Soviet and East European Studies, op. cit.*, pp. 162 et 225. Sur le «banking principle» voir également M. Lavigne, *op. cit.*, p. 259.

38. G. Halm par exemple dans «The possibility of adequate calculation», in *Collectivist economic planning*, éd. by F.A. Hayek, Londres, Routledge et Kegan, 1935, écrivait déjà : «il est malheureux que l'existence d'un intérêt significatif, qui représente cependant

(suite de la note p. 185)

pruntés, le gaspillage si l'on veut parler sans euphémisme. Quels sont les taux d'intérêt pratiqués dans les économies socialistes ? Bien que dans la plupart des pays les taux aient été rehaussés à la suite des réformes économiques générales, ils restent malgré tout très bas eu égard à ce que nous connaissons dans les pays capitalistes. Les taux les plus faibles sont le privilège de l'Union Soviétique, le taux moyen s'établissant à 2,5 % environ (0,5 % pour des crédits d'investissements centralement planifiés, 1,5 à 2 % pour des crédits d'investissements décentralisés, un taux allant de 2 à 6 % pour les crédits à court terme). La République démocratique allemande a adopté un taux central de 5 % en janvier 1971, la Tchécoslovaquie voit son taux passer à 6 % en 1967-1968. Pour la Hongrie, à partir de 1971 le taux d'intérêt des crédits bancaires pour remplacement, modernisation et extension d'entreprises existantes à terme de 2 à 5 ans a été fixé à 9 % (5 – 7 % jusqu'à cette date) et les crédits pour investissements projetés par l'Etat et privilégiés en raison de leur importance, à terme de 5 à 10 ans, supportent un taux d'intérêt de 8 % [39]. Même si les taux de l'U.R.S.S. sont aberrants par rapport à la moyenne des autres pays, la révision des taux de ces derniers est bien due à une volonté d'action sur l'activité économique par la cherté du crédit. Mais les résultats obtenus semblent être à la mesure de la timidité de cette politique, et sont difficiles à apprécier. En effet, pour l'Union Soviétique la différence entre taux de crédits centralement planifiés et taux de crédits décentralisés est peu significative pour que l'on puisse tirer des leçons d'un éventuel glissement de l'un à l'autre, les deux taux étant très faibles; quant à la Hongrie, elle a, par suite des répercussions de l'inflation mondiale, sensiblement «recentralisé» son activité économique et donc limité les possibilités d'options offertes entre des taux plus ou moins avantageux. Cependant en 1971 en Hongrie, on a pu relever un renforcement des investissements du secteur industriel, de la construction, de l'agriculture et du commerce décidée par les entreprises elles-mêmes, la proportion par rapport aux investissements totaux passant de 63 % à 66 % de 1970 à 1971 [40]. Mais rien ne permet de prétendre que ce gonflement est dû aux taux d'intérêts croissants et corresponde à une baisse de l'appel au crédit, puisqu'il n'est pas fait état dans nos sources de l'origine des ressources destinées à financer ces investissements. Par ailleurs, l'obstacle du taux d'intérêt pouvait être généralement tourné par une augmentation des prix des biens

(suite de la note 38)

une nécessité imposée par les conditions économiques, ne puisse être adoptée dans une économie socialiste...» et en 1973 T.M. Podolski reprenait le même thème en soutenant «qu'un contrôle monétaire basé sur le coût du crédit aurait de meilleures chances de succès...» («Trade credit and monetary control» in *Banque, monnaie et crédit...*, O.T.A.N., *op. cit.*, p. 83).

39. Voir H.F. Buck, «Economic reform and investment financing in the Eastern Europe centrally-planned economies» in *Banque, monnaie et crédit... op. cit.*, p. 139.

40. *Ibid.*

produits si bien que les besoins financiers des entreprises hongroises ont souvent eu raison des incitations gouvernementales à l'économie [41].

Est-ce à dire au vu de ces résultats peu encourageants qu'un maniement des taux d'intérêt vers le haut soit voué à l'échec ? Ce serait une conclusion trop rapide vu l'hétérogénéité des situations. Il apparaît en effet que le crédit est à l'heure actuelle considéré comme onéreux en Hongrie, et expliquerait ainsi de nombreux investissements «*labor-intensive*» [42] (incorporant d'ailleurs bien souvent peu de progrès technique). La question essentielle en la matière est la suivante : le taux d'intérêt doit-il être considéré comme une sanction, un coût ou comme un critère d'allocation des ressources, une fin ? Il est certain que les économies socialistes répugnent à une sélection des investissements par l'argent, ce qui pourrait devenir le cas si elles adoptaient des taux d'intérêt élevés. Mais il est certain également que les biens capitaux ne sont pas infinis et qu'une politique de bas taux d'intérêt ne doit pas permettre de les gaspiller, et de créer des tensions inflationnnistes importantes dans le secteur de production. Par ailleurs, si le taux d'intérêt peut être compris comme relevant d'une prime de risque [43], ce risque est-il celui d'une éventuelle inefficience, ou celui d'une possible insolvabilité de l'emprunteur ? Les deux interprétations ne peuvent être forcément réunies dans une économie qui recherche avant tout non le profit mais un niveau de satisfaction sociale. Malgré tout, quels que soient les problèmes liés au contrôle par la monnaie par l'intermédiaire du taux d'intérêt, il semble que ce dernier ait des chances de succès s'il peut se combiner au contrôle par la variation du volume de crédit offert; et tout particulièrement si le taux d'intérêt-sanction (par exemple pour les crédits à échéance dépassée) était plus contraignant (il n'est que de 8 % en U.R.S.S., donc nullement dissuasif).

D) La stimulation de l'épargne : action originale

Même si l'action par le coût du crédit n'est pas encore bien intégrée dans le système, elle fait partie des modes d'intervention classiques de la politique monétaire. Or il est un instrument dont l'utilisation s'est généralisée dans les économies socialistes mais qui ne relève pas à proprement parler des moyens d'intervention classique et qui est l'incitation monétaire à l'épargne. Celle-ci s'inscrit dans le cadre d'une régulation macro-économique des flux monétaires et est destinée essentiellement à réduire les disponibilités monétaires entre les mains des particuliers, dans

41. H. Schaefer, «Reform and finance in Hungary» in *Banque, monnaie et crédit..., op. cit.*, p. 109.
42. *Ibid.*
43. G. Garvy, in *Money and Plan, op. cit.*, p. 171.

la mesure où elles ne peuvent trouver à s'échanger contre des biens matériels. Il peut *a priori* paraître évident qu'une situation de rareté de certains biens de consommation (dont nous n'avons pas à rechercher les causes dans le cadre de cette étude) engendre une masse importante d'épargne. Cependant l'épargne ne se résout pas forcément en un dépôt à la caisse d'épargne et il est donc important pour l'analyse de distinguer épargne individuelle et épargne organisée ou institutionnelle, la première étant extrêmement difficile à estimer, la deuxième s'appréciant selon les dépôts dans les institutions d'épargne [44]. C'est pour réduire la première (thésaurisation) au bénéfice de la seconde (véritable épargne) que des mesures d'incitation monétaires sont prises, donc non pas tellement pour accroître la masse globale épargnée mais pour l'orienter vers les circuits étatiques de collecte pour leur emploi judicieux [45].

Ainsi est-il très intéressant de savoir que dans certaines régions il est quelquefois difficile de procéder au paiement des salaires, la date prévue devant être repoussée, et ceci non pas pour des raisons de non-conformité avec le plan, mais simplement faute de billets, les espèces nécessaires provenant directement des dépôts des caisses d'épargne. Une telle pratique révèle une forme de circulation particulière : il n'y aurait pas création de monnaie puis destruction, mais plutôt injection de monnaie dans le circuit puis retrait de ce circuit par l'intermédiaire de l'épargne en particulier, et à nouveau réinjection, etc. Ce deuxième mouvement illustrerait assez bien ce que E. Andres appelle la «loi du retour» [46], l'Etat représenté par la Gosbank en U.R.S.S. étant tout à la fois la source et l'aboutissement de la circulation monétaire.

L'incitation traditionnelle en matière d'épargne passe par la définition des taux de rémunération des dépôts. Ceux-ci ne sont pas très mobilisateurs en tant que tels, surtout aux yeux d'observateurs occidentaux. Concernant les dépôts à vue, les intérêts servis vont de 2 % en U.R.S.S. et Hongrie, 2,3 % en Tchécoslovaquie, 3,1 % en R.D.A. à 3,5 % en Roumanie et Bulgarie. Pour les dépôts à terme les taux varient selon leur durée : 3 % pour les dépôts à 3 mois en Hongrie et à 6 mois en U.R.S.S.; 4 % pour des dépôts d'un an en Tchécoslovaquie et 5 % pour la même durée en Hongrie alors que ce taux ne revient qu'à des dépôts à terme de 3 ans en

44. Concernant cette distinction, voir V.D. Belkin, *Le calcul économique et la planification*, Moscou, 1972, pp. 216 et suiv.

45. Ainsi V.D. Belkin, *op. cit.*, explique que si «jusqu'en 1963 en U.R.S.S. les caisses d'épargne relevaient du Ministère des Finances et leurs dépôts étaient enregistrés directement dans les revenus du budget d'Etat, à présent elles relèvent de la Banque d'Etat de l'U.R.S.S. Mais du fait que le budget prend part à la formation des ressources de la Banque, la croissance des dépôts réduit symétriquement les besoins de participation du budget d'Etat».

46. E. Andres, *Fondements de la théorie de la monnaie dans la société socialiste*, Moscou, Mysl', 1975, pp. 143 et suiv. et p. 225.

R.D.A. Le taux le plus élevé est de 6,3 % pour des dépôts de 5 ans en Pologne, ce qui est déjà beaucoup plus proche des rémunérations connues en France par exemple. De plus ces dépôts peuvent être assortis de primes non négligeables. Ainsi en Pologne les dépôts d'épargne en vue de la construction portent un intérêt annuel de 3 % et sont garantis contre toute hausse des prix de la construction, la valeur des dépôts étant transposée en surface réelle (44 m^2 de surface utile). De même une prime est versée aux parents ayant effectué des dépôts au bénéfice de leurs enfants (normalement rétribués). Cette prime est de 0,3 % par an, payable à la fin des années d'épargne sur les sommes déposées régulièrement chaque mois [47]. Plus connus sont les dépôts à terme avec loterie et primes accordées aux chanceux, que l'on retrouve dans tous les pays socialistes.

Si donc les taux eux-mêmes peuvent être jugés inintéressants du point de vue de la rentabilité de l'épargne, outre le fait qu'ils assurent au minimum le maintien du pouvoir d'achat des fonds (et au-delà bien souvent), il est important de préciser que ce n'est pas là l'objectif premier de l'épargne. L'important pour l'épargnant est de trouver par ce biais une possibilité d'utilisation, rémunératrice de toutes façons par rapport à leur non-emploi forcé, des ressources excédentaires. En effet, cette épargne donne à son titulaire l'espoir de satisfaire une demande qu'il lui est impossible de satisfaire autrement. Il en va ainsi de la demande d'appartements, maisons individuelles et biens de consommation durables. Leurs prix et les conditions de leur vente et d'obtention du crédit à la construction ou à la consommation, ont été fixés de telle sorte qu'une large part des dépôts d'épargne sont «gelés» pour de longues périodes du fait de l'achat envisagé. Ainsi les incitations monétaires visant à accroître l'épargne institutionnelle favorisent simultanément deux fonctions remplies par cette dernière : celle de régulation de la masse monétaire détenue par les particuliers déjà envisagée par K. Marx [48] qui permet à l'heure actuelle de tempérer les tensions inflationnistes en réduisant la demande solvable; et celle plus nouvelle de régulation de la masse monétaire destinée aux investissements par l'intermédiaire du crédit qui permet elle aussi de réduire les pressions inflationnistes en augmentant l'offre de biens.

Ainsi la politique monétaire des pays socialistes, à la fois par des moyens classiques : le crédit, comme par des voies plus détournées : l'épargne, permet non seulement d'assurer le contrôle et quelquefois la gestion des entreprises, mais aussi de redistribuer la

47. *Cf.* Bacskai, «The experience of savings banks in socialist economies and its applicability to developing countries», *Acta Oeconomica*, 1973, vol. 10 (2), pp. 201-216.

48. K. Marx, *Le Capital*, Editions sociales, 1976, L.I., chap. III, p. 108.

monnaie selon les besoins, d'assurer la liquidité de l'économie. Ce terme de liquidité dans l'esprit de la plupart des monétaristes, soviétiques par exemple, est liée à la garantie réelle gageant un crédit [49]. Or ce critère de liquidité est très contestable; certains actifs réels, stocks de biens par exemple, sont plus liquides que d'autres : matières premières, biens semi-finis, ou au contraire, devenus obsolescents ils peuvent à la limite ne plus rien garantir, devenir totalement illiquides. Cette absence de liquidité de la garantie présumée correspondra en fait à un octroi de crédit entraînant une demande excédentaire, qui, dans le cas de prix fixes, sera gelée en épargne forcée, celle-ci assurant alors la couverture nécessaire [50]. Amenées à élargir ce processus de crédit qui ne serait plus lié à une quelconque garantie réelle, il n'est pas étonnant dès lors de voir les autorités monétaires rechercher et donc stimuler l'épargne des particuliers.

Hélène MESCHERIAKOFF

49. *Cf.* I. Levcuk, Le fonds préalable et le crédit, Moscou, Finansy, 1971, p. 211, cité par M. Lavigne, «La création de monnaie par la Banque d'Etat d'U.R.S.S.», *op. cit.*, p. 268.

50. M. Riesz, «The main issues of credit theory in the past 25 years», *Acta Oeconomica*, 1973, vol. 10, n° 2, pp. 233-246.

LA POLITIQUE DU REVENU EN SYSTEME SOCIALISTE
(l'exemple de la Pologne)

Barbara ROGULSKA

La politique des revenus revêt deux significations distinctes selon qu'on se situe en économie capitaliste ou socialiste. Dans le premier cas, ce vocable recouvre essentiellement les techniques d'intervention anti-inflationnistes alors que, dans le deuxième cas, il s'agit surtout de déterminer le niveau de vie de la population et d'orienter le processus de production.

En fait, même cette caractéristique sommaire n'est pas sans poser des problèmes. Car pendant une longue période la théorie économique du socialisme mettait presque uniquement l'accent sur les bases institutionnelles des moyens de production, sur l'existence de la propriété collective des moyens de production, sur le caractère du pouvoir. Le côté fonctionnel du système ne faisait pas partie des préoccupations, les solutions empiriques dans ce domaine étaient supposées les seules possibles et par-là même optimales. D'où l'absence d'une véritable politique du revenu. Cette optique semble toutefois être remise progressivement en cause depuis une quinzaine d'années, du fait d'une tentative de passage à une croissance intensive. Celle-ci implique l'augmentation de la productivité du travail et l'accroissement de l'efficacité de l'organisation et de la gestion de l'économie nationale, ce qui explique le rôle croissant du calcul économique et du système des stimulants. Il s'ensuit une révision des motivations traditionnelles (tel le stakhanovisme). L'idéologie égalitaire n'est plus un instrument de la mobilisation sociale. Les critères méritocratiques deviennent prédominants. C'est la réhabilitation des capacités et des compétences individuelles. Dès lors les problèmes posés par la politique du revenu attirent de plus en plus l'attention des économistes et des dirigeants.

La question qui nous préoccupe ici est de savoir s'il existe dans une économie socialiste une véritable politique du revenu, et dans l'affirmative, quels sont ses objectifs et les moyens mis en œuvre pour les atteindre. Ceci revient à procéder à une sorte de test de cohérence interne, par le biais de la comparaison des objectifs explicites et des résultats obtenus. Un test de cohérence négatif peut résulter essentiellement de deux phénomènes : soit les moyens employés sont inadaptés aux buts recherchés, soit les objectifs prédominants ne sont pas forcément explicites.

Le problème se pose de manière semblable mais non identique dans tous les pays de type soviétique. Les objectifs sont différents quand le système des salaires est subordonné à la réalisation du plan et sert accessoirement à stimuler la planification tendue (Allemagne de l'Est, Union Soviétique) ou quand ce système doit être un moyen d'orienter le progrès économique, particulièrement dans le domaine de l'économie de ressources humaines (Hongrie, Yougoslavie, Bulgarie). Nous étudierons ici l'exemple de la Pologne, qui semble appartenir à une troisième catégorie.

Le revenu individuel comprend le revenu du travail (la majeure partie étant composée des salaires) provenant du fonds individuel de consommation (FIC) et les prestations du fonds social de consommation (FSC). Le FSC est la partie du produit social dépensée, en tenant compte des préférences sociales, pour satisfaire les besoins individuels et collectifs, indépendamment des résultats du travail des bénéficiaires. On en déduit souvent que le fonds individuel de consommation est réparti selon le principe : «A chacun selon son travail», tandis que le fonds social de consommation l'est selon le principe : «A chacun selon ses besoins»; on souligne souvent (Minc, Ostrovitianov) la spécificité en économie socialiste de la répartition du revenu national en produit pour soi, ou travail qui revient directement aux travailleurs productifs, et produit pour la société ou travail qui, d'une part, revient aux travailleurs improductifs et, d'autre part, sert à satisfaire différents besoins sociaux. Z. Tanko explique cette distinction par l'existence de deux formes de propriété dans ce type d'économie, la propriété collective ou étatique des moyens de production et la propriété privée de la capacité de travail. En conséquence, les travailleurs touchent deux formes distinctes de revenus, l'une qui correspond à la valeur de leur force de travail, l'autre à une fraction des profits destinée à la consommation personnelle, qu'ils touchent en tant que copropriétaires des moyens de production.

En considérant la politique des revenus, nous ferons abstraction du problème de la répartition du revenu entre l'accumulation et la consommation [1], car tout en étant fondamental, il a été déjà largement discuté dans la littérature économique. Nous nous attacherons essentiellement à l'analyse du fonds de consommation, aussi bien du fonds individuel de consommation donc essentiellement aux facteurs déterminant le niveau et la structure des salaires, qu'au rôle théorique et effectif du fonds social de consommation.

Par ailleurs, dans cette analyse la population de référence est la population salariée dans le secteur étatisé. Les problèmes spécifiques à la population rurale ne seront pas abordés ici. Les données statistiques sont presque uniquement prises de sources polonaises.

*

* *

1. *Cf.* néanmoins l'annexe 1.

I – ANALYSE DU FONDS INDIVIDUEL DE LA CONSOMMATION : LA NATURE ET LES FONCTIONS DU SALAIRE

A) La nature du salaire

Qu'est-ce que le salaire dans une économie socialiste ? Traditionnellement dans la littérature des pays de l'Est, on le définit comme la rémunération de la participation des travailleurs au revenu national selon la quantité et la qualité du travail fourni, car dans le système socialiste la force de travail cesse d'être une marchandise, et le salaire – son prix. Mais les arguments avancés à l'appui de cette thèse ne sont pas toujours convaincants. Par exemple Z. Morecka, tout en affirmant que le salaire ne constitue pas le prix de la force de travail, déclare que le double caractère du salaire se maintient dans l'économie, du fait qu'il est en même temps une forme concrète de revenu individuel et un élément des coûts de production, donc que les salaires jouent dans une certaine mesure le rôle du prix du travail même dans une société socialiste. L'ouvrier touche le salaire non seulement comme copropriétaire des moyens de production mais surtout comme propriétaire de la force de travail ([37] p. 999). Par ailleurs M. Pohorille affirme que le principe du partage selon le travail est dans un certain sens analogue au principe d'équivalence dans une économie marchande. L'équivalence signifie l'échange des marchandises en fonction de la quantité de travail socialement nécessaire contenue dans ces marchandises ([43] p. 303). Cette position fait référence à ce que dit Marx sur le rôle des salaires dans une société issue de la société capitaliste; selon lui le producteur : «reçoit de la société un bon, certifiant qu'il a fourni tant de travail (après avoir retranché son travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire de la réserve sociale exactement autant d'objets de consommation que coûte un travail équivalent... il règne le même principe que dans l'échange de marchandises équivalentes» ([32]pp. 81-82).

Le refus de considérer les salaires comme le prix de la force de travail est compréhensible chez les auteurs qui, en règle générale, réfutent l'action de la loi de la valeur dans cette économie. Mais si on admet que l'équilibre entre production et reproduction du produit et du surproduit économiques est déterminé par la valeur d'échange et des rapports marchands, alors il est inévitable que l'exercice d'une capacité de travail demeure aussi soumis à cette loi. Il faut donc admettre que l'échange existe à partir de l'achat/vente de la capacité de travail. Certains auteurs l'admettent plus ou moins explicitement en parlant non pas d'achat/vente mais de louage de la force de travail : «Ainsi dans les conditions du socialisme, quoique le principe (partage selon le travail) en soit la

négation de l'exploitation de l'homme par l'homme les rapports de louage sont inévitables, probablement dans une période assez longue» ([47] pp. 11-12). Ou bien : «compte tenu du fait que, dans l'économie socialiste contemporaine, la propriété sociale est liée à l'appropriation indirecte des produits par les entreprises productrices, le travail dans le secteur étatique est caractérisé par la forme de louage et par certains reliquats de son contenu» ([36] p. 1). On reconnaît même après Marx que «ce droit égal reste toujours prisonnier d'une limitation bourgeoise», et que «ce droit égal est un droit inégal pour un travail inégal» ([32] pp. 82-83). Car, comme écrit J. Mujzel : «En considérant le côté formel du problème, on peut dire que ce modèle est en quelque sorte hérité par le socialisme. D'après une série de caractéristiques extérieures, il constitue la continuation du modèle créé dans une économie marchande capitaliste» ([39] p. 116).

B) Les fonctions du salaire

D'après les économistes des pays de l'Est, le salaire dans cette économie remplit deux fonctions essentielles : il constitue un revenu-instrument fondamental dans la détermination du niveau de vie des membres de la société; il constitue un stimulant qui permet d'influencer le comportement des travailleurs dans le processus de production. D'où la distinction entre le salaire de base, c'est-à-dire la rémunération par unité de travail, selon un indice de qualification, et le salaire fondamental qui contient, outre le salaire de base, les différents suppléments tel que les primes. Le rôle du salaire de base est d'assurer le minimum de subsistance de tous les travailleurs, tandis que celui du salaire fondamental est d'assurer la différenciation de l'utilité productive du travail selon les besoins de l''économie.

1° — Le salaire comme revenu

Les objectifs de la politique de l'Etat dans le domaine des revenus sont les suivants :

— assurer une structure des revenus du travail qui correspond au travail fourni par les individus;
— assurer les moyens d'existence au niveau permettant la reproduction simple et la reproduction élargie de la force de travail.

Le revenu du travail est un instrument fondamental d'action sur le revenu de vie dans la mesure où il constitue 80 à 90 % du revenu total de la population. Le premier objectif correspond donc au principe «à chacun selon son travail». Le travail fourni est estimé

théoriquement selon trois critères qui permettent de différencier le salaire de base : la complexité du travail, le risque social (degré de responsabilité), l'effort musculaire et nerveux. Mais les entreprises ne disposent d'aucun moyen, d'aucune indication d'après ces trois critères. Les indicateurs de qualification qui déterminent le salaire de base ne sont pas fondés sur l'analyse du travail réel. Ils sont trop rigides. La classification des différents types de travail, sans qu'une analyse préalable de ses éléments constitutifs et de ses appréciations ait été faite, induit des erreurs et ne permet pas une gestion rationnelle de la force de travail. Par ailleurs la construction de ces indices est très longue et souvent au moment de leur mise en œuvre ils sont déjà périmés. D'où un système de jugements subjectifs des dirigeants des entreprises qui se solde le plus souvent soit par l'octroi du salaire maximum prévu par les tarifs (ainsi les contremaîtres ayant un niveau d'instruction primaire peuvent gagner plus que ceux qui possèdent un diplôme d'études supérieures), soit par le classement arbitraire du travailleur dans une autre catégorie, par exemple une dactylo est baptisée économiste. On néglige la nécessité d'élaborer des méthodes objectives de la difficulté de travail en mettant en avant uniquement les principes de la constitution des fonds de salaires. La politique de salaire est réalisée par le biais de l'égalisation périodique de disproportions, sans pour autant aboutir à une réforme générale des salaires qui changerait les principes et les méthodes de rémunération. Ceci permet d'expliquer les disproportions des salaires entre les branches. Si on suppose que les salaires nominaux moyens bruts des employés étaient de 100 en 1960, les extrêmes étaient de 93,1 dans l'industrie alimentaire et de 128,8 dans la métallurgie des métaux non ferreux ([20] , p. 258). Peut-être les qualifications exigées dans les deux branches sont-elles différentes, mais on pourrait en douter car la différence entre les salaires mensuels moyens excède 30 %. Encore moins compréhensible est la différence de 7 % entre les salaires moyens des employés dans la métallurgie de métaux non ferreux et dans la sidérurgie. Cet état de fait est justifié par certains par la nécessité de garantir aux branches ou aux entreprises considérées comme particulièrement importantes l'afflux de la force de travail la plus qualifiée. On suppose par-là même qu'une production plus importante nécessite un travail plus complexe. Si tel est le cas, ce travail devrait être par lui-même plus rémunérateur. Par ailleurs «en complet désaccord avec les directives du plan (de 1970) qui donnait la priorité aux industries mécaniques, à l'électronique et à certaines branches de l'industrie chimique, on note les salaires les plus élevés dans l'industrie énergétique, minière et dans les salines» ([1]p. 11).

Les revenus du travail doivent aussi permettre la reproduction simple et élargie de la force de travail. Les paramètres significatifs

sont : le salaire minimum, les disproportions entre les salaires et l'évolution des salaires réels.

Sans entrer dans les détails, bornons-nous à constater que le minimum vital, pour un ouvrier célibataire de 25 ans vivant à Varsovie, était estimé en 1970 à 1 200 zlotys et pour une famille avec 2 enfants mineurs à 4 100 zlotys ([49] p. 3). La structure de la répartition à la même date était la suivante (en pourcentage) (*Cf.* l'annexe 2).

Total	Classes de salaires par mois en zlotys (1970)							
	moins de : 1 000	1 001 -1 200	1 201 -1 400	1 401 -2 000	2 001 -2 500	2 501 -3 000	3 001 -5 000	5 000 et plus
100%	4,2	4,5	6,1	25,4	19,7	14,5	21,4	4,2

Source : *Annuaire statistique 1971*, Varsovie, GUS, p. 591.

On constate donc que le salaire minimum en 1970 était de 1 000 zlotys et était touché par 4,2 % des salariés du secteur étatisé (ce pourcentage était de 15,3 en 1960).

Les disproportions entre les salaires nominaux pouvaient atteindre en 1970 de 1 à 14 ([20] p. 27) (les chiffres varient selon les sources), bien qu'entre 1963 et 1969 il y ait eu plutôt un nivellement des salaires.

Pour voir les variations des salaires réels, il faut considérer les mouvements de prix. Autant l'indice du coût de la vie était favorable aux déciles inférieurs en 1956-1959, autant la tendance se trouve renversée à partir de 1965, pratiquement jusqu'en 1970. La hausse des prix était surtout importante pour les articles de première nécessité. A l'accroissement de 19,7 % des salaires nominaux moyens entre 1960 et 1969, correspondait un accroissement des salaires réels de 17,5 %, avec des variations allant de 0 à 3,3 % par an ([23] p. 155). «La politique des salaires réels se bornait jusque-là à planifier et à contrôler la réalisation du taux d'accroissement des salaires réels à l'échelle de l'économie nationale pendant les périodes quinquennales» ([23] p. 160). L'attention portée à la masse des salaires réels et à sa limitation est due entre autre à l'inadéquation quasi-permanente qui existe entre l'offre et la demande des biens de consommation, provoquant ainsi des tensions inflationnistes. Un des signes de l'excès de la demande par rapport à l'offre est le gonflement de l'épargne. Ainsi à l'accroissement

particulièrement important de la rémunération du travail entre 1970 et 1975 de 89,3 % correspond un accroissement d'épargne de 53,8 %.

En fonction de ces données, il semblerait donc que, dans la pratique on ait mis l'accent sur la fonction de stimulation; la répartition du revenu appartiendrait alors au FSC.

2° — Le salaire comme stimulant

Il est possible d'influencer le comportement des hommes dans le processus de production par des moyens juridiques (ordres et interdictions), par des moyens politiques basés sur la persuasion et les appels au bon travail, par la politique des salaires. Seule cette dernière constitue un stimulant économique.

Dans la littérature économique polonaise, on rencontre plusieurs définitions des stimulants économiques :

– la situation qui pousse les hommes à la réalisation d'un objectif donné de l'activité économique ([28] p. 59);
– l'ensemble des moyens de rémunération du travail qui pousse le travailleur à obtenir les résultats du travail les plus efficaces ([34] p. 425);
– les moyens d'encouragement matériel qui poussent les hommes à réaliser un objectif donné ([52] p. 654).

Auparavant le système des stimulants devait inciter surtout à la réalisation et au dépassement des objectif du plan; à l'heure actuelle l'accent est plutôt mis sur l'aspect qualitatif et en particulier sur l'amélioration des qualifications, l'accroissement de la productivité du travail, l'économie des matériaux, l'activisation de l'exportation, la stabilité dans le métier.

La réalisation de ces objectifs est rendue particulièrement difficile dans les pays de l'Est du fait de l'absence du chômage et des contradictions qui peuvent exister entre les tendances à l'égalitarisme dans la répartition du revenu national et le processus de stimulation. Le problème posé par l'absence du chômage, un des principes du système, semble être destiné à perdre de plus en plus de son importance et ainsi réduire l'ampleur de l'alternative entre chômage et productivité. Et ceci du fait de l'accroissement de plus en plus faible de la population en âge de travailler et du ralentissement considérable de l'exode rural (*cf.*, annexe 3). Néanmoins cette situation nécessite de déterminer une partie fixe du salaire qui ne joue le rôle de stimulant qu'indirectement, en incitant le travailleur à améliorer sa qualification et à assumer des fonctions ayant un degré de difficultés et de responsabilité élevé, mais qui est essentiellement un revenu, et de créer, par ailleurs, une partie mobile plus directement liée aux résultats du travail

et donc plus opérationnelle.

Les salaires fondamentaux se divisent donc en salaire de base, et suppléments (essentiellement les primes). Le salaire de base constitue la rémunération garantie (75 à 90 % du salaire fondamental), les suppléments, la partie mobile. Le système de salaires de base a été analysé précédemment. Les critiques formulées restent valables. En ce qui concerne la partie mobile son efficacité exige que son importance soit suffisante, qu'il y ait adéquation entre le système d'information et le système de prime, qu'il existe un lien étroit entre les résultats économiques et les primes, qu'il y ait cohérence du système à tous les niveaux de l'activité économique.

a) Une stimulation trop faible ne peut pas remplir son rôle; si elle est trop forte, elle peut provoquer une série de conséquences négatives. Au moment où la prime constitue une très grande partie du revenu du travailleur, il peut en résulter que celui-ci essaie d'obtenir la prime par tous les moyens possibles aux dépens de certains critères économiques (par exemple de la qualité des produits).

En même temps, les autorités supérieures ont tendance à octroyer cette prime, même si les conditions exigées ne sont pas remplies, pour assurer aux travailleurs un revenu relativement stable. Tel est souvent le cas en Pologne où les primes peuvent atteindre 40 % et même 75 % du salaire de base.

b) Les travailleurs doivent être correctement informés des conditions donnant droit aux primes et de leur montant. Cette information elle-même doit être cohérente.

En pratique, il n'existe pas de système d'élaboration et d'évaluation de ces conditions. Le montant des primes dépend souvent de la décision du directeur de l'entreprise. Le partage du fonds des primes s'effectue proportionnellement au salaire de base (voir plus haut les méthodes de sa fixation). L'octroi de la prime est souvent quasi-automatique; le refus constitue une pénalité (voir annexe 4).

En plus, il existe une grande variété de titres donnant droit aux primes. En 1960, il y avait dans l'industrie 50 sortes de primes et de récompenses. Actuellement, ce nombre est beaucoup plus faible. Il n'en reste pas moins que le montant des primes est souvent fixé arbitrairement. Par exemple, les primes individuelles au titre du progrès technique peuvent aller de 1 à 2130 et au titre du progrès économique de 1 à 782. L'information transmise doit être elle-même cohérente. Il ne peut, par exemple, exister en même temps des primes qui dépendent de la valeur de la production globale et des primes liées à la diminution des coûts de production, car les premières incitent à augmenter ces coûts.

c) Un lien étroit doit exister entre les efforts réels des agents économiques et les primes.

Au niveau individuel ce lien est très indirect, étant donné l'absence du système de mesure et d'octroi des primes, surtout au niveau du personnel d'exécution, car le fonds d'accroissement des salaires et des primes des ouvriers dépend, dans une large mesure, des résultats obtenus par les cadres dirigeants. Ce fonds est constitué de trois parties. La première partie est automatiquement accordée dans le cas d'exécution de tâches particulières par le personnel dirigeant; son montant constitue un pourcentage donné d'accroissement des salaires de ceux-ci. Une deuxième partie dépend de l'économie du fonds des salaires des ouvriers (le dépassement de ce fonds provoque une diminution du fonds des primes). Une troisième partie est constituée par le dépassement du fonds des primes des cadres par rapport aux normes annuelles et par les sommes prélevées sur ce fonds à titre de sanction (par exemple pour le dépassement du fonds des salaires).

Au niveau de l'entreprise, jusqu'à la réforme de 1971, le montant du fonds des primes dépendait uniquement des indices synthétiques comme le taux de profit ou la valeur de la production. Il n'y avait pas de dépendance directe entre les effets économiques de l'entreprise et le montant du fonds des primes. L'accroissement du revenu national permettait indirectement la hausse des salaires et des primes. A partir de 1971, une seule partie (25 %) de ce fonds dépend des indices synthétiques, le reste est lié à l'exécution des tâches particulières au nombre de 3, 4 variables selon les unions, comme par exemple, les tâches prévues dans le plan du progrès technique ou l'accroissement de la productivité du travail. L'indice synthétique le plus couramment utilisé est constitué par le profit. Il est possible de lier ainsi l'accroissement relatif moyen des salaires avec l'accroissement relatif du profit dans l'entreprise ([40] p. 113). Ceci peut s'exprimer par la relation :

$$\lambda = a\gamma \qquad (1)$$

où :

λ – taux d'accroissement admissible du revenu moyen f
γ – taux d'accroissement du profit (Z)
a – relation normative entre λ et γ

Le montant admissible du revenu moyen dépend de la valeur ajoutée (Y)

$$Y_1 = F_1 + Z_1 \qquad (2)$$

où :

F_1 – fonds de salaire

A partir de (1) on détermine le profit de l'année considérée (Z_1) :

$$\frac{f_1 - f_0}{f_0} = a \quad \frac{Z_1 - Z_0}{Z_0}$$

ou après transformation :

$$Z_1 = \frac{Z_0 (f_1 - f_0)}{a f_o} + Z_0$$

Le fonds de salaire prend la forme :

$$f_1 = f_1 \; N_1$$

où :

f_1 – revenu moyen
N_1 – le nombre des salariés dans l'année considérée. Finalement le revenu moyen admissible sera donné par l'équation :

$$f_1 = \frac{Y_1 + Z_0 \quad (\frac{1}{a} - 1)}{N_1 + \frac{1}{a} \cdot \frac{Z_0}{f_o}}$$

Ce système appelle deux remarques. Tout d'abord les différences entre ces principes introduits en 1971 et le système en vigueur dès 1964 ne paraissent pas fondamentales et, pourtant, c'est la critique de l'ancien système qui était à l'origine de sa modification ([15] p.1). Ensuite, l'introduction du système mixte, c'est-à-dire des indices particuliers à côté des indices synthétiques, ne signifie pas forcément une amélioration du système. Cette modification peut n'être que la conséquence d'un système imparfait des prix. Car, dans le cas contraire, les entreprises qui voudraient maximiser l'indice synthétique choisiraient par elles-mêmes une gamme de produits demandée par le marché, introduiraient une nouvelle production, etc. Au lieu de changer les tâches particulières en fonction de la situation économique, les mêmes informations pourraient être transmises à l'entreprise par le système des prix.

d) La cohérence du système de stimulants à tous les niveaux de l'activité économique est aussi nécessaire.

Au niveau de l'entreprise, un conflit d'intérêts entre les ouvriers et les cadres est possible. Les ouvriers veulent essentiellement un accroissement des salaires de base; la partie mobile joue un rôle secondaire. Par contre, les dirigeants sont intéressés par la maximi-

sation du profit de l'entreprise ou d'autres indices, desquels dépend une grande partie de leur rémunération. Un des moyens d'accroissement du bénéfice est la diminution des coûts, donc aussi des coûts en salaires. Ainsi, d'après la règle introduite par les réformes récentes, les dirigeants de l'entreprise sont pénalisés pour le dépassement du fonds des salaires des ouvriers et leurs primes dépendent de son économie.

Au niveau de l'union la contradiction est apparue clairement après la réforme de 1960 (annulée 3 ans après) qui a introduit dans les entreprises un système de stimulants basé en partie sur l'indice synthétique mais ayant pour rôle, en même temps d'inciter les entreprises à une planification tendue. Les entreprises recevaient les primes les plus importantes lorsque le dépassement du plan était prévu par elles, ceci devait inciter les entreprises à proposer des plans plus tendus que ceux transmis par les unions. Mais cette modification ne concernait pas les unions, dont les primes dépendaient toujours de la réalisation du plan de production en valeur et du non-dépassement des coûts de production planifiés. Donc, dans la deuxième phase d'élaboration des plans, les entreprises avaient intérêt à présenter les plans tendus, ce qui n'était pas le cas des unions qui risquaient de perdre leur droit aux primes.

On peut concevoir deux modèles différents de la politique des salaires : le modèle compensatoire et le modèle standardisé. Le modèle compensatoire est appliqué actuellement. Il détermine plusieurs éléments du salaire et plusieurs éléments du travail. Le montant du salaire dépend de l'exécution de ces différents éléments: ce qui entraîne la distinction entre salaire de base, primes et autres suppléments. Le modèle est sensé stimuler le travailleur à dépasser les normes en lui laissant une liberté relative quant à l'intensité du travail. Ceci implique de grandes différences de productivité et de degré d'exécution des tâches, d'une part entre les ouvriers, d'autre part dans le temps pour un même ouvrier (pouvant aller de 70 % à 150 % de la norme). Il en résulte une productivité collective relativement faible et des difficultés pour harmoniser le processus de production. Ce modèle en lui-même semble être un frein à l'accroissement de la productivité du travail, lequel est resté relativement faible malgré les réformes et des hausses de salaires importantes (*Cf.* annexe 5). Le modèle alternatif est appelé modèle standardisé. Il renverse les relations entre le travail et le salaire. Le montant du salaire est lié non pas aux différents éléments du travail, mais à la somme des caractéristiques quantitatives et qualitatives du travail à un poste donné. Les normes de travail et les salaires sont relativement stables et élevées. Les qualifications requises pour un poste donné sont donc importantes et standardisées. Ceci permet l'avancement ou le déclassement des travailleurs selon des critères relativement objectifs. Ce modèle

semble donc plus apte à accroître la productivité du travail et à renforcer le rôle du salaire comme stimulant. Par ailleurs ce système permet d'affaiblir le dilemme productivité-chômage dans la mesure où existerait non pas la contrainte du chômage mais celle du déclassement.

Le système de stimulants existant ne permet pas la réalisation de tous les objectifs qui lui sont assignés. Les efforts sont entrepris pour assurer une plus grande efficacité du système par l'accroissement de l'importance des salaires de base, par la limitation des titres donnant droit aux primes, et par le renforcement de la dépendance entre les salaires et les résultats économiques de l'entreprise. Il convient d'ajouter que le taux d'accroissement des salaires réels et sa structure ne montrent aucune corrélation avec l'orientation de la croissance économique du pays. Ce taux n'est pas un effet de décisions conscientes des dirigeants politiques ou économiques du pays mais le résultat de plusieurs décisions particulières concernant la fixation du fonds des salaires, le niveau des prix et la production ([23] p. 159).

La question se pose de savoir si l'efficacité du système des stimulations dépend du degré de décentralisation des décisions, de l'accroissement de l'autonomie des entreprises et du rôle de certains instruments du marché, essentiellement des prix.

La discussion sur le rôle prioritaire du salaire a eu entre autre comme conséquence l'opposition de deux formes possibles de salaire ([38] p. 1020) : le salaire économique selon le travail auquel s'ajoutent les prestations sociales et le salaire socio-économique qui n'est pas fonction uniquement du travail mais aussi des besoins.

La solution retenue semble être celle du salaire économique car le salaire socio-économique, d'après ses adversaires, ne permet pas de lier les coûts en travail et l'apport productif de différents travailleurs, et affaiblit par-là même le rôle stimulant des salaires et limite l'utilisation du calcul économique. Cette option a été clairement affirmée par E. Gierek pendant le VIème congrès du parti ouvrier polonais unifié (POPU) en décembre 1971 ([9] p. 12): «Après les régulations des salaires qui ont eu lieu pendant le quinquennat écoulé, on peut admettre comme règle générale que dans le quinquennat suivant l'accroissement des salaires dans la sphère de la production matérielle aura lieu essentiellement à titre de rémunération de l'accroissement de la productivité de travail.

Le partage «selon les besoins» et par-là l'égalisation des revenus est donc le rôle assigné au FSC.

II – L'ARBITRAGE ENTRE PRODUIT POUR SOI ET PRODUIT POUR LA SOCIETE : LE FONDS SOCIAL DE CONSOMMATION

L'analyse du FSC est particulièrement difficile et délicate du fait de l'inexistence d'un consensus parmi les théoriciens des

pays de l'Est sur la définition de cette notion, son contenu économique et matériel et sa mesure. Ces auteurs arrivent souvent à des conclusions contradictoires, dont les vérifications sont rendues très difficiles par l'absence de statistiques directement opérationnelles pour cette analyse, car les statistiques disponibles ne font pas intervenir la notion du FSC. Le calcul du revenu national ne tient pas compte de la production non-matérielle, et l'appréciation correcte de la consommation sociale est pratiquement impossible étant donné les méthodes d'enregistrement des dépenses sociales, le système des prix et le décompte des coûts par les unités budgétaires. Malgré ces difficultés, il paraît souhaitable, du fait du rôle important du FSC dans la politique des revenus, de cerner le problème tout en indiquant l'origine des sources statistiques.

A) Les controverses sur la nature et le rôle du FSC

Les définitions du FSC sont nombreuses et ne recouvrent pas le même contenu. Par exemple :

– «une partie du fonds de consommation de biens et services distribuée par l'Etat, les entreprises et les organisations sociales d'après le principe de non-équivalence pour permettre la satisfaction des besoins individuels des consommateurs» ([48] p. 29).

– «les biens matériels et les services non-matériels mis à la disposition de la population gratuitement, directement, indépendamment de la quantité et du caractère du travail fourni» ([19] p. 33).

– «une partie du produit social dépensée, en tenant compte des préférences sociales, pour satisfaire les besoins individuels et collectifs, indépendamment des résultats directs du travail de chaque individu» ([51]p. 73).

Les critères retenus sont : le partage indépendant (partiellement ou totalement) du travail fourni; le partage non-équivalent ou le partage effectué gratuitement ou quasi-gratuitement. Le principe de la gratuité peut lui-même avoir deux significations. Il peut être interprété comme la possibilité de bénéficier des biens et services sans équivalent correspondant (travail fourni par exemple), ou comme la distribution des prestations sans passer par un équivalent monétaire. Ainsi font partie du FSC au sens large du terme : les biens et services distribués gratuitement, les retraites, les bourses, les suppléments aux prix de détail et même, selon certains, les dépenses d'administration ou les dépenses militaires; et, au sens strict du terme, les biens et services distribués gratuitement, c'est-à-dire les prestations en nature. La définition retenue ici est une définition intermédiaire. La FSC peut comprendre soit la valeur globale de ces biens et services, soit une partie, celle qui sert à calcu-

ler le revenu national. D'après les définitions retenues et les méthodes de calcul employées les résultats divergent. Ainsi, par exemple, la part des fonds sociaux dans le revenu national en 1962 était selon les sources soit de 24,2 % ([51] p. 199), soit de 16,3 % ([48] p. 7) et la part de la consommation sociale dans le revenu total de la population était, en 1965, soit de 16,8 % (si les calculs sont effectués d'après les données de l'Annuaire Statistique GUS de 1965), soit de 23,5 % ([19]p. 42).

Les théories explicatives du FSC divergent également. L'opinion fréquente qu'on rencontre aussi bien dans la littérature soviétique que dans la littérature polonaise consiste à affirmer que la consommation sociale est distribuée selon les besoins ([7] p. 1172). Mais nombreux sont ceux qui affirment que la consommation sociale n'a que certaines caractéristiques du partage selon les besoins et n'est par conséquent qu'une forme transitoire entre le partage socialiste selon le travail et le partage communiste selon les besoins ([51] p. 137 et [48] p. 110). Ces divergences sont liées, en partie, aux différences dans l'interprétation du principe «à chacun selon ses besoins». Ce principe peut être compris soit comme partage effectué indépendamment du travail fourni, soit comme partage qui permet une satisfaction égale de tous les membres de la société à un niveau relativement élevé.

Une autre controverse, dont l'enjeu est probablement encore plus important, concerne les sources de financement du FSC. Le plus souvent, on affirme que les ressources du budget d'Etat sont constituées par le surproduit ou surtravail d'où la distinction très fréquente dans la littérature entre le produit pour soi ou le travail nécessaire (FIC) et le produit pour la société ou le surtravail (FSC). Cette distinction est contestée, car une partie des ressources budgétaires provient directement des consommateurs sous forme d'impôts ou d'autres paiements; donc, si les salaires correspondent au produit nécessaire (minimum de subsistance), les impôts ne peuvent pas y correspondre. Par ailleurs, les salaires et les autres rémunérations du travail ne constituent pas la seule composante du produit nécessaire; les prestations du FSC et en particulier les assurances sociales en sont aussi une ([48] p. 122). «De deux choses l'une : ou bien la valeur du surtravail est redistribuée en partie (déduction faite de ce qui est réinvesti productivement) sous forme de «salaire social» et dans ce cas là il ne s'agit pas de surtravail mais de travail socialement nécessaire; ou bien cette plus-value n'est pas redistribuée et dans ce cas elle reste du travail non payé réinvesti et par conséquent génératrice d'une forme quelconque d'exploitation» ([41] ,[1] p. 228). L'opinion la plus répandue consiste à assimiler le FSC au surtravail.

Le consensus est plus grand en ce qui concerne le rôle du FSC. Tous les théoriciens admettent qu'une des raisons d'être de la

consommation sociale est la nécessité de réduire les disproportions du niveau de la consommation dans la société et donc de réaliser le partage entre biens et services entre les membres de la société d'une manière plus égalitaire. Mais, dans ce cas, d'après certains, il suffirait d'augmenter les salaires les plus bas, de mettre en place un système de suppléments aux salaires ou de diminuer les prix des articles de première nécessité, donc de rester dans le cadre de la consommation individuelle. Si tel n'est pas le cas, c'est que la consommation sociale est en même temps un instrument de réalisation de préférences sociales dans le domaine de la consommation. Elle peut modifier la structure des biens et services consommés en les mettant à la disposition du consommateur sans passer par les formes monétaires de la distribution. Dans le cadre d'une politique de revenus, c'est ce premier rôle qui est surtout important.

B) FSC ou la répartition du bien-être

Le revenu individuel comprend le revenu du travail et les prestations du FSC qui constituent 20 %, et même selon certaines sources 40 % du revenu total. Le FSC est en majeure partie financé par le budget d'Etat (80 % à 90 %). Les entreprises y contribuent pour 10 à 15 %; le reste provient des coopératives.

Il est étonnant de constater que malgré les opinions couramment répandues sur l'accroissement du rôle des prestations du FSC, il n'en est rien. Entre 1950 et 1965, en Pologne, on observe une relative stabilité dans le revenu national de la part du FSC qui constitue les revenus de la population puis une forte baisse entre 1965 et 1970 (quoique une partie de l'écart puisse provenir du fait que les données pour 1950-1965 et celles pour 1970 proviennent de sources différentes [2].

Part du FSC constituant les revenus de la population dans le revenu national en %					
1950	1955	1960	1965	1970	1975
19,2	17,8	20,0	20,0	16,1	16,2

Si on se réfère à la dernière période entre 1970 et 1975 on constate que le rapport entre le revenu du FSC et le revenu du travail a diminué pour passer de 39,7 % à 38,3 % et que le rapport entre le revenu du FSC et le revenu total de la population demeure à peu près constant (20,4 % en 1970 et 20,5 % en 1975).

2. Entre 1950 et 1965, *cf.* [51] , p. 322 pour 1970 et 1975 d'après l'*Annuaire Statistique* 1976, Varsovie, GUS, p. 79.

Les données statistiques ne confirment donc pas l'opinion répandue selon laquelle le taux d'accroissement du salaire social (revenu du FSC) est supérieur à celui du salaire individuel (revenu du FIC).

Les prestations du FSC sont distribuées essentiellement sous trois formes : prestations monétaires, en nature, réduction de tarifs.

La forme monétaire permet la redistribution des revenus, la forme réelle la modification de la structure de la consommation conformément aux préférences sociales; la réduction des tarifs peut remplir ces deux rôles selon qu'elle est accordée en fonction des bénéficiaires ou en fonction des services.

La part de prestations monétaires dans le FSC varie de 35 à 45 %, celle de prestations en nature de 45 à 60 % (50 % pour l'éducation et 45 % pour la protection de la santé). Le FSC sert donc plutôt à modifier la structure qualitative et non quantitative de la consommation. Le rôle des prestations en nature peut paraître discutable. L'argument en faveur d'une telle interprétation consiste à dire que si tel n'était pas le cas, il suffirait de recourir aux mécanismes des prix et des salaires et que la différenciation entre ces deux formes du FSC ne se justifierait pas. On peut, néanmoins, ajouter que l'efficacité des prestations en nature dépend entre autres de l'infrastructure (d'où un grand écart entre la ville et la campagne), des «coûts supplémentaires» de la consommation et des besoins qui diffèrent souvent selon la catégorie socio-professionnelle. Par exemple malgré la gratuité de l'enseignement, on constate qu'après 1956, le pourcentage de cadres d'origine paysanne ou ouvrière a diminué et que l'homogénéité de ce groupe a augmenté ([3] p. 38); en règle générale la mobilité sociale semble assez faible.

Les assurances sociales (les retraites, les prestations familiales, etc), constituent la majeure partie des prestations monétaires. Le rôle égalisateur appartient essentiellement aux prestations familiales. Contrairement aux retraites leur montant est inversement proportionnel au montant du salaire. Mais leur importance dans les budgets familiaux tend à diminuer (de 37 % entre 1963 et 1969, tandis que le montant absolu des revenus de cette origine a baissé de 13,2 %) ([3] p. 106). Le montant et la structure des prestations monétaires sont assujettis dans une large mesure au principe du partage selon le travail et dépendent du montant et de la structure des salaires. C'est finalement les services dans le domaine du logement, de garde d'enfants ou de loisirs qui influencent le plus la structure des revenus, car leur prix est inversement proportionnel aux revenus. Mais leur importance dans le FSC est très faible (10 %).

Globalement, on constate que les revenus du FSC sont répartis d'une manière égale entre les différents déciles du revenu. Le montant des prestations sociales par personne dans une famille ne dépend pas de la situation matérielle de celle-ci. Au contraire on peut s'apercevoir que les familles les plus riches reçoivent des prestations d'un montant absolu plus élevé. Si on se réfère aux prestations monétaires (seules statistiques disponibles), à titre d'exemple on voit qu'en 1963 les salariés percevant les plus faibles revenus (tranche I, moins de 7 200 zlotys) recevaient un montant de prestations sociales de 1 106 zlotys, tandis que ceux qui percevaient les revenus les plus élevés (tranche VII, plus de 24 000 zlotys) recevaient 1 456 zlotys (respectivement 1 024 zlotys et 1 381 zlotys en 1970) (*Cf.* annexe 6). Les écarts entre les revenus avant et après distribution de prestations sociales se présentaient de la manière suivante :

	écart entre VII et I tranche		écart entre VI et II tranche	
	1963	1970	1963	1970
Revenu avant prestations	5,68	4,88	2,63	2,37
Revenu après prestatsons	4,94	4,38	2,41	2,24

On voit donc que la réduction des inégalités par les prestations sociales monétaires n'est pas très importante et que par ailleurs son effet diminue dans le temps. Il est impossible de mesurer l'effet égalisateur des prestations en nature du fait de l'absence de données statistiques. On peut néanmoins se référer à l'enquête effectuée par M. Winiewski en 1963 dans une des entreprises de Varsovie qui porte sur la totalité des prestations sociales ([51] p. 337). Les résultats concernant les revenus monétaires du FIC et du FSC concordent avec les données statistiques globales. La population étudiée semble donc représentative (annexe I). Ainsi le coefficient de corrélation entre le revenu du FSC par membre de famille et la situation matérielle de celle-ci était de 0,99 (ou de 0,97 selon la méthode de calcul), ce qui prouve une corrélation très importante. En ce qui concerne les prestations en nature, ce coefficient est de 0,92 pour les services de santé, par contre il est faible pour l'éducation. Si on calcule comme précédemment les écarts entre les tranches VII et I avant et après distribution de prestations sociales totales on obtient 5,06 avant les prestations et 5,03 après, ils sont respectivement de 2,76 et 2,57 pour les tranches VI et II.

Si l'échantillon de Winiewski s'avérait être représentatif on pourrait en conclure que les prestations en nature aggravent les inégalités !

Tel est aussi le cas du 10 % du FSC financé partiellement par les fonds propres des entreprises et qui va aux travailleurs de celles-ci. Ces prestations comme par exemple l'aide au logement, les bourses, les cantines, etc. sont plutôt réparties d'après les priorités des branches industrielles. Elles étaient essentiellement concentrées dans les charbonnages, la chimie et l'industrie lourde, il n'y en avait que très peu dans l'industrie alimentaire et pratiquement pas en dehors de la sphère de la production matérielle. Ceci renforçait la différenciation des revenus des travailleurs des différentes branches. En 1973 des mesures ont été prises pour limiter ces différences.

Les prestations du FSC ne sont donc pas distribuées selon le principe «à chacun selon ses besoins» puisque certaines prestations comme les assurances sociales sont attribuées formellement et de fait uniquement aux salariés et aux retraités et que les normes adoptées de satisfactions des besoins sont souvent inférieures aux normes réelles. De plus le montant des prestations est très souvent fonction du montant des salaires , et la localisation de certains services (services de la santé par exemple) exclut pratiquement la population rurale.

Le fait d'appartenir à une société donnée ne donne donc pas *ipso facto* un droit égal à la participation au FSC.

*
* *

Il paraît possible de conclure que la politique du revenu en Pologne est essentiellement empirique. Les objectifs avancés sont souvent contradictoires, et la base théorique insuffisante. Le problème essentiel auquel se heurte cette politique est l'arbitrage entre les deux rôles du revenu, en tant qu'instrument de la détermination du niveau de vie et en tant que stimulant économique. Cette contradiction est renforcée par le jeu imparfait des mécanismes du marché et par l'absence très souhaitable par ailleurs, d'un chômage structurel, et dans un autre domaine, par les tensions sociales. Elle ne peut être levée, d'après les théoriciens de cette économie, que par la diminution des différences au niveau de la qualification et au niveau de la productivité du travail. On n'a pas encore trouvé de solution à ce dernier problème. Pratiquement la base de la politique des revenus semble être la suivante : la différenciation des salaires garantit seule l'accroissement rapide de la productivité du travail, et, par voie de conséquence, l'accroissement du revenu de chacun et de tous. La préférence pour le futur est toujours aussi marquée. En même temps un nouveau

modèle de consommation est introduit dans le système comme en témoigne cet extrait de W. Rogowski : «La possession d'une voiture, d'une maison ou d'un appartement obtenus honnêtement, devrait être le signe du travail, de la solidarité et de la réussite... Il est donc normal que le fait d'étudier dans ses fondements la loi sur la propriété individuelle et de l'étendre à des biens tels que l'appartement ou la voiture, n'aura pas seulement une signification mobilisatrice, mais sera aussi un facteur de stabilisation familiale et sociale» ([44]p. 5).

ANNEXES

I – *Répartition du revenu national entre l'accumulation et la consommation, en % (prix constants).*

I – *Répartition du revenu national entre l'accumulation et la consommation, en %*
(prix constants)

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Accumulation	24	25	24	25	26	27	28	27	29	28	28	29	32	35	38	38
Consommation	76	75	76	75	74	73	72	73	71	72	72	71	68	65	62	62

Source : *Annuaire Statistique 1971*, Varsovie, GUS, p. 132, et *Annuaire Statistique 1976*, GUS, p. 75.

2 – *Répartition des revenus dans le secteur étatisé en fonction du salaire mensuel brut (en zlotys)*

Années	Total	moins de 600	601 700	701 800	801 900	901 1000	1001 1200	1201 1500	1501 2000	2001 2500	2501 3000	3001 5000	plus de 5001
1960	100	2,2	2,0	2,6	3,8	4,6	11,7	19,3	25,4	14,2	7,1	6,3	0,8
1961	100	–	3,1	2,6	3,7	4,2	11,0	18,8	26,0	14,9	7,8	7,1	0,8
1962	100	–	2,7	2,6	3,3	4,0	10,4	18,4	25,8	15,3	8,3	8,2	1,0
1963	100	–	–	4,2	3,0	3,7	9,2	16,8	26,1	16,6	9,4	9,8	1,2
1964	100	–	–	3,7	2,7	3,2	8,1	15,8	26,4	17,7	10,2	10,9	1,3
1965	100	–	–	3,2	2,4	2,9	7,3	14,7	25,8	18,3	11,2	12,5	1,7
1967	100	–	3,3		–	2,6	6,1	7,9	29,4	18,9	12,9	16,4	2,5

Années	100	moins de 1200	1201 1400	1401 2000	2001 2500	2501 3000	3001 4000	4001 5000	5001 7000	7001 10000	plus de 10001		
1970	100	8,7	6,1	25,4	19,7	14,5	21,4		4,2				
1972	100	4,8	4,4	23,7	23,0	17,2	16,8	6,0	3,3	0,7	0,1		
1973	100	2,0	2,6	16,2	21,0	19,3	22,3	9,2	5,8	1,4	0,2		

Source : 1960 à 1965 *Annuaire Statistique 1966*, Varsovie, GUS, p. 498
1967 *Annuaire Statistique 1968*, Varsovie, GUS, p. 520
1970 *Annuaire Statistique 1971*, Varsovie, GUS, p. 591
1972 *Annuaire Statistique 1974*, Varsovie, GUS, p. 167
1973 *Annuaire Statistique 1975*, Varsovie, GUS, p. 156

3 – *Variations de la population en âge de travailler*

Années	Accroissement de la population en âge de travailler	
	en milliers	en %
1961-1965	790	4,8
1966-1970	1560	9,1
1971-1975	1740	9,4
1976-1980	1510	7,5
1980-1985	750	3,4

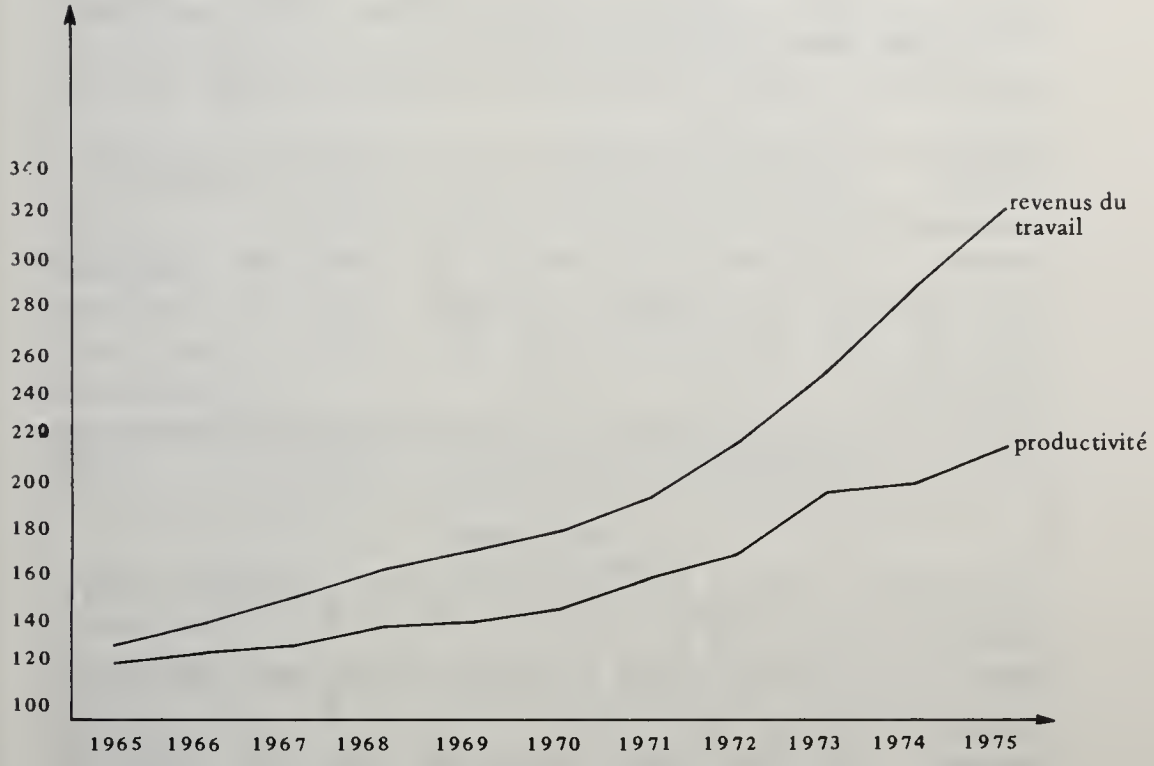
Source : A. Rajkiewicz : Wezłowe problemy polityki zatrudnienia w Polsce Ludowej (Problèmes essentiels de la politique de l'emploi en République populaire de Pologne), *Ekonomista*, 1971, n° 2, p. 198.

4 – *Rapport entre le revenu et les primes d'après l'enquête sur un échantillon représentatif de 1000 chefs de famille effectuée à Łódż en 1967*

Revenu total de la personne interrogée	Primes					
	montant annuel (en zlotys)			Personnes ne touchant pas de primes	moyenne arithmétique (en zlotys)	% par rapport au revenu total
	moins de 1000	1001-3000	plus de 3000			
	en % de l'effectif de la tranche du revenu					
Moins de 1500	12,7	3,2	–	84,1	119	0,7
1501-2000	11,9	3,6	1,4	83,0	206	1,0
2001-2500	20,9	10,4	6,3	62,4	602	2,2
2501-3000	24,6	12,3	9,8	53,1	855	2,8
3001-4000	10,9	22,9	27,5	45,7	1908	4,5
plus de 4000	4,2	8,4	47,1	40,0	3610	6,6
Total	16,1	9,0	10,9	64,0	901	2,9

Source : K.M. Słomczyński , K. Szafnicki : «Zroznicowanie dochodów z pracy» (La différenciation des revenus du travail) in *Zróżnicowanie społeczne* (Différenciation sociale), Wrocław – Warszawa – Kraków, PAN, 1970, 400p. (p. 155).

Evolution des revenus du travail et de la productivité



Source : *Annuaire statistique 1976,* Varsovie, G.U.S., p. 84.

6 a — *Origine des revenus annuels des ménages selon leur appartenance aux différentes tranches de revenus en 1963 (en zlotys, somme annuelle des dépenses par personne)*

Par personne	moyenne	I moins de 7200	II 7201 9600	III 9601 12000	IV 12001 15000	V 15001 18000	VI 18001 24000	VII plus de 24001
revenu total	12 994	6 559	9 307	11 768	14 505	17 590	22 391	32 476
revenu du travail	11 110	4 986	7 546	9 965	12 589	15 574	20 086	28 891
prestations sociales (a)	1 168	1 106	1 188	1 135	1 191	1 182	1 121	1 456
autres revenus	716	467	573	668	725	834	1 184	2 129
revenu total moins prestations	11 826	5 453	8 119	10 633	13 314	16 408	21 270	31 020
	en pourcentages							
revenu total	100	100	100	100	100	100	100	100
revenu du travail	85,5	76,0	81,1	84,7	86,8	88,5	89,7	89,0
prestations sociales	9,0	16,9	12,8	9,6	8,2	6,7	5,0	4,5
autres revenus	5,5	7,1	6,1	5,7	5,0	4,8	5,3	6,5
revenu total moins prestations	91,0	83,1	87,2	90,4	91,8	93,3	95,0	95,5

Source : d'après *Annuaire Statistique 1964*, Varsovie, GUS p. 476.

(a) En principe uniquement les prestations monétaires telles que : aide sociale, pensions, bourses, etc.

6 b – *Origine des revenus annuels des ménages selon leur appartenance aux différentes tranches de revenus en 1970*
(en zlotys, somme annuelle des dépenses par personne)

Par personne	moyenne	I moins de 7200	II 7201 9600	III 9601 12000	IV 12001 15000	V 15001 18000	VI 18001 24000	VII plus de 24001
revenu total	16 708	7 177	9 549	11 957	14 862	17 659	21 430	31 449
revenu du travail	14 560	5 578	7 814	10 072	12 743	15 504	19 021	27 917
prestations sociales (a)	1 392	1 024	1 186	1 260	1 400	1 484	1 604	1 381
autres revenus	756	575	549	625	719	671	805	2 151
revenu total moins prestations	15 316	6 153	9 000	11 332	14 143	16 988	20 625	29 298
				en pourcentages				
revenu total	100	100	100	100	100	100	100	100
revenu du travail	87,1	77,7	81,8	84,2	85,7	87,8	88,7	88,8
prestations sociales	8,3	14,2	12,4	10,5	9,4	8,4	7,5	4,4
autres revenus	4,5	8,0	5,7	5,2	4,8	3,8	3,8	6,8
revenu total moins prestations	11,7	85,8	87,6	89,5	90,6	91,6	92,5	95,6

Source : d'après *Annuaire Statistique 1971*, Varsovie, GUS, p. 573.

(a) voir note (a) annexe 6a.

7 —*Réduction des inégalités par les prestations sociales totales d'après l'enquête effectuée dans une entreprise de Varsovie par M. Winiewski en 1963 (en zlotys, somme annuelle des revenus par personne)*

Par personne	moyenne	I moins de 8000	II 8 001 12 000	III 12 001 16000	IV 16 001 20 000	V 20 0001 24 000	VI 240001 28 000	VII plus de 28 001
revenu total	18 823	6 584	10 306	14 327	17 708	22 064	26 555	33 172
prestations totales	4 410	1 554	2 690	3 940	4 976	5 516	5 497	7 696
% prestations dans le revenu total	24,2	23,6	26,1	27,5	28,1	25,0	20,7	23,2
revenu moins prestations	13 813	5 030	7 616	10 387	12 732	16 548	21 058	25 476

Source : d'après [51] p. 338.

Bibliographie

[1] Adel-Czlowiekowski (Ignacy), «La politique de l'emploi en Pologne au cours des années 1960-1972», *Revue de l'Est,* 1973, n° 3, pp. 101-125.

[2] Beskid (Lydia), *Zmiany spożycia* w *Polsce,* (Les changements de la consommation en Pologne), Varsovie, PAN, 1972, 187 p.

[3] Beskid (Lydia), Zagorski (Kazsimierz), *Robotnicy na tle przemian struktury społecznej w Polsce,* (Les ouvriers et les changements de la structure sociale en Pologne), Varsovie, GUS, 1971, 135 p.

[4] Brus (Włodzimierz), «Model a socjalistyczne stosunki produkcji» (Le modèle et les rapports socialistes de production), in (33), pp. 46-56.

[5] Brus (Włodzimierz), «Prawo wartości w gospodarce socjalistycznej», (La loi de la valeur dans une économie socialiste), in (33) pp. 384-404.

[6] Brus (Włodzimierz), «Rynek pracy», (Le marché de l'emploi), in (33) pp. 995-997.

[7] Brus (Włodzimierz), «Problemy podziału w zwiazku z Programem KPZR», (Les problèmes de la répartition et programme du PCUS) in (33), pp. 1168-1180.

[8] Castoriadis (C.), *La société bureaucratique,* Paris, UGE, 1973, 319 p.

[9] VIème Congrès du POPU, 6-11, décembre 1971, *Bulletin d'information du Comité Central du POPU,* n° 11-12, 1971, 434 p.

[10] Danecki (Jan) (sous la direction de) *Społeczne aspekty rozwoju gospodarczego,* (Les aspects sociaux du développement économique), Varsovie, PWN, 1974, 408 p.

[11] Duchêne (Gérard), *Essai sur la logique de l'économie planifiée soviétique, 1965-1975,* Paris I, 1975, Thèse.

[12] Fick (Bronisław), *Polityka zatrudnienia a płace i bodźce,* (La politique de l'emploi, les salaires et les stimulants), Varsovie, PWE, 1970, 430 p.

[13] Fick (Bronisław), «Proporcje płac», (La hiérarchie des salaires), *Życie Gospodarcze,* 1976, n° 11, p. 10.

[14] Góra (Stanisław), «Funkcje bodźców ekonomicznych», (Les fonctions des stimulants économiques), in (33), pp. 1060-1067.

[15] Jaszczuk (Bolesław), «Założenia zmian w systemie bodźców materialnego zainteresowania w przemyśle», (Principe de changements du système des stimulants matériels dans l'industrie – Discours prononcé à l'occasion de la conférence des secrétaires économiques des comités départementaus du POPU), *Zycie Gospodarcze,* 1970, n° 11, pp. 1-3.

[16] Kalecki (Michał), «O podstawowych zasadach planowania wieloletniego», (Sur les principes de la planification à long terme), *Zycie Gospodarcze,* 1963, n° 24, pp. 1-2.

[17] Kalecki (Michał), «Porównanie dochodów robotników i pracowników umysłowych z okresem przedwojennym», (La comparaison des revenus des ouvriers et des travailleurs intellectuels avec la période d'avant-guerre), *Kultura i społeczeństwo,* 1964, tome VIII, nº 1, pp. 35-40.

[18] Komorniczak (Tadeusz), *Dynamika i rozpiętość dochodów realnych*, (La dynamique et l'éventail des revenus réels), Varsovie, PWN, 1972, 150 p.

[19] Koplewicz (Henryk), «Społeczny fundusz spożycia w latach 1961-1965 a dochody ludnosci z pracy», (Le fonds social de consommation en 1961-1965 et le revenu du travail de la population), *Studia ekonomiczne*, 1968, nº 19, pp. 33-60.

[20] Kordaszewski (Jan), *Formy płac*, (Les formes de salaires), Varsovie, KIW, 1972, 303 p.

[21] Kordaszewski (Jan), *Płaca według pracy*, (Le salaire selon le travail), Varsovie, KIW, 1963, 416 p.

[22] Krajewski (Stefan), «Uwagi w sprawie interpretacji zasady podziału wg. pracy», (Les remarques sur l'interprétation du principe de la redistribution selon le travail), *Nauki ekonomiczne*, 1969, cahier 24, pp. 81-104.

[23] Krencik (Wiesław), *Podstawy i kierunki polityki płac w PRL*, (Les fondements et les directions de la politique des salaires en Pologne), Varsovie, Institut d'Edition de CRZZ, 1972, 308 p.

[24] Krencik (Wiesław), »Dochodowa funkcja płac na przykładzie niektórych przedsiębiorstw», (La fonction des salaires comme revenu sur l'exemple de certaines entreprises), *Studia ekonomiczne*, 1966, nº 16, pp. 59-83.

[25] Krencik (Wiesław), «Zagadnienia płac w gospodarce socjalistycznej», (Les problèmes des salaires dans l'économie socialiste), in (33), pp. 1022-1041.

[26] Krencik (Wiesław), «Bodźce ekonomiczne w systemie funkcjonowania gospodarki socjalistycznej», (Les stimulants économiques dans le système de fonctionnement de l'économie socialiste), in *Systemy funkcjonowania gospodarki socjalistycznej*, (Le système de fonctionnement de l'économie socialiste sous la direction de S. Lewandowski, Varsovie, PWE, 1973, pp. 202-230, 400 p.

[27] Krzyzewski (Remigiusz), *Konsumpcja społeczna w gospodarce socjalistycznej*, (La consommation sociale en économie socialiste), Varsovie, PWN, 1968, 131 p.

[28] Lange (Oskar), *Ekonomia polityczna*, (Economie politique), Varsovie, PWE, 1962, 303 p.

[29] Lavigne (Marie), *Les économies socialistes soviétique et européennes*, Paris, A. Colin, 1970, 512 p.

[30] Lipinski (Edward), «Bodźce», (Les stimulants), in (33), pp. 1049-1059.

[31] Łukaszuk (Alexander), «Wzrost wydajności pracy a płace»,(L'accroissement de la productivité du travail et les salaires), in (33), pp. 1042-1048.

[32] Marx (Karl), Engels (Friedch), *Manifeste du parti communiste, Critique du programme de Gotha,* Paris, Librairie générale française, 1973, 159 p.

[33] Materiały do studiowania ekonomii politycznej socializmu, (Matériaux pour une économie politique du socialisme), Recueil de textes, Varsovie, KIW, 1964, 1182 p.

[34] Minc (Bronisław), *Ekonomia polityczna socjalizmu,* (Economie politique du socialisme), Varsovie, PWE, 1963, 884 p.

[35] Minc (Bronisław), «O klasach i warstwach w socjalizmie», (Sur les classes et les couches dans le socialisme), *Polityka,* 1961, nº 39, pp. 1-2.

[36] Mink (Georges), «Evolution de la société polonaise : à la découverte de la méritocratie», *Problèmes économiques et sociaux,* 1976, nº 290, pp. 5-13.

[37] Morecka (Zofia), «Płaca w gospodarce socjalistycznej», (Le salaire dans l'économie socialiste), in (33), pp. 998-1012.

[38] Morecka (Zofia), «Płaca ekonomiczna czy socioekonomiczna», (Salaire économique ou socio-économique), in (33), pp. 1013-1021.

[39] Mujżel (Jan), *Stosunki towarowe w gospodarce socjalistycznej,* (Les rapports marchands en économie socialiste), Varsovie, PWE, 1963, 348 p.

[40] Mujżel (Jan), «Niektóre problemy ekonomicznych instrumentów zarzadzania organizacjami ekonomicznymi», (Certains problèmes posés par les instruments économiques de la gestion des organisations économiques), in *System funkcjonowania gospodarki socjalistycznej,* pp. 75-127, *op. cit.,* note 26 .

[41] Naville (Pierre), *Le nouveau Léviathan,* 2, Le salaire socialiste, vol.1, 584 p.; 3, Le salaire socialiste, vol.2, 495 p., Paris, Editions Anthropos, 1970.

[42] Pavlevski (Jovan), «La politique des revenus en U.R.S.S. de 1946 à 1969», (d'après Revue Projet mai 1969), *Problèmes économiques,* 1969, nº 1122, pp. 17-20.

[43] Pohorille (Maximilian) (sous la direction de) *Ekonomia polityczna socjalizmu,* (Economie politique du socialisme), Varsovie, PWE, 1968, 836 p.

[44] Rogowski (W), «Wyścig po dobrobyt», (La course au bien-être), *Kultura,* 1972, nº 18, p. 5.

[45] Słomczyński (Kazimierz), Wesołowski (Włodzimierz) (sous la direction de) *Struktura i ruchliwość społeczna,* (La structure et la mobilité sociale), Wrocław, Varsovie, Cracovie, Zaklad Narodowy im. Ossolinskich, 1973, 272 p.

[46] Sobczak (Lech), *Rynek pracy w Polsce Ludowej,* (Le marché de l'emploi en Pologne Populaire), Varsovie, PWN, 1972, 288 p.

[47] Strumilin (S.), *Problemy wydajności pracy,* (Les problèmes de la productivité du travail), Varsovie, PWE, 1959, 302 p.

[48] Szemberg (Kazimierz), *Społeczny fundusz spożycia w Polsce,* (Le fonds social de consommation en Pologne), Varsovie, PWE, 1965, 340 p.

[49] Tymowski (A.), «W sprawie minimum socjalnego», (Sur le minimum social), *Zycie gospodarcze*, 1971, n° 8, p. 3.

[50] Wesołowski (Włodzimierz) (sous la direction de) *Zróżnicowanie społeczne*, (La différenciation sociale), Wroclaw, Varsovie, Cracovie, Editions PAN, 1970, 400 p.

[51] Winiewski (M.), *Fundusze spożycia społecznego a stopa życiowa ludności*, (Les fonds de consommation sociale et le niveau de vie de la population), Varsovie, KIW, 1969, 366 p.

[52] Zielinski (Janusz G.), in (43), pp. 654-667.

L'OUVERTURE DE L'ECONOMIE PLANIFIEE AUX ECHANGES INTERNATIONAUX ET LE «MODELE DU COMMERCE EXTERIEUR» L'EXPERIENCE POLONAISE

Krystyna SZYMKIEWICZ

Depuis une quinzaine d'années, les économies planifiées de type soviétique s'ouvrent de plus en plus sur l'extérieur, abandonnant progressivement un comportement traditionnel que l'on a pu qualifier d'autarcique. On peut se demander si cette ouverture est compatible avec le maintien d'un «modèle de commerce extérieur» fortement centralisé. L'exemple de la Pologne servira à illustrer cette réflexion sur l'interdépendance entre l'ouverture et le modèle. L'étude du «cas polonais» paraît pertinente dans la mesure où, depuis 1971, ce pays applique officiellement une «nouvelle stratégie économique». Dès lors, l'occasion s'offre pour comparer d'une part les caractéristiques de deux stratégies différentes et, d'autre part, les méthodes de leur mise en œuvre. L'analyse de l'expérience particulière de la Pologne devrait apporter des éléments de réponse à la question d'ordre général posée plus haut.

Jusqu'à la fin de 1970, à l'exception d'une courte période d'après-guerre (1945-1949), le commerce extérieur joue un rôle limité dans le développement économique de la République Populaire de Pologne.

Le tableau ci-après (p. 220) illustre à la fois le rythme de croissance des échanges extérieurs polonais et leur élasticité par rapport au produit matériel brut [1] et à la production industrielle.

Les cheminements de la croissance des échanges avec l'extérieur coïncident avec l'évolution politique en Pologne et reflètent fidèlement les options économiques prises successivement par les dirigeants.

La croissance dynamique du commerce extérieur, observée pendant les premières années d'après-guerre, correspond à la phase de l'instauration de l'économie planifiée en Pologne, phase caractérisée par une liberté économique assez grande.

1. Rappelons que le PMB est une catégorie comptable qui n'existe pas dans la comptabilité nationale occidentale. Contrairement au PNB occidental, le PMB comptabilise les activités productives et exclut presque totalement les activités improductives (à l'exception de quelques services en rapport direct avec la production tels le transport, les télécommunications, le commerce). Les chiffres cités dans le tableau proviennent des estimations de B. Wojciechowski. Malheureusement, l'auteur ne donne pas les détails de sa méthode de calcul.

Taux de croissance et élasticité du commerce extérieur polonais par rapport au PMB et à la production industrielle
Prix constants. Période 1947-1975

	1947-1950	1951-1957	1958-1962	1963-1970	1971-1975
Taux annuel moyen géométrique					
Produit matériel brut (PMB).	19,7	8,6	5,4	6,5	9,8
Production industrielle	24,7	11,0	8,9	8,0	10,7
Importations	30,3	8,7	10,1	8,5	15,2
Exportations	29,8	1,0	15,8	9,7	10,9
Rapports des taux annuels de croissance					
Importations/PMB.	1,54	1,01	1,87	1,31	1,55
Importations/ Production industrielle	1,23	0,80	1,13	1,06	1,42
Exportations/PMB.	1,46	0,12	2,92	1,49	1,11
Exportations/ Production industrielle	1,16	0,09	1,78	1,21	1,02

Source : B. Wojciechowski, *Polish Foreign Trade 1975*, Warsaw, Polish Chamber of Foreign Trade, 1976, p. 18.

La chute du taux d'accroissement des échanges, enregistrée entre 1951 et 1957, traduit la politique de quasi-autarcie, réalisée à cette époque parallèlement à la mise en place d'un système fortement centralisé de direction de l'économie.

Une certaine accélération des échanges intervient après la première crise politique de 1956 [2]. La nouvelle équipe au pouvoir, dirigée par W. Gomulka, décide d'ouvrir davantage l'économie polonaise sur l'extérieur afin de résoudre les graves problèmes économiques entraînés d'une part, par l'industrialisation intense des années cinquante, réalisée dans les conditions de «l'autosuffisance» (voir le rapport entre les taux de croissance des importations et la production industrielle) et, d'autre part, par la collectivisation forcée de l'agriculture.

Mais dès 1963, les taux d'accroissement des échanges fléchissent à nouveau. La baisse de celui des exportations s'explique par les difficultés que rencontre la Pologne pour accroître considérablement ses exportations, surtout vers les pays capitalistes développés. Le ralentissement du taux de croissance des importations est la conséquence directe de la baisse des exportations. La recherche d'un équilibre de la balance commerciale étant un des objec-

2. Pour plus de détails à ce sujet voir K. Szymkiewicz, *La planification du commerce extérieur. L'exemple polonais*, Paris, Economica, 1977, pp. 15-18.

tifs principaux de la politique économique de l'époque, les importations sont ajustées strictement aux possibilités de financement offertes par les exportations.

Les résultats décevants sur le plan de l'amélioration du niveau de vie suscitent le mécontentement populaire aboutissant, en décembre 1970, à une deuxième crise politique qui, comme celle de 1956, se solde par le changement de l'équipe dirigeante. Les nouveaux chefs politiques, avec E. Gierek en tête, sont conscients que les difficultés économiques éprouvées depuis de nombreuses années par l'économie polonaise ne peuvent être surmontées sans un changement radical de la politique pratiquée par leurs prédécesseurs.

C'est ainsi qu'ils élaborent une «nouvelle stratégie économique», dont une des principales caractéristiques est l'ouverture de l'économie polonaise sur l'extérieur [3].

Désormais le commerce extérieur doit devenir un des facteurs-moteurs d'une croissance économique dynamique ayant pour finalité la réalisation du bien-être de la population.

Les importations serviront, avant tout, à moderniser l'appareil national de production et à satisfaire la demande interne en biens de consommation courante. Les exportations s'accroîtront grâce à la spécialisation pour l'exportation, rendue possible par l'importation massive de technologie moderne.

Pour réaliser ce programme «d'ouverture», la Pologne rompra avec la politique de limitation des crédits étrangers, pratiquée jusqu'alors.

La mise en application immédiate de la politique de crédit [4] permet à la Pologne d'atteindre, au cours du quinquennat 1971-1975, le taux de croissance spectaculaire des importations de 15,2% par an (prix constants). En corrolaire le Produit Matériel Brut croît pendant cette période au taux exceptionnel de 9,8 % par an.

Mais la progression des exportations reste faible par rapport au quinquennat précédent (10,9 % et 9,7 %). Au départ, la disproportion entre le rythme d'accroissement des importations et des exportations est sciemment acceptée mais, dès la fin de la période analysée, sa persistance commence à susciter certaines inquiétudes. Tout particulièrement, le déficit croissant de la balance commerciale avec les pays de l'Ouest préoccupe vivement aussi

3. La nouvelle stratégie a été adoptée par le VIème Congrès du Parti, en décembre 1971.

4. Dès 1971, l'U.R.S.S. a accordé à la Pologne 100 millions de dollars («La Pologne à l'épreuve», *Le Monde Diplomatique*, du 18 octobre 1976). Parmi d'importants crédits octroyés à la Pologne par certains pays capitalistes mentionnons, à titre d'exemple (car il est impossible de dresser une liste exhaustive des crédits contractés par la Pologne), le crédit gouvernemental français de 1972 s'élevant à 7 milliards de francs (source précitée) et le crédit d'un milliard de DM accordé par le gouvernement de la R.F.A. conformément aux accords paraphés le 10 octobre 1975 à Varsovie (*La Pologne et les Affaires Occidentales*, 1975, vol. XI, n° 2).

bien les responsables polonais que les partenaires occidentaux de la Pologne.

De nombreuses publications, parues récemment, s'efforcent d'évaluer le montant et la «gravité» de la dette polonaise vis-à-vis de l'Occident [5]. Citons, avec réserve, le chiffre avancé par la Chase Manhattan Bank : 12,6 millions de dollars à la fin de 1976; ce qui correspondrait à la valeur d'environ deux années d'exportations polonaises vers les pays occidentaux [6]. Le cadre de la présente étude, consacrée en premier lieu aux *mécanismes* du fonctionnement du commerce extérieur, et seulement en second lieu à ses *résultats*, nous autorise à nous dispenser des recherches difficiles visant à évaluer le chiffre exact de l'endettement polonais. Ce qui nous paraît important de constater, ce n'est pas le montant de la dette, mais le déséquilibre même de la balance commerciale qui, par son accroissement constant, traduit un autre déséquilibre : celui structurel, des échanges polonais.

A long terme, la seule solution pour éponger les dettes, sans diminuer pour autant sensiblement les importations, est d'accroître les exportations. Or, la Pologne manque de produits compétitifs sur les marchés des pays capitalistes développés. La politique pratiquée jusqu'en 1970 favorisait la production en général, sans insister sur le choix des productions pour lesquelles la Pologne est mieux dotée que les autres pays en capital, en main d'œuvre, ou en matière premières. Une spécialisation insuffisante est considérée généralement comme la principale cause de sa faible participation au commerce mondial. Rappelons que sa part dans les exportations mondiales oscille depuis des années autour de 1 % (1,2 en 1975), tandis que sa production industrielle représente 2,3 % de la production mondiale.

Et si les machines représentent actuellement environ 40 % des exportations globales polonaises, c'est principalement grâce à l'accroissement de leurs ventes sur le marché du CAEM. Par contre, dans les échanges avec les pays à économie de marché, la Pologne se trouve dans la situation d'un pays sous-développé qui exporte surtout des matières premières et des produits alimentaires (représentant respectivement 50 % et 20 % du commerce

5. Signalons entre autres :
a) H. Clément, «Schulden Uber 100 Milliarden Mark», *Wirtschaftswoche* (Dusseldorf), 10 septembre 1976. L'article traduit en français sous le titre «L'endettement des pays de l'Est et l'avenir des échanges Est-Ouest» est paru dans *Problèmes Economiques*, du 12 janvier 1977, n° 1505.
b) R. Davy, «Les pénibles adaptations des économies de l'Est», *Le Monde* du 7 juin 1977.
c) «The lopsided status of East-West Trade, *First Chicago World Report*, (publié par la First National Bank of Chicago), février 1977.
d) «The new sophistication in East-West banking», *Business Week*, March 7, 1977.
6. *East-West Markets*, March 21, 1977, p. 6.

avec cette zone) contre des machines et de l'équipement[7].

Dans l'avenir, si l'on se réfère aux déclarations officielles, la Pologne continuera à exporter ses matières premières, dont les plus importantes sont le charbon, le cuivre et le soufre. De même, en dépit des difficultés alimentaires éprouvées sur le marché interne, et malgré les restrictions résultant du Marché Commun, elle pense pouvoir vendre sur les marchés occidentaux certains de ses produits agricoles et alimentaires. Mais son grand espoir réside dans l'accroissement des ventes de produits manufacturés, fabriqués à l'aide de la technologie occidentale, importée massivement depuis 1971. La valeur des machines et de l'équipement importés par la Pologne en provenance des pays occidentaux est passée de 233 millions de dollars en 1970 à 2 506 millions de dollars en 1975. Leur part dans les échanges globaux avec ces pays passe de 25 % en 1970 à 40 % en 1975 [8]. Par ailleurs, au cours des années 1971-1974, la Pologne a acheté 200 licences et brevets, contre 286 de 1945 à 1970 [9].

Tous ces efforts de modernisation ont permis à la Pologne d'accroître la part des machines dans ses exportations vers l'Ouest de 7,8 % en 1970 à 16,6 % en 1975 [10]. Cette progression demeure cependant toujours insuffisante.

Le plan pour 1976-1980 prévoit que la part de la production industrielle destinée à l'exportation doit passer de 13 % en 1975 à 17 % en 1980. Ces objectifs peuvent paraître peu ambitieux si l'on sait que dans beaucoup d'autres petits pays ces proportions sont nettement plus élevées. Mais ils traduisent la sagesse des planificateurs dans la mesure où, malgré de gros efforts d'investissements, cette part n'a que très peu évolué au cours de ces dernières années (12,8 % en 1973; 12,3 % en 1974 et 13 % en 1975).

Quelle peut être l'explication de cet état de choses ?

Nous nous proposons de la rechercher dans le système de fonctionnement de l'économie polonaise.

7. Les pays du Tiers-Monde constituent pour la Pologne des marchés intéressants à cause de leur complémentarité, la Pologne pouvant y écouler ses produits industriels en échange des matières premières recherchées. Mais, pour des raisons multiples, la place de ces pays dans les échanges globaux de la Pologne reste encore insignifiante : environ 5 % pour les importations et environ 8 % pour les exportations. (Voir K. Szymkiewicz, *op. cit.*, en note 2).

8. B. Wojciechowski, *Polish Foreign Trade*, 1975, Warsaw, Polish Chamber of Foreign Trade, 1976, p. 48.

9. W. J., «La nouvelle politique du commerce extérieur polonais pour les années 1976-1980», *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 193, février 1976.

10. *Rocznik Statystyczny Handlu Zagranicznego* (Annuaire Statistique du Commerce Extérieur), Varsovie, GUS, 1976, p. 15.

I – LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT ET LE «MODELE DE COMMERCE EXTERIEUR»

Notre développement ultérieur aura comme objectif de cerner les interrelations entre la stratégie choisie et les mécanismes du fonctionnement de l'économie. Au préalable, il nous paraît indispensable de définir les principales notions qui reviendront fréquemment dans ce texte.

A) Définitions préliminaires

1° – Les notions de «modèle» et de «système» de fonctionnement de l'économie socialiste

Dans le cadre restreint de cette étude, il nous est impossible de revenir sur le débat théorique consacré aux notions de «modèle» et de «système» de fonctionnement de l'économie socialiste [11]. Néanmoins, étant donné la diversité des définitions existantes, nous pensons devoir préciser quelle acception nous donnons à ces deux termes.

Notre définition du «modèle» sera empruntée à un économiste polonais, W. Brus, définition reprise et explicitée par ailleurs par J.C. Asselain [12].

Ainsi, par «*modèle*» nous désignerons le schéma *abstrait* des principes généraux du fonctionnement de l'économie. Ce schéma représente les institutions économiques, leurs principes de fonctionnement et la nature des relations qui s'établissent entre elles, au sein d'une économie nationale. Soulignons, au passage, que le «modèle» ainsi compris, n'implique aucune référence particulière à un essai de formalisation mathématique.

Par opposition au caractère abstrait du «modèle», le «*système*» désignera un état *réel* : il s'agira d'un système concret d'organisation, de planification et de gestion d'une économie. En suivant les théoriciens polonais, nous admettons que le système de fonctionnement de l'économie planifiée est composé de ces trois éléments et adoptons leurs définitions restrictives. Ainsi, par *organisation* nous comprendrons les structures économico-juridiques de l'économie [13]. Le terme «*planification*» traduira le processus d'élaboration

11. Voir : a) W. Brus, *Problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste*, Paris, F. Maspero, 1968, pp. 15-17;
b) J.C. Asselain, *Les économies de type soviétique : de la révision des politiques économiques à la remise en cause du modèle centralisé*, Thèse de doctorat, Université de Paris I, 1975.

12. *Op. cit.*

13. Voir : a) B. Minc, *Ekonomia polityczna socjalizmu*, (Economie politique du socialisme), Varsovie, PWN, 1973, p. 575;
b) S. Szczypiorski, *Organizacja i technika handlu zagranicznego*, (Organisation et techniques du commerce extérieur), Varsovie, PWE, 1973, p. 13.

du plan et le terme «*gestion*» celui de l'exécution du plan [14]. A la lumière de ces définitions, le «système centralisé» de fonctionnement de l'économie polonaise doit être compris comme une application pratique du «modèle centralisé».

Nous allons étudier comment est articulé au sein du modèle global, un domaine particulier de l'économie, à savoir le commerce extérieur.

2° — Le monopole d'Etat et la planification des échanges extérieurs : fondements de l'économie socialiste appliqués au commerce extérieur

Deux principales caractéristiques sont habituellement retenues pour qualifier une économie de «socialiste» : la propriété sociale des moyens de production et la planification globale de l'économie. Régissant l'ensemble de l'économie d'un pays socialiste, ces principes s'étendent nécessairement à son commerce extérieur.

Le commerce extérieur est donc nationalisé au même titre que tous les autres grands secteurs de l'économie (industrie, banques, transports...) et soumis au «monopole d'Etat du commerce extérieur», qui signifie que l'Etat se réserve le droit exclusif d'effectuer les échanges avec l'extérieur. De même, comme toutes les autres activités économiques, les échanges extérieurs sont planifiés au niveau national.

Il est admis actuellement que les formes d'application de ces deux principes peuvent varier et donner lieu à différents «modèles de commerce extérieur», mais leur subsistance même, considérée comme inhérente au régime socialiste, ne peut pas être remise en cause.

B) L'autarcie et le modèle centralisé de commerce extérieur

Le modèle centralisé, appelé souvent également «traditionnel», schématise un système qui a réellement existé. Par opposition à tous les autres modèles qui, jusqu'à présent, demeurent des constructions théoriques ou ont été mis en application partiellement, il représente une «théorisation» de principes élaborés dans l'empirisme.

Expérimentés d'abord en Union Soviétique, ces principes ont été appliqués au début des années cinquante, presque sans modification, dans les pays de l'Europe de l'Est devenus socialistes après la deuxième guerre mondiale. Leur but était d'assurer la réalisation d'une même stratégie économique, consistant à développer au maximum la puissance industrielle, en se fondant principalement sur les ressources internes. Le commerce extérieur fut alors réduit

14. P. Sulmicki, *Planowanie i zarzadzanie gospodarcze*, (Planification et gestion économique), Varsovie, PWE, 1973, p. 187.

aux importations de matières premières et de biens d'équipement indispensables à l'industrialisation, que le pays n'était pas en mesure de produire sur place, le financement de ces importations étant assuré par les exportations d'excédents de la production nationale.

La première caractéristique du modèle centralisé est la concentration à l'échelon supérieur de toutes les décisions concernant les relations avec l'extérieur. Un organisme central de planification élabore un plan détaillé des échanges (aussi bien sous l'aspect quantitatif que géographique) dont les objectifs sont transmis à l'échelon d'exécution par voie administrative. La totalité des échanges est confiée à des entreprises spécialisées d'importation-exportation, séparées du secteur de la production et dépendant d'un organisme central de tutelle, le ministère du Commerce extérieur.

Cette organisation spécifique, accompagnée d'un système de financement, permet d'isoler complètement de l'étranger les entreprises nationales de production. Dans le domaine des exportations, leur rôle consiste à fournir la quantité planifiée de marchandises à un organisme d'importation-exportation spécialisé, qui, lui, se charge des relations avec le client étranger. Ce sont également ces organismes spécialisés qui effectuent les importations prévues par le plan central.

Pour un produit destiné à l'exportation, le producteur national est rémunéré par l'organisation de commerce extérieur en monnaie nationale, au même prix que celui qu'il obtiendrait sur le marché intérieur. De même, le produit importé est vendu à son utilisateur final à un prix calculé par référence aux prix internes de biens analogues. Dans les deux cas, les coûts ou gains réels en devises n'entrent pas en considération.

Quant aux organisations d'importation-exportation, elles sont tenues de revendre au cours officiel à la Banque nationale les devises gagnées à l'exportation; elles achètent à ce même cours les devises requises pour payer les importations planifiées.

Le cours officiel surévaluant la monnaie nationale, le prix externe converti en celle-ci sera généralement inférieur au prix interne; donc les entreprises de commerce extérieur, dans leurs relations avec les entreprises domestiques, obtiendront des «gains» à l'importation et des «pertes» à l'exportation. Le budget de l'Etat, selon les cas, recueille la totalité des «gains» et comble les «pertes». La maximisation de ces différences positives («gains») et la minimisation des différences négatives («pertes») ont longtemps constitué le principal critère de rentabilité des échanges extérieurs [15].

Même en ignorant les expériences des pays socialistes, il est assez facile d'apercevoir les problèmes que peut poser l'application

15. Voir : F. Holzman, «La théorie du commerce extérieur des économies centralement planifiées», *Revue de l'Est*, vol. 3, 1972, nº 3.

d'un tel modèle théorique. Des exemples concrets, tel celui de la Pologne, ne font que confirmer ces hypothèses.

Les premières difficultés apparaissent dès le stade de l'élaboration du plan car il n'est pas simple de fixer au niveau central les quantités exactes de produits à importer et (surtout) à exporter, ainsi que de prévoir leur provenance et destination géographique. En théorie, cette tâche serait réalisable si le planificateur central possédait un système parfait d'information et disposait de méthodes parfaites de calcul. En pratique, ces conditions sont loin d'être remplies, ce qui conduit à des révisions constantes du plan retenu initialement.

Les problèmes deviennent encore plus complexes au stade de l'exécution du plan. Ne prévoyant aucun mécanisme d'incitation pour réaliser le plan, ce modèle doit obligatoirement avoir recours à des ordres directs. Ici encore la tâche du planificateur central n'est pas aisée : suivant quel critère doit-il répartir, par exemple, les objectifs d'exportation parmi les différentes entreprises en sachant bien qu'elles cachent, en général, leurs vraies capacités de production ? Il est bien connu que les entreprises, n'obtenant pas de gains supplémentaires pour la production destinée à l'exportation, cherchent des prétextes pour la refuser, se contentant de produire pour le marché interne dont les exigences sont moindres. En revanche, la demande d'importation s'accroît constamment. Les prix internes étant identiques pour les produits nationaux et pour les produits étrangers, les entreprises surévaluent leurs besoins en importations, dans les projets soumis aux instances supérieures. Les organisations de commerce extérieur appuient ces projets, puisqu'en règle générale l'importation est génératrice de «gains», en raison du mode de conversion des dépenses en devises rappelé plus haut. Dans cette situation, pour sauvegarder l'équilibre de la balance des paiements, le planificateur central cherche à imposer des limites aux importations d'une part, et des contingents d'exportation d'autre part. Il est bien évident que la version définitive du plan ainsi obtenue ne peut pas être optimale pour l'économie nationale, mais est fonction du pouvoir de marchandage entre les différents chaînons de la planification (planificateur central, ministères, entreprises).

En Pologne, dès que cela est devenu politiquement possible (après l'arrivée de Gomulka au pouvoir) [16], la stratégie de développement des années cinquante a été remise en cause et le système centralisé a été soumis à de vives critiques.

16. Pour plus de détails voir, K. Szymkiewicz, *op. cit.*, p. 15.

C) L'ouverture de l'économie et le changement nécessaire du modèle traditionnel de commerce extérieur

Un large débat, engagé dès octobre 1956, a mis en évidence l'erreur consistant à vouloir édifier le socialisme en Pologne en suivant fidèlement l'exemple soviétique. De graves difficultés économiques indiquaient qu'un modèle de développement, élaboré pour un pays particulier, ne pouvait pas être transposé sans modification dans un autre pays dont les réalités économiques, géographiques, historiques, culturelles n'étaient pas identiques [17]. L'idée d'une «voie polonaise du socialisme» a vu alors le jour. Il s'agissait, tout en sauvegardant le régime socialiste, de choisir des orientations du développement correspondant à la spécificité du pays et d'élaborer un système de direction le mieux adapté à l'économie polonaise.

1° — Les caractéristiques de la «voie polonaise du socialisme»

Parmi les principaux objectifs d'un programme économique préconisé par les économistes polonais figurait une plus grande ouverture de l'économie polonaise sur l'extérieur [18]. Il fallait rompre le plus rapidement possible avec la politique d'autarcie qui était nuisible pour un pays de taille moyenne comme la Pologne, et engager largement l'économie dans la division internationale du travail. Le pays devait se spécialiser dans des productions reposant sur les matières premières nationales (charbon, soufre, zinc) et développer les industries propageant le progrès technique (chimie, automobile, électronique, énergie électrique).

L'élaboration d'un nouveau système de direction de l'économie devait être un travail de longue haleine.

Pour éviter les abus bureaucratiques commis par le passé, les propositions théoriques devaient être confrontées avec la réalité et mises en application progressivement, après acceptation par tous les travailleurs. La participation démocratique des travailleurs dans l'élaboration et, ensuite, dans le fonctionnement du système apparaissait comme une première particularité de la «voie polonaise» au socialisme.

La planification centrale de l'économie devait être sauvegardée, mais son contenu se modifiait ainsi que les méthodes d'élaboration

17. Parmi les plus graves disproportions apparues à l'issue du plan sexennal d'industrialisation (1950-1955), il faut noter celles qui sont apparues : entre le développement de l'industrie et de l'agriculture; entre les capacités de production et l'insuffisance des matières premières; entre le développement du secteur A (production des moyens de production) et le secteur B (production des biens de consommation). Ces disproportions entraînent le déclin de l'agriculture, les difficultés d'approvisionnement de la population, la dégradation du niveau de vie et aboutissent à la révolte des travailleurs en octobre 1956.

18. Voir : a) *Dyskusja o polskim modelu gospodarczym* (Discussion sur le modèle économique polonais), Varsovie, Ksiazka i Wiedza, 1957;
b) O. Lange, *A propos de certaines questions concernant la voie polonaise du socialisme*, Varsovie, Ed. Polonia, 1957.

et d'exécution du plan. L'organe central de planification ne devait plus gérer l'économie à l'aide du plan, comme c'était le cas jusqu'alors, mais se limiter à préciser les principaux objectifs économiques à atteindre. Se concentrant sur les problèmes essentiels, le planificateur central devait laisser un vaste champ d'action pour les échelons intermédiaires, ministères et, avant tout, entreprises de production. La rentabilité devait devenir l'indice essentiel de l'efficacité économique de l'entreprise. Le calcul de la rentabilité reposerait sur les prix, fixés par l'Etat en fonction de la loi de la valeur. C'est ainsi que la gestion par ordres serait remplacée par une gestion à l'aide de «paramètres économiques» tels que prix, taux d'intérêt, salaires...

Il était évident que le système traditionnel du commerce extérieur, qui répondait déjà mal aux exigences d'un commerce restreint et peu diversifié, était incapable d'assurer une ouverture réelle sur l'extérieur. Il fallait donc le transformer en même temps que tous les autres éléments du système économique global. Cependant du fait de la spécificité de ce secteur de l'économie et du manque d'une théorie préexistante, un délai minimum de réflexion était nécessaire pour élaborer de nouvelles solutions. La principale difficulté consistait à trouver des méthodes de planification et de gestion des échanges extérieurs qui ne compromettaient pas le rôle dirigeant de l'Etat dans ce domaine. Par ailleurs la balance commerciale en déséquilibre dictait la plus grande prudence dans l'application des mesures novatrices.

Les principales thèses concernant le futur système de commerce extérieur, formulées en 1957-1958, étaient les suivantes [19] :

– La planification devait être plus souple et faire la distinction entre les échanges prioritaires et les échanges moins importants.

– La réorganisation des entreprises de commerce extérieur était nécessaire. Il fallait notamment créer des liens étroits entre ces établissements et les entreprises de production. Dans certains cas, il fallait envisager la commercialisation des produits à l'étranger par le producteur même, sans intermédiaire de l'organisation spécialisée.

– Il apparaissait nécessaire d'introduire progressivement des taux de change reposant sur le pouvoir d'achat réel de la monnaie nationale.

– Il fallait élaborer un système efficace de stimulation pour les entreprises exportatrices.

– La réforme des prix à la production était indispensable pour rendre possible le calcul de l'efficacité des échanges.

– Enfin, la politique d'investissements devait tenir compte des exigences du commerce extérieur.

19. Voir : «Tezy Rady Ekonomicznej w sprawie niektorych kierunkow zmian modelu gospodarczego» (Thèse du Conseil Economique concernant certaines orientations des changements du modèle économique) dans *op. cit.*, note 18 «a».

Les tendances à la recentralisation apparues dès la fin de 1958 n'ont pas permis de mettre en application ces idées. Néanmoins, celles-ci ont donné l'impulsion aux recherches théoriques poursuivies au cours des années soixante et soixante-dix. En partant de la réalité historique, les théoriciens polonais ont cherché à démontrer qu'avec l'adoption d'une nouvelle stratégie de développement, le changement de modèle devenait indispensable.

2° — La théorie des différents modèles du commerce extérieur

Pour Z. J. Kamecki, l'un des premiers auteurs à développer en Pologne la théorie de la pluralité des modèles du commerce extérieur, le caractère du modèle du commerce extérieur dépend de deux facteurs : le modèle général de fonctionnement de l'économie; l'état des échanges extérieurs, surtout celui de la balance des paiements [20].

Théoriquement, en tenant compte de la nature des rapports qui s'établissent entre l'organe central du commerce extérieur et les entreprises spécialisées d'importation-exportation, on peut envisager deux modèles diamétralement opposés : d'une part le modèle de direction par ordres (*nakazowy*) et, d'autre part, le modèle de stimulation (*bodzcowy*).

Dans le premier cas, le rôle des entreprises est réduit à l'exécution des ordres. L'organe central du monopole du commerce extérieur fixe non seulement les objectifs, mais également les moyens de leur exécution. Il établit le plan détaillé des échanges, prévoit leur orientation géographique, choisit les clients étrangers, les conditions des transactions, etc.

Dans le deuxième cas, l'organe central ne décide que des objectifs généraux dans le domaine des échanges et laisse aux entreprises la pleine liberté de choix des moyens d'exécution du plan. Un système de stimulation matérielle garantit alors l'accomplissement du plan conformément aux options prises par l'organe central.

En réalité, constate l'auteur, les deux modèles sont difficilement applicables dans leur forme pure. On rencontre donc des systèmes mixtes dans lesquels les ordres et la stimulation sont combinés en fonction de la situation spécifique d'un pays donné. Le raisonnement de Z. Kamecki repose donc sur l'hypothèse de l'organisation traditionnelle du monopole du commerce extérieur; les différences entre les deux modèles concernent les méthodes de la planification et de la gestion.

20. Z.J. Kamecki, *Monopol Handlu zagranicznego a cele i srodki polityki handlowej krajow socjalistycznych*, (Monopole du commerce extérieur et les objectifs et les moyens de la politique commerciale des pays socialistes), Varsovie, Institut de la Conjoncture et des Prix du Commerce Extérieur, 1964, pp. 12-16. Egalement : Z.J. Kamecki, «Quelques problèmes du commerce extérieur en économie socialiste», *Cahiers de l'I.S.E.A.*, mai 1961, p. 5, n° 113.

Un autre spécialiste de la théorie socialiste du commerce extérieur, Madame U. Płowiec, propose une classification dont le contenu est à peu près identique, mais dont la terminologie même est fort intéressante. L'auteur distingue trois modèles du commerce extérieur : le modèle de départ (*wyjsciowy*), le modèle de transition (*przejsciowy*) et le modèle-objectif (*docelowy*) [21].

Le premier modèle est celui où la direction centrale s'exerce par ordres (il correspond donc au modèle 1 de Z.J. Kamecki), le deuxième décrit la situation où les ordres coexistent avec les paramètres (on peut l'assimiler au modèle mixte de la classification précédente) et, enfin, le troisième est celui de la direction à l'aide des paramètres (normes économiques visant à orienter les entreprises vers l'exécution optimale du plan central).

L'originalité de cette classification par rapport à celle proposée par Z.J. Kamecki est la suggestion, à travers la terminologie, du caractère évolutif du modèle de commerce extérieur. L'auteur constate d'abord une réalité historique : un modèle de direction par ordres a été instauré à un moment donné dans les pays socialistes. Face à la nouvelle situation interne et externe de ces pays, ce modèle dit «de départ» doit inévitablement évoluer vers un modèle ayant principalement recours aux paramètres, appelé par l'auteur «modèle-objectif». En attendant, les pays traversent une phase de transition, au cours de laquelle sont employés aussi bien des ordres que des paramètres.

Il faut remarquer que les définitions proposées par les deux auteurs précités insistent sur le mode de prise de décision, mais ne posent pas la question de l'identité du décideur (s'agit-il du planificateur central, des entreprises ou des consommateurs individuels ?). Cette lacune peut s'expliquer par le fait que, traditionnellement, les décisions concernant le commerce extérieur tenaient principalement compte de la volonté du planificateur central.

En théorie, on peut pourtant imaginer d'autres situations. Elles sont évoquées par W. Trzeciakowski [22].

Cet auteur distingue trois modèles principaux qui donnent naissance aux systèmes intermédiaires et mixtes.

Le modèle 1. C'est un modèle centralisé de direction directe, réalisant les préférences du planificateur central (il n'est rien d'autre que le «modèle de départ» décrit ci-dessus).

21. U. Plowiec, *Centralne sterowanie handlem zagranicznym*, (La direction centrale du commerce extérieur), Varsovie, PWE, 1975. L'auteur emploie le terme «système» en lui donnant le sens de «modèle». Afin d'uniformiser la terminologie, nous nous permettons de garder le mot «modèle» partout où il s'agit de la description théorique.

22. W. Trzeciakowski, *Modele posredniego kierowania gospodarka planowa w sterowaniu handlem zagranicznym*, (Les modèles indirects de direction de l'économie planifiée appliqués au commerce extérieur), Varsovie, PWE, 1975.

Le modèle 2. L'allocation des ressources se fait de façon directe et indirecte, conformément aux préférences du planificateur central (il s'agit en effet du modèle appelé plus haut «de transition», dans lequel coexistent les ordres et les paramètres).

Le modèle 3. La structure de la demande correspond aux préférences de la périphérie. Le rôle du planificateur central se limite dans ce modèle à la régulation du marché de certains groupes de produits. Contrairement aux deux modèles précédents, dans ce modèle, les prix des produits de consommation s'établissent sur le marché. Ils résultent du fonctionnement du mécanisme économique dont les règles ont été fixées par le planificateur central. Etant donné que, dans une économie planifiée, les préférences des consommateurs ne doivent pas, selon l'auteur, s'opposer aux préférences macroéconomiques, l'application de ce système doit se limiter à des sphères où les prix d'équilibre sont corrects et où une rente de monopole ne peut pas se créer.

Les systèmes rencontrés dans la réalité sont indirects et mixtes car la centralisation n'est jamais parfaite et les préférences du planificateur central coexistent toujours avec celles des entreprises et des consommateurs. Par ailleurs, on rencontre aussi bien les liens verticaux de subordination que les liens horizontaux noués entre des partenaires égaux. Les prix sont fixés seulement en partie par le planificateur central, une autre partie relevant de la compétence des échelons intermédiaires (ministères, unions) et des entreprises.

La théorie de différents modèles a conduit à l'élaboration d'un nouveau système de commerce extérieur, d'abord défini sous un ensemble de principes, ensuite appliqué (on verra dans quelle mesure).

II — LA LOGIQUE DU NOUVEAU SYSTEME POLONAIS DE COMMERCE EXTERIEUR

Les propositions de réforme ont été dictées par un souci de cohérence inspirant les modifications simultanées de tous les éléments du système, liés entre eux par de multiples interactions. Elles s'articulent autour des trois composantes du système que nous avons définies : organisation, planification et gestion.

A) L'organisation

Le monopole d'Etat du commerce extérieur ne devait en aucun cas être mis en cause; seules les formes de son existence changeraient.

La réforme de l'organisation apparaissait comme une des premières mesures aboutissant à la suppression de la séparation traditionnelle entre le secteur de la production et celui du commerce

extérieur. Théoriquement, il était possible d'envisager plusieurs variantes des futures structures d'organisation à condition qu'elles répondent à quelques exigences fondamentales notamment [23] :

– Une meilleure adaptation de la production nationale aux exigences des clients étrangers;
– Une approche plus directe des technologies étrangères par les producteurs nationaux;
– Le raccourcissement des délais de livraison et la simplification des contacts avec les partenaires étrangers;
– La création de conditions permettant de confronter la qualité et les coûts des produits domestiques avec ceux des articles étrangers, ceci afin de relever le niveau technique et d'abaisser les coûts de la production nationale;
– La suppression des divergences d'intérêts entre les entreprises de production et celles de commerce extérieur.

La solution idéale paraissait être la concentration de la production et du commerce extérieur entre les mains des grandes unités économiques (unions d'entreprises, combinats, grandes entreprises). Ces unités pourraient soit créer leurs propres services d'importation-exportation, soit faire appel aux organisations commerciales spécialisées, mais c'est à elles qu'incomberait en dernier lieu la responsabilité des échanges. Les ministères techniques auraient alors uniquement à coordonner leur production, et le ministère du commerce extérieur, à superviser leurs activités dans le domaine des échanges avec l'extérieur.

La solution finalement choisie s'est considérablement éloignée des propositions ci-dessus. En effet, la réforme réalisée en 1971 a consisté à mettre une partie des entreprises de commerce extérieur sous la tutelle des ministères techniques [24]. En 1976, sur 54 entreprises d'importation-exportation, 21 dépendaient du ministère de Commerce extérieur et 33 des autres ministères et organes centraux. Dans le premier cas, il s'agit des entreprises qui exportent et importent soit des produits fongibles sans spécifications particulières, soit des articles fabriqués par plusieurs producteurs; dans le deuxième cas, de celles qui commercialisent des produits industriels spécifiques.

Parallèlement aux changements des liens de subordination ont été décidées des modifications dans les rapports économiques entre les entreprises d'importation – exportation et leurs partenaires nationaux.

Une partie seulement des entreprises relevant du ministère du Commerce extérieur maintient la forme classique : elles achètent «à leur compte» les articles aux producteurs nationaux et rendent

23. *Ekonomika handlu zagranicznego,* (Economie du commerce extérieur), Ouvrage collectif, Varsovie, S.G.P.I.S., 1975, pp. 230-232.

24. Voir, K. Szymkiewicz, *op. cit.*, en note 2, pp. 68-70.

compte au budget de l'Etat du résultat de la vente en devises [25].

Le reste des entreprises relevant du ministère du Commerce extérieur (commercialisant surtout des machines et de l'équipement), ainsi que celles relevant des ministères industriels, servent uniquement d'intermédiaire entre les producteurs et acheteurs nationaux. Le résultat global de l'opération apparaît dans la comptabilité de l'entreprise productrice et l'entreprise de commerce extérieur est rémunérée à la commission.

Enfin, dans le cas des entreprises de commerce extérieur faisant partie des unions, des combinats ou des entreprises de production (certaines d'entre elles possèdent, en effet, leurs propres organisations d'importation-exportation) les résultats de cette activité commerciale apparaissent directement dans les résultats financiers globaux des unités économiques.

B) La planification

Il était évident que, tout en maintenant le principe de planification des échanges extérieurs, il fallait modifier le contenu des plans et les méthodes de leur élaboration.

L'optique d'une participation importante et durable à la division internationale du travail nécessitait avant tout l'allongement temporel du plan. Il n'était plus concevable de se concentrer sur la planification annuelle, mais il fallait envisager les perspectives des échanges à long terme. Des études prospectives tenant compte de l'environnement international s'avéraient donc indispensables pour éclairer les décisions du pouvoir central. En même temps, des méthodes spéciales devaient être élaborées pour calculer l'efficacité des investissements envisagés dans le but d'accroître les exportations (ou de limiter les importations avantageusement substituables par la production nationale). Et si le plan annuel avait à garder son caractère de document «opérationnel», il ne devait plus énumérer les importations «indispensables» et les exportations d'excédents mais viser à l'optimisation des échanges. Les objectifs de ce plan devaient donc être définis d'une façon souple et laisser des possibilités d'adaptation aux conditions changeantes de l'environnement international.

La réforme la plus importante concernant la planification des échanges a eu lieu en 1966 [26]. Elle consistait à réduire considérablement la spécification en nature des exportations et importations au profit des objectifs précisés en valeur. La planification quantitative était maintenue pour quelques 60 à 70 produits d'intérêt vital pour l'économie (coton, laine, bois, aluminium...); pour tous les autres produits, le plan fixait en valeur les objectifs minima

25. *Op. cit.*, p. 147.

26. Décision n° 22/66 du Comité Economique du Conseil des Ministres du 28 janvier 1966.

à atteindre pour les exportations et les objectifs maxima à ne pas dépasser pour les exportations. Ainsi, pour une grande partie des échanges (60 à 70 %) la nouvelle formule laissait aux exécutants du plan une possibilité de choisir les produits importés et exportés, à condition que les objectifs globaux en valeur soient respectés. Ceci devait améliorer notablement la structure des échanges car, logiquement, les exécutants du plan devaient chercher à importer les articles les moins chers et à exporter les produits les plus avantageux. Combinée avec une stimulation matérielle appropriée, cette approche devait permettre l'optimisation des échanges.

L'application de la réforme n'a pas apporté les résultats attendus. Néanmoins, son importance ne doit pas être sous-estimée dans la mesure où elle a introduit le calcul économique dans les échanges extérieurs et modifié les méthodes de l'exécution du plan.

C) La gestion

Rappelons que nous comprenons par «gestion» le processus de l'exécution du plan. La gestion débute par la transmission des objectifs planifiés aux exécutants, se poursuit à travers l'incitation de ceux-ci à un accomplissement optimal du plan et se termine par le contrôle de son exécution.

Dans le système dit «traditionnel» de planification en nature, les décisions concernant le volume des échanges sont transmises sous forme de directives aux entreprises exécutant le plan. La stimulation, si toutefois elle a lieu, a pour but de récompenser le personnel pour la réalisation du plan en volume. De même, le contrôle sert uniquement à respecter les objectifs quantitatifs d'importation et d'exportation.

L'introduction de la planification en valeur transforme automatiquement le caractère de la gestion. Elle implique une certaine décentralisation et introduit un critère différent pour la stimulation et le contrôle : celui de l'efficacité économique. En l'occurrence, le calcul économique fonde les décisions aussi bien au niveau du planificateur central qu'au niveau de l'exécution du plan. Il reste alors à élaborer les méthodes de ce calcul, ce qui n'est pas chose aisée étant donné la structure spécifique des prix internes d'une part, et le niveau arbitraire du taux officiel d'échange, d'autre part.

Une littérature déjà abondante consacrée à la spécificité des prix socialistes nous permet de ne pas traiter ce sujet en détail [27]. Nous tenons uniquement à rappeler les caractéristiques des prix faussant le calcul de l'efficacité des échanges extérieurs. Tout

27. Voir : a) M. Abdel-Fadil Hussein, *La planification des prix en économie socialiste. Essai méthodologique*, Paris, P.U.F., 1975, 226 p.
b) J.H. Lorenzi, *Le marché dans la planification*, Paris, P.U.F., 1975, 372 p.
c) H. Denis, M. Lavigne, *Le problème des prix en Union Soviétique*, Paris, Cujas, 1965.

d'abord, les prix internes sont fixés sans corrélation avec les prix externes. Ensuite, à cause de facteurs historiques, politiques et sociaux, les prix de nombreux produits n'expriment pas les coûts effectifs de production. En outre, les prix sont, en général, calculés sur la base des coûts moyens tandis que la production pour l'exportation entraîne souvent des dépenses supplémentaires ou – grâce à la spécialisation – permet d'obtenir la baisse des coûts de production. Enfin, ces prix expriment les coûts des périodes antérieure et présente, alors que le calcul d'efficacité devrait concerner également les périodes futures.

Pour toutes ces raisons, jusqu'à présent, le calcul économique appliqué aux échanges extérieurs ne peut pas reposer sur les prix internes, mais doit recourir aux évaluations spéciales des coûts effectifs de la production nationale.

De même, étant donné que le cours officiel de change ne traduit pas le coût d'opportunité des devises, des estimations spéciales sont nécessaires pour évaluer le pouvoir d'achat réel des devises gagnées dans les exportations ou dépensées dans les importations.

Les théoriciens polonais ont eu le grand mérite d'élaborer, pour la première fois, une méthode permettant l'optimisation des échanges au niveau central à travers un calcul d'efficacité effectué au niveau de l'exécution du plan.

La décomposition d'un modèle général d'optimisation à court terme des échanges extérieurs, construit par W. Trzeciakowski [28], fournit d'une part le critère d'optimisation partiel (maximisation du bénéfice) et, d'autre part, les prix fantômes («*shadow prices*») et les taux de conversion des devises étrangères en monnaie nationale. (Les prix fantômes sont fondés sur les coûts marginaux de production, tandis que les taux de conversion, obtenus par la résolution du modèle, représentent les coûts marginaux de l'acquisition des devises étrangères). Ayant reçu du planificateur central les prix fantômes et les taux différenciés par marchés et par groupes de marchandises, l'agent d'exécution du plan doit choisir une variante qui garantisse la maximisation du bénéfice, calculé suivant la formule $M^r D^r - C = \text{maximum}$.

M^r – taux marginal de change pour chaque marché ($r = 1...s$);

D^r – recettes de devises provenant des échanges avec un marché r;

C – coût total de production (coût de la main d'œuvre et des matières premières, calculé d'après les prix fantômes).

28. Pour la présentation du modèle de Trzeciakowski voir, K. Szymkiewicz, *op. cit.*, en note 2, pp. 105-121.

Les prix fantômes permettent ainsi de contourner les difficultés provenant de l'irrationalité des prix internes et deviennent des «paramètres économiques» permettant de déplacer au niveau de l'exécution une partie des décisions concernant la structure et la répartition des échanges.

En 1966, après quelques modifications, la formule de bénéfice issue du modèle de Trzeciakowski a été utilisée par les entreprises exportatrices pour établir l'efficacité de leurs exportations. Le bénéfice ainsi calculé était le fondement de la stimulation matérielle. Les primes allouées à la fois aux entreprises de production et à celles d'importation-exportation étaient fonction croissante de bénéfice [29].

La complexité du calcul reposant sur les prix fantômes et son caractère autonome par rapport à la comptabilité courante des entreprises (les résultats du commerce extérieur ainsi calculés ne pouvant pas être intégrés dans les comptes financiers de l'entreprise) dictait l'abandon de cette méthode dès que les prix internes seraient améliorés et les taux de change devenus plus «réalistes».

Ainsi, après une réforme des prix qui a eu lieu en 1971, et qui a rétabli une certaine «vérité» des prix en les calculant sur la base des coûts internes et en essayant de les lier plus directement aux prix mondiaux, la méthode précédente a été abandonnée [30]. Depuis cette date, les primes ont été calculées en fonction du bénéfice, ou différence entre les prix externes convertis en monnaie nationale à l'aide de deux coefficients de conversion (un pour les échanges avec les pays socialistes et un autre pour les pays capitalistes) et les nouveaux prix internes de production.

Progressivement, tous les prix internes des marchandises destinées à l'exportation et provenant de l'importation devaient être fixés à partir des prix externes, convertis en zlotys au moyen de coefficients uniformes de conversion, le résultat étant appelé «prix de transaction». Dans un premier temps, les prix de transaction ont été introduits dans quelques dizaines de Grandes Organisations Economiques (unions, combinats, grandes entreprises) qui ont reçu en 1973 le statut d'«entreprises pilotes», en appliquant les réformes qui devaient être ensuite étendues à toute l'économie[31]. Le résultat des échanges calculé au prix de transaction entrait dans le résultat économique global et devenait un des éléments déterminant la performance économique de l'entreprise.

29. *Op. cit.*, pp. 141-142.

30. P. Karpiuk, «Reforma cen zaopatrzeniowych», (La réforme des prix d'approvisionnement), *Gospodarka Planowa*, 1970, n° 11.

31. Voir : a) A. Darska, «Le système des entreprises pilotes en Pologne», *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, Paris, C.N.R.S., 1975, vol. 6 n° 2.
b) A. K. Kozminski, «Les entreprises pilotes dans le nouveau système de gestion de l'économie polonaise», *Revue de l'Est*, Paris, C.N.R.S., 1974, vol. 5, n° 4.

En rompant avec le système des prix stables pour les produits destinés à l'exportation ou provenant de l'importation, on redonne aux prix leur caractère de paramètre de décision rationnelle à condition que le niveau de coefficient de conversion soit établi au niveau de l'équilibre du plan des échanges. Plus ce coefficient est éloigné du cours d'équilibre, plus des mesures spéciales sont nécessaires pour stimuler les exportations et protéger les entreprises nationales contre la concurrence étrangère.

En Pologne, où ces coefficients sont fixés au coût moyen d'acquisition des devises et où le système de protection n'est pas très élaboré, les prix de transaction ne peuvent pas être utilisés comme de véritables paramètres et le système des ordres et des limites doit être maintenu.

*
* *

L'histoire de la Pologne confirme parfaitement le paradoxe signalé par M. Kalecki [32] : l'accélération du développement économique impose une ouverture sur l'extérieur; la réalisation de cette dernière exige logiquement une certaine décentralisation; en même temps le développement dynamique entraîné par l'ouverture crée des tensions qui incitent à la recentralisation.

Nous avons montré dans la partie précédente qu'au cours des années 1971-1973 ont été introduites effectivement des mesures visant à la décentralisation, et notamment : la réforme de l'organisation, l'instauration des prix de transaction, une plus grande autonomie donnée aux Grandes Organisations Economiques.

Toutes ces mesures, conjuguées depuis le début de la crise à l'Occident avec les facilités de crédit international, ont abouti à un endettement important de la Pologne.

Le déséquilibre inquiétant de la balance des paiements a poussé les responsables de l'économie à freiner le processus de décentralisation. Dès 1974 a été arrêtée l'expérience d'entreprises pilotes [33], pour reprendre en 1977 suivant des principes modifiés [34]. Une certaine liberté de décision acquise par les échelons intermédiaires au cours de la courte période précédente a été remplacée par des limites strictes d'importation et des directives centrales dans le domaine des exportations. Et si les prix de transaction continuent à être appliqués, leur logique a été vidée de sens, dans la mesure où les bénéfices établis sur la base de ces prix ne restent pas à la

32. M. Kalecki dans *op. cit.*, en note 18 a.

33. K. Golinowski, «Warunki funkcjonowania systemu WOG i jego dalszy rozwoj», (Conditions du fonctionnement du système des WOG et son évolution), *Gospodarka Planowa*, 1976, n° 12, pp. 643-650.

34. Compte rendu de la réunion organisée le 28 avril 1977 au Bureau du Conseil des Ministres, consacrée aux nouveaux principes de fonctionnement des Grandes Organisations Economiques (WOG), *Zycie Gospodarcze*, 8 mai 1977, n° 19, pp. 1-3.

disposition de l'entreprise, mais sont versés au budget de l'Etat. Bien que les «différences budgétaires» aient été officiellement supprimées, le nouveau système de «correction» des prix ne diffère pas – dans sa substance – de la méthode précédente [35]. En même temps, depuis 1975, le calcul de l'efficacité (et par la même occasion la stimulation matérielle) est à nouveau effectué aux prix fantômes et non pas aux prix de transaction [36].

Selon les déclarations officielles, ce retour à la centralisation n'est qu'un «accident de parcours» provoqué d'une part par la crise mondiale et, d'autre part, par les insuffisances de principaux paramètres économiques : prix internes et taux de conversion des devises. On pense qu'à plus long terme, lorsque l'équilibre sera rétabli et que la théorie de la gestion «paramétrique» aura progressé, les conditions seront remplies pour poursuivre la décentralisation du système [37].

Une étude spéciale serait nécessaire afin d'évaluer les chances de la Pologne pour un rééquilibrage rapide de ses échanges. Il faudrait examiner dans quelle mesure les investissements effectués depuis 1971 ont contribué au développement des branches à vocation exportatrice. Mais une telle étude dépasse le cadre de cet article.

En généralisant le «cas polonais» nous considérons qu'une «vraie» ouverture (non seulement du côté des importations, mais également de celui des exportations) nécessite obligatoirement l'accroissement de l'autonomie des échelons intermédiaires. En effet, seules les unités d'exécution sont capables de réagir rapidement aux conditions changeantes du marché international (principalement du marché capitaliste). Mais pour qu'elles puissent réagir d'une façon optimale pour l'économie nationale, il faut qu'elles disposent de «bons» paramètres et que le système de stimulation soit suffisamment fort pour inciter à la recherche des exportations et des importations efficaces. Nous pensons que si les transformations dans le domaine du commerce extérieur peuvent jouer le rôle de «locomotive», elles doivent nécessairement faire partie de

35. U. Plowiec, «System centralnego kierowania w handlu zagranicznym», (Le système de direction centralisée dans le commerce extérieur), *Problemy Handlu Zagranicznego*, Varsovie, PWE, 1972, n° 2, p. 76.

36. B. Wojciechowski, «Rachunek kalkulacyjny a efektywnosc handlu zagranicznego», (Le calcul reposant sur les prix «fantômes» et l'efficacité du commerce extérieur), *Handel Zagraniczny*, 1975, n° 7.

37. Entre autres : a) K. Golinowski, *op. cit.*, en note 33;
b) W. Trzeciakowski, «On Improving the System of Functioning of Foreign Trade», *Oeconomica Polonia*, Varsovie, Journal of the Economic Committee of the Polish Academy of Sciences, 1976, n° 4;
c) W. Trzeciakowski, «Jak doskonalic instrumenty ekonomiczne w handlu zagranicznym» (Comment perfectionner les instruments économiques dans le commerce extérieur), *Rynki Zagraniczne*, 24 janvier 1974, n° 11;
d) H. Kisiel, «Handel zagraniczny a jednostki inicjujace», (Le commerce extérieur et les entreprises pilotes), *Handel zagraniczny*, 1974, n°s 8-9.

la réforme du système économique global. Ceci n'interdit pas pour autant des solutions spéciales dictées par la spécificité de ce secteur de l'économie, à condition qu'elles s'inscrivent dans le cadre de la logique du système global.

En admettant que les changements du système ne peuvent pas se faire d'une façon brutale mais doivent s'opérer par la méthode des «essais et erreurs», on peut avancer, en théorie, qu'à long terme des économies socialistes ouvertes sur le monde occidental tendront à la décentralisation de leur système économique, la centralisation étant uniquement un moyen d'adaptation aux exigences du court ou moyen terme.

III

LE SYSTEME ECONOMIQUE SOCIALISTE

CAPITALISME D'ETAT OU MONOPOLISME D'ETAT EN U.R.S.S. ?

Propos d'étape

Wladimir ANDREFF

Si l'on s'en tient à l'élaboration théorique officielle, on apprend que l'U.R.S.S. est entrée dans une phase historique conceptualisée comme étant un «socialisme avancé». A l'opposé, dans la société occidentale se développent nombre de thèses, diversement inspirées du marxisme, contestant la nature socialiste, avancée ou non, du système soviétique. En règle générale, la théorie officielle y est critiquée, critique qui débouche sur une autre conceptualisation relative à la nature sociale de l'U.R.S.S. Parmi les représentations critiques les plus connues, citons : le socialisme à dégénérescence ou déformation bureaucratique [1] dérivant des thèses de Trotzky, le socialisme d'Etat de P. Naville, l'économie de transition vers le socialisme comportant plusieurs variantes [10] et [44], la restauration du capitalisme, d'inspiration maoïste, le capitalisme sans capitalistes de S. Amin [2], la société bureaucratique [2] et le capitalisme d'Etat soviétique.

Puisque toutes ces critiques se réclament, plus ou moins directement de l'œuvre de Marx, on ne peut qu'en tirer la conclusion suivant laquelle la réflexion sur la nature sociale de l'U.R.S.S. est étroitement liée à une réflexion sur la théorie marxiste elle-même. Réflexion qui rejoint, d'une certaine façon, les diverses relectures proposées de Marx pour comprendre les formes contemporaines du capitalisme occidental. De cette confrontation [3] entre «plusieurs Marx», on peut espérer que surgissent les conditions d'une meilleure appréhension de la réalité sociale, tant occidentale que soviétique.

C'est dans ce contexte que se situe la présente contribution. Mais en précisant bien qu'il ne s'agit là que de propos d'étape, et non d'une étude approfondie de la nature de l'U.R.S.S. En effet, une telle étude ne saurait tenir dans les dimensions de cet article. Le lecteur impatient de trouver ici une nouvelle conception sur

1. Pour une version récente, J.L. Dallemagne [23]. Les références aux auteurs cités, accompagnées des dates de publication, sont données en détail dans la bibliographie placée à la fin du texte.

2. Avec ici encore de nombreuses variantes, dues respectivement à B. Rizzi, J. Burnham, M. Djilas, C. Castoriadis, K. Modzelewski et J. Kuron (entre autres).

3. Confrontation à laquelle nous avons tenté de prendre part en ce qui concerne l'analyse du capitalisme occidental, dans [4].

la nature de la société soviétique, ou une confirmation de celle qui lui est chère, sera inévitablement déçu. Car nous nous bornons à l'appréciation de la pertinence d'une seule des thèses énoncées précédemment : la thèse du *capitalisme d'Etat soviétique* (désigné par la suite du sigle C.E.S.). Comment se justifie ce choix pour des propos d'étape ? Par deux raisons principalement, tenant à la renaissance de cette thèse d'une part, et d'autre part au renouvellement récent de son élaboration théorique; ces deux facteurs font de cette thèse un lieu de discussion très actuel, et de son appréciation critique une étape importante dans la compréhension de la réalité économique et sociale en U.R.S.S.

Cependant, il est bon de prendre en ce domaine quelques précautions préalables, qui ne sont d'ailleurs pas oratoires. Il n'est pas question ici de s'engager dans une «querelle de termes» [4]. Autrement dit, l'étiquette que l'on colle sur la boîte désignant l'U.R.S.S. n'a aucune importance auprès du contenu de la boîte (la réalité soviétique). Une telle remarque induit à ouvrir notre propos d'étape par des considérations de méthode. Ceci devrait permettre d'éviter une appréciation par trop sommaire de la théorie du C.E.S. [5].

I — HISTORIQUE DE LA NOTION DE C.E.S. ET PROBLEMES DE METHODE

La notion de C.E.S. n'est pas nouvelle, elle a une histoire. Sa préhistoire est à trouver dans le concept, maintes fois utilisé par Lénine, pour désigner l'U.R.S.S. à une époque particulière de son évolution. Mais la «vie» de ce concept conduit aujourd'hui à une relative confusion des réalités qu'il prétend désigner. Il faut donc indiquer ce qui est réuni ici comme thèses du C.E.S. Dans un second point seront signalés quelques biais méthodologiques présents dans certaines de ces thèses.

A) Histoire et diversité de la notion

S. Amin [2] nous rappelle opportunément que l'expression de capitalisme d'Etat décrit des situations très différentes : «celles du

4. «La querelle de termes est de peu d'intérêt. Ne soyons pas nominalistes. Appeler capitalisme ce qu'un autre appelle socialisme, et inversement, ne signifie rien, si les structures décrites et expliquées sont les mêmes dans les deux cas», P. Naville [57], p. 303. Ajoutons que donner le même nom à des structures différentes n'aurait pas plus de signification. Une position prudente sur ce point étant celle de P.M. Sweezy [68], p. 16, qui estime qu'il ne peut «accepter l'identification rapide par Bettelheim de l'U.R.S.S. comme étant *capitaliste*, préférant, dans l'état actuel de notre connaissance, laisser ouverte la question de la nature de la société de classes qui s'est développée en U.R.S.S.».

5. Telle que la suivante : «Les conceptions théoriques qui voient dans la réalité soviétique un «capitalisme d'Etat» sont, à mon avis, trop simplifiantes et schématisantes; elles rappellent à certains égards une peinture cubiste qui, construisant une architecture intéressante, fait abstraction de certains traits constitutifs de la réalité et en imagine d'autres suivant un plan d'ensemble structurant l'espace» [65], p. 135.

capitalisme avancé où la centralisation du capital conduit aux monopoles et à des formes spécifiques d'interpénétration entre l'Etat et les monopoles, celles, à l'opposé, du capitalisme naissant, où l'Etat joue un rôle décisif dans la mise en place d'entreprises nouvelles de type capitaliste, celles, particulières à certains pays sous-développés, où l'Etat se substitue à la carence de l'entreprise privée, celles, enfin, spécifiques à la période de transition, comme dans la Russie de la N.E.P.». Selon l'auteur, l'Union Soviétique aujourd'hui ne répond d'aucune de ces réalités, ce qui disqualifierait l'usage de la même expression à son sujet. Néanmoins, cette citation souligne surtout l'ambiguïté de la notion de capitalisme d'Etat [6]. Son emploi par les thèses du C.E.S. doit donc toujours être assorti de critères spécifiant la réalité ainsi désignée. D'où l'intérêt d'une appréciation de ces critères.

Mais l'ambiguïté trouve partiellement son origine dans l'œuvre même de Lénine. Le terme de capitalisme d'Etat y renvoie tantôt au «développement du capitalisme en Russie», avant la révolution d'Octobre; tantôt à la réalité sociale du début des années 1920 ou à une phase d'industrialisation nécessaire, notamment dans «Sur l'infantilisme de gauche» [38] ; tantôt à un «pas en avant» vers le socialisme (dans [37] et [40]); tantôt même, non plus à une étape de développement, mais à une politique que le prolétariat doit mettre en œuvre [7]. Ceci autorise de nombreuses interprétations et donc l'ambiguïté actuelle dès qu'il est question de capitalisme d'Etat. On peut alors admettre que : «Lénine se référait souvent au capitalisme d'Etat, mais ce terme a entraîné beaucoup de malentendus parmi ses héritiers» [8]. Il est ainsi nécessaire, par un bref historique, de cerner les écrits contenant la thèse du C.E.S. à propos de l'U.R.S.S. contemporaine, et de regrouper les traits essentiels communs à ces écrits qui les différencient des contenus variés donnés à la notion de capitalisme d'Etat de Lénine.

L'acte de naissance de la thèse remonte à 1921 et est signé par les «ultra gauches» allemands (Korsch, Rosenberg). Mais l'idée reprend force après la seconde guerre mondiale avec les travaux de G. Munis [56], T. Cliff [20] et A. Bordiga [15]. Les événements de 1968 en Tchécoslovaquie conduisent C. Bettelheim à formuler de nouveau cette hypothèse, dans [11] et [12], puis à la développer, dans [13] et [14]. Partant de présupposés différents, D. Rousset [62] conclut également au C.E.S. Enfin, G. Duchêne

6. Notons encore une interprétation, due à Mao Tse-Tung, qui renvoie à la domination de l'Etat ouvrier sur les capitalistes survivants. C'est même la disparition de cette domination qui conduirait à la restauration du capitalisme. Ceci pour différencier les thèses du C.E.S. des thèses chinoises.

7. Thème présent dans Lénine [37] et [39] ; thèmes par lesquels C. Bettelheim [13] s'autorise logiquement à fonder la nature de la société soviétique sur des déterminations politiques.

8. A. Nove [58], p. 19.

[26] tente de dépasser l'approche de Bettelheim pour ancrer davantage dans les faits la thèse du C.E.S. Ces écrits ont en commun, en dehors de l'expression de C.E.S., quatre caractères. L'U.R.S.S. connaît des contradictions structurelles, ce qui est suffisant pour démontrer la nature non unitaire de cette société, mais insuffisant à qualifier sa nature capitaliste, puisque *toute* société ne peut être *en mouvement*, au sens marxiste, que si elle est contradictoire. Une partie de ces contradictions découle de l'action de la loi de la valeur dans l'économie soviétique. Les deux derniers caractères se résument, en reprenant la présentation de P. Naville, en deux équations : bureaucratie = bourgeoisie; propriété d'Etat (bureaucratique) = propriété privée capitaliste. La première équation fait l'unanimité parmi les auteurs cités, non la seconde. Il n'est pas question ici d'entrer dans le détail de chaque thèse; il s'agit plutôt de les lire simultanément pour tous les critères qui sont censés spécifier la nature capitaliste du C.E.S. Néanmoins, une place particulière sera faite à la version proposée par G. Duchêne pour la période (1965-1975) d'observation qu'il retient, pour sa connaissance approfondie des faits et, comme on le verra, pour sa cohérence plus élevée. Il reste à signaler que, dans tous les cas, le C.E.S. n'est pas tenu pour identique aux capitalismes occidentaux, ou au «capitalisme d'Etat issu des monopoles privés» suivant les termes de T. Cliff.

B) Sur quelques biais méthodologiques

On peut remarquer un relatif flottement dans la notion de C.E.S. Si C. Bettelheim ou G. Duchêne se gardent bien d'user alternativement d'autres notions pour désigner la réalité soviétique d'aujourd'hui, il n'en va pas de même dans les autres versions de la même thèse. Ainsi l'on relève chez D. Rousset l'expression de *société bureaucratique* de capitalisme d'Etat [9]. T. Cliff parle, par endroits, de capitalisme bureaucratique d'Etat, et il arrive même qu'il admette que le capitalisme d'Etat est une *société de transition,* rejoignant par-là l'une des définitions de Lénine [10]. Mais ce n'est pas le plus important.

En effet, un premier biais méthodologique dérive, dans plusieurs versions du C.E.S., du découpage qui s'y opère entre les diverses dimensions (ou instances, pour d'autres) de la réalité sociale. Ceci introduit une rupture dans l'unité contradictoire des différents rapports sociaux, ou bien conduit à établir la nature capitaliste du C.E.S. sur un critère *unique,* supposé déterminant; suivant le choix de ce critère, on en vient à assimiler à des rapports

9. [62], par exemple p. 223.
10. [20], *op. cit.*, notamment pp. 91 et 158.

de production capitalistes soit des rapports de propriété et de répartition, soit des rapports marchands, soit des rapports politiques et idéologiques [11].

Les symptômes d'un tel biais apparaissent dans les travaux de C. Bettelheim. Son souci de dénoncer toute forme «d'économisme» [13] aboutit à ne considérer comme déterminante de la nature sociale de l'U.R.S.S. *que* l'instance politique [12]. Plutôt que de critiquer ici son éventuel «politisme», il suffit de noter qu'il reproduit en fait le même découpage que celui de «l'économisme», mais en situant son analyse sur le versant symétrique de la coupure entre les instances économique et politique. A vouloir fonder la nature capitaliste – puisqu'il s'agit du C.E.S. – d'une société sur les seuls rapports politiques (voir le rôle de la bourgeoisie d'Etat dans l'analyse), C. Bettelheim en vient à négliger les autres déterminations et donc l'articulation entre les instances et les divers rapports sociaux. Devenant, indirectement, le critère unique de la nature d'une société, les rapports politiques prennent le statut de rapport social fondamental, niant ainsi l'unité contradictoire [13] des différents rapports réels. Cette critique a été formulée de manière plus abrupte par H. Ticktin : «l'erreur de Bettelheim est qu'il perçoit des entités qui ne sont pas organiquement liées et qui ne s'interpénètrent pas, mais qui sont des totalités en elles-mêmes» [14]. C'est alors la société soviétique qui, sur le plan méthodologique, ne peut être pensée comme totalité. Il va sans dire que la rupture de la totalité sociale n'est pas une exclusivité de la thèse du C.E.S. [15]; mais il était nécessaire d'indiquer que cette thèse pouvait intégrer ce biais méthodologique.

Pour préciser un peu *l'enjeu* de ce premier biais méthodologique, rappelons les effets qu'il a pu produire en d'autres circonstances. Ainsi, lorsque l'on base le critère *unique* de la nature d'une société sur les rapports de propriété juridique des moyens de production, on parvient à une équation simple où la suppression de la propriété privée est la condition suffisante du passage au

11. Nous avons déjà contribué à une critique collective de l'assimilation entre rapports de production et divers autres rapports, dans [63].

12. «Ce qui est décisif, ce n'est pas le mode de *régulation* de l'économie, mais bien la nature de la *classe au pouvoir*», [11], p. 61.

13. Pour autant que l'on admette que «le concret est concret parce qu'il est la synthèse de *multiples déterminations*, donc unité de la diversité», Marx, [45], p. 165.

14. H. Ticktin, [71], p. 22.

15. Un autre exemple de rupture de la totalité sociale figure dans l'économie de transition, au sens de E. Mandel, entre rapports de production et rapports de répartition, rupture déjà critiquée par J.P. Mignot, J. Menville [54]. Cette critique étant la réplique de celle de P. Chaulieu [19] à l'encontre de la même séparation à l'œuvre dans l'analyse de Trotzky. Dans chaque cas, le fondement de la critique est celui-ci : «Une production déterminée détermine donc une consommation, une distribution, un échange déterminés, elle règle également les rapports *réciproques* déterminés de ces différents moments... Il y a action réciproque entre les différents moments. C'est le cas de n'importe quelle *totalité* organique», Marx, [45], p. 164.

socialisme. De même lorsqu'est pris pour critère unique le niveau de développement des forces productives, l'équation devient : l'état des forces productives détermine la nature des rapports sociaux [16]. Pour avoir contribué à la critique de telles équations, la thèse du C.E.S. s'interdit logiquement de fonder la nature sociale de l'U.R.S.S. sur un critère unique, même s'il est choisi comme étant une instance supposée déterminante, sous peine de retomber dans des équations aussi simplificatrices. Ce danger est encore plus évident quand le critère choisi est partiel, c'est-à-dire constitue une dimension réelle mais strictement localisée, de la société soviétique. Il suffira ici de mentionner la généralisation opérée par A. Glucksmann [17] pour faire de l'U.R.S.S. un immense «Goulag»; non qu'il faille nier la réalité du travail forcé; mais une précaution méthodologique élémentaire consiste à articuler cet élément à l'ensemble du fonctionnement de l'économie et de la société soviétiques. A un moindre degré, la même remarque vaut pour qui porterait une attention excessive, afin de fonder la nature sociale de l'U.R.S.S., sur la partie «souterraine» ou «parallèle» de l'économie russe : marché noir, marché clandestin des devises, transactions commerciales illicites entre entreprises, tricherie des entreprises (dissimulation des capacités productives, falsification des comptes, etc.), travail au noir plus ou moins temporaire. Cette économie «underground» est un élément important pour la compréhension de la société soviétique, à condition de ne pas en faire un phénomène isolé. Car la genèse et le fonctionnement de ce monde parallèle découlent précisément des contradictions apparaissant dans l'économie licite, et rétroagissent ensuite sur ces contradictions. On ne peut en U.R.S.S. pratiquer une coupure [18] entre la sphère économique illicite et la sphère du licite, ni donc baser uniquement sur la première la nature profonde de l'Union Soviétique. L'articulation de tous les éléments de la totalité sociale – les instances, les divers rapports sociaux, les domaines du licite et de l'illicite – est nécessaire pour saisir la logique de

16. Cette équation constitue la trame du raisonnement de D. Rousset, *op. cit.*, «Ces nécessités techniques, parce qu'elles agissent au cœur de la formation des forces productives, dans la matrice du procès de production, créent leurs propres rapports sociaux» (p. 421). «Cette crise aigüe du capitalisme d'Etat intégré est prise dans une conjoncture mondiale provoquée par la croissance nouvelle des forces productives» (p. 527). «Il n'est donc nullement indifférent de soutenir que la contradiction principale se situe au niveau du processus génétique de la technologie» (p. 656). Cette logique de la détermination univoque par les forces productives a déjà été amplement réfutée, notamment dans B. Coriat [22], A.D. Magaline [43] et Sifi [63]. Il est bon d'entendre sur ce point l'autocritique de C. Bettelheim [13] : «La principale insuffisance de mes textes de 1962 à 1967 tient au fait que ce qui y est considéré comme imposé par des exigences objectives est *essentiellement* référé au niveau de développement des forces productives», (p. 13).

17. Voir l'échafaudage (philosophique) élaboré à partir du seul fait concentrationnaire et des écrits de Soljenitsyne, dans A. Glucksmann [28].

18. C'est un apport considérable du travail de G. Duchêne [26] que d'avoir intégré en un seul et même mouvement les mécanismes économiques licites et illicites.

reproduction de cette totalité, tant le visible et l'invisible (ou moins visible) s'interpénètrent dans la société soviétique. C'est ce qui rend caduque toute approche posant une causalité irréversible entre les formes visibles et le contenu invisible des rapports sociaux en U.R.S.S. [19].

Afin d'en finir avec ce premier biais méthodologique, signalons une de ses conséquences. Elle se situe au niveau d'une certaine conception de l'erreur. Parce qu'elles découpent le réel, et négligent ensuite sa partie illicite, les théories officielles soviétiques imputent tout dysfonctionnement du système à des erreurs : erreur de planification quand le plan n'est pas réalisé, erreur de gestion de l'entreprise qui n'atteint pas les objectifs assignés, etc. Constat d'erreur chaque fois établi à partir de la sphère visible : le plan quinquennal adopté, les indices reçus par l'entreprise, etc., sans tenir compte, ou pas assez, des causes invisibles de ces «erreurs» telles que le dérèglement du système d'approvisionnement entraînant les pratiques illicites des entreprises, l'inflation rentrée favorisant l'extension des marchés parallèles, etc. Ce qui est apprécié comme «erreur» n'est le plus souvent que la manifestation visible de contradictions internes au système. Il est bon de relever, à ce propos, la remarquable fidélité de C. Bettelheim vis-à-vis de cette conception de l'erreur, transposée au politique. Le recensement des erreurs de ligne politique, repérées par cet auteur en Union Soviétique, serait fastidieux. Mais l'on est en droit de se poser la question de savoir si les décisions politiques qualifiées d'erreurs [20] ne sont pas autre chose que la manifestation visible de contradictions réelles, à analyser, et non seulement l'expression du choix délibéré d'une ligne politique erronée [21].

Le deuxième biais méthodologique est général, dans toutes les thèses du C.E.S., tout en étant implicite dans la plupart des versions mentionnées. Ce biais peut être qualifié de raisonnement alternatif procédant par exclusion. En quelque sorte, on retrouve dans la théorie du C.E.S., la logique positiviste du tiers exclu. Une société ne peut être *a priori*, dans cette logique, que capitaliste ou socialiste. Ce présupposé interdit à cette théorie de se poser

19. Problème relevé également par C. Bettelheim, mais seulement en ce qui concerne l'existence des catégories marchandes (mais non l'économie «souterraine») : «puisqu'il existe des catégories marchandes au sein du secteur d'Etat, quels sont les rapports sociaux spécifiques que ces formes *dissimulent*, mais aussi, *révèlent* ? », C. Bettelheim [12], p. 53.

20. Ainsi, il est question dans C. Bettelheim [13], p. 405 et sq., du «caractère *erroné* de la politique suivie», en reprenant la conception de l'erreur chez Lénine qui inspire, de tous temps, les auteurs soviétiques eux-mêmes.

21. Et son contre-point résidant dans ce que pourrait être une ligne politique juste (celle de la Chine, selon Bettelheim) fondée sur le «*vrai* caractère révolutionnaire» (*op. cit.*, p. 17) du marxisme une fois débarrassé «des conceptions dont le contenu est *erroné* et qui font obstacle au développement de la théorie marxiste». Ou encore : «le rôle des conceptions justes n'en est pas moins essentiel» (*op. cit.*, p. 302). A comparer avec le nombre élevé de paragraphes où J. Staline [64] écrivait «si cela était *juste*» ou «cela est tout à fait *faux*» !

la question d'une possible articulation complexe d'éléments capitalistes et socialistes dans une même société et, *a fortiori*, de pouvoir envisager que cette dernière soit *autre* que capitaliste *ou* socialiste [22]. Il s'ensuit trois difficultés.

En premier lieu, en polarisant toute réalité sociale, de façon à l'intégrer à l'un des pôles, capitalisme ou socialisme, l'analyse du C.E.S. ne peut concevoir qu'une société puisse se situer entre ces deux pôles (contre l'économie de transition), ni surtout *ailleurs* qu'en l'un de ces deux pôles. Tout tiers est exclu [23]. Comme d'autre part les thèses du C.E.S. ne reconnaissent nulle part de sociétés socialistes aujourd'hui [24], la notion de capitalisme d'Etat devient une catégorie englobante [25], rejetant par-là toute idée de différence spécifique [26] entre des sociétés variées.

La deuxième difficulté provient d'un glissement dans la logique du tiers exclu telle qu'elle fonctionne dans la théorie du C.E.S. Même sous une forme implicite, la démonstration du caractère non-socialiste de l'U.R.S.S. est à la fois un détour obligé et le point d'ancrage de la nature capitaliste de cette société. D'après le raisonnement alternatif par exclusion, toute société qui ne serait pas socialiste, serait inévitablement capitaliste. C'est ici que se produit un glissement. Car en toute logique (positiviste), le contraire du capitalisme est le non-capitalisme, et le contraire du socialisme, le non-socialisme [27]. Cette subtilité logique échappe aux défenseurs du C.E.S. et anéantit toute tentative d'apprécier la nature sociale de l'U.R.S.S. sur la base d'un raisonnement alternatif.

Ce glissement logique est habituellement aggravé par un autre glissement dans la démonstration du caractère non-socialiste du

22. Ce que souligne H. Ticktin [71], p. 28 : «Il (Bettelheim) commet une erreur en concevant seulement deux structures : capitalisme et socialisme. Dans les périodes de transition, il peut exister des combinaisons instables de formes dérivées du capitalisme et de formes le surpassant. Elles ne sont pas seulement des composantes de deux formations sociales distinctes, mais des formes réellement nouvelles qui, comme les composés chimiques, peuvent se décomposer en leurs éléments constituants sans être identifiables par ces éléments». Notons qu'auparavant Bettelheim admettait une alternative, un tiers non exclu, avec l'économie de transition *vers* le socialisme.

23. Contrairement au socialisme d'Etat de P. Naville, ou encore à la transition selon Bettelheim, cet auteur reconnaissant en particulier la nécessité de forger de nouveaux concepts (ex. : les effets sociaux utiles, etc.) pour comprendre la réalité sociale soviétique. Ceci dans C. Bettelheim [12]. De même pour H. Ticktin, l'U.R.S.S. n'est *ni* capitaliste, *ni* un Etat ouvrier socialiste.

24. Sauf en Chine, selon Bettelheim, exception non partagée par les autres versions du C.E.S.

25. Rejoignant curieusement la position méthodologique de F. Perroux [60], pp. 588-601, célèbre par son «idée englobante» déterminant des «concepts élargis».

26. «Aussi faut-il bien distinguer les déterminations qui valent pour la production en général, afin que l'unité ne fasse pas oublier la *différence essentielle*. C'est de cet oubli que découle, par exemple, toute la sagesse des économistes modernes qui prétendent prouver l'éternité et l'harmonie des rapports sociaux existant actuellement», Marx [45], p. 151.

27. Le contraire de A (socialisme) est non-A; il n'est pas B (capitalisme). Ce que soulignent autrement J. Morris et H. Lewin [55] : «l'opposé logique formel du capitalisme est le non-capitalisme, il n'est pas le socialisme», (p. 4).

système soviétique. En effet, pour montrer qu'une société n'est pas socialiste, il faut disposer d'un référent, à savoir une conception de ce qu'est le socialisme. Or, ne découvrant pas en définitive de sociétés socialistes dans la réalité (sauf Bettelheim), les thèses du C.E.S. sont contraintes de se référer à une acception du socialisme en projet. Et de comparer la réalité soviétique à un projet socialiste, quel que soit ce projet [28]. Cette confrontation du réel à un imaginaire (idéal) a été maintes fois dénoncée [29] comme impossible fondement de la nature d'une société, à propos des thèses soviétiques, y compris par tous les tenants du C.E.S. Ceci suffit à indiquer la contradiction logique interne à cette dernière théorie, en précisant encore qu'elle résulte du second biais méthodologique repéré.

Le raisonnement alternatif débouche alors sur un troisième biais méthodologique, consistant en une démonstration *indirecte* de la nature capitaliste du C.E.S. supposé représentatif du système soviétique réel. Ce biais se révèle de trois façons. La première, caricaturale, peut être mise en lumière par le syllogisme qui sous-tend toute l'œuvre de Bordiga, déjà citée. Ce syllogisme est le suivant : «une économie marchande est aujourd'hui capitaliste : or, l'économie russe est marchande; donc l'économie russe est capitaliste» [57] . En dehors des paradoxes connus auxquels peuvent conduire les formules syllogistiques, il faut souligner ici que la démonstration de Bordiga est nécessairement indirecte. De surcroît contestable. Car les formes marchandes sont immédiatement considérées comme capitalistes [30].

Une deuxième version de la démonstration indirecte apparaît chaque fois qu'il y a transfert à la société soviétique des catégories créées par Marx dans son analyse du capitalisme [31]. Ce n'est pas tant l'aspect mécanique de ce transfert qu'il convient de critiquer [32]. Mais plus encore la possible dénaturation des concepts «transplantés» dans une autre réalité sociale, question importante sur laquelle nous reviendrons, et la démonstration alors très indirecte de la

28. Qu'il s'agisse du socialisme en projet dans Marx [50] et dans quelques passages de Marx [46] , dans Engels [27] , ou du projet socialiste selon Lénine ou R. Luxemburg [42] , etc. et l'on pourrait allonger cette liste.

29. Très habilement dans L. Basle [8] , mais aussi dans G. Duchêne [26] , 2ème partie et, en fait, également dans les travaux de Bordiga, Rousset, Cliff et Bettelheim.

30. Argument qui passe outre la distinction entre formes marchandes et loi de la valeur suggérée non seulement par W. Brus [16] , mais aussi par T. Cliff, G. Duchêne et C. Bettelheim, même si la distinction n'a pas toujours les mêmes fondements (par exemple entre valeur et forme valeur).

31. Ce transfert n'est pas une originalité de la théorie du C.E.S. Il est aussi le pain quotidien de nombreux économistes soviétiques. Voir H. Chambre [17] .

32. Ainsi, à propos des tenants du C.E.S. : «les catégories essentielles de leur théorie telles que capital, marchandise, salariat, classe, classe dominante sont simplement reprises de l'arsenal de la pensée marxiste et appliquées, *mécaniquement*, sans une réinterprétation nécessaire à la réalité étudiée», Z. Strmiska, [65] , p. 135. Il n'est pas sûr qu'il s'agisse, dans les thèses du C.E.S., d'une transposition mécanique des catégories marxistes, comme nous le verrons , ou alors d'une mécanique «mal rodée».

nature du C.E.S., puisque, dans ces conditions, qualifier l'U.R.S.S. revient à faire transiter l'analyse par une théorie du capitalisme, supposée *a priori* appropriée à spécifier la nature sociale de l'Union Soviétique.

La dernière forme du biais méthodologique discuté devient évidente lorsque l'on questionne les thèses du C.E.S. sur ce qui caractérise la nature capitaliste de la société soviétique. On trouve le salariat, l'exploitation, la loi de la valeur et la lutte des classes principalement. Pour que cesse le C.E.S., il faudrait que ces caractères disparaissent. Et comme la réalité n'est pensée qu'au travers de deux pôles, capitalisme et socialisme, cette disparition ne peut que spécifier le socialisme comme une société sans travail salarié, sans exploitation, sans loi de la valeur et sans luttes de classes. Ainsi, en négatif de la thèse du C.E.S., est sous-produit un futur imaginaire [33] correspondant aux projections de Marx sur le communisme, et non sur le socialisme, dont il conviendrait d'apprécier le réalisme [34], au même titre que celui du «socialisme avancé» prôné aujourd'hui par les économistes soviétiques.

C) Comment apprécier la thèse du C.E.S. ?

On pourrait envisager d'apprécier et de critiquer la thèse du C.E.S. à trois niveaux, celui de sa cohérence interne, celui de son adéquation à la réalité soviétique et celui de sa pertinence analytique (conditionnant la «crédibilité sociale» de cette thèse).

Nous ne nous attarderons pas au problème, certes très important, de l'adéquation au réel de la thèse du C.E.S. Ceci se justifie sur deux plans. D'une part, les renseignements nécessaires pour réfuter la représentation proposée de la réalité ne tiendraient pas dans les limites de cette contribution; de plus, cette réfutation risquerait fort d'être ponctuelle, voire même risquerait de devenir «pointilliste». D'autre part, la représentation du réel offerte par le C.E.S. n'est pas fondamentalement plus biaisée que celles suggérées par les autres thèses sur la question; avec la version de G. Duchêne, il est même permis de penser que l'on est parvenu à la représentation la moins «mauvaise», tant le souci est grand, chez cet auteur, de décrypter les mécanismes réels, y compris

33. Avec une objection désormais classique, et fréquemment opposée aux théoriciens soviétiques, à savoir que si l'on entend expliquer les sociétés existantes par des sociétés futures imaginaires, on risque d'expliquer l'inconnu réel (la nature de l'U.R.S.S.) par ce qui est encore moins connu (un futur imaginaire ou un projet de société, plus ou moins idéaliste).

34. En effet, un système sans exploitation, sans luttes de classes, sans loi de la valeur impliquerait vraisemblablement que l'on se situe «dans une économie à base de distribution autoritaire ou d'abondance universelle», selon la formule de H. Bartoli [7], p. 93. Il semble que l'on soit encore loin et de cet excès d'aliénation et de cet excès de liberté, même en U.R.S.S., au point que l'un et l'autre ne sont concevables que comme des futurs imaginaires.

illicites, de l'économie soviétique. Dans le cadre de ces propos d'étape, il est donc préférable, provisoirement, de faire crédit à la thèse du C.E.S. quant à son adéquation au réel, sous réserve d'émettre quelques doutes, au fil du texte, sur l'interprétation de tels faits ponctuels. Mais sans tirer un argument définitif de ces doutes à l'encontre de la théorie du C.E.S. Quand de tels doutes se présenteront, notre tendance sera d'indiquer la direction dans laquelle les recherches sur le C.E.S. pourraient s'orienter pour lever le doute.

La cohérence interne de la théorie du C.E.S., dans chacune de ses versions, est loin d'être totale. Il ne peut en être autrement, sachant les biais méthodologiques (*supra*) sur lesquels repose son élaboration. Précisément, parce que nous avons déjà montré ces biais, nous ne poursuivrons pas plus avant la critique interne de cette théorie, du moins dans le présent article. D'autant plus qu'appliquée à la version de G. Duchêne, cette critique interne ne porterait pas sur l'essentiel, étant donné le degré de cohérence plus avancé dont elle fait état. Contentons-nous de souligner que, même dans cette version plus élaborée, demeurent des incohérences, et ceci à l'aide d'un exemple. Un élément central de la démonstration du C.E.S. par Duchêne est la production de plus-value relative en U.R.S.S. Mais la formation de plus-value relative est le plus souvent assimilée à l'effet d'une réduction des coûts de production ou d'une économie sur les fonds de salaires [35]. Alors qu'il est bien évident, dans une analyse d'inspiration marxiste, dont se réclame l'auteur, que la production de la plus-value relative découle des progrès de la productivité du travail engagé dans la production du secteur qui fournit les moyens de subsistance aux travailleurs [36]. D'où une autre incohérence lorsque G. Duchêne écrit : «Mais le secteur des constructions mécaniques est aussi le secteur essentiel qui conditionne la production de plus-value relative».

Le lecteur aura déduit que notre appréciation de la thèse du C.E.S. va porter sur sa pertinence. Puisque les thèses du C.E.S. désignent la société soviétique comme étant un capitalisme d'Etat, elles intègrent nécessairement une conception de la nature du capitalisme dont il s'agit d'apprécier la pertinence. On se propose donc d'évaluer dans quelle mesure ce qui est éventuellement gagné sur le terrain de la cohérence et de l'adéquation au réel, en faisant l'hypothèse du C.E.S. peut être perdu sur le plan de la pertinence, en introduisant un concept restrictif de capitalisme. Cette évaluation s'effectue par deux procédures :

35. Notamment G. Duchêne, [26], pp. 432 et 519.

36. Ainsi que l'a montré Marx [46] et [49], démonstration que l'on retrouve dans des ouvrages aussi variés que ceux de P. M. Sweezy [66], de R.L. Meek [53] et de M. Aglietta [1].

– en voyant comment se justifient les analogies, proposées par la théorie du C.E.S., entre sa représentation de la réalité soviétique et la représentation de la réalité sociale capitaliste avancée par telle ou telle théorie du capitalisme (en fait, on restreindra la comparaison à des théories dites marxistes du capitalisme, puisque tous les tenants du C.E.S. s'intègrent, de près ou de loin, à ce courant de pensée);

– en voyant si, au terme de la démonstration du C.E.S., sa nature apparaît semblable à celle du capitalisme, au sens des théories sus-mentionnées sur le capitalisme.

En quelque sorte, on accepte de partir du présupposé de la théorie du C.E.S. suivant lequel l'U.R.S.S. n'est pas socialiste, pour voir ensuite si sa démonstration *indirecte*, pour l'essentiel, de la nature capitaliste de la société soviétique parvient aux mêmes conclusions que celles qui découleraient d'une démonstration *directe* du caractère capitaliste de l'U.R.S.S. (en structurant directement la réalité soviétique à l'aide d'une conceptualisation du capitalisme, ou en tenant de le faire). Il est clair qu'une telle procédure d'évaluation suppose que l'on sache ce qu'est la théorie marxiste du capitalisme. Or là est le problème en raison de la coexistence de «plusieurs Marx» dans les écrits des épigones. Le choix à effectuer est donc crucial. Nous choisirons ici comme théorie marxiste du capitalisme d'abord les textes de Marx lui-même, sans prétendre qu'il s'agisse là d'un Marx « à l'état pur», compte tenu des diverses interprétations possibles. Nous introduirons ensuite dans la comparaison avec le C.E.S. la théorie dite du capitalisme monopoliste d'Etat [37], non pas tant parce qu'elle est aujourd'hui socialement dominante au sein du marxisme, mais surtout parce que la comparaison C.E.S. – C.M.E. produit des résultats particulièrement intéressants à la fois sur le plan de la cohérence et de la pertinence.

De ce choix dérive une conséquence sur laquelle il faut insister. Si la comparaison entre C.E.S. et Marx, ou entre C.E.S. et C.M.E., nous amène à conclure que la nature capitaliste du C.E.S. est établie, elle ne sera établie que du point de vue précis de ce qu'est la nature capitaliste d'une société pour Marx, ou pour le C.M.E. On pourrait évidemment invalider ce résultat en choisissant *a priori* n'importe quelle autre conception du capitalisme. Les mêmes restrictions valent s'il s'avère qu'on ne peut établir la nature capitaliste du C.E.S. C'est donc sous ces réserves que l'on peut maintenant poser la question :

37. C.M.E.[21], La théorie correspondante sera désignée par le même sigle.

II – LE C.E.S. EST-IL CAPITALISTE ?

Il est évidemment possible de répondre de façon négative à cette question par une argumentation simple et expéditive, en se référant à ce que l'on suppose être le fondement du marxisme interprété comme théorie du capitalisme. Telle est la voie suivie par H. Ticktin et par J. Morris et H. Lewin. Selon H. Ticktin : «On ne peut commencer par une transposition mécanique des concepts de Marx, supposant par-là que l'on a affaire à une variété de capitalisme. C'est cependant l'erreur fondamentale commise par de nombreux marxistes. Bettelheim est l'un de ces théoriciens absurdes. Il suppose que des catégories telles que la valeur, applicable au capitalisme, peut être appliquée à l'U.R.S.S.» [38]. On pourrait discuter à l'infini du bien-fondé de cette critique de la transposition des concepts. Toutefois, cette critique n'a vraiment un sens que si l'on part d'un *a priori* sur la nature (ici non-capitaliste) de l'U.R.S.S.; sans quoi il ne peut être réellement question de *transposition* de concepts. Quant à J. Morris et H. Lewin, ils écrivent, à propos du C.E.S : «Il semble que ce que nous ayons là, est une utilisation du terme «capitalisme» comme d'un mot péjoratif, et son abandon comme une catégorie scientifique précise telle qu'elle est définie par Marx» [55]. Bien que cette affirmation soit un peu outrée, et non démontrée par les auteurs, elle pose un problème réel : quelle est la pertinence (ou le contenu) du concept de capitalisme mis en œuvre dans la thèse du C.E.S. ?

C'est autour de ce problème que va s'organiser notre appréciation de la théorie du C.E.S. Mais en tentant d'éviter les biais méthodologiques déjà signalés : critère unique et raisonnement alternatif. Pour cela on doit donc prendre en compte, dans notre appréciation de la nature capitaliste du C.E.S., la *totalité* des rapports sociaux (et des instances) et leur *articulation*. Pour échapper au raisonnement alternatif, il faut convenir que le repérage de la nature capitaliste d'un sous-ensemble de rapports sociaux (ou d'*une* instance) ne peut être *seule décisive* de la nature de la totalité sociale. C'est donc admettre la possible articulation d'éléments capitalistes et non-capitalistes, au sein d'une instance ou entre les instances, et par-là réintroduire la possibilité d'un «tiers» qui ne soit ni spécifiquement capitaliste, ni spécifiquement socialiste.

Pour tenter de saisir la totalité sociale représentée par le C.E.S., nous chercherons à voir comment s'y trouvent *analysés* et *articulés* les différents rapports sociaux en suivant une ligne de décomposition, désormais classique, entre rapports de production et d'exploitation, rapports d'appropriation et de répartition, rapports marchands, rapports politiques et idéologiques. Les premiers rapports

38. H. Ticktin, [71], p. 17.

désignent la nature, capitaliste ou non, de l'extraction d'un surproduit dans le procès de production (plus-value ou non) et le statut de la mise au travail : salariat ou non. Les deuxièmes rapports garantissent que la domination (soumission, subordination) du travail par le capital dans la production se transmet aux autres processus économiques : appropriation, répartition, mode d'accumulation du capital. Les troisièmes rapports renvoient aux formes spécifiques de cette domination dans l'échange, dans la mesure où le capitalisme est une société marchande. Les quatrièmes rapports fondent le conflit de classes, né dans la production et transmis au reste de l'économique, dans la totalité sociale, en tant que conflit à la fois entre capital et travail, et entre bourgeoisie et prolétariat [39]. Tout ceci dans une société capitaliste. Qu'en est-il dans le C.E.S. ?

A) Les rapports de production et d'exploitation : salariat et plus-value

Le rapport de production qui délimite le capitalisme, selon Marx, est le salariat [40], avec sa négation, le capital comme rapport social. C'est l'exploitation capitaliste d'une force de travail salariée qui confère au surproduit sa nature de plus-value [41]. Ainsi le salariat est ancré dans la production. Mais précisément parce qu'il n'y a pas rupture de la totalité sociale, chez Marx, le salariat répond aussi de caractères spécifiques dans la circulation qui s'expriment dans l'achat et la vente de la force de travail [42]. Ce dernier point est au centre d'importants débats sur la nature capitaliste d'un mode de production [43]. On le retrouve également dans la discus-

39. Ce double conflit est une représentation de l'articulation «dialectique» entre les différents rapports sociaux que l'on peut illustrer ainsi : «le procès de production et de valorisation a pour résultat *essentiel* la reproduction et la production nouvelle du rapport *entre le capital et le travail, entre le capitaliste et l'ouvrier*. Ce rapport social est un résultat plus important de ce procès que n'en sont les fruits matériels. En effet, au sein du procès, l'ouvrier se produit lui-même, en tant que force de travail, en face du capital, de même que le capitaliste se produit, en tant que capital, en face de la force de travail vivante : chacun se reproduit lui-même en reproduisant l'autre, sa *négation*», Marx[47], t.1, p. 422. On voit bien là l'enchevêtrement, l'articulation active, des conflits capital-travail *et* capitaliste-ouvrier, même si l'un est premier par rapport à l'autre.

40. Puisque : «le mot d'ordre révolutionnaire» est : «abolition du salariat !», Marx [48], p. 533; «salariat, où le travail est assimilé aux marchandises», idem, p. 527.

41. Dans le capitalisme, «la consommation de la force de travail est en même temps production de marchandises et de plus-value. Elle se fait comme la consommation de toute autre marchandise, en dehors du marché ou de la sphère de circulation. Nous allons donc, en même temps que le possesseur d'argent et le possesseur de force de travail, quitter cette sphère bruyante où tout se passe à la surface et aux regards de tous, pour les suivre tous deux dans le laboratoire secret de la production, sur le seuil duquel il est écrit : No admittance except on business», Marx[46], livre 1, p. 725.

42. «Le rapport social du capital ne se manifeste pendant le processus de production que dans la mesure où il existe comme tel dans l'acte de circulation, dans les conditions économiques fondamentales, distinctes pour l'acheteur et le vendeur, bref, dans leur rapport de classes», Marx,[46], livre 2, p. 517.

43. Outre P. Naville, H. Ticktin et P. Chaulieu déjà cités, voir le même débat sur la nature de la marchandise force de travail, à propos du capitalisme occidental, dans les travaux de S. de Brunhoff [24], J.P. de Gaudemar [25], B. Lautier, R. Tortajada [35] et G. Kay [32].

sion relative à la nature de l'U.R.S.S. [44]. Nous commencerons donc par préciser les relations existant entre le salariat et la force de travail comme marchandise, en rappelant quelques éléments du débat théorique, en voyant ensuite si ce débat a une résonnance dans la théorie du C.E.S., et enfin en donnant quelques indications sur les conditions de la négociation de la force de travail en U.R.S.S. Précisons tout de suite que deux auteurs seulement, de la thèse du C.E.S. procèdent à une explicitation de ce qu'est le salariat en U.R.S.S., en l'occurrence T. Cliff et D. Rousset.

Pour voir comment le salariat repose sur l'échange d'une marchandise force de travail, on pourrait multiplier ici les citations de Marx [45]. Mais on peut aussi partir des convergences théoriques du débat actuel, ce qui permet de préciser davantage les conditions nécessaires à ce que la force de travail soit une marchandise.

Dire que la force de travail est une marchandise, c'est dire qu'elle fait l'objet d'échange sur un marché, dit marché du travail. Evidemment, il ne s'agit pas de la notion classique ou néo-classique de marché. Des études marxistes récentes ont tenté de montrer que l'existence d'un «marché» de la force de travail se manifeste dans une contrainte de *mobilité* de cette force de travail [46]. Contrainte voulant dire que dans la société capitaliste, les travailleurs sont contraints par le capital à se mouvoir en fonction des exigences de sa reproduction. Cette mobilité est donc *sociale,* et ne saurait se réduire à des mouvements intersectoriels du «facteur travail». Elle inclut tout ce qui oblige le travailleur à se déplacer, dans l'échelle sociale, dans l'espace, entre les secteurs, etc... Mais pour spécifier la nature capitaliste de cette mobilité et donc la nature de marchandise que prend la force de travail, il faut analyser de plus près cette contrainte sociale de mobilité.

Cette mobilité provient d'une coercition de la part du capital, mais n'exige pas le recours systématique à la force (sauf en de rares phases du capitalisme). Pas plus que le travail n'est obtenu par la force, la mobilité du travail n'est forcée par le capitaliste. Elle l'est par le capital, ce qui est tout autre chose ! C'est ainsi que s'inter-

44. Déjà dans K. Korsch [34], avant qu'il n'en vienne à la thèse du C.E.S. : «la propriété privée des moyens de production se transforme en capital avec l'apparition du travail salarié» (p. 3). Plus récemment dans J.P. Mignot et J. Menville [54] : «le travail salarié s'exprime dans la transformation de la force de travail en marchandise» (p. 15) et : «c'est dire que la question fondamentale est bien celle de l'existence ou non du salariat» (p. 28), à propos de l'U.R.S.S.

45. Une citation encore pour préciser comment s'intègre l'achat-vente de force de travail au capital, délimitant ainsi le capitalisme dans l'histoire des sociétés : «Il n'en est pas ainsi du capital. Les conditions historiques de son existence ne coïncident pas avec la circulation des marchandises et de la monnaie. Il ne se produit que là où le détenteur des moyens de production et de subsistance rencontre sur le marché le travailleur *libre* qui vient y vendre sa force de travail, et cette unique condition historique recèle tout un monde nouveau. Le capital s'annonce dès l'abord comme une époque de la production sociale», Marx [46], livre 1, p. 719.

46. Thème présent dans L. Paramio [59], p. 188, et approfondi dans J.P. de Gaudemar [25].

prètent les nombreuses phrases de Marx sur la liberté du travailleur salarié [47]. Pour qu'il soit libre de vendre sa force de travail, il doit être libre de tout, c'est-à-dire de rien d'autre que de vendre la seule marchandise dont il dispose. Ceci implique deux nouvelles conditions sur la nature du salariat. Sous le régime du salariat, le travailleur doit être propriétaire d'une marchandise, sa force de travail, face à d'autres propriétaires de marchandises, les capitalistes. D'où la nécessité d'un contrat entre travailleur et capitaliste, le «contrat de travail», dans lequel le travailleur apparaît en tant que *marchand* [48] de la seule marchandise en sa possession. D'autre part, il faut que le travailleur soit contraint à vendre (voire à se déplacer pour vendre, d'où mobilité), pour deux raisons. Pour se reproduire en tant que travailleur, et donc reproduire sa seule marchandise vendable, la force de travail. Mais ceci ne spécifie qu'en partie, par l'aspect vente, la nature salariale de la négociation de la force de travail. Cette force doit en effet être reproduite dans toute société. La deuxième raison est celle qui fait que le travailleur, *libre* de vendre ou *de ne pas vendre* sa force de travail, se trouve en fin de compte déterminé socialement à la vente [49]. Elle tient aux conditions faites au travailleur par la reproduction globale du capital, conditions qui entretiennent l'insécurité de l'emploi. Il est clair que s'il ne parvient pas à vendre sa force de travail, et donc à se reproduire, le travailleur finit par perdre la seule marchandise dont il dispose, et par-là les moyens de sa survie. Il suffit donc que le capital organise l'*insécurité de l'emploi* pour d'une part toujours contraindre le travailleur à la vente, et d'autre part obtenir la force de travail au moindre coût en jouant sur la concurrence entre les «marchands» de force de travail (vendeurs). On voit alors que l'insécurité de l'emploi devient un moyen de *discipline au travail* spécifiquement capitaliste [50], et la condition d'un approvisionnement permanent du capital en force de travail. On voit aussi le caractère tout à fait particulier de la contrainte de mobilité des travailleurs dans le cadre du salariat. Précisons que la

47. «La transformation de l'argent en capital exige donc que le possesseur d'argent trouve sur le marché le *travailleur libre* et *libre* à un double point de vue. Premièrement, le travailleur doit être une personne libre, disposant à son gré de sa force de travail comme de sa marchandise à lui; secondement, il doit n'avoir pas d'autre marchandise à vendre, être, pour ainsi dire, libre de tout, complètement dépourvu des choses nécessaires à la réalisation de sa puissance de travail», Marx [46], livre 1, p. 717.

48. Voir B. Lautier, R. Tortajada [35], notamment p. 275.

49. Consulter sur ce point les remarquables développements de J.P. de Gaudemar [25], p. 1706, sur liberté positive et liberté négative de la force de travail. Liberté positive du propriétaire de cette force à la vente; liberté négative, n'ayant rien d'autre à vendre. Liberté positive de choisir son travail et son lieu d'exercice; liberté négative renvoyant aux exigences du capital et à son pouvoir de licencier à tout moment un travailleur.

50. Que nous nommerons «discipline externe» pour la distinguer de la discipline à laquelle le travailleur est soumis dans la production. Sur la discipline au travail obtenue par l'insécurité de l'emploi, voir S. de Brunhoff [24], pp. 7 et 8. De-là découle «le risque spécifiquement prolétarien» qu'est le chômage, d'après H. Hatzfeld [29] y compris d'un chômage de masse assurant l'ordre social.

discipline au travail ainsi appréhendée est obtenue *en dehors* des procès de production et de travail, même si elle est redoublée ensuite dans la production (voir *infra*).

Le salariat se détermine par une deuxième série de conditions relatives à la marchandise force de travail. Elle est une marchandise particulière, dans le capitalisme, par cette autre qualité que sa valeur d'usage est de créer de la valeur [51]. Et la différence entre sa valeur d'échange sur le «marché du travail» et sa valeur d'usage dans la production, devient plus-value sous le régime du salariat. Ici encore, il convient de repérer ce qu'il y a de spécifiquement capitaliste. Dans toute société, un surproduit est nécessaire à la reproduction matérielle. Donc, dans toute société, la valeur d'usage de la force de travail est supérieure à ce qui est nécessaire à l'entretien de cette force. Mais ce qui fait du surproduit capitaliste une plus-value, de ce point de vue, c'est d'une part que cette valeur d'usage de la force de travail se compare à sa *valeur d'échange,* d'autre part qu'elle est créatrice de *valeur.* Le dernier point suppose que l'économie capitaliste soit marchande, et nous y reviendrons. Le premier renvoie non seulement aux conditions de mobilité, insécurité, etc... mais aussi au processus *social* de détermination de la valeur d'échange [52] de la force de travail. Il est certain que dans cette détermination, d'après Marx, rentre la valeur des moyens de subsistance reproduisant la force de travail. Ce n'est pas tout, car la valeur d'échange de la force de travail se confondrait alors avec la conception ricardienne de la valeur du travail, assimilée à la valeur d'un «panier de marchandises» destiné à la consommation salariale [53]. Cette valeur se détermine par un processus social de lutte, d'une part entre capital et travail dont l'enjeu est la dévalorisation de la force de travail [54], d'autre part par une lutte «politique» entre capitalistes et travailleurs dont un volet est la division des travailleurs par les capitalistes dans la production et la répartition, un autre volet étant la réplique des travailleurs (grèves, organisation ouvrière, etc) et un troisième l'intervention de l'Etat[55].

51. «La plus-value elle-même est déduite d'une valeur d'usage *spécifique* de la force de travail, appartenant exclusivement à celle-ci», Marx[51], p. 1545.

52. Et non de sa valeur, attendu que «la force de travail n'est pas le produit d'un procesus de production», B. Lautier, R. Tortajada [35], p. 268; dans le même sens, W. Andreff [3], chap. 8.

53. «La force de travail renferme donc, au point de vue de la valeur, un élément moral et historique; ce qui la distingue des autres marchandises», Marx [46], livre 1, p. 720. Sur la différence avec la conception ricardienne, voir aussi C. Benetti[9].

54. «Le développement de la force productive du travail, dans la production capitaliste, a pour but de diminuer la partie de la journée où l'ouvrier doit travailler pour lui-même afin de prolonger ainsi l'autre partie de la journée où il peut travailler gratis pour le capitaliste», Marx [46], livre 1, p. 859. Pour une analyse détaillée de la dévalorisation de la force de travail, voir A.D. Magaline [43], chap. 3.

55. L'Etat intervenant à la fois dans la *gestion* de la force de travail et dans la *sanction sociale* des effets des luttes sur la valeur d'échange de cette force. Cette deuxième modalité d'intervention étant rendue nécessaire par le fait que «le capital renverse et brise toutes les barrières juridiques ou traditionnelles qui l'empêchent d'acheter à sa guise telle ou telle sorte de force de travail», Marx [49], p. 180.

Ceci implique que dans la lutte économique contre le travail, le capital recherche tout progrès de la productivité du travail par l'introduction de progrès techniques dont les effets sont les suivants : accroissement de la valeur créée à partir de la valeur d'usage de la force de travail, réduction de sa valeur d'échange quand ces progrès surviennent dans le secteur des moyens de subsistance, déqualification des travailleurs, accroissement de l'insécurité, de la mobilité, etc..., division plus grande entre les travailleurs. Au total : augmentation de la plus-value créée, amélioration des conditions d'achat de la force de travail, renforcement «politique» des capitalistes face à des travailleurs plus divisés, disciplinés et mobiles. On voit alors le rôle crucial des progrès dans la section des moyens de subsistance pour la création croissante de plus-value et celui des luttes sociales dans la détermination de la valeur d'échange de la force de travail.

Si nous avons longuement insisté sur la nature du salariat, en relation avec la marchandise force de travail, c'est parce que la théorie du C.E.S. ne parvient jamais à une démonstration suffisante sur ce point. Par-là, elle échoue à fonder la nature capitaliste du C.E.S. quant à l'une des composantes essentielles des rapports de production. Voyons comment.

Selon A. Bordiga, la valeur de la force de travail est toujours strictement identifiée à la valeur d'un «panier de marchandises». Ce sont les seules remarques que l'auteur produit sur la nature salariale des rapports de production dans le C.E.S. Etant données les autres dimensions du salariat, évoquées ci-dessus, on saisit immédiatement les limites de la démonstration. Quant à G. Duchêne, il assimile la salarisation croissante des travailleurs au transfert de la main-d'œuvre agricole vers l'industrie où le travail est rémunéré par un revenu monétaire. On a vu que le transfert intersectoriel de force de travail n'est qu'un indice, et pas le plus important, d'une mobilité *capitaliste* du travail sous le régime du salariat. D'autre part, le transfert vers un secteur à revenus monétaires ne garantit nullement la nature *salariale* de cette rémunération tant qu'il n'est pas démontré que la force de travail s'échange comme une marchandise et que le transfert intersectoriel est le résultat d'un comportement marchand (*supra*) des travailleurs contraints à vendre leur seule marchandise. L'existence du salariat dans le C.E.S. n'est donc pas établie. Toutefois, la version de G. Duchêne n'achoppe pas sur des contradictions internes, mais seulement sur une simplification du concept de salariat. Des recherches ultérieures sur la mobilité, l'insécurité de l'emploi, le chômage, l'échange libre de la force de travail et la détermination de sa valeur d'échange, restent possibles dans cette version, pour établir que le C.E.S. repose sur le développement du salariat.

Ce sont en revanche des contradictions dans l'analyse qui empêchent D. Rousset et T. Cliff de fonder la nature capitaliste

du C.E.S., sur la question du salariat. On trouve dans l'ouvrage de D. Rousset [62] de longs passages sur l'appropriation concentrationnaire de la force de travail et son contrôle par la police. L'auteur ne soutient jamais qu'on est alors en présence de salariat, tout en faisant de cette appropriation une caractéristique fondamentale du C.E.S. Pour le moins, on devrait admettre alors que le C.E.S. est une combinaison de rapports de production capitalistes et non capitalistes. Mais même pour la force de travail ordinaire (non-concentrationnaire), toute la démonstration fait apparaître que la mobilité sociale, l'insécurité de l'emploi, la discipline au travail, obéissent à des déterminations toutes différentes de celles du salariat : passeports intérieurs [56], livrets de travail, mobilisation administrative de la main-d'œuvre (et transferts obligatoires), etc. Toutes ces dispositions dépossèdent «l'ouvrier de la *libre* disposition de sa force de travail». «Le salarié est donc indéniablement privé de son droit d'utiliser la conjoncture du marché du travail en sa faveur et de louer sa force de travail au plus offrant». Et conclusion : «L'ouvrier dépossédé de sa seule propriété naturelle – sa force de travail – devenue le bien de l'Etat *cesse d'être un salarié. Il entre en servitude*» [57]. On ne peut énoncer plus clairement que l'appropriation de la force de travail s'effectue suivant des modalités *différentes du salariat*.Comment soutenir encore que le C.E.S. est par nature capitaliste ?

L'analyse de T. Cliff est encore plus intéressante dans la mesure où il pose comme nécessaires à la démonstration du salariat la plupart des éléments introduits plus haut sur le plan théorique et montre ensuite que ces éléments ne peuvent être repérés en U.R.S.S., tout en maintenant la thèse du C.E.S. ! La contradiction interne est à son comble. Ainsi l'auteur consacre-t-il beaucoup à la législation «répressive» du travail : passeport intérieur pour restreindre la mobilité, travail forcé, interdiction des grèves, etc... Ceci le conduit à énoncer plus loin que «le capitalisme d'Etat est une négation partielle de la force de travail comme marchandise». Et d'énumérer ensuite les conditions du salariat liées à l'existence de travailleurs libres, pour constater : «Quand l'Etat régule entièrement le marché du travail, le travailleur cesse d'être libre de vendre sa force de travail». Et, «le contrat (de travail) devient *formel* quand il y a plusieurs vendeurs et un seul acheteur (l'Etat)» [58]. On peut donc conclure que la thèse du C.E.S. ne parvient jamais à établir la nature capitaliste du C.E.S. telle qu'on peut la lire dans la nature des rapports de production correspondant au salariat. Cependant cette conclusion sur le C.E.S. n'emporte directement [59] aucune preuve

56. D'ailleurs supprimés récemment en U.R.S.S.

57. Les citations se réfèrent à [62], pp. 314-315.

58. Les citations se réfèrent à [20], pp. 160 et 207.

59. Tant que l'on ne s'est pas assuré de l'adéquation de la thèse du C.E.S. à la réalité soviétique (*cf. supra*).

sur la nature sociale de l'U.R.S.S. C'est pourquoi nous donnons maintenant quelques indices tirés de la réalité soviétique et dont la cohérence d'ensemble rejette l'hypothèse du salariat capitaliste.

En U.R.S.S., le contrôle social de la force de travail est direct (administratif-répressif) ce qui interdit la formation d'un «marché» du travail. Concrètement cela signifie que la mobilité du travail n'est pas assujettie aux exigences de la reproduction du capital; en particulier, la discipline externe au travail a disparu par le fait que le risque de chômage ne permet plus de discipliner la classe ouvrière [60]. C'est même ce qui explique que cette discipline soit devenue administrative et directe. Les auteurs étudiant la réalité soviétique sont quasi-unanimes à déceler l'absence d'un risque de chômage [61]. Il s'ensuit une sécurité de l'emploi incomparable avec l'insécurité des travailleurs dans le capitalisme. La main-d'œuvre «libérée» [62], même dans les cas de mutations profondes de l'organisation de la production comme à Shchekino, se voit immédiatement garantie d'un réemploi [63]. D'autre part, le maintien de bas salaires permet le maintien d'une main-d'œuvre en surnombre dans la production, et le soutien étatique aux entreprises déficitaires permet d'éviter le chômage effectif [64]. Ceci débouche sur un caractère permanent de la réalité soviétique, maintes fois souligné [65], qui est l'entretien d'une main-d'œuvre pléthorique, et donc sous-utlilisée, dans les entreprises russes. Preuve que n'est pas maximisé l'écart entre la valeur d'usage de la force de travail et ce qui est nécessaire à sa reproduction. La conséquence est la faible productivité du travail, constatée dans tous les ouvrages sur l'U.R.S.S., qui traduit une puissance latente du prolétariat, malgré l'absence du droit de grève [66]. Le corrélat est l'extension

60. Voir M. Holubenko [31], notamment : «sans la menace du chômage, d'une armée de réserve de travail, un appareil administratif-répressif doit être créé pour «stimuler» les ouvriers à travailler. Un tel appareil n'est pas un aspect accidentel du pouvoir bureaucratique; il est le seul mécanisme disponible pour le régime afin de «discipliner» la classe ouvrière» (p. 6).

61. Par exemple : les ministères ont «un comportement tel qu'ils sont portés à l'extension des mises en chantier, donc au développement des travaux en cours et à l'*embauche maximum de personnel*», G. Duchêne, p. 454; et D. Rousset, p. 577 : «la loi du 6 février 1928 (toujours en vigueur W.A.) est une survivance de la période révolutionnaire. Elle garantit les ouvriers de l'industrie d'Etat contre le chômage. Elle leur assure la sécurité de l'emploi».

62. Suivant le terme de G. Duchêne à propos de l'expérience de Shchekino; terme inapproprié tant qu'il n'est pas dit ce qu'il advient de la main-d'œuvre licenciée.

63. M. Holubenko, *op. cit.*, p. 22, montre que les ouvriers licenciés de Shchekino sont tous immédiatement réemployés, pour la plupart dans la même localité.

64. D. Rousset, p. 493 et aussi p. 579 : «C'est bien contre la volonté du directeur que les licenciés sont repris... L'emploi retrouvé est fictif. Le réembauché est en surnombre».

65. Voir outre G. Duchêne et D. Rousset, H. Ticktin [69] et E. Zaleski [72] entre autres.

66. «On décèle donc aussi la *puissance latente* du prolétariat (sa capacité d'intervention); puisque en l'absence de droits politiques et syndicaux sa force s'exerce en l'occurrence comme résistance passive», D. Rousset, p. 578. Et «le droit de ne pas travailler trop dur à l'usine est l'un de ceux que conserve le travailleur soviétique», M. Holubenko, p. 22.

considérable du travail au noir, processus économique illicite découlant directement des processus licites.

Ainsi la plupart des fondements du salariat capitaliste sont absents en U.R.S.S. Ce qui autorisait P. Chaulieu [19] à écrire : «L'ouvrier devient partie intégrante, fragment de l'outillage de l'usine dans laquelle il travaille» et H. Ticktin à considérer la rémunération des travailleurs soviétiques comme une «ration» prélevée sur le produit net; car malgré sa forme monétaire, le revenu des ouvriers ne reposant pas sur l'échange *libre* de la force de travail n'est pas un salaire au sens du salariat capitaliste.

Pour être complet, mentionnons encore deux points. D'abord, il faut souligner la faible sollicitude des autorités soviétiques à l'égard du secteur des moyens de consommation [67], dont le relatif sous-développement ne produit pas une dévalorisation accélérée de la force de travail et explique pour une autre partie la faible productivité en U.R.S.S. Par ailleurs, les grèves, évidemment illicites et illégales, qui surviennent en Union Soviétique [68] présentent des traits extrêmement particuliers, différents de ceux des grèves connues dans le capitalisme. Elles contestent les effets pour les travailleurs de l'inertie administrative et certaines insuffisances du mode de vie; la contestation ne porte jamais sur les conditions de l'échange de la force de travail. Il n'est pas sans intérêt de constater qu'aucune des thèses du C.E.S. ne fait allusion à ces grèves, ni ne tente d'en produire une explication. Serait-ce parce que la nature et les modalités de ces grèves détruisent l'idée d'une bipolarisation sociale entre bourgeoisie et prolétariat [69] ?

Avant de conclure sur l'insuffisante analyse, par la théorie du C.E.S., de la nature des rapports de production en U.R.S.S., il convient d'indiquer comment s'effectue la création du surproduit dans la production.

Dans les conditions du salariat, la mise au travail se fait sur le mode de la soumission du travail au capital et conduit à l'exploitation *capitaliste* engendrant la plus-value. On voit donc immédiatement qu'on ne peut fonder la nature des rapports de production d'abord sur l'appropriation du surproduit, mais sur sa création. Les modalités de cette création déterminent la nature (plus-value ou non) du surproduit avant même que l'on sache qui se l'approprie. Ceci invalide partiellement les versions du C.E.S. qui désignent comme plus-value le surproduit soviétique en se basant *unique-*

67. Il est connu que le rythme de développement de ce secteur est, en U.R.S.S., inférieur à celui du secteur des moyens de production. Tendance qui se poursuit même après les réformes économiques de 1965, puisque pendant le neuvième plan le premier secteur a connu un taux de croissance de 37 % contre 43 % pour le second. Le plan 1976-1980 prévoit respectivement 38 % et 42 %.

68. Voir M. Mc Auley [52] et M. Holubenko, *op. cit.*

69. Ainsi que nous avons tenté de le montrer ailleurs, W. Andreff [5], chap. 3.

ment sur les conditions d'appropriation de ce surproduit [70].

La création de la plus-value renvoie, chez Marx, une fois précisé ce qu'est la force de travail salariée, à plusieurs dimensions des procès de production et de travail. Principalement à la détermination du travail nécessaire, à l'organisation du procès de travail et à la domination du capital sur le travail. Quant à la première dimension, elle signifie le mise en œuvre par le capital de toute technique accroissant le rendement du travail et réduisant le travail nécessaire (donc augmentant le surtravail et la plus-value). On ne trouve nulle part, dans la théorie du C.E.S. d'explicitation de cette idée [71]. Par contre, des descriptions y sont faites de l'organisation soviétique du procès de travail, inspirée du taylorisme [72]. Ce dernier est souvent conçu à la fois comme rationalisation capitaliste du travail *et* moyen de division des travailleurs («travail en miettes») et de domination du capital (cadences, etc.) par le biais de la technique. Si l'on accepte cette hypothèse, alors on doit admettre que des éléments capitalistes côtoient des éléments non capitalistes (absence de salariat) dans la production. En quelque sorte une discipline externe au travail non capitaliste (*supra*) s'associe à une discipline du travail, *interne* à l'entreprise, analogue à celle du capitalisme.

Cependant, si dans la réalité soviétique on peut bien enregistrer une telle discipline interne du travail, on doit aussi introduire ce qu'elle a de spécifique. Spécificité qui permet de maintenir qu'il y a extraction d'un surplus en U.R.S.S., mais qui n'assure nullement que ce surplus est une plus-value produite par un travail salarié. En effet, la discipline interne au procès de travail, malgré les exigences de la technique et de l'organisation taylorienne du travail, paraît assez lâche [73]. Les travailleurs soviétiques ont en fait une importante capacité à ralentir le rythme de la production et à amoindrir sa qualité (caractère chronique des malfaçons en U.R.S.S.); certes, on peut aussi repérer de tels comportements de résistance ouvrière passive dans le capitalisme occidental, mais sans qu'ils y prennent l'ampleur sociale qu'ils ont en U.R.S.S. Une preuve *a contrario* peut être trouvée dans la campagne permanente pour l'intensification du travail en Union Soviétique, recou-

70. Tel est le biais introduit par G. Munis, T. Cliff, A. Bordiga et G. Duchêne. Pour ce dernier, le surproduit est plus-value parce qu'approprié par les ministères (voir p. 365, l'allusion aux «ministères-propriétaires»).

71. D'autant plus qu'en U.R.S.S. la réduction du travail nécessaire n'est pas évidente pour trois raisons déjà mentionnées : faible productivité, faible développement de la section des moyens de consommation et «puissance latente» des travailleurs.

72. Voir T. Cliff, p. 22 et sq., et par endroits C. Bettelheim [14] par ses références au travail de R. Linhart [41].

73. Voir H. Ticktin [69], pp. 40-41, H. Ticktin [71], pp. 35-38 et M. Holubenko, *op. cit.*

rant à diverses modalités [74]. Le temps perdu au travail ne provient d'ailleurs pas seulement de la puissance latente des travailleurs soviétiques. Il est une conséquence systématique du fonctionnement d'ensemble de l'économie soviétique. Le travail est souvent ralenti par la défaillance de machines très anciennes, car non renouvelées [75], et par la faible diffusion des progrès techniques [6], par les retards et les ruptures chroniques d'approvisionnement (qui ouvrent des «pores» dans la journée – l'année – de travail) et par le surnombre des travailleurs (faute de licenciements à chaque amélioration technique ou organisationnelle survenant dans l'entreprise). Que reste-t-il alors de capitaliste dans les procès de production et de travail en U.R.S.S., tels qu'on peut les lire dans la thèse du C.E.S. ? Il demeure la hiérarchie et l'autorité dans le processus de production, dans l'entreprise, la division entre tâches de direction et tâches d'exécution, la division entre travail manuel et travail intellectuel [76]. Mais ces trois caractères se rencontrent, à des degrés divers, dans les formes de production pré-capitalistes par exemple. Pour cette raison, les thèses du C.E.S. sont obligées d'introduire un argument supplémentaire pour montrer que, quelque part dans cette division du travail, on trouve des capitalistes. D'où les distinctions entre techniciens et capitalistes de T. Cliff, entre «prolétariat manager» et haute bureaucratie, et entre intelligentsia et décideurs de D. Rousset, entre bourgeoisie de l'Etat central et gestionnaires décentralisés du capital (les ministères) de G. Duchêne. Soit une curieuse application du managérialisme comme théorie du capitalisme dans la thèse du C.E.S. [77] !

Une dernière remarque doit être faite, à propos de toutes les versions du C.E.S., mais plus particulièrement sur celle de D. Rousset, plus explicite à cet endroit. Il s'agit de poser que parce qu'il y a exploitation en U.R.S.S., cette exploitation est capitaliste [78].

74. Que l'on pense au stakhanovisme. Aujourd'hui : «Dans la pratique, le problème du rendement individuel l'emporte sur toutes les autres préoccupations. Le «laminoir» de type capitaliste n'est certes pas à l'ordre du jour : l'accélération outrancière des rythmes, avec la détérioration de la santé, les accidents du travail et l'amoindrissement général des capacités des travailleurs qui en découlent est considérée comme un détour dangereux que seule peut justifier, sous le capitalisme, la course au profit immédiat», J. M. Chanvier [18], p. 212. Ce détour est d'autant moins probable compte tenu de la nature, et de la lenteur relative du progrès technique en U.R.S.S.

75. G. Duchêne, *op. cit.*, montre bien le développement considérable du secteur des réparations en U.R.S.S.; et aussi le détournement des fonds d'investissement des entreprises vers le financement des réparations du matériel ancien.

76. Voir T. Cliff, D. Rousset, C. Bettelheim et G. Duchêne, *op. cit.* Seul ce dernier n'introduit pas la division travail manuel-intellectuel dans son analyse.

77. Rappelons que c'est par rapport à la théorie du capitalisme de Marx que l'on apprécie le C.E.S. Cela signifie que le C.E.S. est capitaliste au sens de la thèse managériale, non au sens marxiste.

78. Voir la confusion entre les différentes formes d'exploitation dans D. Rousset, p. 335. Confusion encore plus nette dans la société bureaucratique de P. Chaulieu : «Telle fut l'exploitation esclavagiste et féodale, telle est l'exploitation capitaliste. Telle est aussi l'exploitation bureaucratique» p. 254.

Ce qui découvre une équation simple, mais fausse : exploitation = exploitation capitaliste. Elle est le sous-produit logique de l'incapacité du C.E.S. à démontrer la formation de plus-value et le développement du salariat en U.R.S.S. Alors qu'il est clair que l'esclave ou le serf est «exploité», suivant des modalités spécifiques, mais cette exploitation n'est nullement constitutive de rapports de production capitalistes.

Nous pouvons donc conclure que la nature capitaliste des rapports de production n'est pas établie par la théorie du C.E.S. On ne peut cependant en déduire que la réalité représentée par le C.E.S. est socialiste (biais du raisonnement alternatif); ni que la présence de rapports de production ayant certains caractères non-capitalistes assure que le C.E.S. désigne une réalité différente du capitalisme dans sa totalité (biais du critère unique). Ceci nous oblige à examiner le traitement, par la thèse du C.E.S., des autres rapports sociaux. Toutefois, nous irons plus vite, car pour ces autres rapports, la théorie du C.E.S. est explicite et moins biaisée. L'existence de rapports marchands, de rapports politiques antagoniques et de rapports de répartition inégalitaires y est démontrée de façon moins scabreuse que la nature capitaliste des rapports de production.

B) Les rapports d'appropriation et de répartition : profit et accumulation

Ici nous sommes dans un domaine où la théorie du C.E.S. a fait progresser la compréhension de la réalité soviétique. Il n'est donc pas question d'entrer dans une analyse détaillée des rapports d'appropriation et de répartition. On se bornera à examiner la construction du C.E.S. à partir de trois thèmes : la concurrence des capitaux pour l'appropriation d'une fraction de surproduit, la destination de cette fraction (profit et accumulation) et la répartition des revenus entre la classe dirigeante et les travailleurs soviétiques.

En ce qui concerne la concurrence des capitaux, il s'agit de confronter deux hypothèses, celle d'un capital unique (d'Etat) et celle d'une autonomisation des capitaux traduisant un certain degré d'indépendance entre travaux «privés» concrets, ou encore une insuffisante socialisation du travail (ou des forces productives, pour d'autres). Précisons d'abord la notion de concurrence capitaliste. Elle ne se réduit pas à la concurrence des producteurs sur le marché; avec les monopoles, cette forme de concurrence peut disparaître; pour autant la concurrence capitaliste ne disparaît pas. Elle prend d'autres formes : concurrence par les formes techniques d'accumulation du capital, concurrence par l'accès aux sources de financement, au capital argent. Mais toutes ces formes ne font que désigner le fait que les capitaux entrent en concurrence pour

la répartition de la plus-value, chacun cherchant à s'approprier la plus grande fraction possible de la plus-value globale. D'où l'intérêt du débat sur le capital unique et les capitaux nombreux, autonomes ou «décentralisés» (selon l'expression de G. Duchêne) au sein du C.E.S.

Lorsque l'on conçoit que la bureaucratie est une bourgeoisie d'Etat, il paraît naturel de considérer que cette bourgeoisie d'Etat est la «personnification» d'un capital unique, d'Etat. C'est au fond la thèse de T. Cliff. Pour lui, on ne peut parler d'une division (répartition) de la plus-value entre l'Etat et les bureaucrates. L'existence d'un capital unique modifie seulement les formes de l'appropriation du surproduit, la bureaucratie percevant la plus-value sous la forme d'un salaire (sic !). On voit bien alors les limites de la thèse du capital unique puisque disparaît la lutte entre capitaux pour l'appropriation d'une fraction de la plus-value globale, de même que les contradictions intercapitalistes (ici intrabureaucratiques) et les modalités de la transformation de la plus-value en profit (ici elle devient salaire des bureaucrates). Les rapports de répartition se réduisent à la distribution du produit net entre salaires des travailleurs et salaires des bureaucrates. Or, dans le capitalisme, les rapports de répartition déterminent à la fois la part des capitalistes et des salariés et celle de chaque capitaliste.

Une version opposée du C.E.S. est celle de C. Bettelheim. Elle met l'accent sur l'idée d'indépendance des travaux concrets effectués dans des entreprises d'Etat autonomes dont les dirigeants ont la disposition effective des moyens de production. Nous voilà revenus à la concurrence des capitaux nombreux, mais d'une espèce particulière, celle d'un capitalisme quasi-atomistique. Outre que la réalité soviétique s'enferme mal dans ce schéma [79], il suffit de remarquer que les capitalismes occidentaux ont depuis longtemps développé une socialisation du travail et une intégration des capitaux qui invalident un tel fractionnement du capital.

Devant cette double impasse du capital unique et des capitaux autonomes atomisés, il semble que G. Duchêne ait formulé la synthèse la plus appropriée à la réalité soviétique. Auparavant, notons que même T. Cliff mentionne de nombreux conflits de répartition, en U.R.S.S. , entre entreprises, trusts, glavki et ministères. Que L. Paramio voit dans les réformes de 1965 le passage d'un capital unique à un fractionnement de ce capital, avec l'introduction d'un «véritable marché» entre les entreprises soviétiques [80]. G. Duchêne part au contraire d'une appréciation critique du travail de C. Bette-

79. Voir la critique de H. Ticktin [71] , pp. 20-23.

80. L. Paramio [59], pp. 189 et 196. Le retour au marché était aussi l'argument invoqué par P. M. Sweezy [67]. Argument doublement contestable. D'une part, le déroulement des réformes ne s'est pas traduit en U.R.S.S., tant s'en faut, par une généralisation du marché. D'autre part, la concurrence des capitaux pour une part de la plus-value globale transite aussi par d'autres lieux que le marché (techniques, financement).

lheim, duquel il retient l'idée d'une répartition du surproduit entre des centres autonomes d'appropriation, mais dont il conteste qu'il puisse s'agir des entreprises d'Etat dans la réalité soviétique [81]. Ces centres d'appropriation autonomes sont les ministères, et accessoirement les unions d'entreprises créées en U.R.S.S. depuis 1973. Ainsi la concurrence capitaliste pour une part de la plus-value globale est réintroduite dans le C.E.S. sans qu'elle soit incompatible avec l'absence d'un marché réel et avec la présence d'une bourgeoisie d'Etat. La concurrence entre ministères joue le rôle de la concurrence intercapitaliste. De surcroît, elle ne s'effectue pas en priorité sur le marché, mais par la rétention des techniques, la diversification des productions et l'accès aux fonds de «l'Etat central», trois domaines où les ministères ont une stratégie autonome et antagonique (ou concurrentielle), dans la version proposée par G. Duchêne.

Avec cette version, on parvient à une représentation de la répartition du surproduit dont les mécanismes sont assez analogues à ceux du capitalisme. Il s'ensuit une conception de l'accumulation du capital assurant aussi la conformité du développement du C.E.S. avec celui des capitalismes occidentaux [82]. Le surproduit (profit) accaparé par les ministères serait en majeure partie destiné à l'accumulation, sous l'effet de la concurrence entre ministères, et orienté vers une accumulation de plus en plus intensive [83]. Toutefois rien n'est dit sur l'essence du profit en U.R.S.S. (forme transformée de la plus-value ?), ce qui évite certaines erreurs [84] mais ne permet pas de bien comparer la régulation du C.E.S. avec celle du capitalisme occidental.

Considérons pour finir la répartition des revenus entre la bourgeoisie d'Etat, selon la thèse du C.E.S., et les travailleurs soviétiques. T. Cliff considère que cette répartition, parce qu'elle est

81. «Mais *a priori* rien ne prouve que les centres d'appropriation de la nature soient bien les entreprises : en effet, si l'on peut éliminer l'Etat-planificateur comme ne dominant pas l'ensemble des procès de production, on a vu par contre que l'entreprise était étroitement soumise au Ministère... Pourquoi alors ne pas choisir ces institutions (ministères) comme unités de production typiques du système soviétique», G. Duchêne, p. 362.

82. G. Duchêne repère en U.R.S.S. un mode d'accumulation extensive et un mode d'accumulation intensive. Contrairement à T. Cliff qui se cantonne à une analyse menée en termes d'accumulation primitive.

83. L'idée de G. Duchêne est confirmée par A. Nove, *op. cit.*, à la distinction près entre l'Etat et ministères; pour A. Nove (p. 18), les dirigeants soviétiques contrôlent la plus-value et décident de son utilisation, l'Etat jouant en quelque sorte le rôle des capitalistes en matière de croissance et de développement. Précisons encore que pour G. Duchêne l'accumulation extensive renvoie à la production de la plus-value absolue, l'accumulation intensive à la plus-value relative. Nous avons montré ailleurs, W. Andreff[6] que l'accumulation progressive, combinaison particulière de la plus-value absolue et relative, développée dans les capitalismes occidentaux, ne se rencontre pas en U.R.S.S. aujourd'hui.

84. Comme celle de T. Cliff assurant qu'il y a baisse tendancielle du taux de profit en U.R.S.S., ou celle de A. Bordiga affirmant que l'U.R.S.S. est vouée à un mouvement inévitable de désaccumulation du capital (*op. cit.*, p. 211).

très inégalitaire, confère bien à la bureaucratie une position de classe dominante similaire à celle d'une bourgeoisie (d'Etat). Un tel argument se heurte à plusieurs objections. Quant au fond, le volume du revenu, et *a fortiori* de la consommation, de la bourgeoisie-bureaucratie ne peut servir d'explication de son rôle dans le système, ni de son statut de classe [85]. Ce n'est qu'un indice d'une répartition inégalitaire, non de rapports de répartition capitalistes. D'autant plus que cette inégalité ne se manifeste pas tant dans l'écart des revenus monétaires [86] que dans des avantages en nature, des privilèges et dans un accès à des biens de consommation inaccessibles aux travailleurs (magasins spéciaux), etc... L'inégalité de la répartition ne provient donc pas du jeu de la «main invisible» qui accentue les écarts de revenus monétaires dans le capitalisme, mais de la main visible de la bureaucratie, selon une formule de M. Holubenko, qui s'alloue directement certains privilèges. Néanmoins, la démarche consistant à reprérer la nature capitaliste des rapports de répartition par les inégalités de revenus reste profondément ancrée dans la thèse du C.E.S. Ici encore, G. Duchêne se démarque de ses prédécesseurs en montrant bien que la répartition en U.R.S.S. ne peut être appréhendée qu'au niveau macroéconomique et, de plus, en la reliant aux mouvements de l'accumulation et aux disparités sectorielles de la production. Nous ne reprendrons pas tout son raisonnement [87]; il est cependant important de souligner qu'ici le C.E.S. se rapproche du capitalisme occidental où la répartition effective des revenus est le résultat de processus globaux (accumulation, inflation, revendications, etc).

On peut donc conclure que les rapports d'appropriation et de répartition, dans le C.E.S., comportent à la fois des éléments analogues à ceux du capitalisme et des éléments spécifiques à la société soviétique. Articulés aux rapports de production, ces rapports désignent de plus en plus l'U.R.S.S. comme une articulation de rapports capitalistes et non-capitalistes, c'est-à-dire comme un «tiers», ni capitalisme, ni socialisme.

85. Voir l'argumentation de P. Naville, *op. cit.*, p. 233, et dans le même sens les articles déjà cités de H. Ticktin, ainsi que W. Andreff[5], chap. 3.

86. Ecart relativement réduit tel qu'il apparaît dans les calculs de H. Ticktin [70], mais aussi dans la plupart des études statistiques sur la répartition des revenus en U.R.S.S.

87. Dont voici un exemple : «L'Etat table sur un double rattrapage : rattrapage des salaires par l'accroissement de la production des biens de consommation et maintien de l'écart entre croissance des biens de production et de consommation, ceci étant rendu possible par l'attente d'une amélioration de la productivité du travail. En fait cette amélioration de productivité n'aura pas lieu et les salaires continueront à augmenter plus que prévu. Il y a donc remise en cause de la répartition du revenu national par les travailleurs», G. Duchêne, p. 395.

C) Les rapports marchands : valeur et prix

La démonstration par la théorie du C.E.S. de la formation des rapports marchands est, de loin, celle qui résiste le mieux à toute critique. De plus, dans sa version la plus élaborée (G. Duchêne), cette thèse montre que des rapports conformes à la loi de la valeur peuvent se reproduire même sans autonomisation des entreprises, sans généralisation d'un marché réel, sans formes marchandes apparentes de ces rapports. En outre, la loi de la valeur devient le mécanisme fondamental pour relier l'économie licite et illicite. Nous nous limiterons donc à préciser ce que ne peuvent être deux critiques à la thèse du C.E.S. sur ce plan et à deux remarques indiquant les recherches susceptibles de parfaire la démonstration.

La théorie du C.E.S. soutient que la formation de rapports marchands, sous-tendus par l'action de la loi de la valeur, est un phénomène général du fonctionnement de l'économie soviétique, et non un élément localisé ayant pour origine telle forme particulière de propriété (kolkhozienne), comme le prétendait J. Staline. Sur cet argument convergent d'ailleurs la plupart des autres thèses critiques d'inspiration marxiste sur la nature de l'U.R.S.S. Mais l'argument n'était reçu ni par la théorie officielle soviétique, fondée sur l'hétérogénéité des formes de propriété, ni par les auteurs séparant la sphère de la production et la sphère de la circulation [88]. On a déjà montré que ces démarches n'étaient pas recevables. Il est remarquable que lors des débats entre économistes soviétiques de la fin des années 1950, il ait pu être soutenu que le caractère marchand des moyens de production tient aux besoins propres du développement de la propriété socialiste elle-même (Ostrovitjanov) et que la loi de la valeur continue d'agir tant dans la sphère de la production que dans celle de l'échange [89]. Soit la fin d'une critique implicite qui pourrait jouer contre la thèse du C.E.S.

Une deuxième critique que pourrait rencontrer cette thèse est que les prix ne se forment pas à la valeur, au sens de Marx, dans l'économie soviétique. Mais d'une part, il convient de préciser que l'hypothèse suivant laquelle les prix s'ajusteraient exactement à la valeur n'est jamais posée dans le C.E.S.; d'autre part, rien n'est moins évident que le fait qu'un tel ajustement s'effectue dans le capitalisme occidental. En effet, T. Cliff écrit : «La régulation de l'activité économique par l'Etat est, en soi, une négation partielle de la loi de la valeur». Puis se référant à R. Hilferding [30] il avance que dans une économie étatisée, «les prix perdent leur fonction de régulation», ce qui conduit la loi de la valeur à prendre d'autres formes dans ces conditions que dans celles d'un

88. Voir ci-dessus la critique de J.P. Mignot et J. Menville à l'égard de la thèse de E. Mandel. Et d'autre part, la discussion sur l'insuffisance du critère de propriété juridique des moyens de production (*supra*).

89. Voir H. Chambre [17], chap. 2.

capitalisme de libre concurrence [90]. Ces nouvelles formes seront précisées plus tard par G. Duchêne. Elles sont celles d'un cycle d'accumulation typique lié à l'allongement des délais de construction en U.R.S.S., et d'une différenciation des rentabilités entre les entreprises. C'est précisément par des médiations assez voisines que la loi de la valeur est censée s'exprimer dans le «capitalisme monopoliste d'Etat» : diversification des taux de profit entre les monopoles, les non-monopoles et le secteur étatisé. Même si le monopolisme n'est pas la seule (voire n'est pas du tout) origine de la différenciation des taux de profit [91], il est cependant vraisemblable que la loi de la valeur agit aujourd'hui d'une façon médiatisée, biaisée, dans le capitalisme occidental. Le soutien que nous apportons sur ce point à la thèse du C.E.S. n'en fait que mieux ressortir l'absence d'arguments dérivés, par cette thèse, du débat soviétique sur les formules de prix de production, à la veille des réformes. D'où deux remarques complémentaires.

La première est que l'on ne trouve nulle part, dans les thèses du C.E.S., d'analyse de la *transformation* de la valeur en prix [92]. Or il s'agit là d'un élément important pour articuler rapports de production, de répartition et d'échange. En particulier, comment la valeur se transforme-t-elle en prix, et quels prix, dans les conditions nouvelles d'action de la loi de la valeur décrites par T. Cliff et G. Duchêne ? La deuxième remarque concerne le rôle de la monnaie dans le C.E.S., thème sur lequel les auteurs sont particulièrement discrets. Seul T. Cliff l'introduit dans l'analyse pour faire du système de banque unique une négation partielle de la loi de la valeur. Mais qu'en est-il à l'heure où les monnaies «capitalistes» sont immédiatement internationales ? La coexistence et le cloisonnement entre le rouble interne et le rouble international induit à questionner la théorie du C.E.S. sur la nature «capitaliste», voire même marchande, de la monnaie soviétique.

En conclusion, la thèse du C.E.S. fait bien apparaître des rapports marchands dans le fonctionnement du système soviétique, non comme une quelconque «survivance» du capitalisme, mais comme phénomène global. Ainsi se trouve établi le caractère marchand de l'économie soviétique. Pour autant l'argument n'emporte pas preuve sur la nature capitaliste de l'U.R.S.S. [93].

90. «En Russie l'Etat possède les deux sections de production, et donc, un haut taux de profit dans la production des biens de consommation n'attire pas le capital et le travail dans cette section au détriment de l'autre, et vice versa», T. Cliff, p. 204.

91. Comme nous avons tenté de le montrer dans W. Andreff [3], chap. 4 et 8.

92. J. P. Mignot et J. Menville, *op. cit.*, p. 16, nous rappelant que c'est là une question centrale : «L'étude de la transformation de la plus-value en profit (et donc de la valeur en prix.W.A.), par le biais de la détermination du taux général de profit montre bien le caractère social du procès global de production, où *s'interpénètrent* procès de production immédiat, et procès de distribution, procès de réalisation de la valeur».

93. Dans la mesure où l'on ne peut confondre rapports marchands et rapports de production capitalistes, ainsi que nous l'avons montré dans l'article collectif du groupe S.I.F.I., *op. cit.*, 2ème partie.

Non qu'il faille ressusciter un hypothétique mode de production marchand distinct du mode de production capitaliste. Il s'agit plutôt de rappeler que les rapports marchands sont le mode d'articulation normal entre éléments capitalistes et non (ou pré-) capitalistes. Puisque nous avons jusqu'ici repéré les uns et les autres, cette remarque paraît justifiée. Elle pourrait même s'avérer féconde lors d'une analyse approfondie des relations d'échange où intervient le secteur kolkhozien, encore largement pré-capitaliste en U.R.S.S.

D) Les rapports politiques et idéologiques : pouvoir et luttes de classes [94]

C'est en ce domaine que les auteurs du C.E.S. sont entre eux les plus divisés. Après avoir rappelé ces divergences, nous verrons comment, dans la thèse du C.E.S., la prédominance du politique se fonde sur le biais méthodologique du critère unique, et combien demeure floue l'identification des classes supposées en lutte. Il se forme alors une sorte de fétichisme de la lutte des classes qui éloigne la théorie du C.E.S. de la réalité des luttes sociales en U.R.S.S. aujourd'hui.

Une première divergence interne aux théoriciens du C.E.S. porte sur la question de savoir si les rapports politiques et idéologiques sont dominants à l'égard des autres rapports sociaux (de production, de répartition, etc). Pour G. Munis, la réponse est négative; la bureaucratie est une classe dominante en raison de son appropriation des moyens de production et des intérêts économiques privés que cette appropriation est destinée à servir. Selon A. Bordiga, le capitalisme d'Etat se définit par des formes de production et non par la formation d'une classe dominante (l'auteur constate «l'absence actuelle confirmée en Russie d'une classe bourgeoise»). Même G. Duchêne, qui affirme l'importance des rapports politiques, reconstruit le fonctionnement du C.E.S. autour de la détention du pouvoir dont l'analyse fait apparaître que ce pouvoir a une origine économique. En revanche, T. Cliff, D. Rousset et surtout C. Bettelheim, tentent de fonder la nature du C.E.S. sur la dominance des rapports politiques.

La deuxième divergence porte sur la nature de la classe dominante dans le C.E.S.; le plus souvent est posée l'équation bureaucratie = bourgeoisie d'Etat; exemple : la bureaucratie est la «per-

94. En fait, il sera surtout question ici des rapports politiques. En effet, les rapports idéologiques les plus fréquents dans l'analyse du C.E.S. sont les différentes formes que peut prendre «l'économisme». Or il est bien évident que les rapports idéologiques couvrent de nombreux modes d'intégration et de contrôle social au travers de la famille, de l'éducation, de la culture, des loisirs, de la propagande, etc. Modes fort peu étudiés dans les thèses du C.E.S. que nous observons.

sonnification» du capital chez T. Cliff. En revanche, C. Bettelheim [13] pose d'emblée l'hypothèse qu'une bourgeoisie d'Etat s'est constituée en U.R.S.S., toute l'étude historique cherchant ensuite à confirmer cette hypothèse [95]. A l'opposé, D. Rousset [96] formule que : «Le concept de *bourgeoisie d'Etat* est incapable de rendre compte de la genèse sociale, de la formation historique de la classe étatique issue de la première révolution. La classe dominante actuelle en Russie n'est d'aucune manière une résurgence de la bourgeoisie... La notion de bourgeoisie d'Etat conduit donc à des interprétations (et à des prévisions) foncièrement erronées». D. Rousset reste attaché au concept de bureaucratie, distinct de la notion de bourgeoisie, pour désigner la classe dominante du C.E.S.

Voyons maintenant trois difficultés qui se glissent dans l'analyse du C.E.S. lorsque les rapports politiques sont supposés dominants. La première tient au repérage de la classe dominante soit par son origine sociale, soit en observant la composition sociale des membres du Parti [97]. Certes, on a là un indice non négligeable pour savoir qui domine les rapports politiques en U.R.S.S. Indice insuffisant cependant, car l'origine sociale ne détermine pas entièrement la ligne politique de la classe dirigeante [98]. Exemple : aux lendemains de la révolution d'octobre un grand nombre d'ouvriers ont été appelés à fournir les cadres dirigeants du Parti et à assumer la gestion de l'appareil d'Etat; ils ont «produit» la N.E.P. !

La deuxième difficulté apparaît chaque fois que toute l'analyse découle de la stratégie ou de la ligne politique supposée suivie par la classe dirigeante. Ainsi pour T. Cliff la bureaucratie devient dominante parce qu'elle applique une stratégie politique calquée sur la stratégie militaire. Même von Clausewitz n'y avait pas pensé ! Quant à C. Bettelheim, la ligne politique et la réminiscence de «pratiques bourgeoises» sont à la base de son analyse de la reconstitution d'une bourgeoisie d'Etat. Mais on peut questionner avec L. Paramio [99] la validité de la démarche à partir du moment où elle n'est appliquée qu'à «un seul pays». De plus, peut-on considérer que les organes de direction du parti et de l'Etat soient les seules scènes où les luttes sociales se remplissent de signification ? Quant au recours à la notion de «pratiques», outre que son

95. La recherche de C. Bettelheim s'arrête pour l'instant à 1930, à la genèse de la bourgeoisie d'Etat. Il est donc impossible de dire si son analyse est confirmée par le fonctionnement actuel des rapports politiques dans le C.E.S.

96. D. Rousset, p. 448.

97. Ainsi dans T. Cliff, pp. 116-118 et dans C. Bettelheim [13], notamment p. 285 et sq.

98. «Le problème de la composition de classes du gouvernement ou du parti ne se pose pas en termes de leur origine sociale mais en termes de politique suivie», H. Ticktin [71], pp. 28-29.

99. «Il est curieux de constater jusqu'à quel point dans toute l'œuvre de Bettelheim est absente une analyse critique de l'expérience chinoise», L. Paramio, *op. cit.*, p. 199.

statut analytique reste à prouver [100], elle renvoie à une conception des processus historiques telle qu'il suffit d'expliquer des processus uniquement par les pratiques (comportements) des agents, prolétaires ou bourgeois. Il est donc exclu de cette analyse que des pratiques politiques, bourgeoises ou prolétariennes, puissent déboucher sur des résultats contraires aux objectifs inspirant ces pratiques, ceci sous l'effet des rapports de production, de répartition, etc., dont on peut admettre qu'ils interagissent avec les rapports politiques.

La troisième difficulté est attachée à la notion de pouvoir. La concentration du «pouvoir économique et politique entre les mains d'une minorité» [101] ne renseigne ni sur la nature de la classe au pouvoir, ni sur l'origine de ce pouvoir. Il n'est pas exclu que cette origine soit économique dans le C.E.S. si l'on suit le raisonnement de G. Duchêne : «La mise en évidence du faible rôle du pouvoir central dans l'évolution effective à long terme de l'économie d'une part, et du double mouvement d'autonomisation des ministères d'autre part, nous conduit à analyser les conséquences de la localisation du *pouvoir économique* dans des centres de décisions périphériques» [102]. Soit un glissement des fondements politiques aux fondements économiques du pouvoir.

Ne recourant qu'aux notions d'origine sociale, de pratiques et de pouvoir, la thèse du C.E.S. ne doit pas étonner par son incapacité à préciser, sauf par hypothèse *a priori*, la nature de la classe dominante et l'origine de sa domination, puisque ces notions sont impropres à remplir la tâche qui leur est assignée. Il a été souvent prouvé que le moule étroit d'une lutte de classes bipolarisée, entre bourgeoisie d'Etat et prolétariat, est totalement inapproprié à la réalité soviétique. C'est ce que l'on pourrait nommer en première approximation, une *alliance de classes* qui détient le pouvoir en U.R.S.S., et qui ne recouvre pas la «sainte» alliance entre classe ouvrière et paysannerie. A cette seule condition, la dynamique des rapports politiques soviétiques peut se révéler, avec de possibles fractionnements dans l'alliance de classes au pouvoir et de possibles recompositions des alliances. Les composantes de l'alliance ont été identifiées par D. Rousset, en rupture avec le C.E.S. sur ce point, comme étant la haute bureaucratie, la bureaucratie gestionnaire, les directeurs d'entreprise et l'intelligentsia. H. Ticktin et Z. Strmiska proposent des clivages assez semblables dans le bloc des classes au pouvoir; dans chaque cas, il est possible que des conflits se nouent (et se dénouent) au sein du bloc, ou entre lui et ceux qui n'y appartiennent pas. A. Nove et P. Naville suggèrent même

100. L'approche de C. Bettelheim a pu être qualifiée comme «interprétation subjectiviste où le terme de pratique bourgeoise ne sert qu'à désigner l'activité de l'adversaire politique», Z. Strmiska, *op. cit.*, p. 171.

101. C. Bettelheim [13], p. 9.

102. G. Duchêne, p. 435.

que l'on peut repérer le groupe dominant-dirigeant, au sein du bloc de classes au pouvoir, par l'ensemble des individus occupant les postes de la «nomenklatura» [103]. Pour Nove [104], cette liste contient ceux que le système lui-même considère comme dirigeants. Elle fonctionne donc comme substitut de la *conscience de classe*. Dans une perspective marxiste, on pourrait dire que la «nomenklatura» fait passer la classe dirigeante (au sein de l'alliance de classes) d'une classe en soi à une classe pour soi.

Quant à la classe ouvrière, dont les luttes sont fétichisées dans le C.E.S. comme devant déboucher sur une seconde révolution en U.R.S.S., force est de constater qu'elle est extrêmement atomisée et inorganisée [105] compte tenu du rôle des syndicats soviétiques, et surtout qu'elle n'est au mieux qu'une classe en soi [106], contrairement à la classe dirigeante. C'est souvent en alliance avec d'autres fractions de classes qu'elle s'engage dans des manifestations ou des grèves illicites [107].

L'échec des thèses du C.E.S. à fonder un schéma bipolaire des luttes de classes invalide donc la notion de bourgeoisie d'Etat qui ne peut plus être alors que «posée», sur l'analyse faite par ailleurs, comme une hypothèse dont le degré d'héroïsme varie avec les versions du C.E.S. En revanche, la réalité soviétique rend probable l'idée d'une alliance de classes au pouvoir. Or une alliance de classes est souvent la manifestation politique d'une *articulation* de rapports sociaux de nature différente [108], par exemple capitalistes et non-capitalistes. C'est bien vers cette conception d'un tiers exclu par le C.E.S. que convergent nos appréciations, et notre invalidation partielle, de la théorie examinée.

III — L'U.R.S.S. EST-ELLE UN MONOPOLISME D'ETAT ?

Partant de Marx, probablement d'un certain Marx, notre raisonnement conduit plutôt à l'idée que l'U.R.S.S. est un tiers (ni socialiste, ni capitaliste) et non un capitalisme d'Etat. Mais peut-être n'avons-nous pas choisi le «bon» Marx ? Nous nous proposons donc de recommencer le test de pertinence de la thèse du C.E.S. en la confrontant à une théorie actualisée du capitalisme,

103. La «nomenklatura» est la liste officielle des fonctions qui sont sous la surveillance des organes du parti. Etant secrète, on ne peut connaître ni le nombre des postes surveillés, ni leurs occupants.

104. A. Nove, *op. cit.*, p. 26.

105. T. Cliff, p. 153 et H. Ticktin [69], p. 40, M. Holubenko, pp. 8-23.

106. «Il est non moins hautement probable que le processus de prise de conscience demeure moléculaire. Il est évident que les mots d'ordre portés par les revendications sont moins offensivement politiques (en U.R.S.S., W.A) — dans leur manifestation délibérée et publique — que le programme des ouvriers polonais par exemple», D. Rousset, pp. 582-583.

107. Voir Holubenko, p. 16 et l'alliance ouvriers-intelligentsia suggérée par D. Rousset.

108. Voir P.P. Rey [61].

d'inspiration marxiste, celle du C.M.E. Complété de l'adjectif monopoliste, le C.E.S. devient-il une représentation acceptable de la réalité sociale soviétique ? Pour ne pas alourdir, nous comparerons seulement la version du C.E.S. proposée par G. Duchêne au schéma du C.M.E. De la comparaison, on va le voir, la cohérence de cette version du C.E.S. sort considérablement renforcée.

A) De l'usage du terme «monopole» pour parler de l'U.R.S.S.

Commençons par recenser les applications de la notion de monopole à la réalité soviétique. Chacun pense immédiatement aux formules suivantes : monopole de l'Etat sur les moyens de production, monopole d'Etat du commerce extérieur, monopole de l'émission monétaire par la Gosbank, etc... Avec T. Cliff on peut ajouter que l'Etat a le monopole de l'achat de la force de travail (de même B. Rizzi). Laurat a décrit l'U.R.S.S. comme un monopole défensif vis-à-vis du capitalisme mondial [109]. L'Etat a aussi, en principe, le monopole de la fixation des prix. Djilas a parlé de monopole du Parti, Holubenko du monopole du pouvoir politique. En 1927, dans leur «Manuel d'économie politique», Lapidus et Ostrovitjanov comparaient l'économie étatique de l'U.R.S.S. à une entreprise géante, un super-monopole. Et l'on pourrait multiplier les exemples.

De même dans les théorisations récentes, le «marché des vendeurs» ou le déséquilibre «d'aspiration» par excès de demande de J. Kornai [33] peuvent induire des constructions où l'ensemble des entreprises d'Etat soviétiques seraient considérées comme étant des monopoles ou des oligopoles. La formation d'unions d'entreprises en U.R.S.S. renforce la possibilité d'une telle interprétation. C'est le sens dans lequel s'oriente une étude récente de M. Lavigne [36] . Selon cet auteur, l'extension de la notion d'autonomie financière – *khozrasčet* – à tous les échelons de l'administration économique, y compris les ministères, pourrait avoir comme conséquence : «la transformation des ministères en entreprises. Il y en a déjà un exemple : le ministère des appareils de précision, moyens d'automation et systèmes de commande fut entre 1968 et 1970 progressivement doté de l'autonomie financière, avec une gestion semblable à celle d'une entreprise, devenant une sorte d'I.B.M. à monopole parfait». De plus, les tricheries des entreprises leur permettent d'avoir indirectement un effet sur les prix fixés centralement (idem pour les tricheries des ministères vis-à-vis du Gosplan), l'information ainsi biaisée étant un substitut du pouvoir d'oligopole ou de monopole [110].

109. D'après P. Naville, *op. cit.*, p. 236.
110. Voir [36] , pp. 7, 37, 38, ainsi que [5] , chap. 2.

Il ne semble donc pas incongru d'introduire l'idée de monopolisme dans la théorie du C.E.S., ou en tout cas de tenter une comparaison entre le C.E.S. et le capitalisme monopoliste d'Etat (C.M.E.).

B) C.E.S. et C.M.E. : deux schémas obéissant à une même logique de fonctionnement

Comparons maintenant l'actualisation de la théorie du capitalisme proposée par le C.M.E. [111] à la représentation de la réalité soviétique, supposée provisoirement adéquate, par le schéma du C.E.S. de G. Duchêne. Pour cela, il nous suffira de poser qu'à chaque fois que G. Duchêne écrit *ministères,* on peut lire *monopoles.* Cette hypothèse se trouve justifiée par G. Duchêne lui-même, lorsqu'il décrit le mouvement d'autonomisation des ministères par rapport au pouvoir central de l'Etat, lorsqu'il dénonce «l'esprit de clocher» des ministères aggravant le cloisonnement administratif entre eux (que l'on pense aux barrières monopolistes à l'entrée), enfin lorsqu'il montre que ce sont les ministères qui orientent l'accumulation du capital indépendamment à la fois des préférences centrales et des besoins de la population. Nous allons donc établir avec plus de détail que, si l'on admet l'analogie entre ministères et monopoles, le C.E.S. et le C.M.E. sont des représentations quasi-identiques du fonctionnement d'une économie monopoliste d'Etat. Pour G. Duchêne, en s'autonomisant, les ministères deviennent des «Etats dans l'Etat» ce qui leur permet de tirer parti de leurs relations privilégiées avec l'Etat central, tout en menant une politique autonome de celui-ci. Ces relations ressemblent fort à celles des monopoles et de l'Etat dans le C.M.E. [112]. L'analogie se renforce lorsqu'on saisit l'enjeu de ces relations. «En fait l'Etat central verrait progressivement et malgré qu'il en ait son rôle se modifier et se réduire à celui de *soutien de l'accumulation décentralisée du capital* (celle des ministères, W.A.)» [113]. On sait, d'autre part, que la principale fonction de l'Etat dans le C.M.E. est de soutenir l'accumulation des monopoles. Le C.E.S. fait «remplir à l'Etat central le rôle d'épargnant

111. Sigle qui renverra dans la suite à la conceptualisation du capitalisme dans le Traité portant le même nom, voir C.M.E. (1971).

112. «Autrement dit, entre les monopoles et l'Etat, il n'y a ni fusion, ni séparation, mais étroite interaction, chacun ayant, à la fois, un rôle propre et un même but : développer l'accumulation du capital et la concentration, renforcer l'exploitation capitaliste et accroître le profit des groupes monopolistes», C.M.E., *op. cit.*, tome 1, p. 25. «En ce sens, dirigeants des groupes monopolistes et dirigeants de l'appareil d'Etat, étroitement mêlés, constituent, à l'époque du capitalisme monopoliste d'Etat, un véritable exploiteur collectif disposant de moyens d'action propres», C.M.E., t. 1 , p. 83.

113. Toutes les citations faites dans ce paragraphe sont extraites respectivement de G. Duchêne [26] et du *C.M.E.* [21].

(de drainage de l'épargne, W.A.) et aux ministères celui de l'investisseur». Dans le C.M.E., l'Etat apparaît comme un agent de plus en plus important dans la collecte de l'épargne, épargne qu'il redistribue aux monopoles par un financement public; le rôle de la fiscalité, permettant le développement des prêts et subventions publics en faveur des monopoles dans le C.M.E., a son équivalent dans le C.E.S. avec «la redistribution, par le canal du budget, de l'essentiel de la plus-value». On sait aussi l'accent mis par le C.M.E. sur les transferts Etat-industrie comme moyens de la restructuration du capital, et l'on note en même temps dans le C.E.S. «une restructuration – provisoirement orchestrée par l'Etat central – du capital, qui tout en maintenant le système ministériel privilégie les secteurs à fort taux de profit potentiel». Il ne semble pas opportun d'accumuler encore les exemples pour convaincre que le couple Etat central/ministères dans le C.E.S. fonctionne exactement comme le couple Etat/monopoles dans le C.M.E.

Mais l'analogie entre ministères et monopoles se prolonge lorsque l'on considère leurs stratégies respectives et leur rôle dans la société. Les ministères sont à compétence sectorielle et c'est sur la base d'une branche, ou d'un ensemble de branches de l'économie, qu'ils spécialisent leur production. Dans le C.M.E., on trouve aussi une spécialisation des monopoles dans diverses branches. Il est connu par ailleurs que les monopoles cherchent à se diversifier, en particulier vers les secteurs d'aval à forte demande ou vers les secteurs les plus rentables. Or un élément central de la démonstration de G. Duchêne consiste en la déspécialisation des ministères par laquelle ils se diversifient en aval dans les productions rentables et à forte demande (biens de consommation durables essentiellement) [114]. Il s'ensuit dans les deux cas, C.E.S. et C.M.E., une duplication ou une redondance de processus de production analogues, entre les ministères ou entre les monopoles, conduisant au redoublement des productions et au «gaspillage». De surcroît, «les ministères responsables de la production des biens durables conduisent indépendamment de l'appartenance ministérielle des entreprises, une politique technique unitaire à l'échelle du pays pour chaque article, ils coordonnent leur standardisation, et l'unification et la standardisation des constituants et des pièces détachées». On croirait lire les passages du C.M.E. sur les rapports entre monopolisme et forces productives. Quand, de plus, on se souvient de l'importance du mouvement de concentration-centralisation du capital dans le C.M.E., on ne peut qu'être frappé par l'interprétation donnée par G. Duchêne de la constitution d'unions

114. G. Duchêne, pp. 404-432, notamment p. 415 : «le mouvement contemporain de déspécialisation se situe *en aval* du processus de production des ministères. Il concerne principalement la production de biens de consommation par les ministères de l'industrie lourde».

d'entreprises en U.R.S.S., «processus (qui) serait alors analogue à celui de la centralisation du capital en univers capitaliste» [115]. Enfin, les monopoles réalisent des surprofits dans le C.M.E., grâce au soutien de l'Etat et à des liaisons asymétriques avec les entreprises non monopolistes (sous-traitance, etc.), alors que dans le C.E.S. «les entreprises conservent effectivement la part du profit supplémentaire qui leur est assignée par les textes mais, d'autre part, ce sont les trusts et les ministères qui centralisent le solde des profits supplémentaires».

Il semble donc que l'on puisse conclure, devant l'évidence, à une analogie totale entre le fonctionnement du C.E.S. et celui du C.M.E. On peut même se demander si la dévalorisation technique (obsolescence) et institutionnelle (prise en charge par l'Etat) du capital dans le C.M.E. ne trouverait pas son pendant dans le C.E.S. avec le détournement des fonds d'investissement vers le financement des grosses réparations de l'équipement ancien. Une forme spécifique ou un palliatif à la dévalorisation du capital dans le C.E.S. ?

Si les deux thèses, C.M.E. et C.E.S. de G. Duchêne, sont analogues par ce que l'on y trouve, elles le sont également par leur non-dit. Même absence d'analyse des fondements du salariat, de la création de plus-value (dans le C.M.E., il est beaucoup plus souvent question du profit), de la transformation des valeurs en prix, même découpage *a priori* entre une bourgeoisie très particulière (ici monopoliste, là d'Etat) et le reste de la société écartant la possibilité d'une étude plus fine des alliances de classes.

Il reste à tirer les conséquences de cette analogie profonde entre le C.E.S. et le C.M.E.

C) Conséquence : le C.E.S. ne désigne qu'un monopolisme d'Etat

Le rapprochement entre la thèse du C.E.S. de G. Duchêne et la théorie du C.M.E. fait apparaître la très grande *cohérence* de la première, égale à celle du C.M.E. Ceci est-il dû au hasard ? Vraisemblablement non, car les analogies repérées ne sont pas fortuites mais découlent de l'adoption d'une même problématique, ce que nous allons voir dans un instant. Au préalable, on peut tirer une conclusion provisoire : le C.E.S. est par nature capitaliste au sens de la théorie du C.M.E. Ce résultat est doublement curieux. Premièrement, parce qu'il diffère de la conclusion produite par la confrontation de la construction de Marx avec celle du C.E.S. Deuxièmement, parce qu'il indique que la représentation donnée par G. Duchêne de l'économie soviétique

115. A l'appui de cette phrase, G. Duchêne (p. 519) se réfère *explicitement* à l'analyse du C.M.E., t. 2, pp. 10-13.

est semblable à la représentation que propose le C.M.E. des économies occidentales. En tout état de cause, ceci mettrait dans l'embarras tout marxiste «orthodoxe» qui voudrait entreprendre la critique du C.E.S., version Duchêne.

Mais ces deux curiosités s'expliquent par la communauté, et les limites communes, des problématiques adoptées par G. Duchêne et par le C.M.E. Commençons par ce dernier. Nous avons caractérisé ailleurs [116] le C.M.E. comme étant une représentation inadéquate de la réalité capitaliste. Sans reprendre ici le détail de la démonstration, on peut en rappeler les principales raisons; elles tiennent à :

– l'assimilation, par le C.M.E., des rapports de production capitalistes à des rapports de propriété et de répartition; il s'ensuit une absence d'analyse des fondements des rapports de production, du salariat;

– l'absence de démonstration que la production, y compris monopoliste, est production de plus-value;

– un statut ambigu donné au profit, dans l'analyse du C.M.E., le profit tiré des situations de monopole faisant disparaître le profit comme forme transformée de la plus-value (absence ici aussi d'étude de la transformation).

Donc, même en se limitant aux principales insuffisances de la problématique du C.M.E., on s'aperçoit qu'elles sont pour l'essentiel les mêmes que celles qui invalident la démonstration de la nature capitaliste du C.E.S., telles que nous avons pu les mettre en évidence au paragraphe précédent : insuffisante analyse du salariat, de la création de plus-value, de la transformation de la valeur en prix, et quelques autres.

Dans ces conditions, les deux concepts, de C.M.E. et de C.E.S., conduisent à une analyse acceptable de ce que l'on pourrait nommer un *monopolisme d'Etat*. Ceci parce que l'un et l'autre ne parviennent pas à intégrer la nature spécifique des rapports de production capitalistes dans leur construction théorique. Dans les deux cas, on est alors obligé de se donner comme hypothèse *a priori* que ce monopolisme d'Etat se développe dans une société capitaliste, c'est-à-dire où *par hypothèse* il y a salariat et extraction de plus-value. A défaut de cette hypothèse, ou d'une démonstration, ce qui serait préférable, de la reproduction de la plus-value et du salariat, ces deux schémas ne peuvent être interprétés qu'en tant que représentations d'une économie monopoliste d'Etat. Cette notion n'impliquant pas la nature capitaliste de la société, elle est apte à désigner toute réalité monopoliste dans laquelle l'Etat intervient massivement. On voit bien là les aspects négatifs et déce-

116. Dans l'article collectif S.I.F.I. [63] auquel nous renvoyons le lecteur pour plus de détail.

vants d'une telle conclusion. Celle-ci nous est toutefois imposée par l'identité de la problématique, et les analogies qu'elle produit, entre le C.M.E. et le C.E.S., comme sociétés où le monopole économique et social d'une fraction de la société (ici les monopoles s'appuyant sur l'Etat, là l'Etat central au service d'une bourgeoisie d'Etat dont les organes fonctionnels sont les ministères) est démontré, alors que la nature capitaliste de ce monopolisme est simplement présumée ou postulée. Le fait que les monopoles soient en propriété privée (C.M.E.) cependant que les ministères administrent une propriété publique (C.E.S.) montre que le monopolisme d'Etat est compatible avec différents régimes de propriété. Mais puisque ni le régime de propriété, ni le monopolisme ne sont, en tant que tels [117], *suffisants* pour spécifier la nature capitaliste d'une société, on ne peut conclure que l'U.R.S.S. est :

– soit un *capitalisme* d'Etat,
– soit un *capitalisme* monopoliste d'Etat.

En revanche, dans l'état actuel de l'élaboration des analyses sur la réalité soviétique, l'U.R.S.S. semble pouvoir être qualifiée, sans trop d'approximations (ou sans trop d'hypothèses non validées) de *monopolisme d'Etat.* Ce résultat peut paraître décevant, par rapport à l'ambition des thèses du C.E.S.; d'autant plus qu'il est possible de l'obtenir sans faire le long «détour de production» théorique consistant à essayer d'étayer la thèse du C.E.S.

Il n'est pas question de tirer de la discussion précédente l'idée que l'U.R.S.S. n'est certainement pas un capitalisme d'Etat. Ce que cette contribution dévoile, c'est que l'U.R.S.S. *ne l'est pas certainement.* Cette incertitude provient des approximations et insuffisances des thèses du C.E.S. Ces dernières délimitent à leur tour la nature des arguments à produire pour tenter de fonder l'idée du C.E.S.

117. Voir S.I.F.I., *op. cit.*

Conclusion

Laisssant le soin aux théoriciens du C.E.S. de produire à l'avenir des arguments complémentaires, en particulier sur le salariat et la création de plus-value, nous voudrions souligner trois points en conclusion.

Le premier est que, malgré les résultats négatifs auxquels nous sommes parvenus quant au sens à donner à la notion de C.E.S., il n'en demeure pas moins que cette théorie mérite quelque attention, pour deux raisons. D'une part, en rompant avec des stéréotypes bien ancrés dans les esprits, elle progresse vers une meilleure *description* de la réalité soviétique. La thèse de G. Duchêne est le prototype d'un tel progrès, même si une partie de son interprétation théorique ne s'avère pas fondée. D'autre part, elle remet en question, au moins implicitement, quelques arguments considérés comme irréfutables par une large fraction du marxisme. La régénérescence d'un débat au sein de ce courant de pensée, à propos de l'U.R.S.S. [118], nous paraît susceptible d'avoir des effets bénéfiques.

Le deuxième point correspond à une limite de cette contribution qui ne comporte aucune référence aux autres pays de l'Est ou à la Chine. Mais en cela elle est un reflet fidèle d'une limite de la théorie du C.E.S. Le C.E.S. reste principalement un fait national [119], observé d'abord dans un seul pays, l'U.R.S.S., même si sa genèse découle du niveau de développement des forces productives mondiales (D. Rousset), ou de la compétition militaire entre l'U.R.S.S. et les autres capitalismes (T.Cliff), et même si le C.E.S. peut prendre des formes impérialistes (conclusion de la thèse de G. Duchêne), dont l'intervention en Tchécoslovaquie en 1968 est parfois tenue pour la manifestation la plus remarquable (C. Bettelheim).

Le troisième point consiste à proposer une voie de recherche alternative à un approfondissement de la théorie du C.E.S. En examinant celle-ci, on a pu constater l'articulation d'éléments capitalistes et d'éléments non-capitalistes dans la réalité qu'elle prétend désigner, sans d'ailleurs spécifier la nature exacte de ces derniers éléments. Certains voudront y voir les prolégomènes de formes socialistes. Pour notre part, nous avons suggéré qu'il pourrait s'agir d'une société tierce, articulation particulière (nouvelle ?) de rapports sociaux de nature différente. Cette articulation n'est pas nécessairement une société de transition vers le socialisme [120]. De nombreuses indications permettent de supposer

118. Débat qui, par contre, est largement ouvert sur le capitalisme occidental, au sein du marxisme.

119. Ce qui renforce encore l'analogie avec le C.M.E.; voir S.I.F.I., *op. cit.*

120. Même si l'on admet avec L. Paramio, p. 193, que «au cours de la période de transition il n'existe pas de mode de production dominant», on ne peut accepter l'idée d'une économie de transition pour les raisons indiquées au §1 *supra.*

que dans cette société s'articulent des éléments capitalistes, marchands, pré-capitalistes et d'autres encore plus difficiles à qualifier (l'essentiel du monde «parallèle» ou «souterrain» par exemple). P. Naville fait l'hypothèse de formes pré-capitalistes dans le secteur agraire et dans le secteur artisanal soviétiques. Le travail forcé a parfois été interprété comme une forme de servage, etc... On peut donc considérer avec intérêt cette formule de C. Castoriadis : «l'économie soviétique représente un type historique nouveau dont le nom finalement importe peu si on en connaît le fond» [121].

Et nos démonstrations précédentes vont bien dans le sens de cette phrase de H. Ticktin [71] : «Il est important de prendre conscience que cette forme sociale (soviétique, W.A.) n'est pas une articulation entre un mode de production *dominant* et un mode de production *subordonné*». C'est même ce qui, selon nous, différencierait l'U.R.S.S. du capitalisme occidental. Celui-ci intègre aussi des éléments non-capitalistes, en particulier à l'échelle mondiale; mais dans cette intégration les rapports capitalistes demeurent dominants. Cette évidence ne se retrouve pas dans la société soviétique. Nous proposons donc, pour dépasser les présents propos d'étape, d'ouvrir une voie de recherche s'interrogeant sur l'articulation de rapports sociaux par nature différents entre eux ou, pour qui voudrait raisonner en termes de mode de production, s'interrogeant sur une articulation de modes de production *sans dominante*.

Bibliographie

[1] Aglietta M., *Régulation et crises du capitalisme*,Calmann-Lévy, 1976.

[2] Amin S., *Le développement inégal*, Editions de Minuit, 1973.

[3] Andreff W., Développement de la firme multinationale et sectorialisation mondiale de la production, *Thèse*, Paris 1975.

[4] Andreff W., *Profits et structures du capitalisme mondial*, Calmann-Lévy, 1976.

[5] Andreff W., Les variations du degré de centralisation dans les pays de l'Est européen depuis les réformes, *Thèse complémentaire*, Paris, 1976.

[6] Andreff W., Structure de l'accumulation du capital et technologie en U.R.S.S., à paraître dans *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, n° 1, 1978.

[7] Bartoli H., *La doctrine économique et sociale de K. Marx*, Seuil, 1950.

[8] Baslé L., Valeur, prix et profit dans les économies politiques du socialisme, doc. ronéo, Amiens, 1975.

121. C. Castoriadis, *La société bureaucratique*,UGE, col. 10/18, t. 1, p. 82.

[9] Benetti C., *Valeur et répartition*, Presses Universitaires de Grenoble et Maspéro, 1974.

[10] Bettelheim C., *La transition vers l'économie socialiste*, Maspéro, 1968.

[11] Bettelheim C., *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, Maspéro, 1970.

[12] Bettelheim C., *Calcul économique et formes de propriétés*, Maspéro, 1970.

[13] Bettelheim C., *Les luttes de classes en U.R.S.S., 1ère période: 1917-1923*, Seuil et Maspéro, 1974.

[14] Bettelheim C., *Les luttes de classes en U.R.S.S., 2ème période : 1923-1930*, Seuil et Maspéro, 1977.

[15] Bordiga A., *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*, Editions de l'Oubli, 1975; paru initialement dans différents numéros de *Il Programma Communista* de 1955 à 1957.

[16] Brus W., *Problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste*, Maspéro, 1970 (version originale 1961).

[17] Chambre H., *L'évolution du marxisme soviétique*, Seuil, 1974.

[18] Chanvier J.M., U.R.S.S. : l'ère du «management» ou les nouvelles formes de l'organisation du travail, *Les Temps Modernes*, août-septembre 1975.

[19] Chaulieu P., Les rapports de production en Russie, *Socialisme ou Barbarie*, mai 1949, repris dans C. Castoriadis, *La société bureaucratique*, Union Générale d'Editions, col. 10/18, 1973.

[20] Cliff T., *State Capitalism in Russia*, republié par Pluto Press, 1974. Version initiale : The nature of Stalinist Russia, 1948.

[21] C.M.E., *Le capitalisme monopoliste d'Etat*, Traité marxiste d'économie politique, Editions sociales, 1971.

[22] Coriat B., *Science, technique et capital*, Seuil, 1976.

[23] Dallemagne J.L., *Construction du socialisme et révolution*, Maspéro, 1975.

[24] De Brunhoff S., *Etat et capital*, Presses Universitaires de Grenoble et Maspéro, 1976.

[25] De Gaudemar J.P., La mobilité du travail, deux concepts, deux politiques, *Cahiers de l'I.S.E.A.*, série AB, n° 9, novembre 1975.

[26] Duchêne G., Essai sur la logique de l'économie planifiée soviétique, 1965-1975, *Thèse*, Paris, 1975.

[27] Engels F. (1878), *Anti-Dühring*, repris dans Editions sociales, 1963.

[28] Glucksmann A., *La cuisinière et le mangeur d'hommes*, Seuil, 1975.

[29] Hatzfeld H., *Du paupérisme à la Sécurité Sociale*, 1850-1940. A. Colin, 1971.

[30] Hilferding R., State capitalism or totalitarian economy, *Left*, septembre 1947.

[31] Holubenko M., The Soviet working class, *Critique*, n° 4, Glasgow, 1975.

[32] Kay G., Why labour is the starting point of Capital, *Critique*, n° 7, Glasgow, 1977.

[33] Kornai J., *Anti-equilibrium,* North-Holland Publishing, 1971.

[34] Korsch K. (1918), Qu'est-ce que la socialisation ?, repris dans «Gros Sel», supplément au nº 17, 1971.

[35] Lautier B. Tortajada R., La force de travail comme marchandise particulière, dans *Sur l'Etat,* ACSES et Editions Contradictions, Bruxelles, 1977.

[36] Lavigne M., L'oligopole dans la planification, *Economies et Sociétés,* Série G, nº 34, 1977, 6-7-8.

[37] Lénine V.I. (1917), *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer,* Editions du Progrès, Moscou.

[38] Lénine V.I. (1918), Sur l'infantilisme de la gauche, *Oeuvres choisies,* t. 27.

[39] Lénine V.I. (1918), Les tâches immédiates du pouvoir des soviets, *Oeuvres choisies,* t. 27.

[40] Lénine V.I. (1922), *Problèmes de l'édification du socialisme et du communisme en U.R.S.S.,* Editions du Progrès, Moscou.

[41] Linhart R., *Lénine, les paysans, Taylor,* Seuil, 1976.

[42] Luxemburg R. (1919), La révolution russe, dans *Oeuvres,* t. 2, Maspéro, 1968.

[43] Magaline A.D., *Lutte des classes et dévalorisation du capital,* Maspéro, 1975.

[44] Mandel E., Ten thesis on the social and economic laws governing the society transitional between capitalism and socialism, *Critique,* nº3, Glasgow, 1974.

[45] Marx K. (1857), Introduction à la critique de l'économie politique, 1857, repris dans *Contribution à la critique de l'économie politique,* Editions sociales, 1957.

[46] Marx K. (1867), *Le Capital,* repris dans *Oeuvres,* tomes 1 et 2, La Pléïade, 1965.

[47] Marx K. (1858), *Fondements de la critique de l'économie politique,* manuscrit de 1857-1858, Editions Anthropos, 1968.

[48] Marx K. (1865), Salaire, prix et plus-value, dans *Oeuvres,* t. 1, La Pléïade, 1965.

[49] Marx K. (1866), *Un chapitre inédit du Capital,* Union Générale d'Editions, col. 10/18, 1971.

[50] Marx K. (1875), Critique du programme du parti ouvrier allemand, dans *Oeuvres,* t. 1, La Pléïade, 1965.

[51] Marx K. (1880), Notes critiques sur le Traité d'économie politique d'Adolph Wagner, *Oeuvres,* t. 2, La Pléïade, 1965.

[52] Mc Auley M., *Labour disputes in Soviet Russia,* 1957-1965, Clarendon Press, Oxford, 1969.

[53] Meek R.L., *Economics and ideology and other essays,* Chapman & Hall, 1967.

[54] Mignot J.P., Menville J., Le mythe de la société de transition, *Les Cahiers du Séminaire André Gide,* Université de Montpellier I, tome XI, 1977.

[55] Morris J., Lewin H., More on the nature of Soviet society, *Monthly Review*, mars 1976.

[56] Munis G., Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial, Mexico, 1946, cité par P. Naville (1970).

[57] Naville P., *Le salaire socialiste*, vol. 3 du Nouveau Léviathan, Anthropos 1970.

[58] Nove A., Y a-t-il une classe dirigeante en U.R.S.S. ? *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, nº 4, 1975.

[59] Paramio L., Sur la nature de l'Etat soviétique, *Les Temps Modernes*, août-septembre 1975.

[60] Perroux F., *L'économie du XXème siècle*, Presses Universitaires de France, 1964.

[61] Rey P.P., *Les alliances de classes*, Maspéro, 1973.

[62] Rousset D., *La société éclatée*, Grasset, 1973.

[63] Sifi, Internationalisation du capital et processus productif : une approche critique, *Cahiers d'Economie Politique*, nº 1, 1974.

[64] Staline J. (1952), *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, repris dans Editions sociales, 1953.

[65] Strmiska Z., Programme socialiste et rapports sociaux en U.R.S.S. et dans les pays socialistes, *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, nº 3, 1976.

[66] Sweezy P.M., *The theory of capitalist development*, 1942, republié par Modern Reader, 1968.

[67] Sweezy P.M., *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, (avec C. Bettelheim), Maspéro, 1970.

[68] Sweezy P.M., More on the nature of Soviet society, *Monthly Review*, mars 1976.

[69] Ticktin H., Towards a political economy of the U.S.S.R., *Critique*, nº 1, Glasgow, 1973.

[70] Ticktin H., Political economy of the Soviet intellectual, *Critique*, nº 2, Glasgow, 1973.

[71] Ticktin H., The contradictions of Soviet society and Professor Bettelheim, *Critique*, nº 6, Glasgow, 1976.

[72] Zaleski E., Les problèmes de la main-d'œuvre dans le neuvième plan quinquennal soviétique, 1971-1975, Symposium de l'O.T.AN., Bruxelles, 1971, repris dans *Problèmes économiques*, février 1972.

ESSAI SUR LA PROPRIETE ETATIQUE ET LA PROPRIETE SOCIALE

Veselin DJURDJEVAC

Les débats relatifs à la propriété dans la transition vers le socialisme concernent le principe fondamental sur lequel repose l'ensemble du système économique. Les interprétations qu'on y rencontre mettent en lumière le caractère ou les modèles du système socialiste.

Tous les socialistes sont d'accord pour reconnaître dans leur critique du capitalisme que la clé de voûte, à la fois le principe de tout le mal dont résulte l'inégalité et le point à reformer, est la propriété [1]. Il est difficile d'imaginer que cette assertion puisse gêner n'importe lequel des porte-parole de la doctrine socialiste laquelle, après tout, avait toujours fondé ses revendications concernant le caractère social de la propriété sur l'argument selon lequel les moyens de production doivent appartenir aux travailleurs [2].

Cette idée qu'il ne peut y avoir de modification sensible de la société sans toucher au régime de la propriété a été exprimée par l'ensemble des penseurs socialistes à quelque école qu'ils appartiennent, tout comme Marx pour qui la propriété privée des moyens de production était la source de la triple aliénation de l'homme par la religion, le travail et l'Etat.

Au lendemain de la révolution, tant en U.R.S.S. et dans les autres pays socialistes européens qu'en Yougoslavie, la propriété d'Etat a remplacé la propriété privée. Mais devait-on considérer cette propriété comme la dernière forme de propriété, la forme la plus parfaite de propriété socialiste, ou au contraire, comme la phase initiale devant seulement permettre une évolution vers cette nouvelle forme de propriété collective dont parlaient Marx et Engels, «celle de la société tout entière» ?

Néanmoins, devant l'imprécision de la doctrine marxiste à ce sujet, les deux réponses distinctes ont été données à cette ques-

1. Dès la fin du XIXème siècle, M. Lichtenberger définissait le socialisme en ces termes : «On appelle socialistes les écrivains qui, au nom du pouvoir de l'Etat et dans un sens égalitaire et communiste, ont entrepris de modifier l'organisation traditionnelle de la propriété» , *Cf., Le socialisme au XVIIIème siècle,* 1895, préface, p. 1 (Paris, Félix Alcan; New York, A.M. Kelly, 1967, *Reprints of Economic Classics*).

2. Il existe de nombreuses divergences sur ce point... C. Bettelheim dénonce l'erreur «fréquemment commise» consistant à confondre la forme juridique de la propriété avec l'appropriation effective. *Cf., La transition vers l'économie socialiste,* Paris, F. Maspero, 1968, p. 138.

tion fondamentale pour l'évolution ultérieure du socialisme, réponses servant de base à l'élaboration de thèses se voulant totalement opposées [3].

En effet, si l'accord est réalisé quant à la manière de poser le problème, il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit d'envisager les solutions susceptibles de le résoudre. Les controverses commencent, donc, dès que nous essayons d'élucider l'essence des formulations concernant la propriété et d'apprécier plus justement les rapports de propriété actuels. On peut déceler, parmi les nombreuses solutions proposées et qui concernent la structure de la propriété ainsi que des sujets qui la détiennent, deux grands courants :

– le premier, assimilant le socialisme à la propriété d'Etat;
– le second, assimilant l'autogestion socialiste à la propriété collective ou propriété de groupe de l'organisation de base du travail associé.

Une pareille approche de la propriété débouche sur les deux modèles suivants de socialisme : le premier, appelé fréquemment le modèle étatique, est la solution soviétique, transférée avec ses traits fondamentaux dans les autres démocraties populaires; le second, contrastant avec le premier, est représenté par l'expérience yougoslave, connue sous le nom de modèle autogéré.

I – LES DEUX CONCEPTS DE PROPRIETE ET LEUR SIGNIFICATION

A) Les divergences doctrinales

Les juristes soviétiques identifient l'étatisation de la propriété des moyens de production au socialisme car ils n'établissent aucune différence, dans un régime socialiste tout au moins, entre la propriété d'Etat et «la propriété de la société tout entière» [4]. Comme le proclamaient les articles 5 et 6 de la Constitution de 1936, les biens relevant de la propriété d'Etat sont «les biens du peuple tout entier» [5]. La propriété d'Etat n'est pas seulement un moyen de détruire la propriété privée, c'est aussi la forme la plus parfaite

3. Ce sont les deux principales formes de propriété qui retiendront notre attention : la notion, spécifiquement yougoslave, de propriété sociale étant à la base d'une économie autogérée, face à la propriété étatique propre au modèle soviétique.

4. J. Georgiev, entre autres, rappelle que Marx et Engels n'ont «jamais été contre la propriété étatique, omninationale et n'ont pas réclamé le morcellement de l'industrie entre les collectifs individuels, associations ... *Cf.* «Yougoslavie : la nouvelle variante du socialisme», *Revue Kommunist*, nº 15, Moscou, 1968, p. 86.

5. Article 5 : «La propriété socialiste en U.R.S.S. revêt soit la forme de propriété d'Etat (bien du peuple tout entier)...
Article 6 : «La terre, le sous-sol, les eaux, les forêts, les usines, les fabriques, les mines de charbon et de minerai, les chemins de fer, les transports par eau et par air, les banques, les moyens de communication, les grandes entreprises agricoles organisées par l'Etat (sovkhozes, stations de machines et de tracteurs, etc), ainsi que les entreprises municipales et la masse fondamentale des habitations dans les villes et les agglomérations industrielles, sont la propriété de l'Etat, c'est-à-dire le bien du peuple tout entier». Constitution de 1936.

de la propriété socialiste [6]. Quant à la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S., celle-ci dispose : «Le système économique de l'U.R.S.S. est fondé sur la propriété socialiste des moyens de production sous la forme de propriété d'Etat (du peuple tout entier) et de la propriété kolkhozienne et coopérative.

Les biens des syndicats et des autres organisations sociales, nécessaires à la réalisation de leurs tâches statutaires, sont aussi propriété socialiste.

L'Etat protège la propriété socialiste et crée les conditions de son accroissement.

Personne n'a le droit d'utiliser la propriété socialiste à des fins de profit personnel» [7].

Ainsi, selon la théorie qui a dominé en U.R.S.S., l'abolition de la propriété privée des moyens de production, la suppression du système capitaliste, n'ont pas seulement créé les conditions nécessaires à la transformation socialiste de l'économie, elles ont instauré un authentique régime socialiste [8].

Les théoriciens soviétiques considèrent toujours l'Etat comme «l'outil fondamental de métamorphose socialiste de la société [9], «l'instrument principal» [10], et la «force décisive de la construction du socialisme et du communisme» [11].

En ce sens l'on souligne la différence essentielle entre le rôle économique de l'Etat dans le capitalisme et son rôle dans le socialisme. Si dans le premier cas le rôle de l'Etat consiste à renforcer et reproduire les rapports capitalistes de production, dans le deuxième cas l'Etat apparaît comme l'instrument de construction des rapports socialistes de production, ce qui se traduit par sa nouvelle fonction économique et d'organisation, laquelle est reconnue impossible pour un Etat capitaliste [12].

Cependant, les économistes soviétiques soulignent que l'intégration graduelle de l'ensemble de la population dans la gestion de

6. Gatovskij L., «Les lois générales et les particularités de l'édification du socialisme», *Etudes économiques*, nos 110-111, 1958, pp. 1-21.

7. Voir la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S.», art. 10, 7 octobre 1977.

8. Le dogme de la double attribution de la propriété privée au capitalisme et de la propriété d'Etat au socialisme est erroné pour trois raisons au moins : 1) les artisans dans les villes médiévales étaient des propriétaires privés mais non pas des capitalistes; 2) dans d'anciennes régions orientales existait souvent la propriété étatique; cependant, elle n'avait aucune relation avec le socialisme; 3) dans certains pays occidentaux, l'Etat a dans une large mesure contrôlé la vie économique et sociale, bien que ces pays soient évidemment capitalistes. *Cf.*, Horvat B., *Privredni sistem i ekonomska politika Jugoslavie*, Institut ekonomskih nauka, Beograd, 1970, p. 49.

9. Mukhanov K.I., Ivanov A.I. et Topin P.K., *Obščie zakonomernosti i osobennosti perekhoda k socializmu v različnykh stranakh*, Moscou, 1962, p. 88.

10. *Kurs lekcij po političeskoj ekonomii, kommunističeskij sposob proizvodstva*, éd. par l'Université de Leningrad, 1963, p. 133.

11. *Političeskaja ekonomija socializma*, dans la rédaction de K.M. Šafiev, E.J. Lokšin et R.J. Akopov, Moscou, 1960, p. 123; P.O. Savčuk, *Očerki političeskoj ekonomii*, Moscou, 1963, p. 288.

12. Anders E., «Diktatura proletariata — rešajuščee uslovie postroenija socializma», in *Očerki po politekonomii socializma*, Moscou, 1961, pp. 17-18.

l'économie et de l'Etat, ainsi que le transfert des fonctions étatiques à des organisations sociales, n'affaiblissent pas la fonction économique de l'Etat socialiste et ne réduisent pas non plus son rôle dans l'économie [13]. Bien au contraire, «la victoire totale du mode socialiste de production sous-entend l'accroissement du rôle de l'Etat dans la fonction d'organisation de la vie du pays» [14]. La gestion centralisée de l'économie par l'Etat n'exclut pas, soulignent les économistes soviétiques, le développement universel des formes directes de gestion économique et la participation massive des couches les plus larges du peuple travailleur à la prise de décisions sur les diverses questions. Au contraire, le perfectionnement de la gestion étatique centralisée de l'économie d'une part, et sa démocratisation de plus en plus élargie de l'autre, «constituaient toujours la principale orientation dans le développement de la fonction économique de l'Etat» [15]. La construction du communisme suppose «le développement universel des bases démocratiques de gestion tout en renforçant et perfectionnant la gestion centralisée étatique de l'économie» [16].

C'est précisément sur ce point que la doctrine yougoslave, depuis l'année 1950, a fait porter toutes ses critiques qui l'ont amenée à élaborer une nouvelle thèse, quant au développement des rapports de propriété en régime socialiste.

Les théoriciens yougoslaves présentent la propriété sociale comme un dépassement de la propriété d'Etat, compte tenu du fait qu'à leurs yeux l'un des problèmes les plus importants à résoudre pour le socialisme est celui du dépérissement de l'Etat.

La majorité des économistes et des théoriciens yougoslaves, cependant, range la propriété étatique de type soviétique dans la catégorie de formes initiales, les moins développées de la propriété sociale, ce qui est probablement l'appréciation la plus juste, bien que pas toujours la plus précise, car à l'intérieur de la propriété étatique se développent, de même que dans n'importe quel autre type et forme de propriété, des transformations spécifiques vers des modes plus développés d'appropriation[17].

13. Staline s'applique au XVIIème Congrès du parti communiste de l'Union Soviétique, en 1939, à infirmer la thèse d'Engels, selon laquelle : «Le premier acte dans lequel l'Etat apparaît réellement comme représentant de toute la société est en même temps son dernier acte propre en tant qu'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans des rapports sociaux devient superflu dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas «aboli», il s'éteint...», Engels, *Anti-Duhring*, Ed. sociales, Paris, 1950, pp. 319-320.

14. Fomina V.A., Belozercev V.I., *Osobennosti razvitija socialističeskogo sposoba proizvodstva*, Moscou, 1962, p. 287.

15. *Političeskaja ekonomija*, éd. Vyšaja skola, Moscou, 1963, p. 396.

16. *Programme du P.C.U.S.*, Matériaux du XXIIème Congrès, p. 396.

17. Voir un examen plus détaillé de la littérature relative à ce sujet chez B. Bosković, *Društveno-ekonomski aspekti društvene svojine u socijalističkim samoupravnim društveno-ekonomskim odnosima u sistemu investicija*, Beograd, 1973.

Selon la doctrine yougoslave, la propriété sociale *stricto sensu* est la propriété sociale directe, laquelle abolit le monopole de la propriété et, lié à celui-ci, le monopole du pouvoir politique et économique exercé non seulement par un individu ou par un petit groupe de propriétaires privés, mais aussi par un Etat socialiste [18].

La négation de la propriété s'est traduite par l'établissement des droits de propriété confiés à des travailleurs dans l'entreprise. Elle n'est pas confiée à un propriétaire.

Personne ne possède le droit de propriété sociale : ni la fédération, ni aucune autre unité politique-territoriale, pas davantage les organisations économiques et institutions autonomes. Cependant, la loi reconnaît un droit spécial de propriété qui est appelé droit d'usage [19].

C'est précisément sur ce point que l'accent est mis, en Yougoslavie, pour la définition du socialisme : «Le socialisme est un système social basé sur la socialisation de moyens de production, dans lequel la production sociale est dirigée par les producteurs directs associés» [20].

Il faut souligner que la nouvelle Constitution a introduit l'institution du contrôle ouvrier, lequel a notamment pour objet d'exercer un contrôle sur «l'utilisation adéquate et justifée, du point de vue social et économique, des moyens de production ainsi que de leur disposition», de même que «l'application du principe de répartition selon le travail dans la répartition des moyens pour des revenus individuels» [21]. Il en résulte d'abord que la propriété étatique est considérée comme la forme inférieure de la propriété sociale, et de plus, qu'elle est propriété sociale dans la mesure seulement où elle se développe conformément à une appropriation sociale directe. La forme institutionnelle de la possession sociale directe de moyens de production est l'autogestion ouvrière.

Après avoir constaté la différence entre la propriété sociale et la propriété étatique du seul point de vue théorique, nous verrons que cette différence est encore plus nette sur le plan des «principes».

18. La nouvelle Constitution est explicite à ce sujet : «Nul ne peut acquérir un droit de propriété sur les moyens sociaux qui sont la condition du travail dans les organisations élémentaires et les autres organisations de travail associé ou la base matérielle de l'exercice des fonctions des communautés autogestionnaires d'intérêts ou des autres organisations et communautés autogestionnaires et des communautés socio-politiques», art. 12 de la Constitution yougoslave de 1974.

19. Il s'agit d'une notion plus large que celle d'«*usus fructus*» car elle permet la vente des fonds fixes, mais plus restrictive que celle de propriété car le droit de disposition n'est pas absolu. *Cf.*, Pejovic S. : *The Market-Planned Economy of Yugoslavia*, Minneapolis, 1966, p. 29.

20. *Programme de la ligue des communistes de Yougoslavie*, éd. Kultura, Beograd, 1958, p. 123.

21. Voir la nouvelle Constitution de la R.S.F.Y., art. 107, et celle de la République socialiste de Serbie, art. 23.

B) Leur signification : les deux modèles du socialisme – étatique et autogestionnaire

En centralisant entre les mains de l'Etat la propriété des principaux moyens de production, les dirigeants de l'U.R.S.S. ne faisaient selon eux que traduire dans les faits les directives données par Marx et Engels dès 1848. Selon ces conceptions, l'Etat est, avant tout, «le porteur de rapports objectifs de la propriété de moyens de production» et «il réalise l'appropriation directe ou indirecte des moyens de production et des moyens de consommation» [22].

Ces conceptions incluent deux prémisses importantes : l'Etat est le porteur des intérêts sociaux («les intérêts sociaux trouvent leur porteur en l'Etat socialiste») et «l'Etat socialiste assure une série de fonctions de collectifs de travail» [23].

L'identification théorique de l'étatisation avec la socialisation a incontestablement exercé une influence sur la pratique du socialisme en U.R.S.S. et dans les autres pays socialistes d'Europe. Cette influence se traduit par les postulats essentiels suivants caractérisant le modèle étatique : 1) un large domaine de nationalisation des moyens de production; 2) la centralisation extrême du système de fonctionnement de l'économie étatique; 3) l'étatisation des formes non-étatiques de l'économie, surtout des coopératives [24].

L'Etat assume un rôle dominant dans l'organisation et la réglementation de la vie économique, ainsi que dans d'autres secteurs de la gestion sociale. Les fonctions de gestion dans l'économie, ainsi que dans d'autres secteurs de l'activité sociale, ne sont que la «main allongée» du pouvoir d'Etat. Fait plus important encore, l'Etat gère la totalité du capital social [25].

Grâce à tout cela, l'appareil de l'Etat, comme appareil économique et de gestion, prend un grand pouvoir politique et acquiert un pouvoir entièrement autonome. En ce qui concerne le parti communiste, son appareil, dans le nouvel Etat socialiste, est organiquement soudé à l'appareil d'Etat aussi bien qu'à l'appareil de ges-

22. Abalkin L., «K voprosu ob ekonomičeskoj roli socialističeskogo gosudarstva», *Voprosy Ekonomiki,* nº 8, 1968, p. 29.

23. L'on retrouve des vues analogues chez d'autres économistes soviétiques comme par exemple Eremin A., «Gosudarstvo i ego svjaz s ekonomičeskim bazisom socializma», *Ekonomičeskie Nauki,* nº 6, 1969.

24. Brus W., *Socialist Ownership and Political Systems,* Routledge & Kegan Paul, London and Boston, 1975, p. 35.

25. L'essence de la propriété de classe ne change pas, la conservation de la propriété étatique signifiant ... «non pas la suppression du prolétariat, mais la transformation de tous les hommes en prolétaires; non pas la suppression du règne du capital, mais son règne général dans lequel peut se développer et se développe nécessairement l'exploitation d'un genre particulier», *Cf.,* Novak M., *Introduction à l'économie politique du socialisme,* Zagreb, 1955, p. 92 (serbocroate).

tion économique [26]. L'Etat, en tant que «porteur» des compétences économiques de la propriété, détermine les conditions et principes du système économique. En qualité de «propriétaire collectif» des moyens sociaux de production, il est responsable des compétences que la société, c'est-à-dire la classe de producteurs directs, ne peut encore assumer toute seule. Cependant, étant donné que l'appareil étatique fait preuve, dès ses origines, d'une tendance à se séparer et à s'élever au-dessus de la société, à en devenir le maître et à imposer en priorité ses intérêts particuliers, il ne peut plus être question, dans ce cas, de socialisme étatique mais uniquement d'étatisme.

L'instauration de la propriété sociale répond à un courant de pensée totalement opposé à celui qui a inspiré l'organisation de l'économie sous le régime de la propriété d'Etat, tant dans les pays du «bloc socialiste» qu'en Yougoslavie jusqu'en 1950.

Les fondements économiques du processus de socialisation des moyens de production dans le modèle yougoslave découlent de l'idée d'autogestion, des caractéristiques du rôle de l'Etat dans la phase étatique, et de l'exigence d'un transfert graduel aux producteurs directs de la disposition du surplus.

Cela conduit à postuler une décentralisation de décisions économiques la plus large possible, lesquelles en principe doivent être prises par des entreprises autogérées. Cela concerne en particulier les décisions relatives à la répartition du surplus entre la consommation des travailleurs et l'investissement d'une part, et à l'utilisation des allocations d'investissement de l'autre. C'est la seule manière permettant d'espérer l'application de l'idée de socialisation qui finalement consiste à abolir la situation où la disposition sur les moyens et résultats de production est fondée sur une contrainte extérieure à l'égard des producteurs directs.

Dans ce processus commencent à se modifier non pas seulement la forme de l'Etat, mais aussi le caractère de la propriété de l'Etat sur les moyens de production, en tant que négation initiale et élémentaire de la propriété privée. Celle-là devient de plus en plus sociale au sens propre du terme, c'est-à-dire, propriété commune de tous et de chacun en particulier, et par cela même, négation de toute propriété [27].

Car l'autogestion suppose l'égalité de droit, qui repose sur les lois objectives du développement économique d'une part, et sur

26. «En tant que propriétaire collectif des moyens de production, l'appareil étatique emploie la force de travail et l'exploite. La part personnelle des membres de la classe dominante dans la répartition de la plus-value est proportionnelle à leurs positions dans la hiérarchie étatique», *Cf.*, Stojanovic S., *Les mythes étatiques du socialisme*, in R. Praxis 1967, p. 33.

27. *Cf. Revue de la politique internationale*, nos 242 et 243, 1960, p. 9; *Questions actuelles du socialisme*, nos 57-58, 1960, p. 256.

une harmonisation et une orientation conscientes de ce même développement, en particulier des rapports économiques et sociaux entre les travailleurs. Aussi l'économie de marché, la planification sociale, la solidarité économique et sociale des travailleurs sont-elles les trois composantes du système d'autogestion socialiste yougoslave. Il est vrai que ces trois composantes sont dans des rapports contradictoires [28].

On doit constater que cette dualité de principes d'économie – marché et plan –, dualité génétique et téléologique, n'a pas été tout de suite acceptée dans la théorie et n'a pas non plus trouvé ses expressions optimales adéquates en pratique.

Cette théorie économique est allée d'un extrême à l'autre, se déclarant d'abord pour le principe de Plan en tant que caractéristique essentielle de l'économie dans le socialisme, pour se diriger vers l'autre extrême, en préconisant la liberté et l'universalité de marché comme synonyme des activités économiques depuis l'instauration de l'autogestion [29].

En effet, la présence réelle de deux méthodes et principes d'économie, la spontanéité du marché due au caractère marchand de l'économie et celui, planifié, d'une activité organisée et consciente de la société, posent devant la théorie et devant l'expérience des problèmes jusqu'à présent inconnus.

Le modèle théorique pur d' économie autogérée introduit, en effet, les éléments de deux modèles économiques, ceux de l'action libre de la loi de la valeur, c'est-à-dire de la libre concurrence, et ceux du modèle planifié, recherchant une combinaison de ce double apport.

L'idée du modèle autogéré consiste à limiter le plus possible les fonctions économiques de l'Etat et à transformer l'économie en une association de producteurs associés gérant eux-mêmes les biens et les services. La manière dont sont utilisés les moyens de production est décidée directement par le collectif de travailleurs autogérés. L'autogestion ouvrière, en permettant au collectif ouvrier d'influencer directement, et d'une manière toujours plus large, la répartition, c'est-à-dire de procéder d'une façon autonome à la répartition des fruits du travail, dans les cadres généraux fixés par le Plan, modifie le caractère de la propriété et tend même vers une disparition de la propriété.

28. Voir plus en détail notre thèse : *Plan et marché en Yougoslavie*, Paris, Université de Paris I, 1974, 599 p.

29. *Ibid*, en particulier 1ère partie.

II – LES CONTRADICTIONS DE LA PROPRIETE SOCIALE DANS LA PHASE DE TRANSITION AU SOCIALISME

L'évolution actuelle, repérée dans les deux modèles observés, réalise-t-elle le principe de répartition selon les résultats du travail, principe que la théorie marxiste classique considère comme la caractéristique essentielle de la propriété sociale dans la première phase de développement socialiste ?

A) Propriété et appropriation

La conception soviétique ainsi que l'expérience d'appropriation réalisée en U.R.S.S. ne coïncident pas avec les conceptions des théories classiques [30]. Les classiques du marxisme préconisent la participation directe et son évaluation *ex ante* dans la répartition du surplus, une fois satisfaits les besoins de la reproduction élargie, sur la base de l'échange d'équivalents des travaux «dans chaque cas individuel». L'expérience soviétique courante réalise le principe de répartition selon le travail sur la base de critères très hétérogènes, associant la domination étatique sur le caractère social de la répartition de surplus de travail, et la survivance de certaines lois de l'économie marchande.

Malgré le rôle que la propriété d'Etat sur le patrimoine social est susceptible de jouer, celle-ci contient des germes de la grande contradiction qui se manifeste par la séparation entre le travailleur et la gestion du capital social et des conditions de travail [31].

La coexistence de la propriété sociale et de la production marchande contient une contradiction théorique, laquelle est l'expression de contradictions réelles de la structure de la société socialiste autogérée au stade actuel de son développement.

De telles conditions socio-économiques font que la notion de propriété sociale, qui dans la pratique devrait prendre de plus en plus le caractère d'une base commune permettant son passage sous le contrôle du travail associé et autogéré, connaît toujours le sort des «formations historiques nouvelles» que «l'on considère par erreur comme la copie de formules anciennes, surannées de la

30. Marx distinguait la propriété en tant qu'appropriation de la nature par le travail de l'homme qui la transforme, et la propriété aliénée en société de classe, où la détermination du fruit du travail est le privilège et le monopole du propriétaire des moyens de production. Cette analyse de Marx permet de donner un contenu précis aux distinctions juridiques classiques concernant le droit de propriété sur les moyens de production, *Cf.*, R. Garaudy, *Le grand tournant du socialisme*, Paris, Gallimard, 1969, p. 176.

31. «L'essence de la propriété de classe ne change pas... En tant que protagoniste de la propriété, l'Etat dispose du travail de producteur et de ses résultats, sur la base de la plus-value appropriée par des groupes; ceux-ci ont des intérêts en accord avec la fonction de gestion, conservant ainsi le pouvoir, leur statut et le prestige social», *Cf.*, J. Djordjevic, «A contribution to the Theory of social property», *Socialist thought and practice*, no 24, Beograd, 1966, pp. 73-110.

vie sociale, auxquelles elles ressemblent peut-être» [32].

La contradiction fondamentale de la période de transition [33] réside, d'une part, dans le fait que l'Etat est l'instrument essentiel pour aller vers le progrès dans le processus de socialisation, et que la principale tâche d'un Etat véritablement révolutionnaire consiste à dépasser la transition de la phase étatique vers la phase de socialisation. D'un autre côté, pour atteindre ces buts, l'Etat recourt à un appareil de contrainte sous la forme d'une organisation institutionnelle du pouvoir, mais aussi par une intervention active dans les secteurs de l'activité économique et sociale. Celle-ci traduit une tendance à l'autonomisation de sa fonction économique dans le sens d'une monopolisation croissante.

Concrètement, on peut constater que les formes revêtues par la propriété sociale, et incorporées dans les catégories juridiques et économiques, ne signifient nullement par elles-mêmes la fin de l'aliénation des travailleurs vis-à-vis du capital; elles ne suppriment pas les possibilités de manipulation de la classe ouvrière par une fraction de la société.

L'analyse de l'expérience suivie en Yougoslavie révèle la pluralité des bases d'appropriation du produit : selon le travail et ses résultats, mais aussi selon la propriété individuelle et privée et sur la base de monopoles – naturels, technologiques ou marchands – lors de l'usage des biens sociaux de production. L'évolution empirique a montré certaines tendances de reprivatisation des moyens sociaux et du revenu social. Il en résulte que l'identification, souvent défendue en théorie, entre l'aspect juridique et l'aspect économique de la propriété sociale est à remettre en cause [34].

En partant du critère de socialisation que nous avons adopté, à savoir la disposition effective des moyens de production par la société, la réponse à la question de savoir si la socialisation des moyens de production *stricto sensu* a été achevée au cours de la période passée est plutôt négative pour les deux modèles [35].

Le rapport créé entre les travailleurs producteurs et l'Etat par la voie du système de nationalisation ou étatisation totale n'est

32. Kardelj E., «Les contradictions de la propriété sociale dans la pratique socialiste contemporaine», in *Questions actuelles du socialisme*, n° 108, août-décembre, Beograd, 1972, p. 28.

33. Il va de soi que le concept de la période de transition dans la conception du modèle autogestionnaire est utilisé dans un sens différent de celui du modèle étatique (de même que celui avancé par certains économistes occidentaux tels Ch. Bettelheim ou P. Sweezy).

34. Bettelheim Ch., *Calcul économique et formes de propriété*, Paris, Maspéro, 1970.

35. Les contradictons de la propriété étatique se résument par : a) la confusion entre l'étatisation et la socialisation; b) la contradiction entre la forme de propriété et le mode réel d'appropriation. L'ambiguïté de la propriété sociale se traduit par : a) la confusion entre l'aspect normatif et positif; b) une distinction insuffisante de l'aspect juridique par rapport à l'aspect économique de la propriété; c) le mode autogestionnaire de la propriété sociale n'est pas un mode pur. Voir plus en détail notre thèse, *op. cit.*, 1ère partie, ch. 2, première section, pp. 73-82.

donc pas un rapport socialiste, car même dans ces conditions le travailleur est toujours obligé de vendre sa force de travail, la seule différence étant que maintenant c'est l'Etat, en tant qu'employeur, qui achète la force de travail.

Lénine est très explicite à ce sujet : «Enregistrement et contrôle, tel est *l'essentiel* et pour la «mise en route» et pour le fonctionnement régulier de la société communiste dans sa *première phase*. Ici, *tous* les citoyens se transforment en employés salariés de l'Etat constitué par les ouvriers armés. *Tous* les citoyens deviennent les employés et les ouvriers d'*un seul* «cartel» du peuple entier, de l'Etat. Le tout est d'obtenir qu'ils fournissent un effort égal, observent exactement la mesure de travail et reçoivent un salaire égal. ... La société tout entière ne sera plus qu'un seul bureau et un seul atelier, avec égalité de travail et égalité de salaire. Mais cette discipline «d'atelier» que le prolétariat, après avoir vaincu les capitalistes et renversé les exploiteurs, étendra à toute la société, n'est nullement notre idéal ni notre but final; c'est seulement un *échelon* nécessaire pour débarasser radicalement la société des vilenies et des ignominies de l'exploitation capitaliste, et *assurer* la marche *continue* en avant» [36].

Dans un tel régime, les producteurs sont économiquement séparés des moyens de production et du produit de leur travail. Ils sont, après comme avant, des travailleurs salariés. C'est uniquement par l'autogestion ouvrière qu'ils accèdent à des fonctions qui étaient, jusque-là, l'apanage du «troisième facteur social» [37], la plus importante de ces fonctions, celle qui a le plus de portée, est naturellement le pouvoir de disposer du revenu national, revenu qu'ils produisent.

L'expérience yougoslave, néanmoins, fait apparaître le caractère dualiste des sujets de la propriété sociale, tantôt conforme à l'autogestion (collectifs de travail, organisations socio-politiques), tantôt non conforme (par l'existence des structures techno-bureaucratiques ainsi que celles de propriété privée). Ceci est accompagné de traits dualistes du système économique, où cohabitent les forces du marché et la loi de la valeur en même temps que celles du Plan [38].

36. Lénine V.I., *L'Etat et la Révolution*, traduction de l'institut du marxisme-léninisme auprès du C.C. du P.C.U.S., Editions du Progrès, Moscou, 1967, repris par les Editions Seghers, Paris, 1971, pp. 174-175.

37. Goričar J., «L'autogestion ouvrière en Yougoslavie» in *Autogestion*, n° 2, Paris, 1967, p. 96.

38. Nous nous trouvons devant une contradiction matérielle et théorique : matérielle, les producteurs directs produisent avec tous les moyens mais l'appropriation ne doit s'opérer que sur la base d'un seul facteur – le travail; théorique, les producteurs marchands ne peuvent exister que si la société les reconnaît en tant que porteurs de droits de propriété. *Cf.*, notre thèse, p. 76.

Par conséquent, l'on ne peut établir un signe d'égalité entre la propriété sociale en général et les formes historiques actuelles de la propriété étatique et sociale.

Les zigzags continuels dans l'implantation des réformes économiques et sociales préconisés par les dirigeants politiques et dans l'idéologie officielle peuvent difficilement être interprétés autrement que comme un témoignage de contradiction entre la doctrine courante et les nécessités réelles.

B) Perspectives de l'évolution ultérieure

Tous les socialismes, marxistes ou non-marxistes, s'accordent à mettre en tête de leurs préoccupations la réforme de l'organisation sociale qu'ils tiennent pour le vrai problème, étant entendu que la première et la principale réforme doit concerner la vie économique.

Il est cependant beaucoup plus essentiel, pour l'analyse du caractère de propriété dans la phase de transition, de s'interroger sur la fonction économique exercée par le nouvel Etat concernant l'appropriation sociale, c'est-à-dire, la réalisation effective de la propriété sociale [39].

L'on est amené à constater que jusqu'à présent les théoriciens n'ont pas attaché une importance suffisante à la modification de la nature même de la propriété et ont souvent ramené tout le problème au changement des sujets de la propriété : au lieu du propriétaire individuel, le propriétaire collectif, l'Etat. Ainsi, la thèse soviétique relative à l'évolution des rapports de propriété sous le socialisme, que nous avons exposée plus haut, est à ce point de vue très caractéristique [40].

En résumé, on peut dire que c'est par le capitalisme monopoliste d'Etat (Lénine emploie ce terme en 1917 dans «La catastrophe imminente»... Il utilise aussi l'expression «Capitalisme d'Etat sous la dictature du prolétariat») que s'opère la consolidation du système mis en place par la Révolution d'octobre. Mais l'étatisation de l'économie n'est qu'une condition nécessaire de la transition au socialisme, eu égard au faible niveau des forces productives. Le passage au socialisme nécessite, d'après Lénine, une coupure encore plus importante qu'entre capitalisme privé et capitalisme d'Etat. Celle-ci implique la «révolutionarisation» de tous les rap-

39. Selon certains auteurs yougoslaves, tels que A. Bajt ou B. Horvat, l'essence du socialisme ne réside pas dans le mode juridique des rapports d'appropriation, mais dans l'absence d'exploitation. Il en résulte que la propriété privée ne doit pas comprendre l'exploitation, de même que l'exploitation peut exister au sein de forme juridique de la propriété socialiste. *Cf.*, Bajt A., *Journal of Law and Economics*, avril 1968; Horvat B., in *Gledista*, nº 3, Belgrade, 1967.

40. Dans ses «Annotations des problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.», Mao reproche à Staline de n'avoir parlé nulle part de superstructure. Il ne prend pas l'homme en considération. Il voit les choses mais pas l'homme. *Cf., Mao-Tse-Toung et la construction du socialisme*, textes inédits et présentés par Hu-Chi-Hsi, (Modèle soviétique ou voie chinoise), Paris, Seuil, 1975, pp. 40-59.

ports sociaux de production, le dépassement des contradictions existant dans la phase de transition (ville/campagne, travailleurs intellectuels/travailleurs manuels, tâches de production/tâches de direction...) , le passage de la non-correspondance à l'homologie entre base et superstructure, forces productives et rapports sociaux de production. Ces transformations exigent que «l'Etat soviétique soit un Etat dans lequel le pouvoir des ouvriers, des pauvres soit assuré» [41].

La doctrine yougoslave, loin d'avoir négligé la question des sujets de la propriété socialiste, n'attribue pas pour autant à cette question un intérêt exclusif.

Les difficultés ayant accompagné le développement de l'autogestion se sont manifestées en raison de la pression permanente exercée par la «tradition patrimoniale» de la phase antérieure. Aussi cette tradition est-elle présente, en tant que force idéologique et politique réelle, dans les mentalités des hommes aussi bien que dans la pratique économique quotidienne [42].

L'étude des systèmes de transition passe nécessairement par le mode d'appropriation des moyens de production affectant les formes de propriété qui jouent un rôle déterminant. La propriété sociale homogène apparaît comme une condition nécessaire de l'appropriation directe généralisée, mais non comme une condition suffisante. Ces transformations sont fonction du niveau de développement des forces productives et de l'ensemble des rapports sociaux de production.

La propriété d'Etat en tant que moyen de destruction de la propriété privée ne peut que représenter une «négation du capitalisme», or, le socialisme «phase ultérieure du développement social et historique de la société», n'est pas seulement une négation du capitalisme. Il est aussi une négation de toute division de la société en classes, donc, de l'étatisme [43].

La théorie de deux phases fournit certains éléments quant à l'évolution de la propriété sociale. Néanmoins, la transition de la phase inférieure vers la phase supérieure du socialisme ne dépend pas uniquement de l'extension quantitative du domaine des relations de production socialistes, mais aussi de leur approfondissement, menant à l'intégration de l'intérêt social et individuel, à la transformation du travail en «premier besoin vital».

L'expérience montre que le principe de distribution selon le travail ne peut être résolu par des méthodes administratives. L'auto-

41. Lénine V.I., *Le «gauchisme», maladie infantile du communisme,* Agence de Presse, Novosti, 1970.

42. Kardelj E., *op. cit.,* en note 32, pp. 27-28.

43. «L'Etat propriétaire des forces productives n'est pas la solution du conflit (entre le caractère social des forces productives et la propriété privée), mais il renferme le moyen formel, l'anse par où peut être saisie la solution», (C. Bettelheim reprenant Engels in *Anti-Duhring, op. cit.,* en note 2, p. 44).

gestion peut faciliter considérablement la situation en contribuant à trouver des solutions de compromis face aux conditions concrètes et acceptées par les travailleurs.

Mais il y a encore un hiatus. Le droit d'autogestion s'arrête pratiquement aux portes des entreprises. Il en découle une tendance à la particularisation des droits patrimoniaux exercés par les collectifs : une tendance à la propriété collective, propriété d'entreprise, qui n'est pas, tant s'en faut, propriété sociale.

Le centre du problème n'est pas de savoir seulement «qui» est le propriétaire, mais aussi «comment» la propriété se réalise, et cela quelle que soit la réponse que l'on est amené à donner à la question du titulaire de la propriété sociale. Il ne nous intéresse pas finalement de répondre à la question «pourquoi»; nous nous demandons plutôt si les deux modèles de socialisme analysés peuvent réaliser les critères de socialisation des moyens de production et sinon, quelle conséquence ceci peut avoir pour le système et son avenir.

Si l'on veut pouvoir juger de la réalité de l'évolution socialiste on doit se demander, en premier lieu, si les tentatives actuelles sont capables de donner des réponses espérées permettant la «reproduction de rapports de production socialiste et d'autogestion à un niveau toujours plus élevé de liberté matérielle aussi bien que social de l'homme dans son travail et sa création» [44].

Il en résulte que le problème de socialisation tourne autour de la question de l'évolution de l'Etat, ainsi que de celle du système politique dans son ensemble.

Le développement ultérieur de la propriété, au-delà du cadre de la société socialiste, peut être envisagé comme sa négation et sa suppression dans l'ensemble, dans la mesure où l'on supprime toute base et toute forme économique d'appropriation [45].

44. Kardelj E., *op. cit.*, p. 56.

45. «Dans la société communiste future, basée sur le développement élevé de ses propres forces de production, les hommes pourraient s'approprier des biens indépendamment de critères économiques (la contribution individuelle à la production, le monopole sur les moyens de production), mais les critères d'appropriation seraient hors de la sphère économique – dans la sphère des besoins biologiques, esthétiques, culturels et autres besoins». *Cf.*, Maksimović I., *Teorijske osnove društvene svojine*, 2ème éd., Beograd, Savremena administracija, 1975, p. 27.

LA SOCIETE SOCIALISTE AVANCEE

Marie LAVIGNE

Selon le Préambule de la nouvelle Constitution soviétique de 1977, «en U.R.S.S. l'édification de la société socialiste avancée est achevée».

Ce concept de société socialiste avancée mérite attention pour de nombreuses raisons. Apparu dans le vocabulaire idéologique, celui des partis communistes et ouvriers des pays socialistes, au cours de la décennie 1960-1970, il est devenu la référence essentielle pour désigner la situation présente de l'U.R.S.S. ou l'état vers lequel tendent les autres pays socialistes. Des dizaines d'ouvrages, d'articles, de conférences scientifiques, lui ont été consacrés. Les grands instituts de recherche en sciences sociales ont été mobilisés, dans tous les pays de l'Est, pour en élaborer la théorie. En U.R.S.S., l'Institut d'Economie de l'Académie des sciences a préparé pendant plusieurs années un traité en 22 chapitres, *L'économie de la société socialiste avancée,* dont la sortie a précédé de peu le soixantième anniversaire de la Révolution d'Octobre.

L'extrême insistance politique apportée à la diffusion de ce concept justifie à elle seule qu'on s'interroge sur cette qualification du socialisme, nouvelle au sens où on ne lui trouve pas de références expresses chez les fondateurs du marxisme-léninisme. Lénine a employé l'expression à quelques reprises, mais parmi d'autres et sans lui accorder une signification particulière. Classiquement, le marxisme distingue, dans l'édification du communisme, la phase «inférieure» (celle, dit Lénine, que l'on appelle habituellement socialisme), et la phase «supérieure», où toutes les sources de la richesse sociale couleront à flots et où la société pourra écrire sur ses drapeaux «De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins».

La *Critique du Programme de Gotha* et le commentaire qui en est fait dans *l'Etat et la Révolution* envisagent une formation sociale, le communisme, réalisée en deux phases. Le terme de socialisme, appliqué à la première, désigne une société qui «porte encore les taches de naissance de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue». Qu'est-ce alors que la société socialiste avancée ? La fin de la première phase, le début de la seconde, ou une étape intermédiaire non prévue par les fondateurs de la doctrine ?

N'est-ce pas , entre autres, une réponse à la contestation intérieure et extérieure ? Les citoyens des pays socialistes constatent que la réalité quotidienne ne correspond pas encore au jaillissement de la richesse sociale. Les difficultés économiques des premiers plans quinquennaux en U.R.S.S., la reconstruction de l'après-guerre partout, ne peuvent plus aujourd'hui expliquer pourquoi le niveau de consommation est encore si bas et surtout qualitativement insuffisant. Certes d'énormes progrès ont été réalisés depuis les origines, la médecine est gratuite, le plein emploi est assuré, les besoins élémentaires sont satisfaits; mais où est l'abondance promise ? D'autre part, la dissidence interne et la critique extérieure substituent à ce socialisme d'austérité une série de modèles alternatifs, socialisme de marché, à visage humain, autogéré, etc. La société socialiste avancée serait-elle alors le contrefeu de ces modèles alternatifs, le projet de société présenté aux masses en attente du communisme parfait ?

Pour commencer, il convient de faire l'exégèse du concept à travers sa définition dans le premier texte qui le codifie : le décret du parti communiste de l'U.R.S.S. du 31 janvier 1977 «sur le soixantième anniversaire de la grande révolution socialiste d'octobre». Ensuite nous remonterons aux sources pour reconstituer l'histoire du concept lui-même, la périodisation qu'il introduit dans l'évolution des pays socialistes, et les conflits doctrinaux soulevés par cette analyse diachronique; la question essentielle étant de savoir à quoi l'on reconnaît l'entrée en socialisme avancé. Cette question résolue ou supposée telle, l'on se trouve en face d'un système complet, déchiffrable par l'analyse synchronique. Alors seulement pourrons-nous demander, en conclusion, ce qu'apporte la société socialiste avancée *.

* Ma réflexion sur la notion de société socialiste avancée a été considérablement enrichie des remarques formulées sur sa première version par les membres du Groupe de recherche sur la théorie de l'économie socialiste (et notamment par J. Ch. Asselain); le professeur Rémy Rontchevsky, de Strasbourg, a complété ma vision d'«économiste» de suggestions éclairantes sur l'analyse philosophique de ce concept, sa place dans le développement du matérialisme dialectique; le professeur Alexandre Bourmeyster, de Grenoble, m'a apporté les lumières d'une analyse linguistique sur la terminologie «développementaliste» russe, et m'a aidée à préciser les relations entre le concept de société socialiste avancée, et celui de révolution scientifique et technique dont il est en France le premier commentateur. En U.R.S.S., un entretien à l'Institut d'économie de l'Académie des sciences m'a permis de mesurer toute l'importance idéologique attachée au socialisme avancé, mais c'est à l'Institut d'économie du système socialiste mondial que la présentation passionnée du professeur A. P. Butenko, historien et philosophe, m'a fait véritablement sentir toute la richesse et tout le potentiel doctrinal contenus dans ce concept.

I – GLOSES MARGINALES

«La société socialiste avancée est une étape rationnelle dans le devenir de la formation communiste. A cette étape, le socialisme, se développant déjà sur sa base propre, découvre de plus en plus complètement ses possibilités créatrices, son essence profondément humaniste. Le socialisme avancé se caractérise par l'union des résultats de la révolution scientifique et technique avec les avantages du système socialiste d'économie, le tournant décisif vers des méthodes intensives de développement de l'économie, une échelle et un niveau qualitativement nouveaux de la production, permettant de résoudre directement les tâches de la création de la base matérielle et technique du communisme, d'assurer une croissance ininterrompue du bien-être des travailleurs, d'obtenir des succès importants dans la compétition pacifique avec le capitalisme».

(Décret du Comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. du 31 janvier 1977 «sur le soixantième anniversaire de la Grande révolution socialiste d'Octobre»).

A) Société socialiste ***avancée***

Pourquoi «avancée» pour *razvitóe* (au lieu de «développée») ?

Le verbe russe *razvit'* connaît deux formes de participe passé différemment accentuées :

– razvít / razvítyj
– rázvit / razvitój

La première est la plus courante et peut se traduire par «développé» (un pays économiquement d., une argumentation d., un enfant bien d.). La seconde, d'emploi plus récent et beaucoup moins courant, suggère un niveau qualitatif supérieur : ayant achevé son développement, situé à la pointe du progrès. Elle a également un sens plus abstrait; le *Dictionnaire de la langue littéraire russe* définit *razvitój* par «ayant atteint un niveau considérablement élevé dans son développement, dans le processus de croissance et perfectionnement; ayant atteint un haut niveau intellectuel, spirituellement mûr».

Mûr (*zrelyj*) est d'ailleurs employé, nettement plus rarement il est vrai, pour caractériser cette société («où les rapports sociaux sont arrivés à maturité»).

La société socialiste avancée a-t-elle des contraires ? On ne trouve pas mention de société socialiste «non avancée» (*nerazvitoe*); poser la question renvoie aux formes révisionnistes du socialisme, ou à la phase antérieure (construction du socialisme). On ne parle pas davantage de société socialiste «en développement» (*razvivajuščeesja*), pour reprendre le participe présent qualifiant

les pays «en voie de...». Ceux de ces pays qui ont choisi une voie «non capitaliste» ne seraient-ils pas des socialismes en développement ? Jamais le participe présent n'est employé en ce sens; la formule «pays à orientation socialiste» est seule utilisée, et encore depuis peu [1].

Notre texte, dans sa seconde phrase, («se développant déjà...») utilise non le participe présent mais le gérondif présent (*razvivajas'*), marquant l'action continue.

Les traductions soviétiques en français emploient le plus souvent le terme «développé». Toutefois les traducteurs officiels semblent commencer à percevoir le problème. On trouve en effet quelquefois «évolué». Pour les raisons indiquées plus haut, nous maintenons notre traduction, en lui souhaitant évidemment la consécration.

Les langues des pays socialistes européens ne possèdent pas généralement la nuance existante en russe, et rendent *razvitóe* par développé. Ainsi :

– die entwickelte sozialistische Gesellschaft
– rozwiniete socjalistyczne spoleczenstwo (polonais)
– rozvinuta socialisticka společnost' (tchèque)
– razvitoto socialističesko obščestvo (bulgare)

En roumain, le «degré supérieur» de développement est rendu par un adjectif qualificatif :

– societatea socialista *multilateral* dezvoltata

En hongrois, il y aurait m'a-t-on dit la même nuance qu'en russe :

– fejlett szocialista társadalom.

B) Etape rationnelle dans le devenir de la formation communiste

Etape : «Marx a défini... la différence entre la phase (le degré, l'étape) inférieure et la phase supérieure de la société communiste». (V.I. Lénine, *L'Etat et la révolution*) [2].

1. *Cf.* V.E. Čirkin, «Le pouvoir d'Etat dans les pays à orientation socialiste», *Sovetskoe Gosudarstvo i Pravo*, 1975, 4, pp. 127-133.

2. Toutes les références à Lénine dans cette étude sont faites d'après la 5ème édition des *Oeuvres Complètes* en russe. Pour *L'Etat et la révolution* les citations sont données d'après la traduction en français de l'Institut du marxisme-léninisme du Comité central du parti communiste de l'Union Soviétique (Moscou, Editions du Progrès, 1967); pour *Le gauchisme...*, d'après la traduction de l'Agence de presse Novosti, 1970. Les références à Marx, (*Critique du programme de Gotha, gloses marginales au programme du Parti ouvrier allemand*) sont tirées de la traduction d'Emile Bottigelli (Editions sociales, «classiques du marxisme», 1966).

Nous avons donc une référence implicite à Lénine, qui n'a pourtant rien dit d'important à propos de la société socialiste *avancée*. Il a employé cette expression par hasard (*Cf. infra,* l'historique du concept). En revanche, il a insisté, tout particulièrement dans *l'Etat et la révolution,* sur l'existence de *deux* phases dans l'évolution, le devenir, de la formation sociale *unique* qu'est le communisme.

Toujours ? Non. Dans l'«essai de causerie de vulgarisation sur la stratégie et la tactique marxistes» rédigé en avril 1920 pour le IIème Congrès de l'Internationale communiste, *Le gauchisme, maladie infantile du communisme,* vilipendant les «gauchistes» (communistes) allemands, ou spartakistes, Lénine leur reproche de nier la discipline du parti, au nom des masses; c'est, dit-il, «sauter de la veille de la faillite du capitalisme (en Allemagne), non pas dans la phase inférieure ou moyenne du communisme, mais bien dans sa phase supérieure».

Qu'est-ce que cela veut dire ? Répondons par une citation des plus éclairantes : «Pour le dévoilement du contenu concret de la pensée léninienne quant à la «phase moyenne» de la société socialiste, l'histoire n'a pas encore donné de matériaux adéquats» [3]. Un économiste se permettra de suggérer que peut-être la société socialiste avancée est cette «phase moyenne», provoquant ainsi la plus vive polémique de l'histoire encore courte de cette notion; nous y reviendrons.

L'exégèse officielle s'en tient au dualisme des phases. Question : la société socialiste avancée termine-t-elle la phase inférieure (dite «socialiste» depuis Lénine) ou commence-t-elle la phase supérieure? Citons L.I. Brežnev au XXVème Congrès du parti communiste, le 24 février 1976 : «dans notre pays est construite la société socialiste avancée, qui progressivement se transforme en société communiste» [4].

Donc ce serait bien l'achèvement de la phase «socialiste»; une fois que la société socialiste avancée est construite (*postroeno*), constituée (*sozdano*) on passe sans solution de continuité à l'édification du communisme, d'où la notion de devenir (*stanovlenie*) de notre texte. Dans le fragment cité de L. Breznev, le processus se caractérise par une transformation progressive *(pererastajuščee),* d'autres textes parlent de passage (*perekhod*). Il ne découle pas de là que l'on soit dans une société en transition. La transition est faite, elle ne peut s'opérer qu'entre le capitalisme et le socialisme, au moment du changement de formation sociale; ici nous sommes dans la même formation sociale.

3. A.I.. Paškov, «Les étapes du développement économique de la société socialiste», in *Problèmes méthodologiques de l'étude de l'économie du socialisme avancé,* Moscou, Nauka, 1976, p. 30.

4. L.I. Brežnev, *Questions d'administration de l'économie de la société socialiste avancée,* Recueil de discours, Moscou, Politizdat, 1976, p. 552.

Ce processus est une étape «rationnelle» (*zakonomernaja*), c'est-à-dire ayant le caractère d'une «régularité objective». Or le programme du parti communiste de l'U.R.S.S. de 1961 affirmait que la transformation graduelle du socialisme au communisme était une loi (*zakon*). La différence de sens entre *zakon* et *zakonomernost'* n'est pas utilisée ici par hasard.

C) Le socialisme, se développant déjà sur sa base propre

Ici à nouveau la référence est simultanément la *Critique du Programme de Gotha* et *l'Etat et la révolution*. Décrivant la première phase du communisme, Marx écrit : «ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est *développée* sur les bases qui lui sont propres (nie wie sie sich auf ihrer eigenen Grundlage *entwickelt* hat), mais au contraire telle qu'elle vient de *sortir (hervorgeht)* de la société capitaliste».

Lénine reprend le texte, avec les italiques de Marx, pour expliquer la première phase du communisme, encore marquée des «taches de naissance» (*Muttermalen, rodimye pjatna*) transmises par le capitalisme.

Où en sommes-nous ici ? Remarquons l'adverbe «déjà» (*uže*). Qu'est-ce à dire ? Nous nous trouvons encore en socialisme; mais «déjà» c'est un socialisme transmuté; qui se développe sur sa base propre, débarrassée des marques héréditaires du capitalisme. D'où la question : ce qui est encore imparfait, non communiste, dans la société socialiste avancée, est-ce une «marque de naissance», ou un trait justement spécifique de ce stade ? Les réponses mettront en évidence, là encore, des interprétations très conflictuelles.

D) Possibilités créatrices et essence humaniste

La formulation est très proche de celle du Programme du parti communiste de 1961 : «Le communisme, c'est un régime où s'épanouissent et se révèlent entièrement les capacités et les talents, les meilleures qualités morales de l'homme libre».

Elle renvoie également à la «loi économique fondamentale du communisme» donnant à celui-ci, comme but final, la satisfaction la plus complète des besoins matériels (auxquels le texte se réfère un peu plus loin) et culturels sans cesse croissants de tous les membres de la société. Les possibilités d'épanouissement de l'homme, finalité du communisme, se concrétisent de plus en plus dans la société socialiste avancée, par le recours à des moyens techniquement plus perfectionnés.

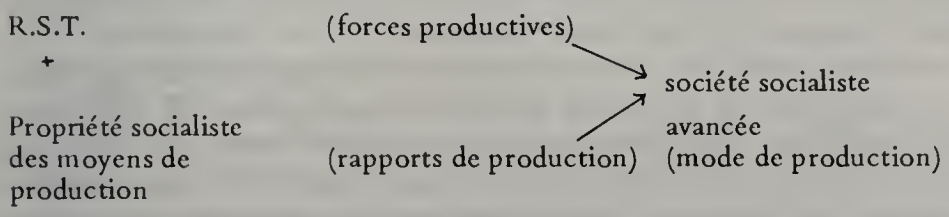
E) L'union des résultats de la révolution scientifique et technique avec les avantages du système socialiste d'économie

La révolution scientifique et technique (R.S.T.) est incorporée dans la définition de la société socialiste avancée. Le terme lui-même de R.S.T. est apparu dans le vocabulaire idéologique à peu près en même temps, mais a connu beaucoup plus tôt, dès la seconde partie des années soixante, la vogue qui s'attache aujourd'hui à la société socialiste avancée.

Les caractéristiques de la R.S.T., selon ses théoriciens, sont les suivantes (nous soulignons les termes figurant aussi dans le texte du décret) : reconstruction de la *base technologique* de l'économie par intégration de facteurs *nouveaux* (énergie nucléaire, matières chimiques de synthèse, automatisation, calculateurs électroniques, conquête de l'espace); accroissement de la part des spécialistes par rapport à l'ensemble des travailleurs; transformation de la science en force productive *directe* [5]. C'est l'application de la R.S.T. qui permet de donner à la croissance économique «une échelle et un niveau qualitativement nouveaux» par application de «méthodes intensives» (accroissement du coefficient d'intensité capitalistique, amélioration de la qualité du travail par une meilleure formation).

Mais si déjà tout se trouve dans la R.S.T., qu'introduit de plus la société socialiste avancée ? Le texte répond : les avantages du système socialiste d'économie. Par quoi en effet se caractérise celui-ci ? Par la propriété socialiste des moyens de production. Celle-ci, à ce stade, est plus complète qu'à la phase précédente, caractérisée par la collectivisation des grands moyens de production. Ici, selon l'expression retenue dans les commentaires, les rapports socialistes de production ont conquis une «domination sans partage» (*bezrazdel'noe gospodstvo*). Cependant se conservent encore plusieurs formes de propriété socialiste (étatique, coopérative, des organisations sociales); le communisme réalisera la «propriété unique» des moyens de production.

La configuration actuelle peut être schématisée ainsi :



5. *Cf.*, A. Bourmeyster, «L'U.R.S.S. à l'heure de la révolution technologique et scientifique», *Annuaire de l'U.R.S.S. et des pays socialistes européens*, 1975, Centre de recherches sur l'U.R.S.S. et les pays de l'Est de Strasbourg et Librairie Istra, pp. 9-23, ainsi que son article antérieur sur le même sujet «Révolution culturelle ou révolution technologique et scientifique ?», *Annuaire de l'U.R.S.S. 1969*, Paris, C.N.R.S., pp. 9-32.

Tout le problème est alors de savoir si ce mode de production est autonome au sein de la formation sociale communiste, ou non (*cf., infra,* notre point II).

F) Obtenir des succès importants dans la compétition pacifique avec le capitalisme

La société socialiste avancée est en compétition avec le capitalisme, mais ne cherche pas à le battre sur son propre terrain. Autrement dit, la définition rompt absolument avec l'objectif posé dans le Programme du parti communiste de 1961 : rattraper et dépasser le capitalisme.

C'est en partie parce que l'objectif ambitieux et illusoire alors posé n'a pu être atteint. En 1971, l'U.R.S.S. n'avait pas dépassé pour la production par habitant le pays capitaliste le plus puissant et le plus riche, les Etats-Unis, tous les kolkhoz et sovkhoz n'étaient pas devenus des exploitations hautement productives et rentables, l'U.R.S.S. n'était pas le pays de la journée de travail la plus courte...

Mais surtout, la mystique du «dépassement» a été, depuis 1961, mise en cause. Pourquoi tenter de dépasser les performances d'un système économique dont on combat les finalités et le mode de fonctionnement ? Doit-on subordonner à de tels résultats la construction du socialisme qui a ses critères immanents puisque désormais il se développe sur une base propre ? La logique même du concept appelle une réponse négative : la réalisation du socialisme avancé ne se mesurera pas à l'aune du capitalisme. Néanmoins des succès exemplaires feront éclater la supériorité du socialisme ; c'est le sens même de la compétition pacifique.

II — DIACHRONIE

Le concept de société socialiste avancée a son histoire. Bien qu'il soit apparu assez tardivement dans le vocabulaire officiel, on a cherché à le rattacher à l'œuvre de Lénine. Filiation décevante, car si Lénine s'est beaucoup préoccupé de la transition du capitalisme au socialisme, pour la suite il a renvoyé essentiellement à Marx, lui-même peu prolixe à ce sujet.

Peu de repères donc : la préhistoire du concept est peu signifiante. L'émergence de la société socialiste avancée dans les différents pays socialistes européens peut être repérée selon un principe simple : l'U.R.S.S. a déjà achevé la constitution de cette société; les autres pays sont en voie d'y parvenir. La datation précise, par contre, se révèle plus difficile; on pourra donc recourir à différentes interprétations. Pourtant il n'y aura en U.R.S.S. qu'une seule hérésie majeure : celle de Ja. A. Kronrod. A l'extérieur, en revanche, il faudra combattre bien des révisionnismes.

A) De Lénine à Brežnev

L'expression de société socialiste avancée se trouve chez Lénine, qui a également eu recours à d'autres qualificatifs (socialisme mûr, adulte – *zrelyj*; déployé – *razvernutyj*; total – *polnyj*; achevé – *zakončennyj*; consolidé – *upročivšijsja*).

Cependant elle est employée rarement, et dans un contexte peu significatif. Dans une «variante» de l'article célèbre «Les tâches immédiates du pouvoir soviétique» (d'après l'enregistrement en sténographie, 23-28 mars 1918, *Oeuvres,* tome 36, p. 139), il évoque la nécessité absolue d'obtenir le concours de l'intelligentsia bourgeoise, nationale ou étrangère, par l'attrait de salaires élevés. «Bien sûr, du point de vue d'une *société socialiste* déjà *avancée,* il serait tout à fait injuste et incorrect que les représentants de l'intelligentsia bourgeoise reçoivent une rémunération incomparablement plus élevée que le salaire des meilleures couches de la classe ouvrière»; mais dans l'immédiat c'est une question d'opportunité. L'expression apparaît ici presque par hasard, par opposition entre la société socialiste future et la situation de la Russie bolchevique.

Quelques jours plus tôt, dans une intervention contre les thèses boukharinistes au VIIème Congrès extraordinaire du parti communiste bolchevik (6-8 mars 1918), il avait indiqué qu'on pouvait se représenter d'une façon très approximative le socialisme achevé (*zakončennyj*), dans sa forme déployée; tout ce qu'on pouvait en dire, c'est que l'Etat y aurait dépéri et que s'y appliquerait la devise «de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins». Autrement dit, le socialisme avancé était identifié au communisme (*Oeuvres,* t. 36, p. 65).

Mais en 1920, Lénine affirmait exactement le contraire. Dans son rapport sur l'activité du Comité exécutif central panrusse et du Conseil des commissaires du peuple, le 2 février 1920, définissant les tâches de la période de transition, il déclarait en effet : «Comment les socialistes doivent lutter au sein de la société capitaliste, ce n'est pas un problème difficile, il est résolu depuis longtemps. Comment se représenter *la société socialiste avancée,* ce n'est pas difficile non plus, c'est aussi un problème résolu»; ce qui est difficile, c'est de passer du capitalisme au socialisme (*Oeuvres,* t. 40, p. 104).

Une autre référence, près de deux mois plus tard, est tirée du discours de conclusion au rapport du Comité central devant le IXème Congrès du parti communiste (30 mars 1920). Lénine y part en guerre contre les thèses «gauchistes» de Tomskij, reprises par certaines sections du parti, notamment par le comité de la province de Moscou. Selon ces thèses, «dans la *société socialiste avancée,* quand aura disparu la division sociale du travail et l'affec-

tation des gens à une profession, l'alternance périodique entre les hommes assurant à tour de rôle la fonction d'administration est possible seulement sur la base d'une large collégialité, etc. Tout ceci baigne dans la confusion totale !» s'écrie Lénine (*Oeuvres*, t.40, p. 260).

De ces citations dispersées, on peut tirer trois remarques. En premier lieu Lénine n'a jamais cherché à théoriser un concept, pour lequel sa terminologie n'était d'ailleurs nullement fixée. En second lieu, l'expression apparaît dans des passages peu représentatifs, brouillons d'articles, interventions polémiques. Enfin Lénine apparemment ne s'intéressait pas au communisme, auquel très manifestement il identifie la «société socialiste avancée». Quand on y sera, tout sera arrivé selon les prévisions de Marx et Engels, le dépérissement de l'Etat, la distribution selon les besoins, etc. Peut-on se représenter concrètement ce qui se passera alors ? Oui et non, selon les citations ci-dessus. De toute façon cela n'a pas d'importance; ce qui importe, ce sont les tâches immédiates. Pour la suite, on se contentera de la *Critique du Programme de Gotha*, sans y ajouter des utopies pernicieuses.

Après Lénine, la théorie des deux phases (inférieure et supérieure) du communisme demeure le fondement de toute périodisation. L'U.R.S.S. construit le socialisme, appuyée sur la dictature du prolétariat. C'est la première phase, déclarée officiellement achevée par le Programme du parti communiste de l'U.R.S.S. adopté le 31 octobre 1961 au XXIIème Congrès du parti. La deuxième phrase de ce texte énonce que le socialisme a triomphé en U.R.S.S. On se trouve désormais dans la phase de l'édification en grand (*razvernutoe*) du communisme (selon la traduction en français alors accréditée. On traduirait sans doute aujourd'hui par «redéploiement de l'édification du communisme». Notre vocabulaire politique s'est enrichi depuis 1961, lui aussi).

Le programme de 1961 porte la marque du premier secrétaire du parti, Nikita Khruščev, à travers notamment la datation des deux étapes de la réalisation du communisme : de 1961 à 1971, rattraper et dépasser le capitalisme; à l'issue de la deuxième décennie, assurer «l'abondance des biens matériels et culturels à toute la population». Image simpliste et dangereuse, comme celle de toutes les promesses non tenables et non tenues.

La nouveauté du Programme, c'est dans le domaine de la superstructure qu'on la trouve. C'est l'Etat de tout le peuple. «Après avoir assuré la victoire totale et définitive du socialisme – première phase du communisme – et le passage de la société à la construction en grand du communisme, la dictature du prolétariat a rempli sa mission historique [...] . L'Etat qui a surgi comme Etat de la dictature du prolétariat s'est converti à l'étape actuelle en Etat de tout le peuple[...] . Le parti part du principe

que la dictature de la classe ouvrière perd sa raison d'être avant que ne disparaisse l'Etat» [6].

On peut dès à présent relever la parenté logique des deux concepts de «Etat de tout le peuple» et de «société socialiste avancée». Dans les deux cas il s'agit de concilier une affirmation d'état – on vient tout juste d'entrer dans la période d'édification du communisme, c'est-à-dire dans la phase supérieure – et l'absence d'éléments essentiels caractérisant cette phase : l'Etat existe, il ne commence pas à dépérir; l'abondance, la répartition selon les besoins, ne sont pas encore assurés.

La superstructure du pré-communisme est ainsi définie. Reste à moderniser la base. Le concept de «révolution scientifique et technique», rénovant la «base matérielle et technique», précède de peu la notion englobante de société socialiste avancée, qui comprend en elle les rapports socialistes de production associés à des forces productives qualitativement supérieures.

L'affirmation officielle, par le secrétaire général du parti, L. Brežnev, de la nouvelle formule coïncide avec des anniversaires : cinquantenaire de la Révolution, novembre 1967 («utiliser le plus complètement possible les possibilités qu'ouvre la société socialiste avancée»); cinquantenaire de l'U.R.S.S., décembre 1972 (en U.R.S.S. «est construite la société socialiste avancée»). En 1976, le XXVème Congrès du parti la consacre définitivement dans le discours politique («telle est la marche puissante de la société socialiste avancée», dit le secrétaire général après avoir rappelé les résultats du plan quinquennal 1971-1975)[7].

C'est enfin l'intégration du concept dans l'ordre juridique : décret du 31 janvier 1977 qui en contient la première définition officielle; constitution de l'U.R.S.S. du 7 octobre 1977.

B) Périodisations

Dans l'ordre international, la première formulation générale de la société socialiste avancée précède son apparition en U.R.S.S. Elle figure en effet dans la déclaration de la Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers de novembre 1960: quelques pays socialistes, y lisait-on, «étaient déjà entrés dans la période de l'édification de la société socialiste avancée».

Quelques mois auparavant la Conférence nationale du parti communiste tchécoslovaque (juillet 1960) avait affirmé que «le troisième quinquennat serait le plan de l'édification de la société socialiste avancée». Après les événements de 1968, le thème ne fut repris qu'en 1971, avec le XIVème Congrès du parti appelant à aller vers la construction de cette société.

6. Cité d'après *L'U.R.S.S. au seuil du communisme ?*, textes et analyses, Centre de recherches sur l'U.R.S.S. et les pays de l'Est de Strasbourg, Paris, Dalloz, 1962, p. 159.
7. L.I. Brežnev, *op. cit.*, pp. 147, 380, 518.

En Hongrie, le démarrage de cette étape fut consacré par l'Assemblée nationale en octobre 1961. Le IXème Congrès du parti communiste bulgare (novembre 1966) arrêta les tâches de «la création ultérieure de la société socialiste avancée». En R.D.A. le VIIème Congrès du parti socialiste unifié (avril 1967) déclarait : «la création de la société socialiste avancée en R.D.A. est une conséquence historiquement rationnelle de la victoire des rapports socialistes de production». Août 1969 : le Xème Congrès du parti communiste roumain se posait l'objectif de la constitution d'une «société socialiste multilatéralement développée» [8]. Enfin, en Pologne, c'est le VIIème Congrès du parti ouvrier polonais unifié qui en 1971 affirme le début de la construction de la société socialiste avancée; en 1973 E. Gierek déclare que toutes les conditions existent «pour élaborer et réaliser en deux décennies le programme de création dans notre pays de la société socialiste avancée» [9].

Résumons : entre 1960 et en 1971, selon ces déclarations officielles, tous les pays commencent à édifier le socialisme avancé, sauf l'U.R.S.S. qui les a précédés. Ayant d'abord construit les fondements (ou bases) du socialisme (on trouve quelquefois aussi l'expression «ayant construit le socialisme «pour l'essentiel» »), elle a installé la société socialiste avancée, et désormais édifie le communisme.

Peut-on préciser des dates pour l'Union Soviétique ? Quand a commencé, quand s'est terminée l'édification de la société socialiste avancée ? Sur ce point les auteurs se séparent. G.A. Kozlov [10] situe cette période au cours de la décennie 1960-1970. Un éditorial de la revue *Questions d'histoire du parti communiste de l'U.R.S.S.* affirme sans équivoque, au terme d'une longue discussion organisée sur la périodisation de l'histoire, que «ses limites chronologiques sont la deuxième moitié des années trente et la fin des années cinquante» [11]. V.I. Kasjanenko, auteur d'un ouvrage de synthèse passant en revue l'ensemble des publications sur ce thème au cours des années récentes, remarque que la plupart des auteurs se situent dans la fourchette 1938-1960. Au cours de ces deux décennies

8. A. P. Butenko, *La place historique et les traits caractéristiques de la société socialiste avancée*, Moscou, Znanie, 1972, p. 17. Des périodisations quelque peu différentes sont données chez I. Dudinskij, *La communauté socialiste : tendances fondamentales de développement*, Moscou, Mysl', 1976, pp. 180 et suiv., et K.I. Mikul'Skij, *La structure de classe de la société dans les pays du socialisme*, Moscou, Nauka, 1976, p. 20. Voir aussi V.S. Lel'čuk, «Les problèmes socio-économiques du socialisme avancé (périodisation du problème)», in *Problèmes socio-économiques de l'histoire du socialisme avancé en U.R.S.S.*, Moscou, Nauka, 1976, 488 p.

9. G. Hołaj, «Les lois générales et les traits particuliers de l'édification de la société socialiste avancée en Pologne», *Voprosy Ekonomiki*, 1977, 3, p. 65. Voir également K. Szymkiewicz, *La planification du commerce extérieur — l'exemple polonais*, Paris, Economica, 1976, p. 86, sur les objectifs du plan perspectif 1971-1990.

10. *Les traits fondamentaux de l'économie du socialisme avancé*, Moscou, 1973, p. 7.

11. «Bilan d'un échange de vues sur quelques problèmes de périodisation de l'histoire du parti communiste de l'Union Soviétique», *Voprosy istorii K.P.S.S.*, 1972, 11, p. 112.

«le peuple soviétique a construit en U.R.S.S. une société socialiste avancée (arrivée à maturité) avec une base matérielle et technique adéquate» [12].

Il est vrai, il y a aussi des opinions dissidentes. A.S. Tolmačev pense que cette base adéquate se construit sur une période allant de 1950 à 1980 [13]. L.I. Abalkin et A.P. Butenko, en 1972, considèrent qu'au moment où ils écrivent se termine l'édification du socialisme avancé [14].

Que signifient ces fluctuations ? Que les frontières du socialisme avancé sont mouvantes, et ses critères susceptibles d'interprétation.

En considérant les périodisations proposées, on constate que «l'avancement» du socialisme n'a rien à voir avec le niveau de développement : sinon pourquoi la Hongrie presque en même temps que la Tchécoslovaquie, la Bulgarie juste avant la R.D.A. ? Le seul fil conducteur paraît être la maturité idéologique du parti dominant, et la propension à l'imitation du pays qui montre la voie.

Le cas de la Pologne est significatif. Ce qui empêche le socialisme polonais d'«avancer», c'est évidemment le fait que la propriété socialiste n'y règne point «sans partage». Plus de 80 % des surfaces cultivées le sont en propriété privée; celle-ci recule certes, mais si lentement. Et ce n'est *que* cela; pour le reste, pourquoi la Pologne aurait-elle moins le droit au brevet de socialisme avancé que la Roumanie, si l'on considère le niveau de développement des forces productives ? Que la Hongrie ? Est-elle alors condamnée, uniquement parce que ses paysans ont refusé la collectivisation et semblent persister dans ce refus à la seconde génération au moins, à végéter dans le socialisme «qui-n'est-pas-avancé» ? La réponse, c'est l'économiste G. Holaj qui la donne; la particularité de la Pologne dans l'ensemble des pays socialistes, c'est qu'elle construit en même temps le socialisme (dans l'agriculture), et le socialisme avancé, par un processus «biunivoque» ! [15].

Si donc on ne peut dater de façon irréfutable le début de la société socialiste avancée (de sa construction), si au sein d'un même pays coexistent les deux formes de société, le socialisme sans qualités et le socialisme avancé, cela signifie qu'entre les deux formes il n'y a pas de rupture, pas de saut qualitatif perceptible. Alors pourquoi n'y aurait-il pas encore d'autres phases, découlant l'une de l'autre, en un flux sans fin ? Un des plus grands théoriciens

12. *Problèmes de la création de la base matérielle du communisme,* Moscou, 1973, p. 101.

13. *Problèmes économiques de la base matérielle et technique du communisme en U.R.S.S.,* Moscou, 1971, p. 126.

14. L.I.Abalkin, «Le stade socialiste de développement du mode socialiste de production», *Izvestija Akademii Nauk, serija ekonomičeskaja,* 1972, 2; A.P. Butenko, «De la société socialiste avancée», *Kommunist,* 1972, n° 6.

15. G. Hołaj, *op. cit.,* en note 9, p. 69.

économistes soviétiques, Jakov Abramovitch Kronrod, le dira. Il sera accusé d'hétérodoxie, abjurera avec restriction mentale, et restera le bouc émissaire de la doctrine.

C) La chaîne sans fin des modes communistes de production

Premier acte : Ja.A. Kronrod publie dans *Izvestija Akademii Nauk S.S.S.R.,* série économique, 1971, 3, un article intitulé «Le problème du mode socialiste de production et des stades de son développement» [16] ; c'est le premier article doctrinal consacré en U.R.S.S. à la société socialiste avancée. Il faut, dit-il, analyser plus scientifiquement l'ère communiste, au cours de laquelle se succèderont sans fin des stades (phases, degrés) de développement, au rythme d'un progrès indéfini : «l'ère communiste englobe une multiplicité infinie de stades d'évolution des forces productives et des rapports de production se succédant au sein de l'ère communiste de la vie de l'humanité» (p. 84). Notons ici la parenté de style et formulation avec Engels : «la nature se meut dans un flux et un cycle perpétuel» ... «la succession des mondes éternellement répétée dans le temps infini n'est que le complément logique de la coexistence de mondes innombrables dans l'espace infini» [17].

Ce n'est pas ce texte-là que cite Kronrod, mais une autre œuvre d'Engels, qui lui permet de se situer implicitement dans une filiation hégélienne : «L'histoire, comme la connaissance, ne peuvent atteindre un achèvement définitif dans un état parfait, idéal, de l'humanité... Au contraire, tous les ordres sociaux, se succédant l'un l'autre dans le cours de l'histoire, ne sont que des degrés successifs du développement infini de la société humaine de la marche inférieure à la marche supérieure». Ce texte est extrait de *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande;* à cet endroit, Engels expose, en lui rendant hommage, la théorie de la connaissance de Hegel, rappelant que pour celui-ci il ne peut y avoir de vérité absolue. De même en est-il pour l'histoire. Les détracteurs de Kronrod se sont-ils rendu compte des références qu'il utilisait ? Ce n'est pas sûr... [18].

Après cette introduction, Kronrod passe à l'analyse des phases du socialisme.

Le socialisme naît sur la base matérielle du capitalisme, qui lui est inadéquate, et subsiste longtemps sur cette même base (la grande production mécanisée) – ceci n'étant nullement un argument pour une quelconque théorie de la «convergence». Il naît nécessairement par une révolution (p. 95) qui seule permet d'établir des rapports socialistes de production.

16. Ja. A. Kronrod, «A propos du mode socialiste de production et des stades de son développement», *Izvestija Akademii Nauk, serija ekonomičeskaja,* 1971, 3, pp. 82-99.

17. F. Engels, *Dialectique de la nature,* traduction E. Bottigelli, Paris, Editions sociales, 1968, pp. 38 et 45.

18. Selon la pratique soviétique des citations, Kronrod renvoie à : K. Marx, F. Engels, *Oeuvres complètes,* t. XXI, p. 275.

Après la phase de transition du capitalisme au socialisme, il passe par une série de stades de maturité (mûrissement ?) successifs (p. 96). Après le socialisme rudimentaire (*nezrelyj*) vient le stade du socialisme avancé, qu'a atteint l'U.R.S.S. Le socialisme a alors vocation à être mondial (regroupant des pays qui en sont à des stades différents de développement). Mais ses forces productives ne lui sont pas adéquates : 1) elles sont inférieures aux forces productives du capitalisme avancé; 2) elles sont moins développées dans l'agriculture que dans l'industrie, et 3) de ce fait il subsiste des classes (ouvriers et paysans).

Le troisième stade est celui du socialisme hautement développé; il est à un niveau plus élevé que le capitalisme; il n'y a plus de classes car il y a une seule propriété, de tout le peuple. C'est alors seulement qu'il y a «abondance socialiste» assurant à tous les membres de la société une consommation de biens matériels et spirituels sur la base de normes rationnelles.

Le socialisme n'est pas une formation autonome; il a cependant des critères propres, connaît la production marchande, possède ses lois; il est la première marche vers le communisme.

Deuxième acte : L'article provoque un beau tollé. Mais on ne prête qu'aux riches. Ce que l'on reproche à Kronrod, c'est ce qu'il a écrit en 1971, mais à la lumière de ses écrits antérieurs. Dans *La loi de la valeur et l'économie socialiste,* ouvrage paru en 1970 [19], Kronrod démontrait que la loi de la valeur et la production marchande étaient «immanentes» au socialisme, ce qui donc devait distinguer radicalement celui-ci du communisme. Affirmer cette immanence signifie en effet nier la thèse classique des «marques de naissance» : la production marchande n'est pas un héritage du capitalisme, elle fait partie du mode socialiste de production.

On fait aussi grief à Kronrod de son traitement des classes (développé dans un ouvrage antérieur, de 1966, *Les lois de l'économie politique du socialisme*). L'existence même de deux classes, la classe ouvrière et la paysannerie kolkhozienne, fussent-elles non antagonistes, empêche radicalement de parler de socialisme complet. Lénine n'a-t-il pas dit (*Oeuvres,* t. 43, p. 130) que «le socialisme signifie l'abolition des classes, et tant qu'il y aura des ouvriers et des paysans, il y aura des classes différentes, donc il ne pourra y avoir de socialisme complet» ? Certes, Lénine a bien dit cela. L'un des adversaires les plus acharnés de Kronrod, A.I. Paškov [20], lui rétorquera : vous avez mal interprété Lénine, celui-ci visant alors non les paysans en général, mais les petits exploitants propriétaires... [Nous sommes d'accord avec Paškov. Mais parce que nous avons lu Lénine. Cette citation célèbre est tirée d'un court discours

19. Voir la critique qu'en fait G. Duchêne dans la *Revue de l'Est,* 1972, 4, pp. 159-168.
20. A.I. Paškov, *op. cit.,* en note 3, p. 29.

prononcé le 27 mars 1921 au Congrès panrusse des travailleurs des transports. Lénine arrive au Congrès et voit une affiche : Le règne des ouvriers et des paysans n'aura point de fin ! Alors il commence son discours en faisant la leçon : vous n'avez rien compris, camarades ! Comment peut-on parler de règne sans fin ! Vous voulez édifier le socialisme, n'est-ce pas ? Alors votre affiche n'a pas de sens : vous savez bien que «le socialisme, etc...» (voir plus haut). Replacer les citations de Lénine dans leur contexte : il est bien exceptionnel que cela soit pratiqué dans les écrits soviétiques]'.

Plus grave encore : dans l'ouvrage de 1966 comme dans l'article incriminé, Kronrod affirme que dans le socialisme la propriété collective des moyens de production conserve un caractère formel, et de même l'égalité des participants au processus de production est formelle, en fait il y a inégalité des hommes, liée à la subsistance des classes, quant à l'utilisation des moyens de production [21].

Mais la plus grande faute de Kronrod est d'avoir isolé le socialisme comme un mode de production spécifique, particulier, au sein de l'«ère» (d'ailleurs qui parle d'ère ? A elle seule la terminologie est suspecte...) communiste. Ici la critique est portée par un autre grand théoricien, L.I. Abalkin, sous une forme, précisons-le, moins agressive et plus mesurée, mais de façon tout aussi catégorique [22]. Il ne peut y avoir un mode de production socialiste distinct du communisme. Sinon il faudrait admettre une période de transition du socialisme au communisme, comparable à la transition du capitalisme au socialisme; c'est impossible car il n'y a point ici rupture, le socialisme «débutant» et le socialisme «avancé» sont homogènes, de même type.

Troisième acte : Le 12 décembre 1972 se tient une séance à l'Institut d'économie au cours de laquelle Kronrod est vivement critiqué, et le texte d'«autocritique» qu'il a écrit pour *Voprosy Ekonomiki,* 1973, 2, soumis à examen. Que ne lui reproche-t-on ! D'attiser les conflits en proclamant que la subsistance des classes est incompatible avec un socialisme «mûr»; de mettre en évidence un stade de socialisme «pas mûr»; c'est, autant qu'à son article, à toute son œuvre antérieure qu'on en veut.

En tout cas l'autocritique est publiée sous le titre «Quelques problèmes théoriques de l'économie de la société socialiste avancée», dans *Voprosy Ekonomiki,* 1973, n° 2 [23]. Dans ce second

21. C'est ce que souligne le principal contradicteur de Ja. Kronrod, A.I. Paškov, «De la propriété sur les biens de production, des classes, des groupes sociaux et du caractère du travail en système socialiste, à propos d'une certaine conception, *Problèmes actuels de théorie économique,* Moscou, Politizdat, 1973, pp. 25-51.

22. *Op. cit.,* en note 14.

23. «Quelques problèmes théoriques de l'économie de la société socialiste avancée», *Voprosy Ekonomiki,* 1973, 2, pp. 99-108; la discussion de cet article est publiée *ibid.,* pp. 156-158, dans la rubrique «Séances des conseils scientifiques de l'Institut d'économie de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. ».

article il se borne à des concessions (le socialisme a, dit-il, une base matérielle très développée) mais n'en continue pas moins à soutenir que le socialisme connaît encore des inégalités du point de vue du rapport des producteurs aux moyens de production. Il est toujours aussi hostile à la paysannerie kolkhozienne, dont il prophétise la disparition. Quant à la phrase si contestée à propos du sein de l'ère communiste, il la retire; mais plus loin il déclare que même si socialisme et communisme font partie de la même formation, on peut isoler plusieurs degrés dans le développement du monde communiste de production. Combien de degrés ? Cela dépend des situations concrètes. Lénine ne disait-il pas qu'entre les phases inférieure et supérieure du communisme on pouvait insérer une phase moyenne ?

Cette remarque, insérée dans la dernière note de l'article, donne raison à ceux de ses opposants qui au cours de la discussion du 12 décembre 1972 mettaient en doute la sincérité de son repentir. [Notons ici que le même numéro de *Voprosy Ekonomiki,* 1973, 2, a publié une recension très complète de ce débat. Saluons ici cette publicité. Ceux qui affirment qu'en U.R.S.S. les grandes querelles théoriques sont occultées ne lisent pas les communications en petits caractères...] Relaps, Kronrod l'est sans doute, et avec une particulière subtilité. Lui que l'on va accuser d'être un inspirateur du révisionnisme [24] reprend à son profit l'argument lancé par Lénine contre les gauchistes allemands...

D) Les révisionnismes

Ja. A. Kronrod continue à écrire, y compris sur la société socialiste avancée. Ses «interprétations erronées» demeurent la cible des critiques. Mais son autocritique acceptée le maintient dans le système marxiste d'analyse.

Tout autre est l'attitude à l'égard des différents révisionnistes de gauche ou de droite [25]. Le socialisme avancé est l'arme de combat contre ceux-ci. En effet il est l'unité dans la diversité, le général dans le particulier. Si on privilégie l'un des termes de cette dualité dialectique, on tombe précisément dans le révisionnisme, qui consiste soit à dégager une pluralité de «modèles» du socialisme, soit à imposer un modèle unique strictement défini à tous les systèmes.

24. V. Mazur, in *Révisionnisme économique (critique de la vulgarisation révisionniste de l'économie politique du socialisme),* Kiev, Politizdat Ukrainy, 1976, p. 139, conclut son analyse des vues de Kronrod par ces mots : «dans la présente section nous avons examiné les problèmes méthodologiques dont la solution erronée a plus ou moins influencé l'analyse du révisionnisme contemporain».

25. Voir V. Mazur, *op. cit.;* l'ouvrage soviéto-allemand *La société socialiste avancée : nature, critères de maturité, critique des conceptions révisionnistes,* Moscou, Mysl, 1973.

Schématisant les ouvrages consacrés à ce thème, bornons-nous à recenser ces formes «révisionnistes» :

– le socialisme démocratique (éthique) : de Otto Bauer à la social-démocratie allemande;
– la théorie des modèles pluralistes du socialisme (influencée par R. Aron, H. Marcuse), représentée par R. Garaudy (les auteurs de ces modèles les opposent au socialisme bureaucratique militaire, au capitalisme d'Etat), M. Djilas;
– le «socialisme à visage humain», dans son modèle tchécoslovaque (Z. Mlynar) contre le socialisme dit «dogmatique», «déformé», «anti-humaniste», «bureaucratique». Celui-là est particulièrement pernicieux : le socialisme avancé n'est-il pas, dans sa définition, humaniste ?
– le «socialisme de marché», version «économiste» du précédent (O. Sik);
– le socialisme maoïste;
– le «socialisme formalisé» (référence à Barone, à la discussion von Mises – von Hayek, Lange – Lerner; à l'économie mathématique contemporaine);
– le socialisme autogestionnaire (E. Kardelj).

Par rapport à ces repoussoirs, la société socialiste avancée s'installe dans l'histoire des peuples édifiant le communisme avec un ensemble de traits, critères, déjà parfaitement déchiffrés, selon un modèle fixé auquel chaque pays doit donner un contenu concret.

III – SYNCHRONIE

La société socialiste avancée est codifiée dans un langage précis, fixé (y compris dans ses variantes ou variations). Nous avons repris le schéma soviétique; les présentations des autres pays s'en distinguent peu [26]. Une analyse comparative serait à faire.

De cette description normative et abstraite il faut distinguer la masse considérable des ouvrages qui, théoriquement consacrés si l'on en croit leur titre à développer un aspect ou un domaine de la société socialiste avancée, étudient en réalité le système soviétique tel qu'il est aujourd'hui, avec une référence idéologique formelle au socialisme avancé.

A) Les traits du socialisme avancé

Nous présenterons sous forme schématique les critères (*kriterii*), réunissant un ensemble de *conditions* objectives, de *signes* obligatoi-

26. Voir par exemple l'article de G. Hoňaj déjà cité; G. Čihák, «Les caractéristiques de l'édification de la société socialiste avancée», *Nova Mysl*, 1976, 12, pp. 69-83 (en tchèque); Programme du parti socialiste unifié d'Allemagne, IXeme Congrès, mai 1976, traduction non officielle Verlag Die Zeit, pp. 20-22.

res, de *traits* caractéristiques [27]. Ils se subdivisent en trois catégories : économiques, socio-politiques, culturels. Nos commentaires figurent entre crochets.

Critères économiques

1° — *Base matérielle et technique*

L'espace : pas d'indicateurs quantitatifs et pas de constantes techniques généralisables à tous les pays.
[le socialisme avancé a une essence unique et des formes diversifiées].

Le temps : des mutations qualitatives transforment la base matérielle et technique, de base du socialisme en base du communisme. Importance de la notion de base *adéquate,* de *compatibilité.*
[L. Abalkin insiste tout particulièrement sur ce point [28]. Par exemple l'automatisation est «adéquate» au communisme mais elle ne peut donner ses pleins effets si elle n'est pas introduite de façon généralisée, *complexe,* si les mécanismes de fonctionnement ne sont pas *adaptés* : si ces conditions ne sont pas remplies, les ordinateurs, par exemple, ne peuvent rendre tous les services que l'on attend d'eux].

Les éléments : définis par la révolution scientifique et technique (concentration, intégration de la production, automatisation, mécanisation).

Le résultat : rapprochement du travail manuel et du travail intellectuel.

2° — *Productivité du travail*

Niveau élevé.

Egalisation des niveaux de productivité entre les activités (industrie, agriculture).

Combinaison harmonieuse des efforts physiques et intellectuels; la science est une force productive directe.

27. Les présentations des ouvrages consacrés à ces analyses sont identiques. Nous nous appuyons essentiellement sur celui de A.P. Butenko, *op. cit.* en note 8. On peut citer également E.I. Kapustin et al., «Problèmes méthodologiques de l'étude du socialisme avancé en économie politique», *Izvestija Akademii Nauk, serija ekonomiceskaja,* 1977, 3, pp. 5-16; G.A. Kozlov, *Les traits fondamentaux... op. cit.* en note 10; L.A. Leont'ev, *Les problèmes économiques du socialisme avancé,* Moscou, Nauka, 1972; *Les particularités de l'action des lois économiques dans les conditons du socialisme avancé,* Moscou, Mysl', 1976; Ju. N. Pakhomov, *Les rapports de production du socialisme avancé,* Kiev, Naukova Dumka, 1976. En dehors de l'U.R.S.S., voir par exemple, B. Minc, *Economie politique du socialisme* (en polonais), Warszawa, P.W.N., 1973, pp. 890-892 («Le stade du socialisme avancé»).

28. Dans son article cité *supra* note 14, et dans son ouvrage *Le mécanisme économique de la société socialiste avancée,* Moscou, Mysl', 1973, 264 p.

Maintien des différences professionnelles selon les secteurs, ainsi que des différences liées à la croissance inégale du progrès technique dans les différentes branches.

[Ces différences professionnelles, selon les commentateurs, n'engendrent pas une «hétérogénéité sociale» (*social'naja neodnorodnost'*) comme le soutient Kronrod.
Le critère de productivité est essentiel mais ne suffit pas à lui seul à définir le socialisme avancé; la thèse contraire est défendue notamment par un économiste bulgare, N. Iribadžakov [29].
Les développements de ce critère renvoient à une terminologie constamment utilisée dans les plans quinquennaux de la période postérieure à 1970 : efficience, qualité, caractère intensif de la croissance].

3° — *Système économique*

Propriété collective des moyens de production, sans partage.

Planification centralisée.

Echanges marchands et utilisation des catégories monétaires.

Mécanisme économique fondé sur les stimulants (matériels et moraux), la démocratie dans la production, l'initiative des travailleurs, une structure (un système) achevé (e) d'administration (gestion).

[Les deux premiers «traits» sont identiques à ceux qui qualifient le système communiste; les deux derniers, comme d'ailleurs le dernier élément du critère «B», marque le caractère «incomplet» du socialisme.
Cela renvoie au débat sur les «marques de naissance». Ainsi de la survivance des catégories monétaires : de vives polémiques opposent les «monétaristes» soviétiques à ce propos [30]. Trois thèses : les catégories monétaires sont immanentes au socialisme (Kronrod); elles y sont héritées du capitalisme (thèse dominante, *varii auctores*); elles n'y existent pas, donc un système où on les trouve ne peut être le socialisme avancé (Andres)].

4° — *Bien-être matériel*

Satisfaction complète de tous les besoins de première nécessité (alimentation, habillement, logement, protection médicale, éduca-

29. N Iribadzakov, *La société socialiste avancée* (en russe, traduit du bulgare), Moscou, Editions du Progrès, 1974.

30. Ainsi l'attaque de I. Konnik («De la nature et des fonctions de la monnaie dans les conditions du socialisme avancé», *Den'gi i Kredit*, 1975, 1, pp. 32-39) contre E. Andres, qui a publié la même année *Les fondements de la théorie de la monnaie de la société socialiste*, Moscou, Mysl', 1975.

tion, culture, art) selon les normes assurant le développement physique et spirituel de la personne.

Inégalités de qualification donc de niveau de vie des travailleurs.

Inégalités de richesse (à réduire mais sans nivellement).

[Ici aucun des trois éléments ne correspond au communisme complet.
Les besoins de première nécessité seulement sont satisfaits en totalité; ils le sont selon des normes «rationnelles» [31]. Exemple : la norme rationnelle de logement est de 18-19 m^2 par personne; en 1975, la moyenne par citadin soviétique était de 11,9 m^2 [32].
Les inégalités de qualification engendrent des écarts de niveau de vie puisque la rémunération est fixée selon le travail fourni (quantité et qualité).
Il y a des écarts de fortune, limités (par l'application de normes : réglementation sur la surface habitable par exemple) mais non négligeables, et transmissibles, puisque l'héritage existe] .

Critères sociaux et politiques

1° — *Structures sociales*

Absence d'exploitation.

Existence de différences de classe (mais pas de classes antagonistes).

2° — *Démocratie socialiste*

3° — *Une société organisée et tournée vers un but.*

[La démocratie socialiste est celle de l'«Etat de tout le peuple» avec participation de plus en plus complète des masses à l'administration, notamment à travers les organisations sociales.
Le but de la société socialiste est l'homme, quelquefois qualifié de «but en soi» (*samocel'*); ce n'est rien d'autre que la généralisation de la «loi économique fondamentale»] .

Critères spirituels

1° — *Idéologie marxiste-léniniste*

2° — *Conscience sociale*

Collectivisme, internationalisme.

Mais la religion et les coutumes petites bourgeoises subsistent.

31. *Cf.*, la contribution de L. Després à ce volume.

32. *Cf.* B. Rakitskij, *Le programme social du quinquennat et le mode de vie des soviétiques*, Moscou, Politizdat, 1976, p. 27.

3° – *Culture*

Formation permanente et scolarité secondaire généralisée.

[Y a-t-il une morale du socialisme avancé ? Un ouvrage consacré à cette question donne l'image d'une morale ouvriériste et collectiviste, maintenant les valeurs traditionnelles (travail, famille, patriotisme), avec quelques concessions à l'actualité (le citoyen du socialisme avancé est écologique) [33].
C'est en ce domaine que s'applique le plus unanimement la théorie des «marques de naissance» : ivrognerie, corruption, délinquance économique, égoïsme d'intérêt, sont des séquelles du capitalisme] .

B) Les domaines du socialisme avancé

A la société socialiste avancée, rien n'est étranger, comme le montre le plan du traité de l'Institut d'économie de l'Académie des sciences cité dans notre introduction [34]. Après un premier chapitre situant le concept (périodisation, critères), les chapitres suivants analysent les différents aspects de l'économie soviétique contemporaine, base matérielle et technique, processus de socialisation et évolution de la propriété socialiste, problèmes socio-économiques du travail, buts de la production socialiste et satisfaction des besoins, mécanismes de la reproduction élargie, planification, stimulation et gestion des entreprises, aspects internationaux. Les mêmes thèmes se retrouvent dans les ouvrages parus depuis 1973 avec la référence au socialisme avancé, dans les thèses soutenues sur le sujet (le fichier des thèses à la Bibliothèque fondamentale des sciences sociales de Moscou comprend, pour 1973-1976, 29 titres, dont 2 juridiques, 14 philosophiques (sociologiques), 9 économiques, 4 historiques).

Le phénomène actuel reproduit celui que l'on a déjà pu observer à propos de l'Etat de tout le peuple, de la Révolution scientifique et technique. La référence au concept mis en vedette recouvre tout simplement un traitement classique de la question objet de l'ouvrage. Exemples :

- Les relations monétaires et marchandes
- La répartition
- Les proportions de la reproduction
- La productivité du travail
- Finances et crédit
- Les structures sociales
- Les relations économiques internationales

} dans la société socialiste avancée

etc. [35].

33. *La morale du socialisme avancé,* Moscou, Mysl', 1976.

34. *L'économie de la société socialiste avancée, traits fondamentaux, lois de développement,* Moscou, Ekonomika, 1977.

35. (voir p. 323)

Nous ne voulons nullement suggérer que ces ouvrages sont formalistes et de mauvaise qualité : bien au contraire, les parutions de ces dernières années sont excellentes, dues aux meilleurs économistes (ceux-ci ayant à remplir un plan de travail comportant un ouvrage sur la société socialiste avancée dans leur domaine), mais dans la plupart des cas la référence n'a aucune signification et le même ouvrage aurait pu être publié en remplaçant «société socialiste avancée» par «économie soviétique contemporaine».

Illustrons ceci de quelques exemples.

La *reproduction socialiste,* c'est la théorie de la croissance économique. L'ouvrage publié sous la direction de A.I. Notkin [36], si on examine sa table des matières, traite la matière d'une façon très classique : croissance comparée des secteurs I et II – biens de production et biens de consommation –, évolution des coefficients de capital, d'intensité capitalistique, d'intensité des consommations intermédiaires, relations entre le secteur productif et le secteur improductif, passage de la croissance «extensive» à la croissance «intensive», aspects financiers de la reproduction. Mais dès le premier chapitre, écrit par A.I. Notkin, on s'aperçoit que la position du problème est sensiblement renouvelée. Quelles sont les relations entre secteur I et secteur II, doit-on dire que la croissance du secteur I est prioritaire *(preimuščestvennyj),* ou anticipée (*opereżajuščij*), par rapport à celle du secteur II, c'est-à-dire plus rapide? A. I. Notkin pense qu'il faut parler de «primat», notion qualitative et non quantitative. Certes pour des raisons historiques «temporaires» jusqu'à présent le taux de croissance du secteur I a été plus élevé que celui du secteur II; mais bien que «rien ne dure que le provisoire» (en français dans le texte!), il n'est pas prouvé que cet aspect quantitatif est nécessaire. Au cours du quinquennat 1966-1970 en U.R.S.S., on a pu observer un type de reproduction élargie «en escalier», caractérisé par un rattrapage du groupe B (correspondant au secteur II dans l'industrie); pendant quelques années le groupe B a eu une croissance plus rapide, ensuite il a fallu accélérer celle du groupe A pour créer les conditions d'une extension ultérieure de B.

La conclusion, à vrai dire, ne révolutionne pas la théorie socialiste de la croissance : «on assiste à un rapprochement du taux de

35. *Cf., Problèmes actuels ..., op. cit.* en note 21; D.A. Allakhverdjan, *Le mécanisme financier et bancaire du socialisme avancé,* Moscou, Finansy, 1976; S.I. Bojkov, *Les fonctions économiques et les formes de mouvement des moyens de la société socialiste avancée,* Léningrad, L.G.U., 1975; S.P. Pervušin, *Les lois économiques dans la société socialiste avancée,* Moscou, Mysl', 1974; *La productivité du travail dans les conditions du socialisme avancé,* Moscou, Nauka, 1976; *La structure sociale de la société socialiste avancée en U.R.S.S.,* Moscou, Nauka, 1976.

36. *Les proportions de la reproduction dans la période du socialisme avancé,* sous la direction de A.I. Notkin, Moscou, Nauka, 1976.

croissance des volumes physiques de la production des moyens de travail, des objets de travail et des biens de consommation, avec des taux anticipés (*operežajuščie*) de développement de la production des instruments de travail» (p. 73). L'intérêt de la contribution tient dans l'analyse statistique précise des sources et des relations significatives de la croissance au cours des années 1928-1974, démontrant que la thèse d'une «avance» permanente, globale et absolue du secteur I n'est nullement vérifiée.

En ce qui concerne la *répartition* [37], la question essentielle concerne la délimitation entre socialisme avancé et communisme : quelle est la place du salariat dans le socialisme, quel degré de satisfaction des besoins peut-on atteindre, quelles inégalités subsistent ? Y a-t-il un taux optimal de partage du revenu national entre investissement et consommation ? Ici le débat part de positions plus simples car le socialisme avancé n'est pas l'abondance totale, mais la fin de la pénurie pour les biens essentiels, ce qui suppose une satisfaction incomplète des besoins non essentiels (lesquels ?), de nombreux services. La répartition se fait non pas selon les besoins, bien que la part des «fonds sociaux de consommation» doive augmenter dans le revenu total, mais selon le travail fourni. De ce point de vue, deux grands problèmes doivent être résolus. Le premier est lié à la réforme économique. Quelle doit être, dans la rémunération selon le travail fourni, la contribution de la part «collective» de l'effort, et de la part individuelle ? En effet la réforme prévoit un intéressement matériel de l'entreprise aux résultats de son activité, en fonction de la bonne exécution du plan, sous forme de primes qui dans la conception initiale ont avantagé l'état-major et le personnel d'encadrement. Faut-il compenser cet avantage relatif des cadres par une revalorisation des primes des ouvriers ? Le problème des inégalités de rémunération doit être résolu corrélativement, par exemple en réduisant les écarts de salaires de base pour équilibrer l'ouverture de l'éventail des revenus impliquée par le système des primes. Autre aspect de la politique des revenus : si on pose que dans la société socialiste avancée s'effacent les différences entre travail manuel et travail intellectuel, comment la fixation des salaires peut-elle y contribuer ? On songe évidemment à la détermination de rémunérations plus élevées pour le travail physique sans intérêt; «la société doit alors rémunérer ce travail non pas selon le travail fourni, mais au-delà» (Mal'cev, p. 125).

La *réforme économique* en elle-même et ses mécanismes conduisent à préciser les caractéristiques de la gestion à l'étape du socialisme avancé. L'utilisation complète de l'«autonomie financière» et

37. N.A. Mal'cev, *Problèmes de répartition dans la société socialiste avancée*, Moscou, Ekonomika, 1976.

de ses attributs suppose le maintien durable des catégories de la valeur – prix, monnaie, profit, etc. La théorie du socialisme avancé doit donc justifier ce maintien, jusqu'à la dernière étape constituée par le communisme. Comment à ce moment-là passera-t-on d'un coup à l'économie «en nature» et au calcul direct des dépenses en temps de travail ? Comment rendre compte de l'application, défectueuse selon ce critère, de la réforme économique en U.R.S.S. où les «catégories marchandes» n'ont en fait pas pu s'imposer dans la gestion et la planification, et où on est revenu, à travers le rétablissement d'indices initialement supprimés (productivité, qualité des produits, nomenclature physique de la production) à la «renaturalisation» du plan ? Ces questions sont rarement posées sous cette forme : la description du système actuel de gestion des entreprises et de ses «insuffisances» prévaut.

La *dimension internationale* de la société socialiste avancée est la plus faiblement éclairée. Comme on part du fait que les pays socialistes se trouvent à des stades différents d'édification de la société socialiste avancée, l'accent sera mis sur le rapprochement progressif et l'égalisation des niveaux de développement, à travers l'intégration socialiste. La construction internationale du socialisme avancé se confond alors avec la réalisation du «Programme complexe» du Comecon de 1971; on peut pratiquement classer sous cette rubrique tous les livres récents sur la coopération au sein du Comecon.

La société socialiste avancée, devenue simple chapeau aux exposés contemporains sur l'économie planifiée, ne serait-elle plus alors que l'expression du système idéologique sous-jacent ? A l'appui d'une telle interprétation, apparaît exemplaire la publication, en 1976, des discours et interventions de Leonid Breznev (1964-1976) sous le titre «Questions d'administration de l'économie de la société socialiste avancée». Nous avons cité les quelques rares passages où le secrétaire général du parti communiste se réfère à la notion qui fournit son titre à tout le recueil; l'économie politique post-khroutchévienne reçoit son acte de baptême.

*
* *

Concept purement apologétique, sans valeur analytique ? Nous ne le pensons pas.

Qu'il y ait un certain opportunisme dans la «promotion» du concept, cela est indéniable. La société socialiste avancée définit un projet de société pour un ensemble de pays socialistes, l'U.R.S.S. et ses partenaires européens du Comecon. Les éléments de ce projet le distinguent tant des variantes «révisionnistes» du socialis-

me que des capitalismes contemporains. En ce dernier sens la notion est aussi une arme de combat contre les théories de la convergence, car en elle sont contenues à la fois les tendances d'évolution du système et une stricte continuité avec les fondements idéologiques du socialisme.

Mais on ne peut en rester là. En effet, si la société socialiste avancée n'était qu'un argument de publicité idéologique, on ne voit pas pourquoi celui-ci serait si peu et si mal exploité. Les violentes attaques contre les dissidents, contre la réception de leurs thèses en Occident, ne se réfèrent pas au concept. Et pas davantage, les décisions officielles qui se traduisent par une amélioration concrète du niveau de vie des citoyens. Ainsi le décret publié au début de 1977 en U.R.S.S. annonçant une augmentation importante de la production de certains biens de consommation «de masse», meubles, vaisselle, appareils électro-ménagers de haute performance, blue-jeans, deux-roues, etc, ne contient aucune allusion dans son préambule ou sa conclusion à un mode de consommation qui se rapprocherait du «socialisme avancé». On peut interpréter, dans ces deux types d'hypothèses, la non-référence au projet officiel de société comme une précaution tactique : dans un cas, ce serait le refus de mettre en parallèle «l'humanisme socialiste» et le discours anti-soviétique sur la défense des droits de l'homme; dans l'autre, la réticence à rabaisser le concept jusqu'à un niveau par trop prosaïque. Mais alors, il faut bien admettre que toutes les potentialités opportunistes de la société socialiste avancée ne sont pas – consciemment – exploitées.

Où réside donc sa signification profonde ? La société socialiste avancée se présente comme le changement dans la continuité. Nous voyons bien la continuité, voulue et affirmée sinon prouvée. Où est le changement ? On aimerait pouvoir repérer, sinon une rupture (destructuration suivie de restructuration de la société), du moins un retournement de tendance ou une accélération d'un mouvement antérieurement amorcé. Où voit-on le clignotant marquant le passage d'une phase à une autre ? La société soviétique de 1977 n'est pas qualitativement différente de celle de 1960.

Mais si on ne peut relever de point tournant, en revanche de multiples évolutions partielles sont perceptibles, dans la gestion des unités économiques, les transformations des structures liées au progrès technique, les modes d'adaptation à un environnement extérieur modifié. Dans ce contexte, le concept de socialisme avancé a une double valeur opératoire. Il indique d'abord, intégrant et consolidant ces évolutions partielles, qu'à un certain stade de développement du socialisme on ne brûle plus les étapes; on ne se trouve pas aujourd'hui dans une phase de transition d'où on sortirait par quelque «bond en avant» spectaculaire, mais dans un état durable, qui peut se prolonger indéfiniment, tant que

l'on n'aura pas approfondi et perfectionné tous ses éléments constitutifs. Le projet de société n'est plus une utopie, c'est la réalité quotidienne, avec ses contradictions et imperfections. En second lieu, pour conserver la maîtrise des transformations multiformes du système économique et social, dans un pays donné et dans l'ensemble de la communauté socialiste, il faut une ligne directrice idéologique : c'est pourquoi dans le discours officiel le socialisme avancé est toujours associé à la notion de «stratégie économique du parti», forme complète de la régulation d'un système planifié[38]. En ce sens, unifiant l'idéologique, l'économique et le politique, la notion de société socialiste avancée s'oppose à une conception technocratique «de l'organisation rationnelle des forces productives, de la politique économique, de la gestion économique, etc.» [39]. Elle assure le fondement doctrinal de l'action grâce auquel la recherche d'une productivité plus élevée du travail, d'une efficacité accrue de la production, les efforts en vue de l'accroissement du niveau de vie, ne se ramènent pas à la transposition de quelque modèle extérieur par la mise en œuvre de méthodes sophistiquées – qu'il s'agisse de l'application des mathématiques dans la planification, des techniques modernes de management ou de marketing. La société socialiste avancée apparaît bien ainsi comme l'image d'une nouvelle économie politique, celle d'un socialisme praticable et non utopique, dans laquelle les dirigeants soviétiques veulent que l'U.R.S.S. se reconnaisse et soit reconnue.

38. C'est après avoir terminé cette étude que j'ai pu lire dans la livraison de juillet 1977 du trimestriel britannique *Soviet Studies* une analyse véritablement parallèle, sur le même thème, d'un politologue californien, A. Evans, «Developed Socialism in Soviet ideology» (pp. 409-428); j'y renvoie les lecteurs intéressés par les aspects politiques du concept.

39. *Les problèmes du socialisme avancé en économie politique*, Moscou, Nauka, 1977, p. 35.

*La planification socialiste, telle qu'elle s'est développée dans les pays ayant institué la propriété collective des moyens de production, possède-t-elle une logique propre, à travers ses diversités dans le temps et dans l'espace, ses réussites et ses échecs ? Logique des objectifs : peut-on repérer un optimum social dont la réalisation est voulue par le planificateur ? entre la «loi» historique de priorité à l'industrie lourde et la recherche de la rationalité et de l'efficience, la stratégie de la croissance socialiste s'est-elle vraiment modifiée ? Logique des modes de régulation : par quels mécanismes de politique économique détermine-t-on prix, revenus, flux monétaires, échanges extérieurs dès lors que sont abandonnées les formes les plus impératives et centralisées de la planification ? Logique du système enfin : que conclure des débats actuels sur la nature des systèmes socialistes de type soviétique, sur l'autogestion ? Pour le Groupe de recherche sur la théorie de l'économie socialiste, c'est l'analyse de ces logiques qui délimite l'*Economie politique de la planification en système socialiste – *dont le présent ouvrage tente une exploration.*

Les études rassemblées dans cet ouvrage ont été rédigées par :

Wladimir ANDREFF, Maître de conférences agrégé à l'Université de Limoges

Jean-Charles ASSELAIN, Maître de conférences agrégé à l'Université du Maine

Jean BONCOEUR, Assistant à l'Université de Paris I

Laure DESPRES, Maître-assistant à l'Université de Nantes

Veselin DJURDJEVAC, Assistant à l'Université de Paris I

Gérard DUCHENE, Maître-assistant à l'Université de Paris I

Marie LAVIGNE, Professeur à l'Université de Paris I

Hélène MESCHERIAKOFF, Assistante à l'Université de Strasbourg III

Xavier RICHET, Assistant à l'Université de Paris X

Barbara ROGULSKA, Chargée d'enseignement aux Universités de Paris I et Paris XII

François SEUROT, Maître-assistant à l'Université de Paris XII

Krystyna SZYMKIEWICZ, Attachée de recherche au C.N.R.S.

Robert TARTARIN, Maître-assistant à l'Université de Nantes

ISSN 0338-8719

ISBN 2-7178-0109-X